

correspondance de presse internationale

inprecor

La constitution
européenne
réécrite,
noyée en
Irlande ?

juin-août 2008 - n° 539/540

inprecor

Moyen-Orient :
entretien avec Gilbert Achcar

Bolivie : entretien avec Evo Morales

● Italie ● Grande-Bretagne ● Allemagne ● Espagne
Bolivie ● Paraguay ● Venezuela ● États-Unis
● Birmanie ● Pologne ●

Pour la COUVERTURE de ce numéro nous avons utilisé une œuvre du graphiste polonais **Marcin BONDAROWICZ**.
Qu'il en soit remercié !
Vous pouvez apprécier ses œuvres sur son site web:
<http://www.bondarowicz.republika.pl>
Ou encore le contacter :
<bondarowicz@o2.pl>

Aux abonné(e)s !

L'envoi des relances coûte cher et prend beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction.

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

et aussi sur le site *Inprecor* réalisé par nos camarades français :

<http://orta.dynamias.org/inprecor/home>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taïne,

75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

CPPAP n° 0911 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France

Tél. : 01 40 24 21 31

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Sommaire

juin-août 2008 n° 539/540

Union européenne / Irlande

La constitution européenne réécrite enterrée ?

John Meehan 3

Dossier Italie

Après les élections d'avril

Salvatore Cannavó 9

11 Thèses pour une nouvelle gauche de classe et anticapitaliste

Sinistra critica 13

Grande-Bretagne

L'effondrement du New Labour et résultats de Respect

Alan Thornett & Nick Wrack 15

Greg Tucker (1953-2008), Militant révolutionnaire exemplaire

Jan Malewski 17

Allemagne

Die Linke, un bilan d'étape

Thies Gleiss 19

Espagne

Zapatero : la gauche en apparence

Joan Guitart 21

Mai 1968 - Mai 2008 Conférence anticapitaliste européenne

Succès de la Conférence anticapitaliste européenne

Jan Malewski 25

Rapport Introductif

François Sabado 26

Lutte contre la guerre

Yvan Lemaître 29

Immigration : contexte et tâches

Emmanuel Sieglmann 30

Propositions pour une campagne sur les changements climatiques

Laurent Menghini 32

Dossier Bolivie

Entretien avec le président Evo Morales

Pablo Stefanoni 35

Cette Bolivie qui se refuse à Evo Morales

Hervé Do Alto 37

Paraguay

Victoire de Fernando Lugo, Nouvel espace de lutte pour la gauche

Hugo Richer 45

Venezuela

La Révolution bolivarienne à la recherche d'un second souffle

Fernando Esteban 47

Brésil

Justice pour Luiz Edouardo Merlino (1948-1971)

Michael Löwy 51

Moyen-Orient (Palestine, Israël, Liban, Irak...), entretien avec Gilbert Achcar

« Les États-Unis sèment les graines d'une tragédie à long terme... »

F. Benlisoy et A. Kılıç 53

États-Unis

La mue de Barack Obama

Yann Rémy 61

Pologne

Ludwik Hass (1918-2008), héros trotskiste finalement brisé

Jan Malewski 62

Myanmar (Birmanie)

Des enjeux qui ont peu à voir avec l'urgence humanitaire

M. Johnson & Danielle Sabai 65

La population de Rangoon de plus en plus exaspérée

Marc Johnson 66

Notes de lecture & Revues

Didier Epszajn & Jan Malewski 7, 24, 36, 50, 52, 60

- S. TISSOT, *L'État et les quartiers* ● O. MASCLLET, *La gauche et les cités* ● E. RIBERT, *Liberté, égalité, carte d'identité* ● A. NOUSS, *Plaidoyer pour un monde métis* ● C. BAUDOUIIN & O. BROUSSEAU, *Les créationnistes*
- S. CITRON, *Le mythe national & Mes lignes de démarcation* ● F. GAUDICHAUD (dir.), *Le volcan latino-américain* ● CADTM, *Les crimes de la dette* ● H. DO ALTO & P. STEFANONI, *Nous serons des millions* ● S. PREZIOSO, *J. BATOU, A.-J. RAPIN (dir.), Volontaires internationaux contre Franco* ● L.M. BARNIER (Coord.), *Revendiquer et s'organiser* ● A. BURG, *Vaincre Hitler* ● M. WARSCHAWSKI, *Programmer le désastre* ● NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES ● SOLIDAIRES INTERNATIONAL ● CRITIQUE COMMUNISTE

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - 55 EUR (1 an)
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taïne, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

La constitution européenne réécrite enterrée ?

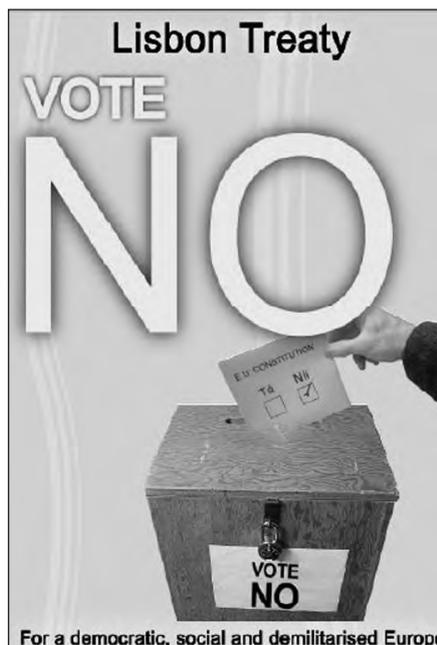
Par
John Meehan*

Lors du référendum du 12 juin 2008 les électeurs de la République d'Irlande ont rejeté le Traité de Lisbonne, une version réécrite de la Constitution européenne. Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et son gang d'adeptes de la privatisation et d'aventuriers militaires aspirants — une élite de la classe dominante toujours sous le coup du rejet du projet de la Constitution européenne en 2005 par les électeurs de France et des Pays-Bas — se souviendront longtemps de ce vendredi 13, lorsque les résultats du référendum irlandais furent annoncés.

Le « non » l'a remporté avec 862 415 voix (53,4 % des suffrages exprimés) contre 752 451 voix (46,6 %) en faveur du « oui ». La participation fut de 53,1 % : 1 621 037 électeurs ont pris part au référendum.

Formellement le Traité de Lisbonne a été rejeté, il devrait donc être mort et enterré, à l'image du perroquet de Monthly Python. Néanmoins on ne peut exclure des mesures de renaissance à la Dracula. Un Traité ne peut entrer en vigueur que s'il est ratifié par tous les États de l'Union européenne (UE). Pourtant, le Traité de Nice — soit dit en passant, unanimement considéré aujourd'hui comme un mauvais Traité, même si c'est pour des raisons différentes — a pu entrer en vigueur parce que les électeurs irlandais ont été appelés à le voter non pas une fois, mais deux. Comme le nom de New York, qui fut « si bon » qu'il a servi deux fois, pour nommer la ville et la province, les Irlandais ont eu droit à expérimenter par deux fois le Traité de Nice : en 2001 ils rejetèrent « Nice 1 », alors pour ne pas les priver de ce bijou, en 2002 ont leur présenta « Nice 2 ». Et ils finirent par répondre « oui ». Mais cette fois l'organisation d'un second référendum ne sera pas aussi aisée. La classe dominante irlandaise pourra-t-elle prendre le risque de renouveler une telle opération ?

Pour faire adopter le Traité de Nice, le gouvernement irlandais a dû organiser deux référendums. Lors du premier le « non » l'a-



vait emporté, mais le taux de participation était faible : 34,8 %. Les enquêtes réalisées alors indiquaient que bon nombre de ceux qui avaient voté contre le Traité de Nice l'avaient fait pour protester contre le manque d'informations concernant ce traité. Le gouvernement organisa alors un « Forum national pour l'Europe » avec un règlement relativement démocratique, garantissant le même temps de parole aux partisans et aux adversaires de ce Traité. Ainsi le « déficit démocratique » a sans aucun doute favorisé en fin de comptes la victoire du « oui » lors du second référendum où le taux de participation s'était amélioré (49,5 %).

Mais le 12 juin dernier la participation a été encore plus élevée — 53,1 % — ce qui rend plus complexe la répétition de l'opération qui a finalement permis de faire adopter le Traité de Nice.

Écrivant le 14 juin dans le *Guardian*, le chroniqueur irlandais Fintan O'Toole, un partisan libéral de gauche du Traité de Lisbonne, écrit justement : « Lors du premier référendum concernant le Traité de Nice le taux de participation fut si bas que le gouvernement pouvait sans hésiter demander au peuple de voter une fois encore. Le taux de participation concernant le Traité de



Lisbonne a été tellement plus élevé, que répéter une telle opération alimenterait le sentiment que l'on tente d'intimider les électeurs. » Car en 2008 une majorité importante de ceux qui ont participé aux réunions du Forum disait qu'elle voterait « non » et donc cette fois-ci le facteur du « déficit démocratique » a favorisé le « non ».

Comment le Traité de Lisbonne a-t-il perdu pied ?

En janvier 2008 le référendum irlandais semblait n'être qu'une formalité et le succès du Traité de Lisbonne, acquis d'avance. Le sondage réalisé par Red C annonçait que 43 % des Irlandais étaient favorables au Traité, contre 25 %, alors que 32 % ne se prononçaient pas. Cela annonçait une participation assez importante et une victoire du « oui » par 64 % contre seulement 36 %. Au début avril les résultats, toujours favorables, paraissaient plus incertains : 35 % en faveur du « oui » contre 31 % en faveur du « non » — en tenant compte de la marge d'erreur la victoire du « oui » n'était plus certaine.

C'est alors que le premier ministre Bertie Ahern commençait à s'embrouiller dans ses comptes bancaires, prétendant d'abord avoir « oublié » la provenance de grandes quantités de livres sterling, puis racontant qu'il les avait gagnées en pariant dans les courses hippiques en Angleterre... Poursuivi pour corruption depuis deux ans, Ahern ne parvenait pas à justifier devant le Tribunal d'Investigation de la Planification et des Paiements, dirigé par le juge Alan Mahon, les fortes sommes qu'il avait reçues au début des années 1990 des patrons de grandes entreprises et d'un millionnaire, alors qu'il était Ministre des Finances.

Dès avril de cette année Bertie Ahern fut forcé d'annoncer sa démission et de transmettre ses fonctions gouvernementales au chef-adjoint de Fianna Fáil, Brian Cowen.

* John Meehan, membre fondateur de la Campagne contre la Constitution européenne (CAEUC) en République d'Irlande, collabore à la presse de la IV^e Internationale.

Irlande / Union européenne

L'annonce de la démission de Bertie Ahern a coïncidé avec une nouvelle hausse des intentions de vote en faveur du Traité. Tout semblait revenir dans les normes officiellement voulues.

Après l'annonce de sa démission — et en prévision de la campagne référendaire — les titres critiquant Bertie Ahern ont disparu de la presse, laissant place durant plus d'un mois à une campagne d'éloges. Le public irlandais se voyait rappeler sans cesse que depuis l'élection d'Ahern au poste de Premier ministre en juin 1997 :

1. Le leader de Fianna Fáil a joué un rôle majeur dans le « processus de paix » qui a mis fin aux « troubles » en Irlande du Nord et permis l'installation d'un gouvernement de « partage de pouvoirs » entre les unionistes et les nationalistes, dirigé par le bouillant pasteur d'extrême droite Ian Paisley (1). Fêté partout dans le monde, Ahern a été invité à faire un discours devant une session commune du Sénat et du Congrès des États-Unis — un honneur que peu de dirigeants ont partagé avec lui —, discours transmis par les médias irlandais et suivi par des kilomètres d'articles élogieux dans la presse irlandaise. Le président Bush remerciait ainsi à peu de frais les gouvernements irlandais dirigés par Fianna Fáil qui ont permis à l'armée américaine d'utiliser l'aéroport Shannon pour le transport des troupes, des armes et des victimes de la torture dans les deux sens entre l'Irak, l'Afghanistan, Guantanamo et d'autres endroits sur le continent américain.

2. La période des gouvernements dirigés par Bertie Ahern a coïncidé avec un boom économique sans précédent dans la République des 26 comtés d'Irlande, appelé les années du « Tigre celtique ».

Cette campagne a permis au gouvernement irlandais de regagner de la popularité. Le nouveau chef du gouvernement, Brian Cowen, en a tiré profit pour lui-même. Et une poussée provisoire en faveur du Traité

de Lisbonne a vu le jour dans les sondages, annonçant prématurément le succès du « oui ».

Mais progressivement la campagne pour le « non » prenait de l'ampleur, permettant aux citoyens de comprendre que le Traité de Lisbonne, comme le projet de la Constitution européenne abandonné à la suite des référendums en France et aux Pays-Bas, n'avait d'autre but que de graver dans le marbre la politique néolibérale et les caractères absolutistes des institutions européennes.

L'inquiétude en ce qui concerne la ratification du Traité de Lisbonne réapparut le 25 mai. Le sondage réalisé ce samedi par Red C annonçait un rapport de 5:3 contre le Traité. Mais le rapport des sondeurs restait intitulé « Le camp du "oui" lutte pour une claire supériorité » et affirmait que cette supériorité serait certainement atteinte du fait de la mobilisation des hésitants, encore nombreux. Puis un clair tournant de l'opinion contre le Traité de Lisbonne a balayé les « oui ». Comment et pourquoi ?

Rétrospectivement, en lisant les rapports des militants du CAEUC sur notre liste e-mail ainsi que les informations publiées sur des sites web tel www.sayno.ie, les signes qui indiquent une victoire du « non » sautent aux yeux. Il y apparaît par exemple qu'à l'issue des meetings organisés en faveur du « oui » la majeure partie des participants interrogés se prononce... en faveur du « non ».

Ainsi, le Parti travailliste avait appelé à un meeting le 14 avril au Liberty Hall de Dublin. A la tribune six orateurs, dont des parlementaires irlandais et un élu européen, ont expliqué les raisons pour voter « oui ». Interrogés à la sortie, 70 % des participants (environ 80 présents) se disaient favorables au rejet du Traité de Lisbonne.

Le 15 mai un meeting du CAEUC se déroulait en même temps qu'un débat public organisé par le Comité parlementaire des affaires européennes dans la ville de Limerick. Ce dernier, bénéficiant naturellement de ressources beaucoup plus grandes, avait été bien mieux annoncé. Pourtant la réunion du CAEUC fut plus nombreuse (65 participants contre 30) et surtout, après avoir fini de présenter tous les avantages du Traité de Lisbonne, les parlementaires présents se rendirent compte qu'aucune des 30 personnes présentes n'avait l'intention de voter en sa faveur. Ainsi, les 95 personnes qui à Limerick se sont déplacées dans des réunions concernant le référendum étaient des opposants au Traité, certains même suffisamment convaincus pour aller à un meeting en sa faveur. Les résultats du vote réfé-

rendaire donnèrent finalement 21 191 « non » (54,0 %) contre 18 085 « oui » avec un taux de participation de 51,4 %.

Le 4 juin le Groupe d'action communautaire et ouvrière (CWAG) a organisé un débat contradictoire dans la circonscription centre-sud de Dublin. Joan Collins (CWAG), un conseiller municipal socialiste indépendant, et Brandan Young du CAEUC arguaient en faveur du « non », alors que Charlie Ardagh (Fianna Fáil) et Ruairí McGinley (Fine Gael) représentaient le camp du « oui ». A la fin du débat il a été demandé aux 70 personnes présentes de voter à main levée pour ou contre le Traité et... tous les présents ont levé le bras pour le « non ». Les résultats du référendum dans cette circonscription furent de 25 264 « non » (61,0 %), contre 16 410 « oui », la participation s'établissant à 51,6 % des inscrits.

Un Traité volontairement abscons

La Constitution de l'UE a-t-elle été rejetée par les référendums français et hollandais en 2005 ? La réponse est : oui. Le processus en a-t-il été stoppé pour autant ? La réponse est : non. Le Traité de Lisbonne est l'enfant post-mortem de la Constitution européenne. Il n'en diffère que dans quelques aspects et Bertie Ahern — le premier ministre irlandais de 1997 à mai 2008 — l'a correctement interprété en disant qu'il contient 90 % de la Constitution rejetée. Mais entre les deux il y a une différence fondamentale : seuls les citoyens de la république d'Irlande furent autorisés à voter sa ratification, dans les 26 autres États de l'Union seuls les parlementaires eurent le droit de se prononcer à ce sujet. Barroso and Co. ne voulaient à aucun prix prendre le risque d'un rejet référendaire de leur projet.

Le Traité de Lisbonne est difficile à lire et encore plus difficile à comprendre. Comme l'a très justement formulé un des principaux partisans de ce Traité, le ministre belge des affaires étrangères, Karel De Gucht, « le but du Traité Constitutionnel était d'être lisible ; le but de ce traité est d'être illisible (...) La Constitution était trop claire, alors que ce traité devait être peu clair. C'est un succès. » (2) Le principal auteur du Traité constitutionnel rejeté par les Français et les Hollandais ne disait pas autre chose : « L'opinion publique sera donc amenée à adopter, sans les connaître, des propositions que nous n'osons pas lui présenter directement (...) Toutes les propositions précédentes se trouvent dans le nouveau texte, mais elles y sont cachées et d'une certaine manière, déguisées » (3).

1. Ian Paisley, pasteur et homme politique ultra-unioniste en Irlande du Nord, dirigeant du Parti unioniste démocrate (DUP) a été connu pour son refus de toute négociation avec les indépendantistes irlandais et pour son comportement provocateur contre les catholiques irlandais. Après la victoire du DUP et du Sinn Féin aux élections de l'Assemblée d'Irlande du Nord en 2006, il accepte sous la pression britannique de rencontrer le chef du parti nationaliste, Gerry Adams et négocie le 26 mars 2007 la formation d'un gouvernement d'union avec ses anciens ennemis mortels. Selon les termes de l'accord, le 8 mai 2007, il a été nommé Premier Ministre d'Irlande du Nord, son vice-premier ministre étant le Sinn Féiner Martin McGuinness. Le 4 mars 2008 il a présenté sa démission de son poste de président du DUP ainsi que de celui de Premier ministre d'Irlande du Nord.

2. *Flanders Info*, 23 juin 2007.

3. *Sunday Telegraph* du 1 juillet 2007.

Lorsque j'ai montré de telles citations à un électeur, ce dernier m'a immédiatement demandé si De Gucht était en faveur du « non »... Cela semble en effet raisonnable pour qui n'est pas complètement cynique.

Ces deux citations — et quelques autres provenant des politiciens de haut rang — pouvaient être lues dans une brochure de 32 pages que le CAEUC a distribué à dix mille exemplaires au cours de la campagne. Ils se trouvaient aussi sur le web. Maintes fois les militants du « non » ont popularisé ces citations tout en expliquant les principales dispositions cachées du Traité, en particulier celles qui concernent la privatisation des services publics. Car, autre spécificité, les rédacteurs du Traité de Lisbonne ont eu recours à la « *novlangue* » orwelienne, et les services publics y apparaissent sous le seul nom de « *services d'intérêt économique général* ».

Lorsque les défenseurs du « oui » prétendaient défendre la traditionnelle politique de neutralité militaire irlandaise, les militants du CAEUC n'avaient aucun mal à présenter au public les dispositions du Traité qui exigent l'accroissement des dépenses militaires, dispositions qui contrastent avec l'absence de quelques mesures que se soit en ce qui concerne l'accroissement des dépenses publiques en faveur des services de santé... De cette manière une perplexité croissante envahissait ceux qui menaient la campagne en faveur du Traité de Lisbonne.

Le parti Fianna Fáil dispose d'une forte base populaire et se dit fier de son enracinement. Son nouveau premier ministre, Brian Cowen, n'est pas fou. Il a donc d'emblée admis qu'il « *n'a pas lu les 440 pages de ce labyrinthe* », ni « *son ensemble confus de protocoles et d'amendements aux amendements* », et a parlé « *d'un langage délibéré confus* ». De ce fait les militants du « non » pouvaient se permettre de sympathiser avec le dilemme du chef d'État, sachant qu'en fin de comptes, en tentant de préserver sa légitimité « *populaire* », il leur facilite la tâche. Et un sondage publié le 6 juin indiquait clairement que « *la raison la plus citée parmi ceux qui s'apprêtent à voter "non" au référendum, avec 30 % de réponses, est celle de ne pas savoir ce que ce Traité représente* » (4).

Les organisations en faveur du « oui », tel Fianna Fáil, employaient des slogans imprécis, du genre « *Oui à l'Europe* » ou « *C'est bon pour l'Irlande* » sans discuter le contenu du Traité. Ils le présentaient seulement comme une simplification administrative, réduisant le nombre de Commissaires, accordant des pouvoirs supplémentaires au Parlement européen, permettant à la machine d'être plus efficace avec ses 27 États,

mais ils étaient incapables — et pour cause — de dire en quoi ces modifications réduisaient le caractère absolutiste et non démocratique de cette « *machine* ».

Une campagne orientée

Une semaine avant que les électeurs irlandais soient appelés aux urnes, pour la première fois les sondages d'opinion du 6 juin annonçaient clairement une victoire possible du « non ». Selon ces sondages, 35 % de la population irlandaise avait l'intention de rejeter le Traité, 30 % s'apprêtaient à le ratifier et 35 % autres étaient indécis. En écartant les indécis — ou les abstentionnistes potentiels — on obtenait 54 % en faveur du « non » contre 46 % en faveur du « oui » — une prédiction qui s'est avérée être mortellement précise.

Les partisans du « oui » ont tout fait pour tenter d'inverser le résultat prévu au cours de la dernière semaine de la campagne, mais — comme cela apparaît maintenant clairement — l'oie était déjà cuite.

Le résultat final est remarquable, car le ban et l'arrière-ban des élites dominantes se sont mobilisés en faveur du « oui ». Au sein du Parlement de Dublin (*Dáil Éireann*) 160 députés ont appelé à voter en faveur du « oui », contre six seulement qui se sont prononcés pour le « non ». Un seul parti représenté au Parlement — le Sinn Féin — avait fait campagne pour le « non ». Les partis de la coalition gouvernementale (Fianna Fáil, le Parti Vert et la Coalition des démocrates pour le progrès) ont été rejoints dans le camp du « oui » par les principaux partis de l'opposition : Fine Gael (droite) et le Labour Party (Parti travailliste, une organisation social-démocrate qui à l'instar du New Labour britannique a adopté le tournant néolibéral de Tony Blair).

Sentant venir le danger, toutes ces organisations, qui nous ont habitué à ne se préoccuper que de leurs propres intérêts et à tirer partie de chaque affaiblissement des concurrents, ont rassemblé leurs forces au cours de la dernière semaine précédant le scrutin. « *L'Alliance pour l'Europe* », animée par l'ancien dirigeant du Parti travailliste, le député Ruairí Quinn, disposait à elle seule d'un budget de 50 000 euros pour cette campagne. Pour la première fois l'organisation patronale IBEC (Confédération irlandaise des employeurs et hommes d'affaires) s'est directement engagée dans la campagne référendaire en faveur du « oui », avec ses propres affiches et son matériel de publicité.

Par contraste, la principale campagne de gauche — la Campagne contre la

Constitution européenne (CAEUC), une coalition de quatorze organisations et de militants indépendants (www.sayno.ie) disposait seulement d'un budget inférieur à 10 000 euros.

A la fin de la campagne, après des mois d'hésitations, l'exécutif de la principale centrale syndicale irlandaise ICTU a appelé à voter « oui ». Mais pour la première fois depuis des années, cette décision a mis à jour des divergences internes : la motion a été adoptée par 14 voix contre 5 et 8 abstentions. Seulement quelques mois plus tôt le « oui » aurait passé sans faire des vagues.

La seconde grande centrale syndicales, UNITE, a appelé à voter « non », de même que le Syndicat des électriciens. La Campagne contre la Constitution européenne avait son siège dans les locaux de UNITE. Deux autres grands syndicats, qui sont fortement présents dans le secteur privé, SIPTU et MANDATE, n'ont pas donné de consignes de vote.

L'orientation néolibérale de l'Union européenne au cours des dernières années à fini par alerter les organisations syndicales. Les récentes décisions de la Cour de justice européenne — les cas Laval et Viking — qui permettent aux employeurs d'embaucher la force du travail au niveau du salaire minimum et détruisent ainsi les conventions collectives négociées au niveau des États, sont conformes aux dispositions du Traité de Lisbonne.

Au cours des derniers jours de la campagne, Cowen et ses alliés ont accusé le camp du « non » de ne pas vouloir discuter le contenu du Traité et de propager des fausses informations, tout en lançant la menace que l'Irlande souffrirait si le « non » l'emportait. C'était un changement fondamental d'une campagne qui, des mois durant, s'était limitée aux éloges du « *Tigre celtique irlandais* » et des « *succès* » liés à l'adhésion de l'Irlande à l'UE.

Les partisans du Traité dans les médias — tout particulièrement ceux qui avaient un passé de gauche ou qui soutiennent actuellement le Parti travailliste — ont pour leur part mis en valeur les opposants au Traité liés à l'extrême-droite, tout en tentant de marginaliser le « non » de gauche. Un exemple notoire fut l'histoire, inventée de toute pièce par *l'Irish Times*, selon laquelle le fasciste français Jean-Marie Le Pen comptait venir en Irlande pour faire campagne en faveur du « non ». Les journalistes de ce quotidien favorables au Traité de Lisbonne ne pourraient trouver quiconque prêt à inviter Le

4. Irish Times du 6 juin 2008.

Irlande / Union européenne

Pen en Irlande et plusieurs animateurs centraux de la campagne du « non » ont indiqué qu'ils seraient dans la rue pour s'opposer à une telle visite. Mais cela n'a pas suffi pour empêcher les médias dominants d'illustrer le camp du « non » au lendemain du référendum par des images de la « *Youth Defence* », une organisation marginale d'activistes anti-avortement.

Le déséquilibre des informations présent dans toute la campagne a encore servi lors de l'enterrement du Traité. Dans les débats télévisés et tout au long des pages des principaux quotidiens ceux qui ont perdu le référendum occupaient le terrain, discutant entre eux sur ce qui a été « raté » et sur comment « nous » allons pouvoir continuer, s'interrogeant comment le peuple a-t-il pu se tromper ainsi et réfléchissant comment « *l'Europe* » devait « préparer sa revanche ». Tous ces discours considéraient comme acquis qu'il faut trouver la voie pour que le résultat irlandais rejoigne « *la détermination des 26 autres pays* » d'adopter le Traité de Lisbonne, en omettant simplement que le seul résultat d'un vote populaire rendait ce Traité légalement et moralement mort, comme les référendums en France et aux Pays-Bas ont enterré le précédent Traité Constitutionnel.

Une coalition gouvernementale affaiblie

Le rejet majoritaire du Traité de Lisbonne constitue un retour à la réalité. La lune de miel du nouveau premier ministre Brian Cowen (Fianna Fáil) est terminée. La coalition gouvernementale est précaire (Fianna Fáil) et vulnérable (Parti Vert). L'ancien chef de Fianna Fáil, Ahern est de nouveau devant le Tribunal Mahon — une affaire comique et tordue comme peut l'être une tromperie intelligente qui en suit d'autres mises à jour par les enquêteurs légaux démêlant les arrangements financiers intentionnellement complexes. Par exemple, une semaine avant le référendum, l'ex-Premier ministre, interrogé en tant que témoin, fut incapable de répondre au rapport des avocats-conseils du Tribunal concernant « *86 versements sur les comptes bancaires de M. Ahern entre 1993 et 1995... pour lesquels il est impossible "à 99,99 %" de déterminer la source* » (5). Un total d'au moins 62 000 à 79 000 livres sterling versées en espèces seulement au cours de ces deux années. L'ancien Premier ministre a pour sa part expliqué sans rire qu'il ne

disposait pas de compte en banque entre 1987 et 1993 et gardait ses économies dans un coffre. Pris en tenailles entre l'échec référendaire et le procès pour corruption de son principal dirigeant, le parti Fianna Fáil se trouve en danger.

L'autre partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti Vert, est lui aussi vulnérable. Une conférence extraordinaire des délégués du Parti Vert s'est prononcée en faveur du Traité de Lisbonne, mais le vote ayant été acquis par une majorité n'atteignant pas les deux tiers, le parti n'a pas pu faire publiquement campagne en faveur de l'un ou de l'autre camp. Les sommets ont été pris de panique. Le ministre Éamonn Ryan a mis en garde contre le « chaos » en cas de rejet du Traité. Un des six députés Verts, Ciarán Cuffe, s'est amèrement plaint que le débat était envahi par des « *activistes anti-avortement et des trotskistes* » ! Ciarán Cuffe et ses collègues connaissent pourtant parfaitement les militants du « *non de gauche* » qui ont mené la campagne contre le Traité de Lisbonne, car avant d'intégrer le gouvernement du Fianna Fáil en mai 2007, le Parti Vert était une des composantes de la Campagne contre la Constitution européenne (CAEUC.)

Au cours d'un débat public sur les problèmes du développement et le traité de Lisbonne le sénateur vert Deirdre de Búrca, représentant la campagne pour le « oui », ancien membre de la CAEUC, a déclaré que si son parti n'était pas au gouvernement il aurait mené la campagne contre le Traité de Lisbonne ! Voulant s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'une erreur, l'auteur de cet article a demandé au sénateur de confirmer ce qu'il venait de dire et Deirdre l'a répété — mes oreilles entendaient bien ce soir-là ! Cet échange avait eu lieu le mercredi 7 mai (6). De Búrca argumentait aussi en faveur du « oui » au nom de la nécessité de lutter contre le changement climatique, mais un militant en faveur du « non » lui a rappelé que le Traité ne contient que six mots pouvant avoir un rapport avec ce sujet... Quelques semaines plus tard, le leader du Parti Vert et ministre dans le gouvernement actuel, John Gromley, a déclaré que même s'il était dans l'opposition, il recommanderait de voter en faveur du Traité de Lisbonne, mais le mal était fait. Le Parti Vert voudra sans doute rester au gouvernement après les prochaines élections législatives (qui sont programmées pour juin 2012 au plus tard), mais le parti de Gromley aura beaucoup de chances s'il arrive à survivre à cette échéance.

Ajoutons qu'une députée européenne élue sur la liste des Verts, Patricia McKenna, fut une des principales porte-parole du

camp du « non ». Lors de la prochaine échéance elle recherchera encore la nomination de ce parti, relançant les débats en son sein, avec d'autant plus de force que le « non » l'a emporté.

La question si le parti de Gromley pourra encore rester en coalition avec Fianna Fáil sera alors ouverte et ce sera un coup de chance pour lui s'il parvient à se maintenir au sein du gouvernement. Mais même si tel est le cas, le destin des Démocrates progressistes (PD) menacera le Parti Vert. Le PD — un parti de la droite néolibérale, disposant d'importants moyens financiers — s'est retrouvé à l'issue des législatives de 2007 avec seulement deux députés, un recul important car il disposait précédemment de huit élus. Son dirigeant, Michael McDowell, n'a pas été réélu et a immédiatement abandonné sa carrière politique. Actuellement le seul ministre de ce parti, Mary Harney, est en charge de la privatisation de la santé et a provoqué des nombreuses manifestations de masse contre sa politique. Ce n'est plus qu'une question de temps pour que le PD soit absorbé par Fianna Fáil, ou par Fine Gael, alors que des fragments pourraient dériver vers le Parti travailliste ou le Parti Vert.

Un espace pour une alternative de gauche

La domination accablante du camp pourtant défait, tant dans le débat national que dans les couloirs des institutions européennes (où les élites de l'UE ne tiennent nullement compte du choix populaire irlandais et font pression sur les élites irlandaises pour que ces dernières « trouvent une solution ») indique que seule la remobilisation des mouvements qui ont imposé le « non de gauche » en France et aux Pays-Bas peut imposer le respect du choix démocratique de la majorité en Irlande. Autrement dit, les « non » populaires français, néerlandais et irlandais doivent être internationalisés.

La discussion au sein du CAEUC comme dans les mouvements des autres pays devrait se concentrer maintenant sur les alternatives au Traité de Lisbonne et au projet de la Constitution européenne, tous deux rejetés par les peuples. Pour notre part, nous avons bien l'intention de leur opposer « *l'Europe que nous représentons* ».

Cela diffère de la ligne préconisée par Sinn Féin, qui est à la recherche d'un « meilleur accord » qui pourrait être négocié. Les politiciens astucieux tels que Brian Cowan seront en effet heureux d'offrir quelques concessions mineures — par exemple préserver un poste de Commissaire euro-

5. *Irish Times* du 6 juin 2008.

6. Sur le site web du CAEUC <www.caeuc.org> on peut trouver le matériel diffusé à cette occasion ainsi que le rapport de la réunion écrit par Liz Curry.

péen pour l'Irlande ou de bricoler quelques veto — si cela permet de préserver la substance néolibérale et absolutiste d'un quelconque nouveau Traité. Ceux qui en doutent au sein du Sinn Féin devraient se souvenir de la trajectoire du Parti vert : dès qu'il est entré dans le gouvernement aux côtés du Fianna Fáil ses anciennes politiques radicales se sont enfuies par la fenêtre. L'opposition bienvenue du Sinn Féin au Traité de Lisbonne, sur une orientation généralement progressiste, se heurte en effet à toute perspective visant à être « disponible pour le gouvernement », une politique qui fut au centre de sa campagne électorale en mai 2007.

La droite qui a appelé à voter « non » peut tenter de présenter une alternative politique lors des élections européennes de juin 2009. Cela rend d'autant plus nécessaire une meilleure coordination du « non de gauche ». La victoire remportée par le « non de gauche », dont l'unité durant la campagne fut réelle, même si elle était loin d'être idéale, remet à l'ordre du jour la question du regroupement de la gauche.

Les principaux concernés par un tel regroupement sont : Le Parti socialiste (7), dont le représentant le plus connu, Joe Higgins, a réalisé un énorme travail durant la campagne référendaire, coopérant très efficacement avec le CAEUC, ce qui ne l'empêchait nullement de promouvoir son parti ; La Coalition le peuple avant le profit, dont la principale composante est le Parti socialiste des travailleurs (8) ; Le Groupe d'action communautaire et ouvrière (CWAG), dont le principal porte-parole est le conseiller municipal socialiste indépendant Joan Collins ; Le syndicat UNITE (9) ; et divers autres militants. Au cours de la campagne référendaire les militants du CAEUC ont travaillé avec les animateurs de la Campagne pour la défense de la Santé, parvenant à persuader ses principaux dirigeants de voter contre le Traité de Lisbonne.

Les élections locales auront lieu en même temps que les élections européennes et tous les secteurs de la « vraie gauche » devront mener la campagne dans les deux élections, car il est impossible d'être visible en se limitant à l'une d'elle. De ce fait les syndicats et les organisations qui (au moins) s'opposent à l'attaque néolibérale contre les services publics, sont en faveur de l'égalité et donc veulent mettre fin à l'interdiction constitutionnelle de l'avortement (qui date de 1983), refusent de manière inconditionnelle toute coalition gouvernementale avec les partis bourgeois comme Fianna Fáil ou Fine Gael, et n'ont d'autre choix s'ils veulent se faire entendre que d'agir ensemble. ■

La création des quartiers sensibles

L'objet du livre est de « retracer la genèse de réformes qui, en étant présentées comme nécessaires, se retrouvent soustraites à la discussion collective contradictoire, et, par là, permettre à d'autres analyses d'être prises en compte. » Sylvie Tissot retrace la genèse de la construction des « quartiers sensibles » comme catégorie d'action publique, en partant « de l'idée paradoxale que ce qui est nouveau, ce n'est pas tant le problème des banlieues en soi que la manière de comprendre les problèmes sociaux constitués à partir de l'objet banlieue. »

Doit-on souligner avec l'auteure que « la représentation légitime du monde social, de ses divisions et de ses problèmes est par définition un enjeu politique. » Il convient alors de décrypter non seulement la montée en force de la catégorie de « quartier sensible » mais aussi sa consolidation institutionnelle, politique et savante. De ce point de vue, le livre est bien à la hauteur de l'ambition.

Il se compose de cinq grands chapitres. « A la faveur de la construction de la catégorie de quartier sensible comme problème social se jouent trois phénomènes : l'occultation des violences entre jeunes issus de l'immigration et police ; la définition de la base ethnique et non socio-économique des populations à problèmes ; et le recadrage de l'action étatique autour des questions de lien social et de mixité sociale plutôt que d'inégalités ou de redistribution. » L'auteure montre dans ce premier chapitre « la naissance d'un problème social », son analyse insiste sur la nature sociale des processus contre les présentations de « phénomènes naturels » sans « logique sociale ». Dans ces pages, elle n'oublie pas de souligner la responsabilité propre du PS et des maires du PCF. Dans les années 1980, l'objet des politiques publiques va se transformer et abandonner son ancienne cible « la pauvreté » pour se déployer sur sa répartition dans l'espace, « plus précisément sa concentration dans les quartiers d'habitat social ».

Le chapitre suivant est centré sur « L'institutionnalisation de la politique de la ville et la construction savante du problème des banlieues ». De manière convaincante, Sylvie Tissot décortique les élaborations des institutions et de nombre de chercheurs, en insistant sur le rôle des sciences humaines et particulièrement des sociologues. Au regard des discours des uns et des autres, elle rappelle, ce qui peut sembler banal, que « comme tout travail scientifique, la méthodologie et la conduite de la recherche déterminent en partie la production des résultats ». Elle souligne le rôle particulier de la revue *Esprit* et du colloque « *Entretiens de la ville* » dans l'invention de la

catégorie « quartiers sensibles ».

Le chapitre 3 traite de la construction statistique d'un objet de politique sociale « 500 quartiers et 3 millions d'habitants » en montrant non seulement les réductions mécaniques des réalités mais aussi l'occultation de « la parole des principaux intéressés sur la situation au profit d'une vision standardisée », sans oublier que « la place donnée au pourcentage d'étrangers érige de fait la présence de cette population en problème en soi, éléments à part entière du problème des banlieues » et l'ethnisation des problèmes sociaux qu'elle induit.

Le chapitre suivant traite du « destin des grands ensemble dans une ville communiste », il s'agit d'une enquête très documentée sur Montreuil, « ville rouge » de la banlieue parisienne, de la mise en exergue « des jeunes et des immigrés » dans le journal municipal et de la séparation de l'histoire locale de l'histoire nationale. L'auteure souligne qu'« avec le paradigme de l'exclusion, la question de la ségrégation va être pensée en dehors de toute analyse structurelle. »

Dans les derniers chapitres, Sylvie Tissot examine les liens entre réforme des quartiers et réforme de l'État, en insistant sur les « réformateurs » qui ne font pas que « répondre à une réalité sociale objective : ils contribuent aussi à la mettre en forme » ; elle signale également « l'invention d'un groupe de professionnels : les spécialistes du lien social dans les quartiers » en mettant l'accent sur le rôle de la Caisse des Dépôts et des Consignations, bras financier armé de l'État. Les politiques menées sont replacées dans le contexte plus général de la « montée de la thématique de la modernisation et de l'inutilité, au nom du refus de l'assistance, de la multiplication des services publics ».

L'auteure revient en conclusion sur la dépolitisation et la déhistoricisation de la question sociale, l'occultation des rapports d'exploitation et

Le site internet remarque !
Vous pouvez maintenant acheter
livres et revues et même vous
abonner à *Inprecor* par internet :

www.la-breche.com

**Librairie
La Brèche**

ouverte le lundi de 14h à 20h
et du mardi au samedi de 12h à 20h

27 Rue Taine, 75012 Paris
(métro Daumesnil)

tel.: 01 49 28 52 44 ; fax : 01 49 28 43

7. Le Socialist Party (SP), la plus importante organisation de l'extrême gauche irlandaise, fait partie du Comité pour une Internationale ouvrière (CWI). Son dirigeant le plus connu, Joe Higgins, a été député de 1997 à 2007. Ce parti dispose de plusieurs élus municipaux en Irlande.

8. Le Socialist Workers Party (SWP)

d'Irlande est l'organisation sœur du SWP britannique et fait partie de la Tendance socialiste internationale (IST).

9. UNITE — the Union (Unité — le syndicat) est un syndicat britannique et irlandais formé le 1 mai 2007 par la fusion d'AMICUS (important syndicat industriel, regroupant à la fois les « cols blancs »

et les « cols bleus » dans la métallurgie, l'électricité etc.) et du Syndicat des travailleurs des transports et généraux (TGWU, Transport and General Workers Union). En Grande-Bretagne il s'agit actuellement du plus important des syndicats et c'est le second en Irlande.

d'oppression, « le refoulement de la question du chômage, de la précarité, des discriminations et davantage encore, de la violence policière ». « Et lorsque sont tuées les causes sociales des déviances et la dimension protestataire qu'elles peuvent avoir, elles ne peuvent apparaître que comme irrationnelles, voire barbares. »

Les analyses Sylvie Tissot permettent non seulement de désenchanter la réalité, mais donnent un éclairage précis sur les modifications des politiques sociales depuis plus de vingt ans. Un livre à mettre en regard de l'ouvrage plus ancien d'Olivier Masclat sur la gauche et les cités.

Didier Epszajn

* Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers — Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Liber Éditions Seuil, Paris 2007, 22,00 €

** Olivier Masclat, *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, La dispute, Paris 2006 (première édition en 2003), 316 pages, 23,00 €

Égalité

et sentiment national

À l'heure du patriotisme économique, de la revalorisation de la nation et de ses symboles en miroir de la libéralisation des flux de marchandises, de la « racialisation » des conflits sociaux, il m'a semblé intéressant de revenir sur le livre peu discuté d'Évelyne Ribert.

À travers une enquête de terrain, l'auteure constate que les jeunes issu(e)s de l'immigration entretiennent tant envers la France qu'envers leur pays dit d'origine, des attachements combinés qui n'ont que peu à voir avec les sentiments d'appartenance nationale. La mise en regard de cette analyse avec la crispation autour des symboles de la nation (création d'un « délit d'outrage au drapeau national ou à l'hymne national », apprentissage redevenu obligatoire de « La Marseillaise ») rend compte aussi du renforcement des fonctions régaliennes de l'État.

Les récits et paroles des adolescent(e)s font ressortir des thématiques fortes autour de « la nationalité est un droit » et de « l'ordre des papiers ». En effet, l'obtention de la carte d'identité leur permet d'accéder au monde des adultes et de trouver leur place dans la société, les revendications égalitaires sont plus importantes que les problèmes identitaires.

Ces jeunes souffrent des rejets ici et dans le pays d'origine de leurs parents. Elles et ils désirent « pouvoir réussir en restant soi-même,

être reconnu tel que l'on est : à savoir, en l'occurrence, avec ses origines étrangères ».

Pour la plupart d'entre eux, le modèle unique d'appartenance à la collectivité, imposé à tous, constitutive d'un certain modèle d'appartenance nationale est rejeté en faveur d'une combinaison, d'une conciliation d'identités déliées du problème de la nationalité.

Ces éléments font d'autant plus ressortir qu'en absence d'alternative crédible et émancipatrice, le rejet des effets de la mondialisation entraîne des constructions de passés mythiques, des lectures imprégnées de mystiques religieuses, une partie des populations se raccrochant à une certaine conception de la nation comme frontière aux autres.

Les constats et les hypothèses d'Évelyne Ribert laissent entrevoir un monde où l'affaiblissement du sentiment d'appartenance nationale se ferait au profit de l'égalité et des affiliations multiples, où les identités se combineraient au lieu de s'opposer, « un monde métis », pour utiliser la belle formule d'Alexis Nouss.

D. E.

* Évelyne Ribert, *Liberté, égalité, carte d'identité — Les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*, La découverte, Paris 2006, 23,50 €

** Alexis Nouss, *Plaidoyer pour un monde métis*, Éditions Textuel, Paris 2005, 17,00 €

Nous avons toutes et tous des pensées magiques

Comme l'explique le philosophe Yvon Quiniou, cité dans le livre, « il y a trois grandes questions qui sont hors science, non pas provisoirement du fait d'une lacune de savoir, mais définitivement par définition des termes qui les constituent : l'Origine ultime de l'univers, sa Fin ultime et, du coup, son Sens... Ce sont de vraies questions mais sans réponses vraies sur le plan du savoir. Elles peuvent donc légitimement donner lieu à des croyances ou à des interprétations religieuses ou métaphysiques, mais à condition qu'elles se sachent telles et n'empiètent pas sur le savoir scientifique. C'est ainsi que l'on peut faire l'hypothèse d'un sens divin de l'évolution et y croire, en affirmant que si l'homme est bien issu de la nature, c'est un Dieu qui est à l'origine de cette nature : je n'ai pas les moyens de récuser cette hypothèse et de démontrer qu'elle est fautive. Mais, il ne faut pas que cette addition divine se paie de la moindre soustraction scientifique et il faut aussi

qu'elle se pense comme une simple interprétation... qui s'ajoute à la science et lui demeure extérieure. »

Le livre de Cyrille Baudouin et Olivier Brosseau parcourt l'espace et le temps des combats politiques contre une théorie scientifique : l'évolutionnisme de Darwin. Les auteurs décrivent et analysent les constructions des nouveaux créationnistes et leurs actions pour que leurs croyances soient enseignées à égalité avec les théories scientifiques. En analysant les déplacements des montages idéologiques, les déclarations d'un certain nombre de personnalités, les sources de financement, les auteurs dévoilent les menaces politiques d'un combat organisé contre la démarche scientifique.

Je ne peux que regretter qu'ils se dispensent de mettre en regard la recherche de pensées magiques, d'actes de foi, ou de croyances sectaires avec la crise globale de la société. L'absence d'alternative émancipatrice crédible aux difficultés vécues dans le monde réel, le vide d'espérance face à la dictature des marchés et aux pertes de soi, ne peut que renvoyer les uns et les autres à des opiums fantasmatiques qui rongent les compréhensions et diluent d'éventuelles constructions collectives dans les fumées de pensées irrationnelles souvent paralysantes en termes d'actions.

Il importe de faire connaître les mensonges et les déformations des « thèses » des créationnistes et de montrer les fondements matériels nécessaires des démarches scientifiques.

Et de laisser hors de propos les actes de foi et les croyances apaisantes pour autant que leurs miroirs et leurs magies ne visent pas expliquer ou organiser socialement le monde.

D. E.

* Cyrille Baudouin et Olivier Brosseau, *Les créationnistes, Une menace pour la société française ?*, Éditions Syllepse, Paris 2008, 7,00 €

Sujets tabous et mémoire clôturés

La nouvelle édition du livre de Suzanne Citron dans une édition de poche est une très bonne nouvelle. L'auteure, avec un vrai talent de conteuse, analyse « la mise en scène du passé imaginée au siècle dernier par les historiens libéraux, romantiques puis républicains ». Elle soumet à une critique rigoureuse le récit linéaire et continu d'une France pré-incarnée dans la Gaule, réintroduit les victimes et les oubliés, n'oublie pas l'esclavage, les conquêtes coloniales, Vichy et la

guerre d'Algérie, etc.

L'auteure démonte la construction de « la fille aînée de l'Église », les réécritures successives des passés en fonction des présents. De « nos ancêtres les Gaulois », à la négation des spécificités franques, de la France incréée à ses vocations universalistes, un fil permanent semble tendre une continuité au milieu de ruptures ou d'anachronismes.

De ce point de vue, les manuels scolaires sont révélateurs de l'exposition et des déplacements du mythe national, de l'incapacité d'être parmi les autres, du gommage, des omissions et des mensonges pour construire des fables qui n'ont que peu de rapport avec les aspérités des histoires.

Se réapproprié la construction même de cette histoire est donc un enjeu politique.

Suzanne Citron nous propose une autre vision de l'écriture de l'histoire. « Sans se laisser emporter dans la raison d'État, elle n'occulterait pas les dénis qui parsèment l'histoire de France comme celle des autres, ce qui n'a rien à voir avec la repentance. Rompant avec la logique linéaire du même, elle décrypterait dans les processus le différent dans le semblable, le multiple dans l'Un, les convergences et les confrontations entre l'État dans ses figures successives et les Français dans leurs diversités sociales, idéologiques, culturelles. »

L'auteure souhaite aussi une vraie démythification de la Révolution de 1789. « Je continue de penser que la capacité à dépasser la révérence passionnelle et à traiter la Révolution comme un objet historique et non plus comme l'avènement michelétien (de Michelet) reste une nécessité vitale pour une Gauche en quête d'elle-même mais pour une France qui n'a aucune raison de se penser comme le pays des droits de l'homme. »

Comment ne pas partager cette invitation et l'étendre à d'autres références passionnelles et d'autres révolutions, et en particulier celles du vingtième siècle ? Cet ouvrage est passionnant. On pourra bien évidemment discuter de tel ou tel point, mais le tout est bien décapant. Pour ceux et celles qui voudraient mieux connaître l'auteure, je signale aussi son autobiographie parue en 2003.

D. E.

* Suzanne Citron, *Le mythe national, L'histoire de France revisitée*, Éditions de l'Atelier, Paris 2008, 11,90 €

** Suzanne Citron, *Mes lignes de démarcation, Croyances, utopies, engagements, L'histoire de France revisitée*, Éditions Syllepse, Paris 2003, 20,00 €

Après les élections d'avril

Par
Salvatore Cannavò*

Selon de nombreux commentateurs, c'est un véritable tremblement de terre politique que l'Italie a connu à l'occasion des élections des 13 et 14 avril 2008. Mais plus que d'un tremblement de terre, il s'agit d'une stabilisation conservatrice. Celle-ci clôt un cycle politique commencé en 1991, une période de grands bouleversements politiques marquée par la disparition du Parti communiste italien (PCI), par la fin de l'hégémonie gouvernementale de la Démocratie chrétienne (DC) et du Parti socialiste italien (PSI) à la suite d'une vague d'enquêtes concernant la corruption connue sous le nom de *Mani Pulite* (Mains propres), par le repositionnement du capitalisme italien sur la scène mondiale sous l'hégémonie du néo-impérialisme des États-Unis après la fin de l'URSS, et finalement par la naissance du Parti de la refondation communiste (PRC, appelé aussi Rifondazione). Ce cycle se termine alors qu'on assiste au renforcement significatif de la droite conservatrice et raciste, à l'affaiblissement du projet politique issu de la disparition du PCI et de la politique suivie par la majorité de ses successeurs (les Démocrates de gauche (DS) et dans un second temps le Parti démocrate), ainsi qu'à la division de la gauche de classe et anticapitaliste, sa sortie du parlement et sa profonde confusion.

Stabilisation conservatrice

Berlusconi revient au pouvoir après une campagne électorale à profil bas, centrée sur l'infidélité et la faillite du gouvernement Prodi et de son alliance. Sa victoire est pour une grande part due à la misère politique de l'Union, à la pauvreté du groupe dirigeant « démocratique » et aux erreurs de Bertinotti et de la direction de Rifondazione, ainsi qu'aux limites du mouvement de masse.

Mais Berlusconi a gagné aussi du fait de ses propres mérites, de la conscience de la droite qu'il représente et qui lui permet d'annoncer une longue phase de gouvernements

de droite, une stabilisation politique qu'on n'avait plus connue depuis le temps de la vieille démocratie chrétienne. La nouvelle attitude du premier ministre, modéré et disponible pour l'opposition — immédiatement après le vote de confiance au Parlement, Berlusconi a pris l'initiative de rencontrer Veltroni, le leader du Parti démocrate — est une preuve de la force dont il dispose ce dont témoigne son renforcement électoral : dans son ensemble la droite a obtenu un million de voix de plus qu'en 2006. Une force qui lui permet de réduire au silence une opposition parlementaire affaiblie et par ailleurs toute disposée à collaborer avec lui. Ainsi, le chef du gouvernement peut tenter de se présenter non seulement comme le représentant politique de son camp, mais comme un homme d'État, capable de laisser une trace dans l'histoire du pays.

La force et le mérite de Berlusconi se fondent sur la formule politique, nouvelle et dense, du centre-droit — le *Popolo della Libertà* (Peuple de la Liberté, PdL), un nouveau parti se situant entre Forza Italia (Force de l'Italie) et l'Alliance nationale (les ex-fascistes), allié au nord avec la Ligue de Bossi (qui a obtenu 8,3 % des suffrages dans ces élections) et au sud avec le Mouvement pour l'autonomie, une formation méridionale qui gouverne déjà la Sicile — qu'il a construit et qu'il veut cimenter avec un bloc social de référence. Il s'agit d'une alliance d'intérêts diffus, en partie populaires et présents dans le monde du travail, qu'il amalgame avec un ornement culturel réactionnaire et en partie xénophobe.

Contre la mondialisation

La droite italienne a ainsi défini un profil précis que nous avons caractérisé — avec un jeu de mot qui est en soi inquiétant — comme « *national-social* ». Il s'agit en premier lieu d'un programme économique, élaboré par le nouveau ministre des Finances, Giulio Tremonti — son livre *La paura e la speranza* (*La peur et l'espoir*) a eu un grand succès —, dont l'axe central est la critique du « *mercantilisme* », c'est-à-dire du rôle incontrôlé et intolérant du marché comme



valeur absolue au nom d'une intervention publique en vue de défendre l'économie nationale et de préserver le niveau de vie des plus faibles. La formule de Tremonti c'est « *que vive le marché, mais si le marché ne le fait pas alors l'État intervient* ». Elle délimite un nouveau rôle des États nationaux à l'époque de la mondialisation dominante. Il s'agit d'une politique, qualifiée par certains de néo-colbertisme (1), qui prend appui sur la peur engendrée par la concurrence internationale chez les travailleurs des petites entreprises, effrayés par la vague des importations chinoises à bas prix et qui commencent à penser que l'Europe unifiée est une escroquerie.

Ce n'est pas par hasard que la manière de présenter au public cette orientation économique a été concentrée, au cours de la campagne électorale, sur la crise autour de la vente de la compagnie aérienne Alitalia. Alors que le gouvernement Prodi, voulant respecter toutes les directives de l'Union européenne, s'apprêtait à la vendre à Air France, Berlusconi au contraire, désireux de contourner les règles européennes, mettait l'accent sur la réaffirmation de l'appartenance « italienne » de la compagnie (2). En somme, il s'agit d'un néo-nationalisme tempéré, devant tenir compte du rôle de l'UE —

* Salvatore Cannavò, ancien député du PRC et ex-directeur adjoint du quotidien du PRC *Liberazione*, est membre de la direction du mouvement *Sinistra critica* (Gauche critique) ainsi que du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

1. De Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), entré au service de Louis XIV à la mort de son protecteur Mazarin. En dénonçant ses pratiques aux finances, il contribue à la disgrâce de Fouquet et prend sa place, puis développe le commerce et l'industrie par d'importantes interventions de l'État. Son nom reste attaché à une telle politique : le colbertisme.

2. Au moment d'écrire cet article nous ne savons pas encore comment cela va se terminer, mais ce n'est pas par hasard que le nouveau commissaire européen nommé par Berlusconi, Antonio Tajani, a été déplacé de la Justice aux Transports.

Italie Dossier

personne au sein du centre-droite ne veut casser l'Union — mais ferme sur la préservation du rôle national et, de ce fait, perçu par beaucoup de travailleurs comme plus « *protecteur* ». Les premières mesures du gouvernement Berlusconi sont l'abolition de l'impôt sur le premier logement, la suppression des taxes sur le travail supplémentaire — qui aggravera les conditions des travailleurs, mais qui est perçu aujourd'hui encore comme permettant d'augmenter le pouvoir d'achat — et en même temps l'annonce de l'augmentation de l'imposition des très hauts traitements « *dorés* » des grands managers, des banques et des entreprises pétrolières. Il s'agit là d'un populisme bien trouvé qui s'accorde parfaitement avec l'autre cheval de bataille, le plus important, que la droite a choisi de monter : la lutte contre l'immigration clandestine et la centralité sécuritaire.

Ces derniers jours nous avons vu des images que nous pensions ne pouvoir plus se reproduire : des citoyens italiens prenant d'assaut les camps des Roms, mettant le feu aux baraques et chassant les femmes et les enfants. Cela s'est produit à Naples, largement à l'initiative de la Camorra mais avec le consentement citoyen et, surtout, sans un mot de condamnation véritable de la part du gouvernement, ni même de l'opposition « *démocratique* » (pas plus d'ailleurs que de l'Église du pape Ratzinger). Un signe évident du climat général, qui s'enracine sur la peur de la crise économique, sur le repli identitaire et sur la faiblesse interne du mouvement ouvrier qui, une fois encore, se laisse envahir par l'instinct de la « *guerre entre les pauvres* ».

La droite parvient ainsi à agréger autour d'elle un vaste front qui va du monde du travail aux petits entrepreneurs, des retraités aux employés effrayés par l'immigration ou la criminalité (qui est pourtant en constante diminution en Italie, avec un taux de sûreté des villes, en premier lieu de Rome, très élevé en comparaison avec les villes européennes), aux importants secteurs de la jeunesse, qui en ont assez de la gauche et de ses diverses articulations.

Défaite de la gauche

C'est le second facteur qui explique le résultat électoral, un facteur aussi important que la capacité de Berlusconi de comprend-

re la dynamique sociale italienne. La gauche italienne (par commodité nous y incluons aussi la partie de l'ex-PCI qui forme aujourd'hui la Parti démocrate, bien qu'elle n'ait plus rien de commun avec la gauche) s'est pour l'essentiel suicidée. Quinze ans après la liquidation du PCI et après avoir été par deux fois au gouvernement, elle n'a pas réussi à valider sa stratégie, s'est politiquement isolée mais surtout, elle s'est coupée des secteurs significatifs du mouvement ouvrier, constamment attaqués et trahis au cours des décennies de choix faits pour soutenir l'entreprise italienne et le capitalisme dominant.

La stratégie d'occuper le « *centre* » de la scène politique, le tournant libéral — que les démocrates de gauche ont accompli en sautant par-dessus la social-démocratie et en s'inscrivant directement dans la « *troisième voie* » de Blair et Clinton — ont finalement conduit son parti, le Parti démocrate, héritier de la majorité du PCI et de la Démocratie chrétienne, à « *seulement* » 33 % des suffrages. Toutes les études montrent que l'électorat du centre s'est déplacé encore plus à droite, directement vers le PdL de Berlusconi ou vers l'Udc de Casini (issue d'une minorité droitiste de la vieille DC), anciennement alliée à Berlusconi et aujourd'hui seconde force de l'opposition parlementaire avec 5,5 % des suffrages. Seulement 2 % à 3 % des électeurs de gauche ont suivi le Parti démocrate. Le choix de défendre et de représenter directement le capitalisme italien en crise — l'industrie italienne se base surtout sur les petites entreprises qui pour une large partie votent à droite — a favorisé la droite qui est en fin de compte plus fiable et plus à l'écoute des humeurs de la bourgeoisie italienne. Le PD s'est ainsi retrouvé sans alliés crédibles pour reconquérir le gouvernement. Les héritiers du PCI sont contraints à une nouvelle « *traversée du désert* », malgré leur franc déplacement sur les positions de la bourgeoisie italienne.

La stratégie libérale du PD a ainsi favorisé surtout la droite, lui laissant le terrain de la représentation des humeurs et des intérêts populaires les plus régressifs, alors qu'il gouvernait les yeux fixés sur la politique bancaire (il n'y a pas un seul dirigeant d'une grande banque italienne qui ne se soit lié d'une manière ou d'une autre au PD), favorisant la Fiat ou la Confindustria (organisation patronale italienne) et démantelant les services publics locaux. Avec une telle politique et une gauche si liée au pouvoir des grandes entreprises italiennes, il est logique qu'une partie importante du vote populaire se soit déplacée à droite, comme en témoigne le succès de la Ligue du nord. Qui plus

est, étant au gouvernement, le centre-gauche a commis toutes les erreurs tactiques possibles. Aucune mesure, aucun décret symboliquement innovant ou rompant avec une situation sociale gangrenée ; le soutien apporté par Veltroni à Berlusconi, lorsque ce leader de la droite était en difficultés politiques ; une bataille interne où tout les coups étaient permis ; aucune prise en compte de ce qui apparaît aujourd'hui comme le thème privilégié de l'opinion publique : les privilèges des parlementaires, les hauts traitements, les gaspillages de l'administration publique.

Le centre-gauche a pu tenir debout seulement grâce à une sorte de « *néofrontisme* », une union sacrée contre la droite, sans contenu social qui a fini par favoriser... la droite elle-même.

Dans ce contexte le choix de la gauche de classe, et en particulier celui du PRC, s'est avéré être désastreux. Les résultats de ces élections obligent de constater la fin de la Refondation communiste. Une fin que nous avons annoncée en tant que Sinistra critica l'an dernier, en déclarant notre sortie du PRC et la naissance de notre mouvement politique. Une fin marquée par divers facteurs : l'incapacité de mener à son terme la mission historique du PRC, c'est à dire la refondation d'un Parti communiste de classe et alternatif face au PD ; une caste politique interne incrustée dans la perspective institutionnelle, avec la prolifération du carriérisme et de la lutte pour les places ; l'arrogance et le narcissisme d'un groupe dirigeant, Bertinotti en tête, croyant pouvoir tout se permettre. Mais, en fin de compte, ce qui a pesé le plus dans ce cas également ce fut une erreur stratégique : l'idée qu'il était possible de construire une force communiste et de classe en alliance avec le capital italien. Bertinotti nomma cette possibilité « *le compromis dynamique* », une variante pittoresque du « *compromis historique* » qui, à la longue, comme son prédécesseur, s'est consommé dans la désagrégation du parti qui devait le défendre.

Au gouvernement le PRC s'est trompé sur tout : il a voté pour la guerre ; il a organisé une grande manifestation contre la précarité pour ensuite voter la mesure du gouvernement contre laquelle il venait de manifester ; il a expulsé Turigliatto (3) démontrant ainsi qu'il était plus royaliste que le roi ; il a pris la présidence de la Chambre des députés « *se faisant État* » et prenant de ce fait la responsabilité de la politique de la majorité, ce qu'un électoral de gauche et sincèrement attaché aux valeurs et aux intérêts de classe ne pouvait pas lui pardonner. Mais il a surtout commis l'erreur de penser que soutenir

3. Sénateur, membre de la tendance Sinistra critica du PRC et militant de la IV^e Internationale, Franco Turigliatto a été expulsé du parti pour avoir refusé de voter le financement de l'armée d'occupation italienne en Afghanistan. Cf. *Inprecor* n° 526/527 d'avril-mai 2007, n° 528/529 de juin-juillet 2007 et n° 534/535 de janvier-février 2008.

le gouvernement était une stratégie possible, que le centre-gauche italien était « *per-méable* » aux mouvements sociaux et que sa nature rendait envisageable un projet de « *Grande réforme* » du pays. Toutes ces erreurs ont été signalées en leur temps par ceux qui, comme nous, avaient une lecture correcte des rapports de forces entre les classes, comprenaient la stagnation des luttes dans les grandes usines et sur les lieux de travail — il suffisait de suivre les renouvellements des principaux contrats collectifs — et l'expliquaient de manière exhaustive.

Rifondazione a clos son cycle dans l'illusion d'associer les deux opposés, le gouvernement et l'opposition sociale, dans l'illusion ou dans la démagogie de réaliser un compromis irréaliste et de faire passer la refondation communiste par les mailles d'une social-démocratie imaginaire. Le PRC a clos son cycle en croyant que la rente électorale serait suffisante pour remplacer un enracinement social inexistant, que personne au sein du groupe dirigeant n'avait tenté de réaliser au cours des quinze années passées, trop occupés qu'ils étaient à s'assurer une place d'honneur électorale.

Nous nous trouvons ainsi aujourd'hui face à une situation de grande régression, surtout sur le plan militant du fait d'une démoralisation diffuse. Les réponses immédiates apportées par les principaux responsables de la catastrophe confirment cette analyse. Le PRC prépare son congrès dans une crispation interne, les uns — fidèles à Bertinotti — proposant son dépassement pour fonder une gauche « *arc-en-ciel* » qui reprendrait à son compte l'alliance organique avec le Parti démocrate et d'autres — l'ex Démocratie prolétarienne (4) et les ex-cossutiens (5) — s'accrochant à la défense organisationnelle du PRC sans pour autant

avancer un autre projet stratégique. C'est donc un règlement de comptes d'appareil, dont l'enjeu sont le logo et... la caisse du parti.

En même temps, le PdCI — le parti fondé par Cossutta lorsque Bertinotti avait rompu avec le premier gouvernement Prodi, dirigé aujourd'hui par Diliberto — propose un projet identitaire, « *l'unité de tous les communistes* », sans stratégie ni projet politique autre que le déploiement des drapeaux rouges et l'agitation des faucilles et des marteaux. Et tous veulent remettre en selle les mêmes dirigeants qui ont marqué la chronique des dernières quinze années et qui sont responsables de l'effondrement actuel. Même la nouvelle opposition interne au PRC est conduite par l'unique ministre de Rifondazione au sein du dernier gouvernement Prodi, qui s'érige aujourd'hui en adversaire de... Bertinotti.

Cette situation de recul est alimentée par un marasme des luttes sociales (à l'exception des foyers de révolte sur le terrain environnemental et de la bataille contre la dévastation écologique) et un réaligement rapide des grands syndicats — CGIL, CISL et UIL (6) — sur la ligne collaborationniste du Parti démocrate. Les syndicats confédérés ont intégré la « *concertation sociale* », qu'ils ont immédiatement reproposée au nouveau gouvernement de droite, écartant toute variante conflictuelle d'emblée. C'est donc un nouvel accord Gouvernement-Syndicat-Confindustria qui se profile. Il doit limiter les prérogatives des conventions collectives nationales — c'est-à-dire la négociation centralisée au niveau des branches — au profit des conventions d'entreprises. Il doit également lier toutes les augmentations de salaires aux augmentations de la productivité. Le gouvernement Berlusconi a besoin de cette

concertation pour asseoir définitivement sa légitimité, car jusque-là les syndicats ne pratiquaient la « *concertation sociale* » qu'avec les gouvernements de centre-gauche et le précédent gouvernement Berlusconi avait été confronté à des grandes luttes ouvrières.

Cependant la catégorie salariale la plus importante, celle des métallurgistes, continue à s'opposer à ce schéma. La FIOM-CGIL pourrait de ce fait passer dans l'opposition, alors que, par ailleurs, pour la première fois dans son histoire le syndicalisme de base (7) à mis à son ordre du jour une plate-forme unitaire et un plan d'action commun.

Gauches alternatives

Il s'agit là de signaux d'une contre-tendance qui constituent un point d'appui pour une gauche réellement de classe proposant une stratégie clairement anticapitaliste.

Bien qu'elle ne comptait que trois mois d'existence autonome, la Sinistra critica a été présente lors de ces élections. La sortie du PRC avait concentré son énergie durant près d'un an, ce qui était nécessaire pour permettre à tous de prendre part à une discussion de fond fort riche. La décision de se présenter aux élections n'a été prise que le 17 février, seulement 50 jours avant le scrutin. Le symbole de la campagne a été présenté le 19 février : il s'est donc agi d'une opération très rapide que seule la grande unité du groupe dirigeant et la détermination de toutes les militantes et de tous les militants de cette organisation nouvelle rendaient possible. L'objectif déclaré et explicite n'était pas de représenter immédiatement une alternative à la crise de Rifondazione — qui pour nous était déjà apparente avant les élections — ni à la Gauche « *arc-en-ciel* », mais seulement d'affirmer l'existence et la vitalité d'un projet alternatif, d'un pôle d'i-

4. Démocratie prolétarienne (DP) est apparue en 1975 en tant que cartel électoral constitué par le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme (PdUP), l'Avanguardia operaria (AO), le Mouvement des travailleurs pour le socialisme (MLS) et d'autres groupes plus petits, dont la section italienne de la IV^e Internationale. En 1976 l'autre grande organisation de l'extrême gauche, Lotta continua (LC) a rejoint la coalition, qui s'est transformée en parti en 1978 (sans la participation de la section italienne de la IV^e Internationale, qui ne la rejoindra qu'en 1989). En 1991 la DP a contribué à fonder le Mouvement pour la refondation communiste, qui deviendra le Parti de la refondation communiste (PRC). Au sein de ce dernier les dirigeants historiques de la DP ont rejoint durablement la direction majoritaire, dont ils restent membres tout en continuant à être perçus

comme représentant « *la tradition de la DP* », alors que ceux qui étaient issus de la tradition trotskiste ont formé pour les uns — Marco Ferrando, Franco Grisolia et d'autres — une minorité programmatique (d'abord *Proposta*, puis *Progetto comunista*) et pour les autres — membres de la IV^e Internationale — des regroupements en fonction des débats qui traversaient le parti (entrant au sein de la majorité de la direction lors du tournant à gauche du PRC en 1998) puis ils prirent part à la fondation du courant Sinistra critica lorsque la direction conduite par Fausto Bertinotti a fait le choix d'intégrer le PRC dans le projet gouvernemental de centre-gauche.

5. Du nom d'Armando Cossutta, dirigeant historique du PCI, un des dirigeants fondateurs du PRC. En 1998, lorsque le PRC décida de ne plus soutenir le premier gouvernement de centre-gau-

che dirigé par Prodi, Cossutta fonda avec la majorité des députés du PRC de l'époque le Parti des communistes italiens (PdCI), qui fit son entrée dans le gouvernement de centre-gauche. Mis en minorité par Diliberto, il a démissionné du PdCI en 2007.

6. La CGIL (Confédération générale italienne du travail, historiquement liée au PCI, 2,5 millions de membres actifs), la CISL (Confédération italienne des syndicats des travailleurs, historiquement liée à la démocratie chrétienne, 1,9 million de membres actifs) et l'UIL (Union italienne du travail, historiquement liée au parti socialiste, 1,1 million de membres actifs) sont les trois principales centrales syndicales italiennes.

7. Sous la dénomination des CoBas (Comité de base), on trouve de nombreuses organisations syndicales issues des luttes sectorielles de la fin des années 1980

ainsi que des ruptures au sein de la CGIL lorsque cette confédération a accepté la remise en cause de l'échelle mobile des salaires. Plusieurs regroupements font partie de ce « *syndicalisme de base* » combatif, dont le Syndicat intercatégoriel des travailleurs (SDL, issu de la fusion en janvier 2007 du Syndicat intercatégoriel des comités de base — SinCobas, du Syndicat autonome des travailleurs des soins — SALC et du Syndicat unitaire des travailleurs des transports — SULT), la Confédération CoBas, l'UniCobas, la Confédération unitaire de base (CUB)... Très divisé, ce syndicalisme de base représente pourtant au moins plusieurs dizaines de milliers de militants combattifs et parvient dans certains secteurs et dans certaines régions à arriver en tête aux élections syndicales.

Italie Dossier

dées fondamentales, d'un groupe dirigeant large et d'un collectif militant présent dans différentes villes et dans les principaux lieux de conflits. De faire connaître, en d'autres termes, la plus jeune des organisations de l'extrême gauche italienne. Cet objectif a été atteint. C'est pour cette raison que nous pouvons nous déclarer satisfaits d'avoir obtenu 0,5 %, soit quelque 170 000 voix, qui ne suffisent bien évidemment pas pour représenter une alternative à la crise du PRC, mais qui permettent à la Sinistra critica d'exister, de se renforcer et de contribuer à la construction d'une nouvelle gauche de classe et anticapitaliste (8). Au cours de la campagne électorale Sinistra critica a pratiquement doublé le nombre de villes où elle intervient. Les analyses des résultats électoraux indiquent que partout où le collectif militant de Sinistra critica avait une présence et une activité organisées nos résultats dépassent 1 %, avec des pointes de 2 % et même 3 % des suffrages.

Le résultat global de la gauche anticapitaliste et de classe est de plus renforcé par celui obtenu par le Parti communiste des travailleurs (PCL), dirigé par Marco Ferrando. Ce parti, issu également de l'opposition interne du PRC, s'est constitué un an avant la Sinistra critica et s'est efforcé depuis à peaufiner sa propagande politique, surtout télévisée, ce qui a eu un impact sur son résultat électoral (0,6 %, soit environ 200 000 suffrages). Le PCL avait mis en avant un langage et une attitude politique très marqués par la tradition « communiste ». Cela a représenté à la fois sa force et ses limites, du fait d'une position très « fermée », autoproclamatoire et, de ce fait, séparée des lieux des conflits sociaux. Ce n'est pas par hasard que le PCL a refusé la proposition d'un accord électoral de Sinistra critica, car il préférerait utiliser ces élections pour sa propre construction indépendante en visant un électorat « même, ouvrier et adulte », déçu des partis historiques de la gauche et désirant manifester, même seulement dans la solitude de l'isoloir en tant que geste symbolique, une forme de protestation. Le type de voix que le PCL a recueillies dans les anciens bastions ouvriers du PCI, ceux-là mêmes où le PRC et le PdCI obtenaient des résultats importants dans le passé, témoigne de la réussite de cette tentative.

Une analyse publiée par le quotidien *Repubblica* aide à comprendre les différen-

ces « qualitatives » des votes recueillis par Sinistra critica et par le PCL. Les votes de ce dernier proviennent en effet en grande partie du PdCI (le parti fondé par Cossutta) et seulement un pourcentage infime vient du PRC ou des Verdi (Verts). Les votes de Sinistra critica par contre viennent surtout du PRC, mais aussi de manière significative du PdCI et des Verdi, mais ce sont surtout des votes féminins et jeunes. Il s'agit également dans une large mesure de votes « militants », provenant d'une partie de l'avant-garde engagée dans les syndicats et les mouvements sociaux, les votes de ceux qui ont voulu ainsi lancer le signal d'un engagement à gauche, de leur volonté de ne pas se résigner et de protester ainsi contre la dérive des deux partis communistes du gouvernement Prodi.

Forum de l'opposition sociale

Comment pourrait-on relancer une gauche de classe ? Par où recommencer ? Dans l'immédiat il n'y a pas de formules organisationnelles ni de regroupements qui permettent de métaboliser la défaite. Une nouvelle gauche de classe ne peut se construire par en haut, en se débarrassant simplement des anciens groupes dirigeants qui ont failli, bien que cela soit nécessaire. Il faut surtout une pratique collective et réelle d'opposition sociale, qui ne peut être seulement de façade ni seulement propagandiste, mais qui doit avoir le souffle long et la capacité de travailler en profondeur. Les manifestations de protestation en réaction à l'esprit obscurantiste et xénophobe qui se répand en Italie en sont certainement un élément. Mais nous avons surtout besoin d'un projet d'enracinement social et d'un programme politique à la hauteur de la crise globale des sociétés capitalistes occidentales.

Cela ne peut être résolu par une formule ou un schéma politique, pas plus que par des alliances improvisées. En tant que Sinistra critica nous proposons de travailler sur deux axes, sur deux coordonnées.

Premièrement, nous allons continuer la construction de notre projet politique et donc de notre organisation, sans pour autant autoproclamer un parti et en poursuivant encore le projet constituant. Nous voulons nous doter d'un local national, construire un bureau central constitué de fonctionnaires qui ne seront pas des professionnels, mais qui travailleront selon le principe de la rotation et à temps partiel, et pour commencer nous organiserons début juillet notre première fête nationale à Rome. En même temps nous voulons ouvrir une phase d'élaboration pour réaliser notre véritable

premier congrès national début 2009, qui servira également pour le lancement formel de la campagne électorale des européennes. Dans ce sens l'engagement de la Sinistra critica au sein du projet de la Gauche anticapitaliste européenne est décisif et vise son renforcement organisationnel.

Mais la seconde coordonnée est aussi importante que la première, sinon plus importante. Il s'agit de construire un « front unitaire » capable de résister à la multitude des attaques de la droite, autour d'un programme d'opposition sociale et d'un projet d'enracinement social, avant tout sur les lieux de travail, pour reconstruire les « bastions » de la résistance sociale. Pour cela l'importance d'un nouveau syndicat de classe sera déterminante.

Nous pensons que cela nécessite de relancer la coopération entre les forces qui n'ont pas abandonné l'opposition même lorsque le gouvernement était de centre-gauche — le cartel du 9 juin 2007 qui a permis la grande mobilisation contre la venue de Bush — et qui ont maintenu un ancrage rigoureux dans les aspirations du prolétariat moderne. Les thèmes sont ceux imposés par l'offensive capitaliste en Europe : la résistance ouvrière, la défense des services publics, la lutte contre la xénophobie, la défense écologique de l'environnement. Sur tous ces terrains il faut une dimension européenne et alors que la situation italienne semble si obscure et dangereuse il faut espérer que beaucoup d'euroseptiques vont comprendre combien un mouvement ouvrier capable de transcender les frontières nationales est vital.

Dans ce but nous proposons la constitution d'un Forum d'opposition sociale au sein duquel on puisse reconstruire un débat stratégique sur l'identité d'une gauche anticapitaliste en commençant par son principal caractère : l'indisponibilité pour gouverner le capitalisme et la disponibilité pour le renverser.

En somme, nous avons devant nous un long travail, qui doit être constant et déterminé. La Sinistra critica est née au milieu d'une défaite historique et elle a le mérite d'avoir été capable de sauvegarder les énergies de quelques milliers de militant(e)s. Ces énergies seront précieuses dans la nouvelle phase. Nous n'avions pas escompté de nous trouver dans un tel contexte. Nous y sommes et nous allons y jouer avec conviction la partie qui ne fait que commencer.

8. On lira en p. 13 et 14 la traduction des 11 Thèses soumises par Sinistra critica à la discussion de la gauche de classe italienne dans le but de contribuer à sa construction.

Onze thèses pour une nouvelle gauche, de classe et anticapitaliste

Par la
Coordination nationale
de Sinistra critica*

Toute la gauche discute de la défaite, souvent de manière trouble, opportuniste ou en recourant à des hypothèses « novatrices » dissolutives. Pour notre part, nous voudrions tenter d'offrir une réflexion utile en indiquant quelles sont, selon nous, les idées permettant de prendre le chemin de la construction d'une nouvelle gauche, en commençant par le commencement et sur des bases réellement inédites, au lieu de nous concentrer sur ses structures et sur des formules.

1 La perte de la représentation parlementaire constitue le point culminant de la faillite de la gauche italienne après la disparition du vieux Parti communiste italien (PCI). Elle a balayé d'ailleurs l'illusion de pouvoir vivre de rentes électorales, sans un véritable enracinement, sans projet, avec un vieux modèle de parti qui n'était plus capable de conquérir sa position au sein du corps social. On ne peut exclure que la gauche récupérera à l'occasion d'autres échéances électorales au moins une partie des votes perdus. La défaite n'en serait pas pour autant effacée, car elle est le fruit d'un patrimoine électoral déraciné et sans soutien au sein du prolétariat subalterne et de la société. Une nouvelle gauche se reconstruit en balayant les vieux groupes dirigeants, responsables de la défaite, mais surtout en commençant à comprendre pourquoi, malgré l'évidence du problème à résoudre, non seulement il n'a pas été résolu mais il se manifeste avec plus de gravité à chaque tournant de la vie politique italienne.

2 Plus que d'une reconstruction, il faut parler aujourd'hui, à notre avis, de la construction, sur des bases réellement nouvelles, d'une gauche anticapitaliste et de classe. L'enracinement s'est avéré impossible parce que — dans le contexte de la mondialisation et de la dissolution du mouvement ouvrier du XX^e siècle — en privilégiant le seul horizon institutionnel et l'héritage bureaucratique tout effort a été rendu vain. S'enraciner dans une société exige un travail long, fatiguant et obscur qui n'est pas nécessairement payant à court terme sur le plan électoral. Pour les classes politiques, conduites par les exigences personnelles de confort et de pouvoir, la conservation des positions institutionnelles est la principale préoccupation, qui diffère des efforts nécessaires pour

atteindre l'enracinement social nécessaire. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas intéressés au rassemblement des groupes dirigeants usés et sourds à la réalité. Pas plus que nous ne sommes intéressés par les formules identitaires ni par les ruses opportunistes pour récupérer quelques sièges au Parlement. Ce qui nous préoccupe, c'est le « *nouveau commencement* », le début d'une autre histoire libérée des survivances de la bureaucratie du XX^e siècle en vue d'adhérer au présent et de récupérer l'imagination et les mobiles qui permettent à une autre gauche de se construire.

3 La nouvelle gauche de classe doit être anticapitaliste ou elle n'existera pas. Les femmes et les hommes de la planète ne supportent plus le poids de la domination absolue des intérêts privés, les pulsions en faveur du réarmement et de la guerre, les hallucinations régressives que cet état de choses produit. Banalement, cela signifie qu'il faut s'opposer au capitalisme. Moins banalement, cela signifie que gouverner à côté de ses représentants et de ses gardiens empêche la renaissance d'une gauche qui souhaite vraiment transformer le monde. Suggérer de maintenir une distance adéquate des gouvernements ce n'est pas seulement une perspective révolutionnaire. Même une authentique volonté réformatrice devrait prendre acte du fait qu'il n'est pas possible de gouverner avec les rapports de forces actuels.

4 Nous proposons de revenir à l'éloge de l'opposition. Non par vocation minoritaire, mais parce que ce système social ne peut réagir que forcé par une opposition politique et sociale organisée, à travers des mouvements, des conflits, une large auto-organisation. Grâce à l'opposition le mouvement ouvrier du XX^e siècle a obtenu des conquêtes considérables ; grâce à elle, aujourd'hui, on peut organiser une résistance puissante capable d'arracher des conquêtes et des droits pour donner une substance à l'hypothèse de l'alternative. Pour

ce faire il est impossible de gouverner avec le Parti démocrate, tant au niveau national qu'à l'échelle locale, car il n'est pas possible de gouverner avec ceux qui, dans l'hypothèse la meilleure, défendent l'ordre existant, ont une conception administrative et autoritaire de la politique et ce faisant préparent la voie pour la droite. Le cas de Rome en est un exemple suffisamment clair (1).

5 La victoire de Berlusconi et de la Lega Nord (2) est le reflet sur le plan parlementaire du glissement progressif du pays vers la droite et de la détérioration des rapports de forces sociaux — déjà mal au point — depuis une vingtaine d'années. Le parti Popolo della Libertà (Peuple de la Liberté, PdL) s'efforcera de constituer une droite gouvernementale « *sérieuse et responsable* » mais aussi socialement enracinée, avec son bloc social de référence qui n'abandonnera pas son caractère populiste et réactionnaire, comme en témoigne le comportement de Fini. En même temps il cherchera à être utile à la Confindustria, qui veut attaquer en profondeur les droits acquis des travailleurs, à commencer par les conventions collectives nationales, et sur ce terrain il recherchera un soutien du Parti démocrate qui suit la même ligne. Il tentera donc de stabiliser l'évolution de la politique italienne vers le bipartisme. Répondre à cette situation nécessite non pas des opérations d'alchimie politicienne, mais au contraire l'affirmation d'un bloc social de référence, d'un protagonisme qui soit partie prenante du cadre unitaire des luttes et doté d'une hypothèse commune de l'alternative. La refondation d'un syndicalisme de classe — à partir d'une opposition forte et claire dans la CGIL et du développement de l'unité d'action du syndicalisme de base — représente pour cela un élément décisif. C'est l'horizon principal dans lequel s'inscrit tout projet en vue d'une nouvelle gauche anticapitaliste : un cadre unitaire des luttes et des mouvements

* Ce texte a été adopté par la Coordination nationale de Sinistra critica (Gauche critique) le 10 mai 2008.

1. Lors des élections municipales du 28 avril 2008 la municipalité de Rome, traditionnellement contrôlée par le centre-gauche, a été remportée par le camp de Berlusconi. Gianni Alemanno, ancien fasciste du MSI, candidat du parti Peuple de la Liberté (PdL) a battu Francesco Rutelli (PD, provenant de Marguerite), déjà maire de Rome dans le passé, qui tentait de recon-

quérir son siège à la suite de la démission de son successeur Walter Veltroni (PD, provenant du PCI). Rutelli a obtenu 46,3 % des votes face à Alemanno, qui obtint 53,7 %.

2. La Ligue du nord (Lega Nord per l'indipendenza della Padania) est un parti politique initialement fédéraliste et régionaliste, créé en 1991 à partir d'un mouvement, alors groupusculaire, dénommé Ligue lombarde (Lega Lombarda), apparu en 1984. Ce parti, dirigé par Umberto

Bossi, est xénophobe à l'égard des étrangers et des Italiens du Sud et ne se présente aux élections que dans le nord du pays (Lombardie, Vénétie, Piémont, Ligurie et Émilie-Romagne) qu'il appelle « *la Padanie* ». Ses dirigeants se distinguent régulièrement par des propos violents, racistes ou homophobes. Aux élections d'avril 2008 la Ligue du nord a obtenu plus de 3 millions de voix (8,53 % à la Chambre des députés) ce qui lui donne 60 députés et 25 sénateurs.

Italie Dossier

est aujourd'hui indispensable pour résister à la droite et pour avancer dans la construction d'une gauche de classe.

6 La nouvelle gauche ne pourra pas être mono-identitaire. Les héritages du passé ne suffisent plus à donner un sens à la représentation politique et ont besoin de se rencontrer et de fusionner de manière dialectique. Nous pensons à une gauche anticapitaliste, écologiste, communiste et féministe ; non pour assembler sans distinction les différents protagonistes, mais pour trouver ensemble un cadre de référence unitaire et un projet de travail commun. Il ne suffit pas cependant de proclamer cette identité commune. Il faut la pratiquer : une gauche féministe c'est une gauche qui accepte en son sein le protagonisme des femmes et donc même le conflit ; écologiste c'est-à-dire qui a l'intention d'être prête à toute médiation sur le terrain de la protection de l'environnement ; communiste implique de se battre pour rompre avec le système social actuel et construire, vraiment, un réel mouvement qui abolira le présent état de choses. Et il faut aussi que ce soit une gauche internationaliste qui sache construire un projet international fait d'élaborations et de pratiques communes. Pour cela nous suivons avec attention l'expérience de la gauche anticapitaliste européenne.

7 La démocratie absolue sera la pratique décisive pour construire un nouveau commencement. Nous ne pouvons plus accepter et nous ne construirons pas une gauche prenant appui sur un leader charismatique, sur un groupe dirigeant infaillible, sur des bureaucrates inamovibles, sur des carriéristes répugnants, sur la dérive institutionnaliste. Nous voulons une gauche fondée sur la participation et sur des règles démocratiques. Il ne suffit pas de tenir des congrès réguliers et d'avoir des statuts transparents, il faut des règles précises : la rotation rigoureuse des responsabilités à tous les niveaux ; les traitements indexés sur les salaires italiens moyens ; la parité du genre ; le respect de l'orientation sexuelle ; l'autofinancement de l'activité politique. Aux leaders et aux dirigeants inamovibles il faudra substituer un collectif militant à tous les niveaux : territorial, thématique et national.

8 La gauche se construit dans la chair des contradictions et des conflits sociaux, pas dans les palais ni, pire encore, dans les salons. C'est un travail de « *corps-à-corps* », qui doit être régénéré, fait de mutualisme, d'utilité sociale, de proximité des besoins, d'organisa-

tion des conflits, de victoires. Il servira à l'enracinement social, non pas générique ou abstrait, mais en rapport avec la nouvelle réalité et en particulier avec le prolétariat moderne, avec la composition contemporaine du travail, qui est nouvelle, et à partir d'elle avec les migrants. Il faut réfléchir sur les formes de l'auto-organisation sociale et sur le type d'instrument politique que les classes subalternes peuvent se donner. Cela ne peut se faire avec des appareils bureaucratiques et cristallisés, mais en comptant sur l'apport des militantes et des militants qui ne veulent pas se résigner : telles sont les tâches qui nous attendent. La radicalité, avant tout la radicalité de classe, est aujourd'hui le langage-clé pour rendre une politique de gauche crédible et attirante.

9 La gauche se reconstruira aussi par une discussion approfondie, non pas rituelle mais rigoureuse, sur la société que nous voulons, sur nos grands horizons. Nous pensons à une société démocratique et socialiste, autogérée, centrée sur les besoins de toutes et de tous et non sur les intérêts privés de certains, sur la propriété sociale des principaux moyens de production, écologiste, sexuée et garantissant la liberté. Il ne s'agit pas d'un modèle abstrait imposé d'en haut, mais d'un mouvement qui transforme la réalité, qui gagne en légitimité et en force au sein des conflits et du changement. Cela nécessite de repenser et de construire une organisation politique qui travaille et lutte pour cet objectif sans penser qu'elle est le seul dépositaire de la vérité présumée, sans singer les expériences passées, sans calquer les rôles et les schémas du pouvoir. Il faut une organisation qui comprenne la réalité pour contribuer à la transformer. Nous ne voulons pas auto-proclamer un tel sujet mais le construire vraiment et c'est pour cette raison que nous sommes un mouvement politique. Cela ne signifie pas renoncer à nous organiser ni à nous doter d'un projet collectif ; renforcer la Sinistra critica signifie justement cela.

10 Une nouvelle gauche se construit maintenant, dans le présent, dans l'urgence d'une réalité dominée par le berlusconisme et par l'adaptation pragmatique du Parti démocrate. La priorité c'est l'organisation d'une opposition sociale non pas rhétorique mais modelée sur les besoins réels. Les thèmes d'une telle opposition restent pour nous : la lutte contre la précarité ; la lutte pour continuer à demander l'abrogation de la loi 30 (3), celle du paquet Treu et celle du paquet

Welfare (4) ; la lutte pour un salaire minimum intercatégoriel à 1300 euros et un salaire social de 1000 euros ; la lutte pour la défense des conventions collectives nationales ; la lutte contre la guerre et contre les missions militaires que ce soit en Afghanistan ou au Liban, ainsi que contre les bases militaires, à commencer par celle de Vicenza (5) et contre le budget militaire ; la lutte pour la défense écologique des territoires contre les « *Grandes œuvres* » inutiles et nuisibles et contre les privatisations ; la défense de l'autodétermination des femmes, de la loi 194 et la lutte pour un moratoire concernant le droit des médecins à l'objection de conscience (6) ; la lutte pour la pleine liberté de l'orientation sexuelle et pour la conquête des unions civiles ; la lutte contre le racisme, contre l'hystérie sécuritaire et contre la nouvelle xénophobie anti-Rom. Il s'agit d'un combat qui doit viser aussi l'abrogation des lois Bossi-Fini et Turco-Napolitano (7), l'unité de classe des travailleurs migrants et italiens, de nouveaux droits de citoyenneté, la régularisation permanente des sans-papiers, la clôture des Centres de séjour temporaire (8), la liberté de circulation. Ce sera un test pour tout ceux qui disent s'opposer à la droite, le terrain sur lequel toute les forces politiques devront se mesurer et sur lequel les mouvements sociaux devront se doter rapidement des moyens adéquats de réflexion et de mobilisation.

11 La construction de la gauche anticapitaliste dont nous avons besoin sera le fruit de l'engagement d'une nouvelle génération politique, qui ne porte pas sur ses épaules la responsabilité des ruines. Une nouvelle génération politique qui n'adhère pas forcément à la vulgate juvénile qui a caractérisé même les dernières élections, mais qui devra représenter l'expression la plus naturelle des nouveaux protagonistes sociaux et des luttes qui continuent à se développer dans ce pays, depuis les « *citoyens rebelles* » de Vicenza ou de Val di Susa (9) jusqu'aux ouvriers qui résistent à l'âpreté de la lutte des classes ; depuis les néoféministes qui ne veulent ni maîtres ni limites à leur propre liberté, jusqu'aux militant(e)s LGBT (10) qui n'acceptent pas une vie de série B imposée par le Vatican et jusqu'aux migrants qui se battent pour des droits nouveaux. Une nouvelle génération politique, qui s'est développée sans modèles à appliquer, mais qui ne se résigne pas à penser que ce monde-là soit le meilleur possible et qui est disposée à se battre pour un autre monde et une autre société. ■

3. Les lois 30 et Bossi-Fini sont des lois racistes sur l'immigration imposées par le gouvernement Berlusconi, que le gouvernement Prodi s'est bien gardé d'abroger...

4. Le paquet Treu et le paquet Welfare sont des lois qui flexibilisent le contrat de travail et, dans le cas du second, prolongent le nombre d'années de travail nécessaire pour l'obtention d'une retraite à taux plein.

5. Un fort mouvement de masse appelé

No Dal Molin est mobilisé contre l'élargissement de la base militaire états-unienne de Vicenza.

6. La loi 194 libéralise le droit à l'avortement en Italie, mais son article 9 autorise les médecins à refuser de le pratiquer au nom de « *l'objection de conscience* ». Or, sous la pression de l'Église catholique, 59 % des gynécologues italiens ont recouru à cet article.

7. Les lois Bossi-Fini et Turco-Napolitano

sont des lois restrictives sur l'immigration.

8. Les CPT — Centres de séjour temporaire (sic !) sont des lieux de détention des immigrés sans-papiers, arrêtés à la frontière ou sur le sol italien, instaurés par la loi Turco-Napolitano en 1998 (gouvernement de centre-gauche !), qui prévoyait une détention de 30 jours au maximum. Sous le gouvernement Berlusconi qui a suivi, la loi Bossi-Fini (2002) a prolongé

cette durée jusqu'à 60 jours.

9. La vallée de Susa (Val di Susa) dans les Alpes connaît une mobilisation de la majorité de sa population contre la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse, reliant Lyon et Milan (le mouvement *No Tav*).

10. Lesbiennes, Gays, Bi- et Transsexuel(le)s.

L'effondrement du New Labour

Résultats électoraux de Respect en Angleterre et au Pays de Galles

Par
Alan Thornett et Nick Wrack*

Avec les résultats électoraux les plus bas depuis quarante ans — seulement 24 % des suffrages, ce qui le fait arriver en troisième position derrière les conservateurs et les libéraux-démocrates, le projet du New Labour (1) s'effondre. Ce résultat est désastreux pour Gordon Brown, l'actuel premier ministre travailliste. L'élection du conservateur Boris Johnson au poste de maire et la présence d'un membre du Parti national britannique (BNP, extrême droite) dans l'Assemblée du Grand Londres est un coup porté contre tous ceux qui valorisent la diversité multiculturelle de la capitale britannique.

La catalyseur le plus immédiat de l'effondrement du vote travailliste fut l'abolition du taux d'imposition sur le revenu de 10 %, le Labour attaquant ainsi directement une grande partie de sa base sociale historique. Mais derrière cela c'est la crise économique et le resserrement du crédit, la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, alors qu'un secteur important de la société subit toujours les bas salaires, qui détournent de plus en plus d'électeurs du vote travailliste. Et il faut y ajouter l'incapacité de Gordon Brown de mettre en valeur son projet du New Labour de la manière dont Blair savait le faire.

Tout ceci annonce un autre désastre électoral lors des élections européennes de 2009, qui seront suivies par l'échec aux élections générales de 2010 qui pourraient permettre aux conservateurs de reprendre le gouvernement. Quelles sont dans cette perspective les possibilités de construire une alternative de gauche face aux politiques néolibérales du New Labour ? Quelle est la situation et que sera-t-il possible de faire ?

Premièrement, rien n'a fondamentalement changé dans la situation politique générale depuis le lancement de Respect en 2004. Un grand nombre d'électeurs travaillistes traditionnels lui restent hostiles, étant désillusionnés et démoralisés par les politiques de droite du New Labour. Certains, à la recherche du « *changement* »,

votent pour les conservateurs, mais beaucoup plus s'abstiennent en rejetant les deux partis. La nature de la politique partisane en Grande-Bretagne aujourd'hui, comme de la couverture médiatique, fait que la rivalité entre les principaux partis politiques se réduit à la présentation des personnalités.

Les différences idéologiques ont été depuis longtemps délaissées, car les partis établis soutiennent le néolibéralisme jusqu'au bout. Les différences entre ces partis sont minuscules, reflétant des buts secondaires. Dans ces circonstances les électeurs peuvent préférer l'opposition afin d'exprimer leur mécontentement sans pour autant pouvoir émettre un vote pour une politique fondamentalement différente.

En même temps la colère monte contre la hausse des prix et les attaques budgétaires contre les plus pauvres. Il y a une opposition contre les privatisations et une crainte en ce qui concerne l'avenir des services de santé et d'éducation. La guerre et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, bien qu'en recul en tant que préoccupation, restent un souci pour des millions de personnes. Bien sûr, tout ne pousse pas dans la même direction. Les craintes concernant la criminalité et la question de l'immigration sont employées par la presse et par les politiciens pour accroître les orientations favorables à la droite.

Néanmoins, en général, les électeurs progressistes des classes moyennes et ceux issus de la classe ouvrière ne se tournent pas vers les conservateurs. Certains peuvent être tentés par le social-libéralisme des Libéraux-démocrates, mais la plupart retiendront leurs voix à moins qu'ils ne remarquent une alternative viable et sérieuse. Face à la menace d'une victoire des conservateurs la majorité de ceux-là votera une fois encore — avec le cœur lourd et en se bouchant le nez, mais tout de même — en faveur des travaillistes. Le vote en faveur de Livingstone lors de l'élection du maire du Grand-Londres en témoigne. Les dirigeants de la droite syndicale ne manqueront pas de favoriser une telle attitude, en appelant à ne pas « *renverser la barque* » et en arguant qu'il faut voter pour le New Labour « *contre les Tories* » (sur-

nom des conservateurs).

Dans ces circonstances, s'il est possible de construire une alternative de gauche, ce ne sera ni facile, ni rapide. On peut ne pas aimer cela, mais chaque voyage doit commencer là où on se trouve...

Résultats électoraux à gauche du New Labour

Les résultats obtenus par la gauche dans les récentes élections locales confirment qu'il y a une base prête à soutenir un tel projet. Bien que l'expérience ait été très limitée, avec seulement quelques bons résultats en dehors de Londres et peu de circonscriptions électorales où il fut possible de voter à gauche du New Labour, les résultats indiquent que là, où un travail patient et durable a été fait, les candidats de gauche pouvaient compter sur un soutien des électeurs.

Les résultats obtenus par Respect le confirment. À Birmingham Sparkbrook, le candidat de Respect, Nahim Ullah Khan, a obtenu 3 032 voix (42,64 %) et il est devenu le troisième élu de Respect au sein du conseil municipal. Ailleurs à Birmingham les candidats de Respect ont obtenu 25 % des voix à Springfield, 17 % à Nechells et presque 5 % à Moseley and Kings Heath. Ces résultats sont très intéressants et indiquent qu'il est possible non seulement d'avoir des scores significatifs, mais même de gagner. Ils sont de bonne augure pour les projets de Respect en ce qui concerne les

* Alan Thornett, dirigeant de l'International socialist group (ISG, section britannique de la IV^e Internationale), est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale et siège au Conseil national de Respect. Nick Wrack est le président fondateur et actuellement membre du Conseil national de Respect. Au cours de la scission subie par Respect, il a été exclu du Socialist Workers Party (SWP, Parti socialiste des travailleurs, section britannique de la Tendence socialiste internationale IST).

1. Ayant pris le contrôle du Parti travailliste, Tony Blair a lancé le projet d'un « *nouveau parti travailliste* » (« *New Labour* »), devant devenir le principal parti gouvernemental en récupérant les voix du centre et en fondant ses finances non plus en premier lieu sur les ressources provenant des syndicats, mais avant tout sur les subventions du grand capital.

Grande-Bretagne

futures élections générales.

À Manchester, dans la circonscription de Cheetham Hill, Kay Phillips de Respect a obtenu 14,4 % à la suite d'une campagne énergique qui a permis d'établir de sérieux liens avec les communautés locales. Dans celle de Moss Side, Respect a obtenu 5,87 % et dans celle de Wigan, 6,7 %. À Bradford, dans la circonscription Manningham, Respect a arraché 7,5 % et dans celle de Walsall, 7,6 %. Bien sûr, Respect n'a été présent que dans très peu de circonscriptions, mais les résultats obtenus là où il fut présent indiquent ce qu'il est possible d'obtenir en apparaissant pour la première fois et ce qui aurait pu être réalisé s'il avait disposé de plus de forces pour être présent ailleurs (2).

Quelques-uns des résultats obtenus par la Liste de gauche (3) démontrent également l'existence d'un potentiel électoral à la gauche du New Labour. La liste de Gauche a obtenu d'excellents résultats à Preston (37 %) et à Sheffield (25 %), ainsi que 12 % et 10 % dans deux circonscriptions à Manchester. Il faut souligner que les résultats obtenus à Preston et à Sheffield sont le résultat d'un travail à long terme et d'un engagement militant en faveur de la construction d'une large alternative électorale, ce qui est une approche fort différente de celle de la direction du SWP actuellement (4).

A Londres le résultat le plus impressionnant a été celui de Hanif Abdulmuhit dans la circonscription City and East. Le candidat de Respect y a obtenu 26 760 voix (14,59 %),

arrivant en troisième position et améliorant son résultat précédent de plus de 7 000 voix (un gain de plus d'un tiers) malgré la forte polarisation entre les conservateurs et les travaillistes. C'est un très grand succès qui a permis à la fois d'écraser le BNP et de consolider la position de Respect dans sa forteresse de l'est londonien.

Les autres résultats de Respect à Londres ne sont pas aussi bons, car le parti n'a pas présenté de candidat au poste de maire, ni dans aucune autre circonscription en dehors de celle de City and East. Sa liste générale, pour l'élection à la proportionnelle, n'a obtenu que 59 721 suffrages (2,43 %), ce qui a déçu bon nombre de ses militant(e)s, qui espéraient pouvoir franchir la barre des 5 % et gagner ainsi au moins un siège dans l'Assemblée du Grand-Londres (5).

Malgré la popularité de George Galloway (6) un tel résultat était difficile à atteindre quelles que soient les circonstances. Le manque de ressources et d'une présence réelle dans les autres circonscriptions de la capitale le rendait hors d'atteinte. Cependant les résultats obtenus malgré tout par la campagne restreinte de Respect confirment l'existence d'un potentiel permettant de le construire à Londres en dehors de sa forteresse de l'est londonien.

Dans les circonstances de la polarisation autour de l'élection du maire du Grand-Londres, conduisant naturellement à reléguer les candidatures des petits partis, les résultats de Respect ne furent pas mauvais. Ce qui est plus important, la guerre n'a plus

polarisé l'électorat, comme ce fut le cas en 2004. Bien que Respect ait présenté un large spectre de réponses politiques couvrant nombre de questions que les électeurs se posent, il est probable que pour une majorité d'électeurs il apparaît toujours en premier lieu comme un parti pacifiste. Cela doit être pris en compte. Qu'est-ce que Respect représente réellement ? Il n'y a aucun doute que la scission a affaibli le projet du parti, tant aux yeux des électeurs qu'en ce qui concerne sa capacité de mener la campagne à travers Londres.

Nous n'avons pas eu de candidature au poste de maire, ce qui veut dire que nous ne figurions pas dans le prospectus distribué à tous les habitants et que nous n'avions pas eu accès aux émissions électorales. Malheureusement, à l'exception de Newham, de Tower Hamlets, de Southwark, ainsi que de quelques quartiers dans le nord de Londres et ailleurs, Respect n'a pas d'existence dans la région en tant que force active sur le terrain. C'est la conséquence de quatre années de négligences, renforcée par la scission de l'an dernier. La leçon de la dernière élection partielle à Southall montre une fois encore que Respect ne peut espérer obtenir un score significatif s'il n'est pas régulièrement présent sur le terrain tout au long des années.

Respect ne pouvait pas surmonter ces difficultés. Cela prouve qu'il faut construire Respect à travers la capitale, avec des sections dans tous les quartiers, si nous voulons devenir une véritable force à Londres. Cependant le résultat du vote dans la circonscription City and East démontre que si nous le voulons, nous pouvons assurer notre présence dans les autres zones en militant de manière régulière et en y établissant des liens au sein des communautés locales. Et si nos priorités sont bien évidemment les zones de Tower Hamlets et de Newham dans l'est de la capitale, que nous devons continuer à construire et à consolider, aucun parti national ne peut être mis en place avec le soutien limité de deux ou trois zones géographiques.

Victoire conservatrice à Londres

Ni la victoire des Conservateurs à Londres, ni l'élection d'un membre du BNP à l'Assemblée du Grand Londres, ne remettent en cause le fait qu'il y a un besoin et une possibilité réaliste de construire une alternative de gauche au New Labour. Au contraire, les résultats des élections soulignent encore plus que jamais le besoin d'un tel parti, car les politiques néolibérales du New Labour ne pourront que pousser sans cesse plus d'élec-

2. Voici la liste complète des résultats électoraux de Respect (dans l'ordre : ville, circonscription, candidat-e, nombre de voix, pourcentage des suffrages exprimés) : Londres — City & East, Hanif Abdulmuhit, 26 760 voix (14,28 %) ; Londres, scrutin de liste, 59 721 voix (2,43 %) ; Londres — Tower Hamlets (Weavers), Dilwara Begum, 637 voix (16,78 %) ; Londres — Tower Hamlets (Milwall), Reza Mahbob, 170 voix (3,87 %) ; Manchester — Cheetham Hill, Kay Phillips, 502 voix (14,4 %) ; Manchester — Moss Side, Ali Shelman, 153 voix (5,8 %) ; Wigan — Atherton, Stephen Hall, 222 voix (6,7 %) ; Birmingham — Aston, Abdul Aziz, 1 406 voix (19,6 %) ; Birmingham — Moseley and Kings Heath, Ray Gaston, 327 voix (4,91 %) ; Birmingham — Nechells, Mushtaq Hussain, 781 voix (17,34 %) ; Birmingham — Sparkbrook, Nahim Ullah Khan, 3 032 voix (42,64 %), élu ; Birmingham — Springfield, Salma Iqbal, 1 920 voix

(24,84 %) ; Bradford — Manningham, Arshad Ali, 395 voix (7,5 %) ; Walsall — Palfrey, Arshad Kanwar, 304 voix (7,6 %).

3. Sous ce nom se présentaient les candidats soutenus par le Parti socialiste ouvrier (SWP), qui n'avaient pas le droit d'utiliser le nom de Respect après l'éclatement de ce parti en novembre 2007. Cf. *Inprecor* n° 532/533 de novembre-décembre 2007 et *Inprecor* n° 534/535 de janvier-février 2008.

4. Notons encore qu'à la gauche du New Labour, le Socialist Party (organisation trotskiste britannique qui anime le Comité pour une Internationale ouvrière) a aussi présenté des candidats, dans une circonscription du Grand Londres (Greenwich and Lewisham, 1 587 voix 1,1 % des suffrages exprimés) et dans quinze autres circonscriptions, dépassant les 10 % dans les circonscriptions de Coventry St Michael — où David Nellist a été réélu, avec 1 643 voix devant les candidats travaillistes (1 336) et conservateurs (399) —, de

Manchester Baguley, de Sefton Netherton and Orrell, de Wakefield East et de Huddersfield Crosland Moor and Netherton.

5. Notons qu'à Londres, la Liste de gauche, animée essentiellement par le SWP, a obtenu un résultat fort décevant (22 583 voix, soit 0,92 %) et sa candidate au poste de maire, Lindsay German, seulement 16 796 voix, soit 0,7 %, alors que contrairement à Respect, la Liste de gauche avait eu accès à la TV (accès réservé aux candidatures au poste de maire). Une troisième liste à gauche du New Labour, présentée à Londres par le Parti communiste britannique, n'a obtenu que 6 394 voix (0,26 %).

6. George Galloway, né en 1954 à Dundee, député travailliste depuis 1987, a été exclu du Labour Party en octobre 2003 en s'opposant à la guerre contre l'Irak. Un des animateurs de la campagne contre la guerre, il a fait partie des fondateurs de Respect et a été élu député à Tower Hamlets (banlieue de Londres) en 2005.

Greg Tucker (1953-2008) Militant révolutionnaire exemplaire

Nôtre camarade Greg Tucker nous a quitté le dimanche 6 avril 2008, victime d'un cancer de gorge. Il avait 54 ans.

Il a commencé son activité politique dans le mouvement des squatters dans le quartier Jericho d'Oxford en 1971, puis à Birmingham et à Londres, où il construit l'union des locataires dans la banlieue de Tower Hamlets et devint actif dans l'union locale des syndicats. En 1979 il rejoint la section britannique de la IVe Internationale, une activité qu'il poursuivra jusqu'à sa mort, devenant membre de la direction nationale de l'International Socialist Group (ISG) et du Comité international de la IVe Internationale. Avec l'ISG il a été actif dans toutes les tentatives de regroupement de la gauche radicale britannique, construisant l'opposition de gauche au sein du Parti travailliste britannique (il a été exclu du Parti pour son opposition à la première guerre en Irak), puis l'Alliance socialiste, dont il a été candidat à la députation en 2001 dans la circonscription de Streatham, y recueillant 2,5 % des suffrages, et finalement La Coalition unitaire Respect — depuis 1945 la première organisation à gauche du Labour Party qui parvint à faire élire, en 2005, un député au Parlement britannique.

Internationaliste conséquent et bien que surchargé par les nombreuses tâches politiques et syndicales, Greg a joué un rôle crucial dans le développement du journal en ligne International Viewpoint, lorsque les frais postaux croissants de la presse nous ont forcé à arrêter la publication du mensuel en langue anglaise correspondant à Inprecor. Il participa à la construction d'une équipe collective qui prit en charge ce travail et fut son principal webmaster jusqu'en mars 2008. Lors d'une réunion rédactionnelle à laquelle il avait tenu à participer, une semaine avant sa mort, sa principale préoccupation fut d'aider à trouver quelqu'un capable de reprendre le rôle qu'il avait joué durant plusieurs années.

Greg était aussi un dirigeant syndicaliste qui a joué un rôle crucial dans l'émergence du RMT (Rail, Maritime & Transport Workers Trade Union

— Syndicat des travailleurs du rail, de la mer et du transport) en tant que syndicat combatif et démocratique, suite à la fusion NUR-NUS (cheminots et matelots) en 1990. Greg a rejoint les chemins de fer en 1980 en tant qu'employé à la gare de Vauxhall. Il devint ensuite contrôleur du triage à Clapham, puis au dépôt à la gare de Waterloo. A la suite d'un accord signé entre British Railways et les syndicats en 1988, Greg a fait parti de la première tranche des chefs de train formés pour devenir conducteurs.

En 1992 Greg a été élu secrétaire de la Conférence nationale des personnels de triage et des équipes roulantes du RMT, tâche qu'il accomplit jusqu'à ce que la maladie l'en empêche. La 19^{ème} Conférence nationale de cette importante structure du RMT, réunie à York les 1-3 avril 2008, a adopté la résolution suivante : « Cette conférence exprime sa gratitude à Greg Tucker pour son long service en tant que secrétaire permanent de la Conférence des personnels du triage et des équipes roulantes. Greg est un avocat inlassable pour les syndicats que nous représentons, un militant éprouvé de notre classe et un bon ami pour nous tous. Cette conférence adresse ses remerciements les plus sincères et profonds pour sa contribution et son engagement en faveur de notre mouvement. Nous envoyons les meilleurs vœux à lui et à sa famille. Nous décidons de tenir une minute d'applaudissements en reconnaissance du rôle que Greg a joué dans notre syndicat. Et nous envoyons des fleurs à Greg et Joan, sa compagne. Vive Greg Tucker ! »

Actif dans la lutte contre la privatisation des chemins de fer britanniques, Greg n'a pas baissé les bras lorsque le gouvernement parvint à passer outre la résistance des cheminots. Il a aussi été à la tête du syndicat de la branche de la gare de Waterloo, de 1993 à 2008. Élu membre du Conseil exécutif du RMT pour le mandat 1997-1998, il organisa la grève contre la direction de la société South West Trains (SWT), qui voulait à l'instar des autres chemins de fer privatisés imposer la conduite de ses trains par un seul salarié. Lutte



victorieuse — la SWT reste encore aujourd'hui l'unique service ferroviaire où un contrôleur continue à accompagner le conducteur des trains de voyageurs — que la direction de la SWT a eu du mal à encaisser. Profitant de son absence pour campagne électorale, elle licencia Greg en 2001. Mais il gagna le procès devant le Tribunal du travail et reprit son poste glorieusement. Le Tribunal a estimé que « le licenciement faisait partie d'une manœuvre concertée impliquant plusieurs membres influents de la direction » et a trouvé « incroyables et en partie dérisoires » les accusations de la direction du SWT.

En 1999 il a été le candidat de la gauche syndicale pour le poste de secrétaire général du RMT et, même s'il ne l'emporta pas, ce fut le signe du renforcement de la gauche au sein de ce syndicat démocratique et combatif à un moment où le mouvement syndical britannique n'était pas au mieux de sa forme. S'adressant une dernière fois à ses camarades syndiqués, alors qu'atteint par la maladie il n'était plus candidat pour les tâches qu'il avait accompli durant plus de quinze ans, Greg leur écrivait en mars 2008 : « Je suis fier du rôle que j'ai joué dans l'édification de ce qui est la meilleure part du syndicalisme progressiste, combatif et démocratique dans ce pays. »

Jan Malewski

teurs à réessayer un gouvernement conservateur et même, en l'absence d'une alternative de gauche, à ce que des travailleurs blancs se fourvoient entre les bras du BNP raciste et fasciste. Un parti conduisant une politique qui réponde aux besoins de la classe ouvrière, et non à ceux des entrepreneurs, est la seule façon de cautériser cette plaie.

Une élection ne représente qu'un instantané des développements politiques et ses résultats ne devraient pas être interprétés comme un mouvement généralisé vers la droite. En l'absence de tout parti de gauche crédible il n'est pas surprenant que de nombreux électeurs se tournent vers un « autre » parti dans l'espoir que les choses pourraient s'améliorer ne serait-ce que marginalement. Mais la grande majorité des électeurs travaillistes traditionnels continuent à voter

pour le New Labour ou se réfugient dans l'abstention. Et il y a une proportion grandissante d'électeurs de la classe ouvrière, en particulier les immigrés plus récents qui exercent des emplois mal payés, qui n'ont plus aucune allégeance envers le travaillisme.

Malgré la victoire électorale de Johnson et l'élection d'un membre du BNP, les élections de Londres prouvent que la situation est bien plus compliquée et qu'il ne s'agit pas simplement du reflet d'une évolution à droite. Le maire travailliste sortant, Ken Livingstone, a obtenu cette fois-ci 208 336 voix de la première préférence (7) de plus qu'en 2004 et au total — première et seconde préférence confondues — il a obtenu 340 358 votes de plus qu'en 2004. Ainsi, malgré le fort mécontentement provoqué par la politique gouvernementale du New

Labour et par la gestion de Livingstone lui-même, la crainte de voir Johnson l'emporter a largement mobilisé les électeurs en faveur du maire sortant.

Cela ne fut toutefois pas suffisant, car le candidat conservateur à pour sa part attiré plus d'un demi-million de votes supplémentaires au résultat obtenu en 2004. Après que David Cameron ait pris la tête du parti conservateur, ce dernier s'est de manière cynique repositionné plus au centre de manière à attirer les votes de la nouvelle génération qui n'a pas connue le thatcheris-

7. Le système électoral employé pour l'élection du maire du Grand Londres permet à chaque électeur de voter en faveur de deux candidats — une « première préférence » et une « seconde préférence ». Les candidats cumulent les deux et c'est celui qui obtient le plus de votes, quelle que soit la préférence, qui l'emporte.

Grande-Bretagne

me (8). De plus le choix de Johnson en tant que candidat conservateur a permis aux électeurs conservateurs de reprendre confiance, en particulier dans les banlieues. Alors que Livingstone apparaissait usé, menant une campagne d'arrière-garde, les tories avaient la grosse tête. Et ils se sont avérés capables de l'emporter.

Tout cela a produit une courte victoire conservatrice pour le poste du maire. Nonobstant la nature de plus en plus personnalisée de la politique en Grande-Bretagne, cela indique que la polarisation droite-gauche n'a pas disparu. La majorité des électeurs l'a compris. Malgré les divergences profondes que beaucoup à gauche pouvaient avoir avec Livingstone, ils comprenaient bien que Johnson ne doit pas gagner.

Mais alors que le vote en faveur de Livingstone a atteint des sommets dans Londres, cela n'était pas suffisant pour compenser le vote conservateur des circonscriptions des banlieue résidentielles. L'élection du maire fut donc un vote de classe. Il y avait un clair aspect idéologique de ce vote, impulsé par le quotidien pro-conservateur *Evening Standard*. Il était clair que la nature multiculturelle de Londres et ses services publics étaient en danger. La victoire de Johnson montrera rapidement à quel point cette crainte fut justifiée. Il s'agit d'une victoire très importante pour les conservateurs et d'une défaite non seulement pour le New Labour, mais aussi pour tous ceux qui se situent à sa gauche — en particulier du fait que le BNP, entrant dans l'Assemblée, gagne en légitimité.

Un aspect d'une tendance plus profonde

La défaite du New Labour est directement le produit de son nouveau projet politique. Ce projet s'insère dans une tendance plus profonde et plus générale de la social-démocratie au niveau européen. Au cours des deux dernières décennies la social-démocratie européenne a, sans exception, abandonné son orientation traditionnelle et a adopté entièrement le projet néolibéral. Un après l'autre ses partis en payent aujourd'hui la facture et se désagrègent. L'Italie est le plus récent exemple : la social-démocratie s'y est effondrée après une période désastreuse de coalition gouvernementale avec le

8. Du nom de Margaret Thatcher, présidente du parti conservateur de 1975 à 1990 et premier ministre britannique de 1979 à 1990. Connue sous le surnom de « Dame de fer » (qui lui a été collé par le quotidien militaire soviétique !), elle a mené une politique ultra-libérale, présentée sous le nom de « révolution conservatrice », brisant la résistance syndicale, multipliant les privatisations et la remise en cause des acquis sociaux.

centre-droite de Prodi, laissant la place au gouvernement de Berlusconi et abandonnant Rome à un maire issu de la tradition fasciste du MSI. La France est un autre exemple de la manière dont le gouvernement de centre-gauche a ouvert la voie à la droite, servant de marchepied au succès de Nicolas Sarkozy. Auparavant, en Allemagne celui-ci a permis à la chrétienne-démocrate Angela Merkel d'emporter les élections.

Partout en Europe les partis sociaux-démocrates se sont déplacés vers le centre et les différences idéologiques entre eux et le centre-droite ont disparu. La vie politique y a été réduite à l'alternance et aux slogans creux. En Grande-Bretagne le New Labour s'est largement détourné de sa base sociale traditionnelle et s'est adressé, au début avec succès, aux classes moyennes, remportant trois élections successives avec un tel soutien. Mais cet appui peut disparaître aussi vite qu'il est apparu. Si les gouvernements ne bénéficient plus de l'appui de leur noyau dur idéologique, ils deviennent plus vulnérables en cas de tournant de la situation politique ou de chausse-trappes conçus par leurs opposants.

Cela signifie-t-il la fin du New Labour ? Non. Mais cela pourrait signifier la fin de cette phase particulière du New Labour car il va perdre ses sièges et sa présence au gouvernement, ce qui ouvrira une nouvelle crise chez lui. Pourtant il n'y a aucun signe permettant d'annoncer en son sein un bilan critique de son orientation néolibérale et il est fort peu probable que l'on assiste à un retour vers le vieux modèle travailliste.

Ceci apparaîtra clairement lorsque son nouveau projet politique sera rendu public. Ils vont alors annoncer qu'ils n'ont pas été assez loin sur la voie néolibérale et que c'est cela qui a permis aux conservateurs de leur reprendre des suffrages. Bref, qu'ils doivent devenir encore plus mercantiles.

La réponse de la gauche face à cette droitisation apparaît ainsi clairement à travers toute l'Europe. Il faut construire de grands partis de gauche, défendant une politique socialiste au sens large, dans le but de rassembler tous ceux qui sont à la recherche d'une alternative politique, mais cela ne se fera pas en un jour. Il ne s'agit pas d'un projet facile. Il exige de l'élan, la détermination, l'ouverture, la patience et la fermeté. Mais c'est ce qui doit être fait.

Après les élections

L'espace existe clairement pour un large parti pluraliste ancré à gauche, et cela malgré les divisions au sein de la gauche et malgré le fait qu'elle n'a bénéficié que d'un

nombre réduit de suffrages dans les élections à Londres. Si l'on prend en compte les très bons résultats obtenus à Birmingham et à Londres-Est, ainsi que quelques bons résultats en dehors de Londres et les totaux des 3,6 % remportés par les divers partis de gauche sur les listes proportionnelles à l'Assemblée du Grand Londres, il y a clairement un espace pour un parti de gauche bien plus grand que ce qui a pu être construit jusqu'aujourd'hui. Dans cette situation post-électorale Respect a donc une tâche double : il doit consolider ses importantes bases à Birmingham et à Londres-Est et commencer à s'élargir vers d'autres aires géographiques avec l'objectif de construire une organisation réellement nationale.

Cela exige de passer rapidement de la campagne électorale vers un travail de construction du parti par une activité patiente mais énergique d'implantation locale et le renforcement de notre profil national. Nous devons recruter et former les nouveaux membres et construire des sections là où elles n'existent pas encore. La structure de Respect doit être renforcée. Le journal doit servir à gagner plus de militant(e)s et de sympathisant(e)s. Nous devons commencer à préparer une conférence qui se tiendra tôt en automne et qui aura pour but de consolider l'organisation tout en l'ouvrant à d'autres.

Nous devons renouveler notre approche de tous ceux et de toutes celles avec qui nous avons travaillé dans les communautés au cours de la campagne électorale, mais aussi trouver de nouveaux secteurs de travail. Nous devons réitérer notre engagement de nous étendre et de travailler avec les autres qui veulent construire une alternative de gauche — la jeunesse, le mouvement environnemental, ceux qui luttent contre le racisme et l'islamophobie, les militant(e)s communautaires locaux.

Cela implique aussi de nous adresser aux syndicalistes et aux autres organisations de la gauche pour plaider en faveur d'un regroupement plus large que Respect, qui serait capable de refléter l'ensemble du potentiel existant à gauche et pourrait mieux prétendre répondre à la crise de représentation politique de la classe ouvrière. Nous devons participer à des initiatives telle la « *Convention de la gauche* ». Établir des liens avec des organisations sérieuses de la gauche ne sera ni aisé, ni rapide, mais nous devons nous affirmer nous-mêmes comme étant prêts à travailler avec d'autres en faveur du projet d'un grand parti de gauche. En même temps, nous construisons Respect de manière ouverte et inclusive. ■

Die Linke, un bilan d'étape

Par
Thies Gleiss*

Un an après la fondation du parti Die Linke (La Gauche), les commentateurs de droite comme de gauche s'accordent à reconnaître que les repères politiques ont été modifiés en Allemagne. A la suite des trois élections régionales du printemps 2008, Die Linke s'est solidement installée dans le paysage (1). Sur le papier c'est maintenant le troisième parti du pays, que l'on se réfère au nombre de ses adhérents, de ses élus et autres titulaires de fonctions politiques rétribuées à tous les niveaux de l'État, ou bien encore à sa puissance financière.

Die Linke a 72 000 membres. Présente au Bundestag avec 53 députés (un autre, qui se définit comme proche, a déjà été exclu en 2005), il n'y a pas un seul grand pays capitaliste où un parti qui se réclame explicitement de la gauche soit mieux représenté. Ces députés ont été élus par plus de 4 millions de personnes, et pour ce qui est des vieux pays impérialistes, seul le PC japonais dépasse ce score. Dans les Länder de l'est, c'est un parti qui a une large implantation, c'est sur le plan communal dans de très nombreuses localités la force qui compte, celle qui « *exerce les responsabilités* », celle dont la puissance et l'implantation éclipsent celles de tous les autres partis. Dans le Land de Berlin, Die Linke participe au gouvernement avec trois postes de ministres (sénateurs). Dans les Länder de l'ouest, le parti a connu des succès à toutes les élections provinciales mais il n'y a qu'en Basse-Saxe qu'il a réussi à attirer plus de voix qu'aux élections fédérales de 2005. Pour l'ensemble de l'Allemagne, le parti compte 185 députés régionaux, 5 561 mandats au plan municipal, 179 maires, 3 Landrat (directeur élu d'un Conseil général) et 59 chargés de mission de divers types.

Un espace ouvert à la critique du capitalisme

Toute la gauche à l'extérieur de Die Linke, les mouvements sociaux — en tout

premier lieu le mouvement syndical — et un nombre croissant d'intellectuels et de scientifiques regardent aujourd'hui vers le nouveau parti et, que leur approche en soit bienveillante ou sans indulgence, sont obligés de tenir compte de la nouvelle force à gauche dans leur élaboration et leur façon de poser les problèmes politiques.

Sur le plan de l'idéologie politique, Die Linke occupe un terrain laissé en friche depuis des années. Elle a ouvert l'espace à un discours qui permet de retrouver à nouveau peu à peu une place dans la société à la critique du capitalisme et même à la revendication du socialisme. Dans ce sens le parti Die Linke reflète la polarisation déjà ancienne entre les gagnants et les perdants de l'offensive que mène le capital et les partis à son service pour rétablir le taux de profit ; il est un reflet de l'agressive « *lutte des classes par en haut* » de l'ensemble des gouvernements européens et des organisations patronales, le reflet de la violence, de la militarisation et de l'insécurité matérielle croissante qui touchent tous les secteurs de la société.

Sur le plan sociologique, on en revient pour une part avec Die Linke à un modèle de parti de classe prétendument dépassé historiquement, qui s'est montré capable de conquérir en très peu de temps un électorat stable non négligeable parmi les victimes de la politique actuelle et parmi les animateurs de la résistance sociale à cette politique. De ce fait, Die Linke représente nettement plus qu'un parti protestataire, au contraire même, il est incontestable que ses succès électoraux ne lui viennent pas de gains temporaires puisés dans le réservoir en expansion des abstentionnistes, mais qu'ils sont obtenus en dépit d'une participation qui ne cesse de baisser. Il mobilise en premier lieu une partie des électeurs prolétariens traditionnels de la social-démocratie, ce qui explique que c'est avant tout pour le SPD que le nouveau parti constitue un défi, tant au niveau du nombre de ses adhérents que de celui de ses électeurs.

Tous ces facteurs amènent à considérer l'émergence de Die Linke comme un événe-

ment positif vu d'une perspective anticapitaliste et socialiste. Mais, comme toujours, la dialectique veut qu'avec le progrès se développent également les forces qui le freinent, qui se satisfont de ce qui a déjà été obtenu, et il y a de la même façon des partisans et des membres de Die Linke qui ne sont pas suffisamment conscients de ce progrès et qui sont de ce fait incapables de comprendre que seule la poursuite de l'évolution vers la gauche et la radicalisation du parti peuvent mener au succès.

Caractéristiques structurelles

3 000 adhérents ont rejoint le parti depuis sa formation officielle en juin 2007. Environ un tiers des 12 000 membres que déclarait la WASG (Alternative électorale travail et justice sociale) n'ont pas accompagné l'unification avec le Linkspartei-PDS (2), ont démissionné ou ont cessé de régler leurs cotisations et ont été ensuite rayés des listes.

Près des trois-quarts des adhérents

* Thies Gleiss est membre de la coordination de la Gauche socialiste internationale (isl, l'une des deux fractions publiques de la section allemande de la IV^e Internationale, l'autre étant la Ligue révolutionnaire socialiste, RSB) et aussi membre de la coordination nationale de la « *Antikapitalistische Linke* » (Gauche anticapitaliste), un courant de gauche du parti Die Linke. Lors du second congrès national de Die Linke (La Gauche), en mai 2008, il a été réélu au Comité directeur fédéral de ce parti. Cet article a été originellement publié par le mensuel *Sozialistische Zeitung* en juin 2008 : <http://www.vsp-vernetz.de/sozkoeln/index2.htm> (Traduit de l'allemand par Gérard T. et Pierre V.).

1. Lors des élections fédérales de septembre 2005, l'alliance électorale du PDS-Linkspartei et du WASG obtint 8,7 % des voix et 54 député(e)s. En mai 2007, lors d'une élection régionale dans le tout petit Land de Bremen, les partis Linkspartei et WASG, qui étaient en train de fusionner, ont réussi la première fois à l'ouest du pays à surmonter la barrière des 5 %, en obtenant 8,4 % des suffrages. Les élections régionales de 2008 confirment cette percée : le 27 janvier 2008 en Basse-Saxe et en Hesse, Die Linke a obtenu respectivement 7,1 % et 5,1 % des voix, ce qui lui permet d'entrer dans les parlements régionaux des deux Länder. Le 24 février 2008, avec 6,5 % Die Linke est entré dans le parlement du Land de Hamburg.

2. Le Linkspartei.PDS de son côté comptait environ 60 000 membres en décembre 2006.

vivent dans les Länder de l'est, un quart dans ceux de l'ouest. A l'est, Die Linke organise presque exclusivement les victimes de la réintégration de l'ancienne RDA dans l'Allemagne capitaliste. Des gens dont la société capitaliste n'a pas besoin ou dont elle ne veut pas. Les deux tiers d'entre eux ont un diplôme universitaire mais sont depuis longtemps retraités. A l'est, la moyenne d'âge des adhérents dépasse les 65 ans. Le parti y gagne de nouveaux adhérents mais en perd davantage, essentiellement en raison de leur décès.

Près de la moitié sont des femmes, tandis qu'à l'ouest les hommes dominent encore plus que dans les autres partis, mais la moyenne de 41 % sur l'ensemble du pays reste présentable. Pour ce qui est des adhésions intervenues après la création du parti, les hommes sont presque exclusivement entre eux à l'ouest, et sur l'ensemble cela donne 85 % d'hommes parmi les nouveaux adhérents. 5 % ont moins de trente ans, 1 % moins de 20 ans.

A l'ouest les adhérents se divisent en deux groupes : les nouvelles victimes du capitalisme, les salariés précaires et les chômeurs d'un côté, mais qui sont assez nombreux à compter parmi les « pertes d'adhérents » de l'unification et dont le poids diminue dans le parti, et d'autre part les salariés, parmi lesquels ceux et celles qui ont fait des

études supérieures représentent une forte minorité. Die Linke est un parti ouvrier qui est le produit spécifique du capitalisme moderne, avec un contingent particulier de victimes de la liquidation de la RDA. « *L'association des professions indépendantes* » à l'intérieur du parti est une minuscule curiosité, sous la direction de l'illustre Diether Dehm (3).

Le parti se compose d'environ 2 000 organisations de base à l'est et de 260 à l'ouest. Elles sont presque toutes calquées sur les subdivisions administratives et correspondent aux lieux d'habitation. Il n'y a qu'un seul groupe d'entreprise. La parité hommes-femmes exigée par les statuts pour les élections internes et externes est rarement respectée au plan local. Elle est mise en pratique soigneusement mais avec difficulté au plan régional et intermédiaire et au sommet du parti — les deux hommes tout en haut sont bien connus (4). Au plan fédéral et dans les parlements régionaux cette règle est régulièrement mise à mal sous la pression du clan des hommes. Si les listes pour les élections aux différents parlements sont très largement paritaires, ce n'est pas le cas pour les collaborateurs des élus et les permanents du parti. Son appareil administratif compte 77 postes de permanents au siège central et 160 pour les bureaux régionaux. Il est financé essentiellement par les subsides qu'il reçoit de l'État au titre du financement des partis et par les cotisations des parlementaires. La cotisation moyenne est d'environ 7 euros par mois. De plus, la plus grande partie de l'expression publique du parti passe par les fractions parlementaires, la Fondation Rosa Luxemburg et leur financement public. Il n'est donc certainement pas erroné de considérer que l'existence de Die Linke dépend à 80 % de l'argent de l'État, ce dont il n'y a pas à avoir honte — rien à voir avec des cadeaux de grandes entreprises et autres caisses noires — mais doit rester constamment présent à l'esprit.

Marais parlementaire

Ce sont ces caractéristiques structurelles qui expliquent que la position critique de fond à l'égard du système reste mesurée. Des militants de gauche qui voudraient durablement changer les rapports de forces au sein de la société au moyen de ce type d'organisation devraient essayer de prendre en compte ces freins structurels lors de chaque campagne, de chaque action, pour les dépasser dans la pratique. Mais ce n'est pas ce qui se produit. Il n'y a pas non plus d'effort de transformation fondamentale des structures par des actions extraparle-

mentaires, la mise en place de groupes d'entreprises et l'augmentation de la part du financement provenant des cotisations des adhérents et des dons des sympathisants. Il n'est donc pas étonnant que Die Linke se parlementarise à une vitesse extrêmement rapide. Toute l'activité tourne aujourd'hui presque exclusivement autour des campagnes électorales. Les membres du parti se divisent en deux parties, un grand nombre de purs cotisants mobilisables dans le meilleur des cas lors des grands moments des campagnes électorales, et d'autre part des militants qui se resserrent autour des élus. Ce phénomène est accéléré par trois caractéristiques qu'aucun autre parti ne présente de façon aussi marquée :

- En premier lieu un fond de soumission, surtout perceptible dans l'ex-PDS, qui ne pense toujours et encore qu'à être accepté et pris au sérieux par l'ennemi capitaliste. Le vœu exprimé par Gregor Gysi de voir inscrire sur sa tombe « *Pourtant nous étions gentils* » ... rend compte de cela de façon plus qu'anecdotique.

- Deuxièmement une peur des médias telle qu'elle relève quasiment de soins médicaux. L'un des 77 permanents du siège central est régulièrement occupé à recenser les « bons » et les « mauvais » articles de presse et à en établir le pourcentage.

- Et, troisièmement, une structure autoritaire qui se traduit par une allégeance au(x) président(s), un suivisme qui donne la nausée et une frénésie de centralisation de la part de l'appareil qui aboutit à étouffer la créativité et l'imagination, et donc ce que le parti compte encore de potentiel vivant.

Ces « qualités », comme on peut le vérifier dans presque toutes les réunions du parti, sont portées par les anciens cadres du PDS de l'est, en particulier par ceux qu'on appelle les « vieux jeunes » et par la vieille garde du SPD de l'ouest formée dans les structures bureaucratiques du SPD et des syndicats. Le poids de ces éléments augmente, il ne diminue pas, la plupart de ceux qui adhèrent actuellement partagent cette façon de voir qui a de plus l'avantage d'arranger fort bien ceux, de plus en plus nombreux, qui sont à l'affût d'un poste ou cherchent à faire carrière (5).

Il reste que Die Linke reçoit de façon régulière le soutien de 10 % des électeurs et que ses déclarations d'opposition sont très attendues. C'est aussi un parti qui dans toutes les grandes questions et les mobilisations, depuis le mouvement anti-guerre, en passant par la marche sur le sommet du G8, les actions contre les néo-nazis et contre la remise en cause des droits démocratiques, jusqu'au soutien aux combats syndicaux et

3. Jörg-Diether Dehm est un producteur musical et compositeur. Le groupe de travail « *Entrepreneurs de gauche* » (*Arbeitsgruppe « Linke Unternehmer »*) est reconnu par le parti, représenté au congrès et peut présenter des motions sur la politique économique. Le groupe de travail au sein du parti qui existe depuis mars 2007 est né comme OWUS (Offener Wirtschaftsverband von Klein- und Mittelständischen Unternehmern, Freiberuflern und Selbständigen e. V. — Association économique ouverte de petits et moyens entrepreneurs, professionnels et indépendants asbl). Diether Dehm fut élu en septembre 2005 député du Bundestag en Basse-Saxe. Depuis septembre 2007, il est co-président de Die Linke dans ce Land.

4. Il s'agit d'Oskar Lafontaine, ancien ministre-président du Land de Sarre et ex-secrétaire général du SPD, et de Gregor Gysi, ancien secrétaire général du PDS, élus co-présidents au congrès de fondation.

5. *Sozialistische Zeitung* de juin 2008 écrit à ce propos : « Les 24 et 25 mai dernier s'est tenu à Cottbus le premier Congrès fédéral du parti Die Linke. Les responsables n'y ont pas été élus à part égale pour chacun des deux partis d'origine, mais d'après le nombre d'adhérents dans les fédérations régionales. Les débats sur les questions controversées, par exemple autour de la motion principale, ont été soigneusement mis à coté pendant la préparation du congrès, les questions de postes et personnes y ont occupé de ce fait une place d'autant plus grande. D'après Thies Gleiss, membre du comité directeur fédéral, ceci est inhérent à la structure de ce parti. »

6. Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer (Syndicat des conducteurs de train allemand), n'est pas affilié au DGB. Sur la plus longue lutte des cheminots en Allemagne (juillet 2007 à avril 2008) voir *Inprecor* n° 532/533 de novembre-décembre 2007.

Zapatero : la gauche en apparence

Par
Joan Guitart*

Le 25 mai le journal *Público* a publié un dossier sur Berlusconi. Dans ce dossier un dessin humoristique montrait une conversation dans un café entre un homme à l'aspect « progressiste » et le président José Luis Rodríguez Zapatero ; l'homme lisait un journal qui titrait « *Il cavaliere* » et faisait le commentaire suivant : « *quelle horreur, si l'exemple de Berlusconi s'étendait en Europe !* ». Zapatero lui répondait : « *oui, comment pourrions-nous faire la même chose de manière à ce que cela apparaisse de gauche ?* ». Ce dessin est une parfaite illustration de la méthodologie politique du président espagnol, confirmée par les critiques de plusieurs de ses ministres envers Berlusconi, tandis qu'on applique en Espagne une politique de répression de plus en plus dure de la dite « *immigration clandestine* ».

Il faut bien reconnaître que Zapatero a utilisé avec succès cette « *apparence de gauche* », en Espagne comme à l'extérieur du pays (1). L'objectif de cet article est de montrer les contradictions les plus évidentes entre cette apparence et la politique réelle du gouvernement espagnol depuis la victoire électorale du PSOE en mars 2004. J'ai préféré utiliser une forme schématique pour donner le plus d'informations concrètes dans l'espace disponible.

Zapatero a été élu secrétaire général du PSOE en juillet 2000. Il obtient une victoire



très serrée (41,6 % des voix face aux 40 % de son principal opposant de l'appareil socialiste, José Bono, qui allait devenir ministre de la Défense et qui est actuellement président du parlement). Il était jusqu'alors un député sans grand rayonnement ce qui finalement lui a été favorable : sa victoire fut le résultat d'une image de rénovation et d'un usage très habile (et exempt de scrupules : parmi ses principaux alliés se trouvait un courant corrompu du PSOE de Madrid) des divisions internes dans l'appareil du PSOE, en crise ouverte depuis la victoire à la majorité absolue du Parti populaire (PP) dirigé par José María Aznar aux élections générales qui avaient eu lieu quelques mois auparavant, le 12 mars 2000.

Jusqu'aux prémices de la guerre en Irak, le PSOE menait une opposition assez faible au Parlement et avec peu de retentissement sur les mobilisations sociales qui surgirent cont-

re la politique de plus en plus droite du gouvernement ; il faut savoir que ces mobilisations ne furent pas importantes, sauf à certains moments très précis : en particulier lors de la grève générale de juin 2002, contrôlée par les syndicats majoritaires, les Commissions Ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), et dans le cas des mobilisations contre la marée noire après le naufrage du pétrolier *Prestige* au large des côtes de Galice.

De plus, Zapatero prit l'initiative en juin 2002 de négocier avec le PP une « *loi sur les Partis* » justifiée par des arguments comme « *la lutte des démocrates contre le terrorisme* », mais qui a été utilisée depuis lors contre toute manifestation de dissidence au Pays basque, qualifiée par définition comme faisant partie de « *l'entourage de l'ETA* ». Des dizaines de militants sociaux, sans la moindre relation avec les actions terroristes de l'ETA, sont en prison grâce à cette loi, dont le PP a fait son étendard, bien utile y compris pour critiquer les supposées faiblesses du gouvernement Zapatero dans la lutte contre l'ETA et ses « *concessions* » au nationalisme basque.

Mais la menace d'une deuxième guerre

aux entreprises en lutte — exception faite pour la grève des conducteurs de train conduite par le syndicat GDL (6) — a soutenu jusque-là énergiquement les forces anticapitalistes de ce pays et a permis d'aller plus loin que cela n'aurait été possible s'il n'avait pas existé. Mais c'est en même temps un parti que tout son poids structurel entraîne vers la perte de ce rôle progressiste, qui canalise sans nécessité ses propres forces et les étouffe, et qui va s'enfoncer tout droit dans le marais parlementaire, sans doute

comme membre minoritaire d'une coalition gouvernementale.

Ce processus ne peut être arrêté qu'en ayant une conscience extrêmement nette du poids des structures tel qu'il a été décrit ici, et grâce à la pression violente et fréquente de luttes et de mobilisations sociales. Si seul l'un de ces deux éléments est présent, cela pourrait continuer sur cette lancée encore un moment, mais s'il manque les deux à la fois, les choses ne tarderont pas à mal tourner. ■

* Joan Guitart est collaborateur de la revue espagnole *Viento Sur* (www.vientosur.info). Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*. Traduit de l'espagnol par Liliane G. 1. Ignacio Ramonet le définit comme « *une icône de la gauche internationale* », *Le Monde Diplomatique*, mars 2008.

Espagne

du Golfe commençait à prendre forme, et à générer en Espagne une énorme opposition, expression d'une large contestation citoyenne, à peine organisée et avec une faible influence de la gauche alternative : rien à voir avec les grandes mobilisations contre l'OTAN de la première partie des années 1980. Le PSOE a bien compris la profondeur du refus de la guerre et des possibilités de renforcer l'opposition au gouvernement du PP ; d'autre part ce caractère massif mais déstructuré du mouvement ne comportait pas de risques de débordement.

Quand le 16 mars Aznar a intégré le « *trio des Açores* » aux côtés de Bush et de Blair, un mois après les immenses mobilisations du 15 février contre la guerre, le rejet fut très important, mais il exprimait davantage une « *opinion publique* » qu'un mouvement social. Dans ces conditions, il fut facile pour le PSOE d'être son « *expression politique* » et le retrait des troupes espagnoles d'Irak devint l'atout majeur de Zapatero pour les élections générales de mars 2004.

Comme on s'en souvient, ces élections eurent lieu dans le climat émotionnel de l'horrible attentat du 11 mars à Madrid et sous l'effet d'une rébellion politique citoyenne contre la manipulation éhontée des faits par le gouvernement en fonction du PP. Une majorité électorale du PSOE signifiait par-dessus tout la possibilité de chasser le PP du gouvernement ; c'est là-dessus que Zapatero a fondé sa victoire électorale.

Idéologie vaporeuse

Zapatero partait d'une position de faiblesse dans l'appareil du PSOE ; ses soutiens fondamentaux étaient des dirigeants de « *second plan* » sans aucun poids dans les familles traditionnelles du parti. C'est pour cela qu'il va affirmer un leadership personnel très fort en créant une base sociale de soutien identifiée, au-delà du parti, à sa personne à partir de laquelle il a tenté et réussi à établir son contrôle sur l'appareil à moyen terme. Il obtint cette base sociale en premier lieu par le retrait des troupes d'Irak et immédiatement après par différentes réformes « *de société* » (mariage homosexuel, égalité de genre, loi sur la dépendance...) qui eurent un grand impact sur la population et un faible coût budgétaire.

Le contrôle de cette base sociale était un objectif important de la politique de Zapatero, en revitalisant pour cela les structures du parti en ce qui concerne le féminis-

me, les organisations locales, les organisations de jeunes... et en recherchant des rapports de collaboration subordonnée avec l'écologie, les ONG..., à travers des accords politiques sans grande portée et un usage habile des subventions publiques. L'institutionnalisation des grands syndicats CCOO et UGT rendait inutile une politique spécifique envers ces derniers et encore plus inutile, si on tient compte des relations privilégiées entre le PSOE et la UGT.

Zapatero s'est orné d'une vaporeuse idéologie inspirée par les idéologues les plus modérés du « *républicanisme* », en particulier Philippe Pettit.

La fonction de cette idéologie était purement ornementale, pour les déclarations et les discours ; Zapatero aime s'entourer de la flatterie de personnalités de la sphère intellectuelle médiatique « *néodem* » (de l'entourage du Parti démocrate des États-Unis et en transit vers celui-ci depuis la social-démocratie européenne : son programme électoral pour 2008 a bénéficié d'un « *comité des sages* » formé par Pettit, George Lakoff, Joseph Stiglitz, Jeremy Rifkin entre autres dont le travail semble avoir été de se faire photographe avec le président).

Avec cette idéologie, et toujours de façon ornementale, mais en direction de la scène internationale, Zapatero a promulgué « *l'alliance des civilisations* » comme alternative au « *choc des civilisations* » de Huntington et des « *néocon* » (néoconservateurs américains). La proposition trouve son explication dans ses premiers défenseurs : le secrétariat général des Nations Unies, le gouvernement turc d'Erdogan, l'ayatollah Khatami et Tony Blair. Cela n'a servi qu'à organiser de coûteuses réunions internationales qui n'ont pas obtenu l'écho médiatique attendu.

Enfin son programme de gouvernement s'appuie outre les « *réformes de société* » sur trois piliers :

- la réforme des statuts d'autonomie, en tentant d'actualiser le pacte d'État réalisé pendant la Transition (le projet a été appelé « *seconde Transition* ») et de cette façon de donner un cadre d'alliance à moyen terme entre le PSOE et les partis nationalistes basque et catalan essentiellement ;
- la solution du dénommé « *conflit basque* » par la négociation avec l'ETA ;
- la continuité d'une politique économique d'une stricte orthodoxie néolibérale.

Promesses et réalisations

Développer une critique des principaux thèmes de la politique de Zapatero dépasserait les limites de cet article. Mais bien que

de manière synthétique, je résumerai quelques faits :

● Zapatero ordonna le retrait des troupes espagnoles d'Irak immédiatement après avoir été nommé président du gouvernement. Cette décision lui a donné un capital de crédibilité qui lui rapporte encore des dividendes. Mais ce fut la première et la dernière divergence significative de sa politique étrangère par rapport à celle des États-Unis. En Afghanistan, au Moyen Orient, en Colombie ou au Mexique, la diplomatie espagnole agit avec une stricte « *discipline atlantique* ».

Le renforcement du compromis politique et militaire dans l'OTAN a été accompagné du soutien par de nombreux fonds publics à l'industrie de l'armement, poursuivant ainsi la politique développée par le gouvernement Aznar : actuellement les entreprises espagnoles d'armement doivent 26 000 millions d'euros à l'État (2).

● Le 22 mars 2006, l'ETA annonçait une nouvelle trêve (« *Cessez-le-feu permanent* »). Une représentation au plus haut niveau du gouvernement et de l'organisation militaire entamèrent des négociations qui avaient de plus grandes perspectives de réussite que les précédentes, surtout parce qu'on considérait que cette fois l'ETA, très affaiblie par la répression en France et en Espagne, ne pouvait pas faire marche arrière. Comme on l'a écrit plus tard (3), le gouvernement avait accepté à la table des négociations des propositions de l'ETA d'une importante portée politique comme, par exemple, la ratification par les institutions de l'État des décisions qui seraient prises par les institutions autonomes du Pays Basque. Il s'agissait, bien entendu, d'une pure tactique de négociation : sans aucun doute, le gouvernement, si cela s'était produit, aurait fait une « *lecture* » de l'accord qui aurait éliminé le moindre aspect le rapprochant du droit à l'autodétermination du peuple basque.

Dans la pratique, le gouvernement n'a fait aucun geste de détente significatif durant le processus de négociation, par exemple, en matière de politique pénitentiaire envers les quelque 500 prisonniers de l'ETA. Finalement, un brutal attentat de l'ETA à l'aéroport de Madrid le 30 décembre 2006 interrompit de fait la trêve et les perspectives de négociations pour une longue période. Le gouvernement a récupéré et renforcé la politique antiterroriste traditionnelle, très semblable à celle du gouvernement Aznar, l'ETA a repris l'activité armée. Effectivement le « *conflit basque* » manque actuellement d'horizon politique.

● Zapatero s'est engagé publiquement à soutenir toute proposition de réforme du

2. *Diagonal* n° 78 du 15 avril 2008.

3. Petxo Idoyaga. « *El conflicto vasco sin horizonte político* » (Le conflit basque sans horizon politique), *Viento Sur* n° 97 de mai 2008.

statut d'autonomie de la Catalogne qui aurait été approuvé par le parlement autonome catalan. Mais la proposition de réforme du statut, approuvée fin septembre 2005 par une très large majorité du Parlement catalan, fut considéré comme « *inconstitutionnelle* » et donna lieu à un conflit politique et social qui traversa tout l'État espagnol. « *L'anticatalanisme* » resurgit, une composante de base du nationalisme espagnol le plus réactionnaire, instrumentalisé en bonne partie par le Parti Populaire mais aussi avec des appuis importants au sein du PSOE. Après des changements importants de ce projet de réforme, qui allèrent jusqu'à le transformer en une pure transformation technique sans importance politique, le texte fut approuvé en Catalogne par un référendum auquel participa moins de la moitié de l'électorat.

● Depuis, la « *seconde Transition* » est partie à la poubelle et Zapatero s'est acharné à disputer au PP l'étendard du nationalisme espagnol, présentant le PSOE comme « *la force structurante de l'unité de l'Espagne* » et comme garant de l'orthodoxie constitutionnelle face aux revendications nationales catalanes et basques.

● Quelques unes des réformes « *de société* » réalisées par le gouvernement méritent d'être soutenues, par exemple la légalisation du mariage homosexuel ou les réformes légales contre la « *violence de genre* ».

● Mais d'autres ont eu plus de retentissement dans les médias que dans la réalité. Par exemple le gouvernement a présenté la loi d'aide aux personnes dépendantes comme une « *révolution sociale* » (4). En réalité, dans le meilleur des cas, la nouvelle législation attribuera des subventions à quelque 40 % des personnes dépendantes, lesquelles auraient à leur charge 33 % des coûts du service. D'autre part ces aides ne vont pas dans le sens d'une amélioration des services publics de santé qui sont soumis à une très grave pression visant à la privatisation, spécialement dans les communautés autonomes dirigées par le Parti populaire (5).

● La politique économique du gouvernement Zapatero est restée dans le cadre de l'orthodoxie libérale et n'a pas corrigé de façon significative le « *sous-développement social* » de l'Espagne.

La part des salaires dans le revenu national a atteint en 2006 un niveau historique de 46,4 % du PIB, c'est-à-dire une chute de 3,2 points en dix ans ; l'excédent d'exploitation a gagné deux dixièmes avec 45,1 % et les impôts nets sur la production et les importations, essentiellement supportés par les travailleurs, augmentent de 2,9 % et

vont jusqu'à 11,5 %. D'autre part la pression fiscale a atteint en 2007 41 % du PIB, soit quatre points en dessous de la moyenne européenne ; l'Espagne occupe le 15e rang dans ce domaine, parmi les pays de l'Union européenne. Malgré cela, Zapatero maintient une politique de réduction d'impôts, avec un argument particulièrement idiot : « *baisser les impôts, c'est de gauche* » ; son objectif immédiat est d'éliminer l'impôt sur le patrimoine et tout ceci au moment où selon « *l'enquête financière des familles* » de la Banque d'Espagne, l'écart du revenu moyen entre les 20 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches de la population espagnole est passé, entre 2001 et 2005, de 1:12,03 à 1:17,4.

D'autre part, les projets de réforme de la Sécurité sociale inspirés par les politiques de privatisation développées par la Banque mondiale sont en cours. On a déjà voté le fait que le Fonds de réserve de la Sécurité sociale qui a accumulé un patrimoine de 40 334 millions d'euros, puisse investir en Bourse, non seulement sur la dette publique comme c'était le cas jusqu'à présent (à taux fixe), mais aussi sur les produits à taux variable.

Il n'est pas étonnant que les 35 plus grandes entreprises espagnoles aient obtenu des bénéfices de 24 508 millions d'euros au premier trimestre 2007, soit 34 % de plus qu'au cours des six premiers mois de l'année précédente. Entre 1999 et 2006 les entreprises espagnoles ont augmenté leur bénéfice net de 73 %, soit plus du double que la moyenne de l'Union européenne (des 15, c'est-à-dire sans les nouveaux membres) mais les coûts salariaux ont augmenté de seulement 3,7 %, soit cinq fois moins que la moyenne de l'Union européenne (18,2 %). On comprend mieux pourquoi Zapatero a été le candidat préféré des patrons espagnols aux dernières élections générales.

● En revenant au thème initial de cet article, c'est dans sa politique d'immigration que « *la gestion des apparences* » par Zapatero est la plus évidente. Par exemple, le gouvernement développe une politique d'externalisation des frontières avec les pays africains d'où sont originaires une très petite partie de « *l'immigration illégale* », à peine 1 %. Il s'agit d'une immigration sans intérêt économique pour la florissante économie souterraine espagnole et qui concentre les craintes xénophobes de la population. C'est pour cela qu'on l'utilise comme symbole de la fermeté du gouvernement espagnol, enveloppée dans un langage politiquement correct selon les règles des apparences. Ainsi, les patrouilles navales espagnoles destinées à empêcher les pauvres « *cayucos* » (embarca-

tions de fortune) qui viennent des côtes africaines, reçoivent le nom officiel de « *Noble sentinelle* » et que les camisolos de force qu'on impose aux immigrants qui résistent s'appellent « *vêtements immobilisateurs homologués de rétention* » (6). Les subventions aux gouvernements africains pour acheter leurs services de gardes-frontières s'appellent « *coopération au développement* ». A ce propos le gouvernement Zapatero se vante d'avoir augmenté de façon substantielle la quantité et la qualité des aides officielles au développement. Il est vrai qu'il y a une amélioration considérable par rapport à la gestion du Parti populaire. Mais l'augmentation quantitative, jusqu'à 4 200 millions d'euros en 2007, doit être mise en rapport avec les subventions à l'Église catholique (5 060 millions d'euros) et l'argent que les immigrés envoient à leurs pays (plus de 8 000 millions d'euros), les améliorations qualitatives se limitent quant à elles à certains aspects (apports aux institutions internationales non financières du système des Nations Unies, subventions à certaines ONG...) tandis que sont renforcés les processus d'intégration des entreprises privées dans la gestion de fonds de coopération grâce aux « *alliances public-privé* ».

Forces et faiblesses de Zapatero

En conclusion, trois facteurs ont contribué de façon décisive à soutenir l'action du gouvernement Zapatero depuis 2004 :

● Une période prolongée de forte croissance économique, de l'ordre de 3,5 % par an, fondée sur une croissance démesurée du secteur immobilier et l'endettement massif en crédits hypothécaires ; plus de 70 % des familles espagnoles consacrant plus de 40 % de leurs revenus au paiement des crédits hypothécaires de leur logement. Mais la crise économique affecte déjà gravement cette croissance. Les effets en seront considérables et très dangereux si on ne trouve pas une réponse sociale et politique.

● L'agressivité de l'opposition du PP, soutenue par la hiérarchie de l'Église catholique et de puissants groupes de presse, fréquemment exprimée par des mobilisations sociales massives dans lesquelles la présence de l'extrême droite et d'un franquisme social ressuscité a été évidente. La peur face aux menaces du PP, en particulier d'un retour possible de ce dernier au gouvernement, a été un atout important entre les mains de

4. *El País* du 5 mars 2008.

5. Ana Hernando, « *Una crítica feminista a la Ley de Dependencia* », *Viento Sur* n° 88 de septembre 2006.

6. *El País* du 16 août 2008.

Espagne & Lectures

Zapatero. Mais après son échec électoral, le PP est entré dans une crise très profonde ; dans ces conditions, son caractère menaçant se trouve affaibli et par là même l'usage que pourrait en faire le PSOE.

● L'absence concrète d'opposition parlementaire de gauche, étant donné qu'Izquierda unida (7) a tout juste été un lobby, politiquement subordonné au PSOE, constitué de politiciens professionnels sans influence politique ni crédibilité sociale, à la merci de l'establishment socialiste. Mais après des élections IU se trouve dans une crise terminale. Peut-être pourrait-elle maintenir une faible présence institutionnelle dans certains Parlements et municipalités, mais elle n'obtiendra plus — ni aucun de ses courants — une influence sociale significative.

Dans ces conditions un quatrième fac-

7. Izquierda unida (IU, Gauche unie) fut fondé en 1986 en tant qu'alliance électorale du PC espagnol — en fort déclin après avoir soutenu la « *transition démocratique* » et freiné les luttes au nom du « *compromis historique* », n'obtenant plus que 4 députés en 1982 — et de divers petits partis de gauche. En 1989 cette alliance s'est transformée en un mouvement politique et social. Maintenant une politique d'indépendance envers le PSOE au cours des années 1990, IU se développe et gagne des électeurs, atteignant 10,54 % des suffrages et 21 députés en 1996. Mais des scissions successives vers la droite, puis le changement de cap vers une alliance avec le PSOE en 1999 sonnent le glas de cette tentative. En 2000 l'IU obtint seulement 5,45 % des voix (8 députés) et en 2008 seulement 3,8 % des suffrages et 2 députés. Dirigée actuellement par Gaspar Llamazares, l'IU apparaît comme politiquement subordonnée au gouvernement de Zapatero et au PSOE.

8. Le Mouvement communiste (MC), d'origine maoïste, et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section de la IV^e Internationale), qui ont collaboré ensemble en particulier en initiant et animant la campagne contre l'OTAN et contre les bases militaires états-uniennes en Espagne, mais aussi dans les luttes féministes et pour la reconnaissance des droits égaux des homosexuel(le)s, au cours des années 1980, se sont unifiés en 1991, fondant la Gauche alternative. Mais rapidement des divergences sont apparues entre les deux courants historiques, concernant tant l'orientation politique que la forme même du parti commun et, un an plus tard, la séparation a eu lieu, alors qu'un tiers des militant(e)s de la Gauche alternative abandonnaient l'activité partisane. Le courant d'origine maoïste se transforma en une ONG, qui poursuit quelques activités environnementalistes et de solidarité avec les immigrés, mais s'est concentré surtout sur une activité philosophico-idéologique. Le courant de la IV^e Internationale a pour sa part intégré l'Izquierda unida, y animant le pôle anticapitaliste Espacio alternativo et poursuivant la publication de la revue politique *Viento Sur*. Lors de sa quatrième Rencontre confédérale (2006) l'Espacio alternativo s'est défini comme une organisation qui s'efforce « à combiner le développement et la construction de notre organisation propre avec l'intervention en tant que courant dans les mouvements sociaux et dans les luttes et la configuration d'un pôle anticapitaliste dans IU (par le biais et des membres d'Espacio alternativo impliqués dans cette dernière et d'un bloc de gauches différencié de ses directions actuelles) et hors de l'IU ».

teur peut jouer un rôle beaucoup plus important que dans l'étape précédente. Il faut reconnaître que le gouvernement Zapatero a pu bénéficier de la faiblesse des mouvements sociaux, des organisations sociales et de la gauche alternative, qui n'avait plus d'existence autonome significative depuis l'échec de l'unification entre le MC et la LCR (8), il y a plus de quinze ans.

En acceptant le fait que le point de départ des mouvements sociaux et de la gauche alternative est très modeste, est-il

possible qu'une revitalisation conjointe, car elle ne peut être que conjointe des uns avec des autres, ait une influence importante à court terme sur l'anémique situation politique espagnole ?

Je crois que l'on peut raisonnablement espérer que dans un avenir pas trop lointain des efforts et des expériences qui sont déjà menés — entre autres organisations et courants par l'Espacio alternativo — réalisent cette possibilité. ■

Madrid, le 25 mai 2008

Notes de lectures

Amérique latine : actualité du socialisme du XXI^e siècle

L'ouvrage collectif dirigé par Franck Gaudichaud n'est pas un livre de plus sur la situation en Amérique latine. Grâce à son orientation éditoriale et à la pluralité des auteurs, tant du point de vue des champs scientifiques, des courants de pensée que de leurs origines « régionales » (Europe, USA et pays latino-américains), cet ouvrage analyse les dynamiques actuelles du sous-continent en les mettant en rapport avec l'histoire des trente dernières années. Loin de se limiter « aux mouvements sociaux », les auteurs inscrivent leur démarche dans l'histoire et les modifications du système capitaliste mondialisé. Les différents processus géopolitiques, les résistances populaires, ouvrières, paysannes, féministes, indigènes ou écologistes sont non seulement analysés mais les dynamiques, contradictions ou les conflits ne sont pas escamotés.

Franck Gaudichaud dans sa présentation nous rappelle les années de plomb des dictatures militaires et souligne que « Cette période des années noires a encore des effets prégnants dans l'espace public puisqu'elle a bouleversé complètement les rapports de forces sociaux et politiques antérieurs. » A la fin des années 1980, les régimes constitutionnels qui s'installent peuvent être caractérisés comme des démocraties de « basse intensité » avec l'approfondissement du modèle néolibéral et la large amnistie en faveur des responsables de violation des Droits de l'homme.

Si l'embellie actuelle de développement est déterminée plus par la hausse des matières premières sur le marché mondial que par un développement autocentré, les écarts de richesses sont profondément inégalitaires. Comment alors saisir les problèmes autour de la réforme agraire, le contrôle des ressources naturelles et la question des droits de la communauté indigène, pour évoquer que certains axes des très fortes mobilisations.

Je partage l'angle d'attaque proposé « Finalement la seule manière de comprendre les gouvernements actuels est de décrypter leur base sociale, leur rapport avec les classes dominantes et leur relation avec l'impérialisme ou les institutions financières internationales. »

La première partie du livre, « La Patria Grande ? Approche problématique continentale », débute par un article de James Petras « Les

nouvelles de l'Empire — États-Unis et Amérique latine : hiérarchie, réseaux et clients » faisant le point sur la place maintenue de l'empire voisin. Suivent des articles sur les multinationales (Cédric Durand et Alexis Saludjian), l'Alternative bolivarienne pour les Amériques — ALBA (Thomas Fritz), les mouvements indigènes (Bertrand Duterme), le mouvement féministe (Jules Falquet) et les réformes agraires (Hélène Roux).

La seconde partie « Gauches latino-américaines et mouvements sociaux — Une mosaïque d'expériences » analyse, pays par pays (Venezuela, Bolivie, Équateur, Cuba, Brésil, Argentine, Chili, Mexique et Colombie) les politiques menées, les résistances ou les mobilisations des populations.

Le livre se termine par des éléments de réflexion et de débat « Socialisme du XXI^e siècle, démocratie et néolibéralisme en Amérique latine » avec des textes d'Atilio Boron, Claudio Katz et Éric Toussaint.

« Pour résister aux mirages du réductionnisme analytique et à la tentation d'un moule eurocentrique », pour appréhender les « antagonismes de classe, de genre, socio-ethniques », une lecture importante qui ne cache ni « les rapports parfois conflictuels entre espace des mouvements sociaux et champ politique », ni les débats nécessaires autour du socialisme du XXI^e siècle.

Didier Epsztajn

* Sous la direction de Franck Gaudichaud, *Le volcan latino-américain, Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Textuel, Paris 2008, 446 pages, 24,00 €

Le site internet remarque !

www.la-breche.com

**Librairie
La Brèche**

ouverte le lundi de 14h à 20h
et du mardi au samedi de 12h à 20h

27 Rue Taine, 75012 Paris
(métro Daumesnil)

tel.: 01 49 28 52 44 ; fax : 01 49 28 43

Succès de la Conférence anticapitaliste européenne

Par
Jan Malewski*

Réunissant à La Plaine-Saint-Denis, le 31 mai et le 1^{er} juin 2008, les représentants de trente-six organisations, venant de quinze pays européens (sans oublier un observateur de l'International Socialist Organisation des États-Unis), la conférence anticapitaliste européenne organisée à l'initiative de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, France) a été un succès et un pas en avant dans la discussion, les échanges et le rassemblement des forces de la gauche anticapitaliste continentale. Plusieurs réunions de la Gauche anticapitaliste européenne avaient déjà eu lieu, depuis 1998, à l'initiative de l'Alliance Rouge-Verte du Danemark, du Bloc de gauche portugais, du Parti Socialiste écossais (SSP) et de la LCR, mais c'est la première fois qu'autant d'organisations venant de pays aussi différents ont pu échanger leurs expériences et leurs analyses. Et c'est aussi une première pour de nombreuses organisations de la gauche radicale qui, dans leurs pays respectifs, n'ont pas l'habitude de discuter ni d'agir ensemble.

Le succès de l'initiative de la LCR de construire un nouveau parti anticapitaliste en France, apparu clairement lors de la première rencontre nationale qui a eu lieu après cette conférence (les 28 et 29 juin), qui bénéficie de l'intérêt de la gauche anticapitaliste dans toute l'Europe, a bien sûr stimulé la réussite de cette conférence. Mais au-delà de la légitime curiosité envers l'expérience française c'est le besoin urgent de trouver les réponses et les voies de mobilisation contre la politique agressive anti-ouvrière menée dans tous les pays de l'Union européenne qui fut au centre des débats à Saint-Denis.

Parmi les organisations présentes ce week-end, nombreuses ont leurs propres liens internationaux et européens, au sein de la IV^e Internationale, de la Tendances socialiste internationale ou du Comité pour une Internationale ouvrière, voire même au travers du Parti de la gauche européenne. Mais

la nécessité de disposer en Europe d'une force militante plus ample, capable d'animer les résistances face au rouleau compresseur des contre-réformes capitalistes, de préparer et d'organiser ensemble le combat anticapitaliste, de discuter en vue d'aboutir à un programme d'action à la hauteur des attaques contre les acquis des travailleurs, constitue la préoccupation de tous. Et cela, malgré les traditions différentes, des analyses parfois divergentes et des préoccupations marquées par les spécificités nationales.

Il y a incontestablement une prise de conscience et le sentiment que la gauche révolutionnaire doit prendre en compte une nouvelle période historique. Une nouvelle phase de la globalisation et de la crise capitaliste, la montée des résistances sociales à l'offensive néolibérale, une évolution de la social démocratie qui se meut en social libéralisme et connaît dans une série de pays d'Europe de profondes crises, l'effondrement du stalinisme — tous ces facteurs concourent à ouvrir de nouveaux espaces pour la gauche anticapitaliste. Ces éléments d'analyse étaient largement partagés par les participants de la conférence.

La discussion a confirmé aussi les points de repères communs à une grande majorité des participants : l'indispensable unité d'action de tout le mouvement ouvrier et des mouvements sociaux contre la droite et le patronat, la nécessité d'une délimitation nette vis-à-vis du centre gauche et de la social-démocratie en refusant les coalitions parlementaires et gouvernementales avec les PS, l'accord sur de grandes revendications sociales et démocratiques qui lient les exigences immédiates à des mesures transitoires de transformation radicale de la société, tant sur le plan d'une nouvelle répartition des richesses que d'une remise en cause de la propriété capitaliste pour défendre une perspective de socialisation de l'économie.

La conférence a aussi fait apparaître la nécessité d'approfondir les discussions stratégiques et programmatiques. Si dans cette nouvelle période historique il y a des résistances sociales, les rapports de forces globaux se sont dégradés au détriment du

monde du travail. et le développement des luttes de classes reste inégal dans l'Europe d'aujourd'hui. Si des espaces se sont libérés pour la gauche anticapitaliste, il ne s'agit pas d'une montée organique de la lutte des classes et d'une conscience socialiste révolutionnaire. En effet, — ces espaces sont autant le produit des résistances sociales que de la capitulation et de la retraite des appareils historiques du mouvement ouvrier, de la « *vieille gauche* », qui évolue à droite en s'adaptant aux exigences du capital.

Dans ces espaces libres, rien n'est encore joué. Ils peuvent être occupés par des nouvelles forces anticapitalistes lorsque celle-ci s'avèrent capables de prendre l'initiative, de construire des rapports de forces favorables, de ne pas s'effondrer devant le premier obstacle. Et les crises qui ont conduit à des scissions et ont affaibli la nouvelle gauche en Angleterre (Respect) et en Écosse (SSP) indiquent qu'il ne s'agit pas d'un promenade de santé.

Ces espaces peuvent aussi, lorsque les forces anticapitalistes sont faibles et divisés, être occupés par des courants qui n'ont pas complètement tiré des leçons des échecs du mouvement ouvrier au cours du siècle passé. Ainsi, le Parti de la refondation communiste italien a sombré avec le gouvernement Prodi, victime de ses limites réformistes. En Allemagne l'espace libéré par la dérive droite de la social-démocratie a été occupé par un nouveau parti réformiste de gauche, Die Linke, au sein duquel dominant des courants dont les aspirations se limitent à un « *retour à l'État-providence de la République Fédérale d'Allemagne des années 1960-1970* », voire qui gardent la nostalgie de leurs fonctions au sein du Parti d'État allemand. Die Linke constitue certes un pas en avant pour le mouvement ouvrier allemand et regroupe aussi en son sein des courants de la gauche anticapitaliste, mais il reste dans le cadre d'une politique marquée

* Jan Malewski, rédacteur d'*Inprecor* et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, a pris part à l'organisation de la conférence anticapitaliste européenne.

Conférence anticapitaliste européenne : Rapport introductif

par la recherche de la gestion de l'État et de l'économie capitaliste. Et ses rapides succès électoraux ont renforcé en son sein les illusions sur les possibilités d'un « *changement* » dans le cadre institutionnel capitaliste.

La défense d'une politique d'indépendance envers la social-démocratie et le centre gauche, l'élaboration d'un programme anticapitaliste conséquent, prennent ainsi toute leur importance pour décider du centre de gravité de la réorganisation et de la reconstruction du mouvement ouvrier en Europe.

Cela implique l'élaboration d'un programme de revendications unifiantes à l'Est et à l'Ouest, d'inventer les tactiques permettant de mener et de remporter les luttes communes contre les multinationales, des grèves prises en charge en commun par les salariés des diverses entreprises qui composent les firmes présentes dans plusieurs pays européens. Sinon, l'Union européenne continuera à mettre en concurrence les travailleurs entre eux, selon le vieil adage « *diviser pour mieux régner* », tout en unifiant les capitaux et les capitalistes. C'est dans ce cadre que la conférence européenne a débattue de la question d'un salaire minimum européen — en parité de pouvoirs d'achat, de la sécurité sociale et de services publics européens, harmonisés vers le haut et non, comme le préconise l'Union européenne, vers le bas.

La conférence a également permis d'envisager des mobilisations communes lors des prochaines échéances européennes : lors du Forum social européen les 19-20 septembre à Malmö (Suède), lors de la mobilisation antifasciste à Köln (Allemagne) contre le sommet xénophobe de l'extrême-droite européenne les 19-20 septembre, lors de l'organisation d'un contre-sommet et d'une manifestation face au sommet de l'OTAN à Cracovie, en mars 2009, ainsi que l'organisation d'une grande mobilisation européenne anti-guerre et contre le militarisme, simultanément à Strasbourg (France) et à Kehl (Allemagne), des deux côtés du Rhin, fin mai 2009.

Les organisations présentes ont convenu d'organiser une prochaine conférence de débat en 2009, pour discuter de la situation en Europe et de la politique militaire de l'OTAN et de l'Union européenne ainsi que des tâches des anticapitalistes. D'ici là, avant

la fin de l'année 2008, les organisations intéressées se reverront pour envisager la préparation des prochaines élections européennes, de manière à pouvoir y faire apparaître, sous des formes à discuter et fonction des

choix et des possibilités des uns et des autres, un pôle anticapitaliste autour d'une déclaration, d'un matériel de propagande, d'un logo et d'échanges d'orateurs lors des meetings de campagne dans divers pays. ■

Documents

Rapport introductif

Par
François Sabado*

La LCR a pris l'initiative de cette conférence européenne, pour deux raisons. La première, c'est de souligner l'actualité des enseignements de Mai 68 dans les luttes de classes d'aujourd'hui. Mais la seconde, c'est de renouer ou de nouer le dialogue entre la plupart des organisations anticapitalistes et révolutionnaires représentatives en Europe, pour avoir un échange sur l'analyse de la situation et aussi voir ce qu'il est possible de faire et de discuter ensemble de manière plus sérieuse. Alors bien sûr, ce n'est qu'une petite réunion, un petit début, mais je crois qu'il faut la prendre au sérieux. En tout cas, nous la prenons très au sérieux. Car c'est la première fois, depuis longtemps, que tant d'organisations révolutionnaires et anticapitalistes se rencontrent pour discuter.

Chaque organisations a son histoire, sa tradition, leur politique mais tous et toutes, avec nos propres critères, nous analysons la situation comme relevant d'une nouvelle époque ou période historique — celle de la globalisation capitaliste, de l'effondrement du stalinisme et de l'ex-URSS, et de nouvelles évolutions du mouvement ouvrier. Tous et toutes, nous ressentons la nécessité de discuter ou rediscuter une série de questions-clés sur le plan politique, stratégique et programmatique, et ce à un niveau international. Ce rapport n'est qu'une introduction à la discussion. Les idées que nous soumettons au débat découlent, bien entendu de l'expérience française, donc d'une expérience partielle, mais il faut bien commencer par un bout. Nous sommes convaincus que pour avancer, il faut une discussion qui dépasse les cadres nationaux. Nous avons besoin les uns des autres.

Les grandes tendances de la situation internationale

Car cette conférence se tient à un moment particulier, un moment de crise du capitalisme, de crise globale. Nous ne som-

mes plus dans une situation où les idéologues du capitalisme nous présentaient celui-ci comme la fin de l'histoire.

Ce qui domine la conjoncture actuelle, c'est la crise : une crise financière, une crise bancaire, une crise du crédit, une crise de suraccumulation du capital. Les banques ont perdu des milliards de dollars ou d'euros, qu'elles font payer aux travailleurs et aux peuples. Certes, le monde capitaliste a connu depuis plusieurs années des taux de croissance importants. Il a reconquis de nouveaux espaces avec la restauration du capitalisme dans les pays de l'est et en Chine. La globalisation connaît une nouvelle configuration, de nouveaux rapports de forces avec la croissance de la Chine ou de l'Inde, mais les contradictions sont là. L'économie américaine entre en récession, et celle-ci menace l'Europe.

Les effets socio-économiques de cette crise capitaliste frappent de plein fouet la vie et le travail de millions de gens. Les tendances à la surexploitation de la force de travail — la précarité, la compression des salaires, l'allongement de la durée du travail — en constituent les principales manifestations, les femmes étant parmi les premières victimes de la précarité et de cette surexploitation. Les attaques contre les droits des immigrés, la chasse aux sans papiers, les campagnes xénophobes et racistes contre les étrangers deviennent une des dimensions centrales des attaques contre les droits démocratiques et sociaux. Les crises alimentaires et les émeutes de la faim prouvent les conséquences destructrices de ce système capitalistes. Près de 11 pays ont connu ces explosions de la faim. La crise écologique lié directement aux gaz à effets de serre, les pollutions de toutes sortes, qui provoquent des catastrophes dites naturelles mais qui sont en fait le résultat de la recherche effrénée du profit capitaliste.

Les guerres du pétrole, aujourd'hui en Irak, demain peut-être contre l'Iran ou d'autres pays, les agressions contre les peuples palestiniens et libanais, la militarisation des

* François Sabado est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale et de la Direction nationale de la LCR. Nous reproduisons ici le rapport d'ouverture qu'il a présenté au nom de la LCR à la conférence anticapitaliste européenne le 31 mai 2008.

Rapport introductif : Conférence anticapitaliste européenne

principales puissances impérialistes témoignent de la manière dont les classes dominantes se préparent à aborder cette crise, mais avec deux contradictions majeures : d'une part la résistance des peuples, l'impérialisme américain étant en train de vivre un nouveau Vietnam en Irak, d'autre part l'asymétrie entre la puissance militaire américaine et son affaiblissement dans l'économie mondiale.

Vous allez peut-être dire que nous sommes catastrophistes, une fois de plus... Mais non, il faut prendre la mesure de la crise, et de sa globalité. Même s'il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme, ce système est une impasse. Les solutions du système à sa crise sont de plus en plus coûteuses pour l'humanité, en termes de conditions de vie, de travail, mais aussi de vie tout court.

L'offensive de la droite et ses développements

Cette crise débouche sur une situation où les contradictions inter-capitalistes mais aussi les contradictions sociales entre les classes s'aiguisent. Depuis le tournant du début des années 1980, les classes dominantes, au travers de gouvernements de droite et de gauche, ont déployé un arsenal de contre-réformes qui ont remis en cause une série d'acquis sociaux, en matière de sécurité sociale, de services publics, de niveau de vie et de conditions de travail. L'Union européenne a d'ailleurs constitué un des principaux vecteurs de cette restructuration contre les droits des travailleurs et des peuples.

Aujourd'hui, les impératifs de la concurrence internationale, d'un marché mondial de la force de travail qui tire vers le bas le niveau de vie des travailleurs, conduisent les classes dominantes à déployer de nouvelles attaques sociales. Les dernières élections en Europe, en France, en Grèce, en Italie, en Grande-Bretagne, l'attestent, les classes dominantes se dotent d'équipes, de partis, de gouvernement de combats. On voit de plus en plus une « droite musclée », une droite appuyée sur des partis populistes comme la Ligue du Nord en Italie, une droite qui se prépare à des affrontements pour remettre en cause les acquis sociaux des travailleurs et de leurs organisations.

L'évolution sociale-libérale de la social-démocratie

Mais face à l'offensive des droites, la social-démocratie s'est adaptée à la contre-réforme libérale-capitaliste. Elle est passée du réformisme au réformisme sans réformes

Les organisations présentes

Allemagne : *Antikapitalistische Linke* (AKL, Gauche anticapitaliste; courant au sein de Die Linke), *Berliner Alternative für Solidarität und Gegenwehr* (BASG, Alternative berlinoise de solidarité et résistance; secteur berlinois de l'ancienne WASG n'ayant pas rejoint Die Linke), *internationale sozialistische linke* (isl, Gauche socialiste internationaliste), *Interventionistische Linke* (IL, Gauche interventionniste), *marx21*, *Revolutionär Sozialistischer Bund* (RSB, Ligue socialiste révolutionnaire).

Autriche : *SOAL* (Alternative socialiste).

Belgique : *Ligue communiste révolutionnaire – Socialistische Arbeiderspartij* (LCR-SAP; la même organisation se dénomme LCR dans la partie francophone et Parti ouvrier socialiste en Flandre).

Danemark : *Enhedslisten – de Rød-Grønne* (Liste d'unité – les Rouges-Verts, c'est-à-dire l'Alliance rouge et verte).

État espagnol : *Espacio alternativo* (Espace alternatif).

France : *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR).

Grande-Bretagne : *Respect, Socialist Party* (SP, Parti socialiste), *Socialist Resistance* (Résistance socialiste), *Socialist Workers Party* (SWP, Parti

socialiste des travailleurs).

Grèce : *AKOA* (Gauche de renouveau communiste et écologique), *Alternative écologiste*, *ARAS* (Mouvement de gauche anticapitaliste), *DEA* (Gauche ouvrière internationaliste), *Enantia* (Gauche unitaire anticapitaliste), *KOE* (Organisation communiste de Grèce), *Kokkino* (Rouge), *NAR* (Nouveau courant de gauche), *OKDE-Spartakos* (Organisation des communistes internationalistes de Grèce – Spartakos), *Recomposition de gauche*, *SEK* (Parti socialiste des travailleurs), *Synaspismos* (Coalition de la gauche des mouvements et de l'écologie), *Syriza* (Coalition de la gauche radicale).

Italie : *Sinistra critica* (Gauche critique).

Pays-Bas : *Socialistische Alternatieve Politiek* (SAP, Politique socialiste alternative).

Pologne : *Polska Partia Pracy* (PPP, Parti polonais du travail).

Portugal : *Bloco de esquerda* (Bloc de gauche).

Suède : *Socialistiska Partiet* (SP, Parti socialiste).

Suisse : *Gauche anticapitaliste*, *Mouvement pour le socialisme* (MPS), *SolidaritéS*.

Turquie : *Özgürlük ve Dayanışma Partisi* (ÖDP, Parti de la liberté et de la solidarité).

États-Unis : *International Socialist Organisation* (ISO, Organisation socialiste internationale).

et maintenant au réformisme avec contre-réformes capitalistes libérales. Chaque délégation pourra ici et là donner des exemples d'application de mesures néolibérales par les gouvernements sociaux-démocrates. Cela correspond à une intégration croissante des appareils politiques et syndicaux de la social-démocratie dans les sommets de l'État et de l'économie capitaliste. Le symbole de cette intégration étant la nomination d'un des principaux dirigeants de la social-démocratie française au FMI.

Sur le plan politique, cette évolution se traduit par un processus de transformation des partis socialistes ou sociaux-démocrates en « partis démocrates à l'américaine », comme vient de l'incarner la transformation de la gauche italienne, de l'ex-PCI au « Parti démocrate ». Résultat de cette politique, et là encore l'expérience italienne est une leçon de choses : la gauche traditionnelle, soutenue par Refondation communiste, et le centre gauche vont au gouvernement pour gérer les affaires de la bourgeoisie, et la conséquence c'est la droite de Berlusconi, Fini et Bossi qui revient aux affaires. A noter, avec des différences selon les pays, le soutien des PC à cette évolution sociale-libérale (avec les cas particuliers des PC grec et portugais, néostalinien) et anti-socialiste...

Alors bien sûr, la droite et la gauche, ce n'est pas la même chose, surtout pour des millions d'électeurs des classes populaires, mais il faut enregistrer un changement historique de la social-démocratie, une intégration

majeure dans le capitalisme globalisé. Cette évolution a lieu aussi sur le plan syndical où les directions syndicales de la CES sont amenées à prendre en charge la coresponsabilité des politiques néolibérales, notamment dans le cadre de l'UE. L'évolution ces dernières années des Commissions ouvrières (CCOO) espagnoles, de la CGIL italienne, et maintenant de la CGT française dans le cadre de la mise en œuvre des politiques néolibérales, est des plus significatives.

Quelques indications sur les rapports de forces sociaux et politiques

Dans une telle situation, il faut reconnaître qu'il y a eu une dégradation des rapports de forces sociaux et politiques pour le monde du travail. Les classes dominantes ont avancé des pions décisifs dans la restructuration capitaliste. Les luttes ouvrières et populaires sont sur la défensive. Il y a une inégalité de développement de luttes de classes selon les pays. Mais les classes dominantes n'ont pu infliger de défaites majeures au prolétariat.

Malgré ses déclarations sur le « modèle anglais », sa volonté de copier Mme Thatcher et Tony Blair, Sarkozy rencontre d'énormes difficultés à appliquer sa politique. Les résistances sociales existent. Dernièrement, nous avons vu la force de la grève générale grecque. Des grèves comme celle des cheminots en Allemagne montrent

Conférence anticapitaliste européenne : Rapport introductif

qu'il y a dans certains secteurs une réelle combativité. La force du mouvement anti-guerre ou des mouvements altermondialistes dans une série de pays témoignent du potentiel existant. L'année 2005 en France a vu 3 crises majeures : le succès du « Non » au référendum, l'explosion dans les Banlieues, et les manifestations massives contre la précarité et le CPE (Contrat première embauche)... mais cela n'a pas empêché la victoire de Sarkozy. Il y a dans cette situation une responsabilité majeure des directions de la gauche traditionnelle qui font le jeu de la droite. Nous avons donc une situation où malgré des résistances sociales, ainsi que des facteurs de crise politique, les bourgeoisies poursuivent leur offensive.

Propositions de questions soumises à la discussion

Dans cette situation de changement historique, d'un capitalisme globalisé et d'une évolution sociale-libérale de la gauche, nous pensons qu'il faut une nouvelle discussion sur les grands axes d'une politique anticapitaliste et les perspectives pour construire et reconstruire, non seulement des forces anticapitalistes mais aussi un nouveau mouvement ouvrier, de nouveaux mouvements sociaux. Il y a à discuter de politiques syndicales, associatives, des liens entre mouvements sociaux et courants et organisations politiques dans l'émergence d'une alternative anticapitaliste...

④ Prendre en compte les mutations du capitalisme, la massification à l'échelle internationale du prolétariat — du salariat —, les effets des restructurations du capital sur la situation du monde du travail : la combinaison des nouvelles technologies dans le cadre des rapports de production capitalistes, les différenciations sociales au sein du prolétariat, les phénomènes de précarisation, les conséquences des flexibilités, des processus d'individualisation au travail. Comment formuler une politique qui prenne en compte ces nouvelles configurations, cette « nouvelle classe ouvrière ».

→ Travailler, réfléchir, analyser de nouvelles questions comme celle de la crise écologique ou du réchauffement climatique pour définir une politique écosocialiste proposant des revendications sur le terrain environnemental tout en s'attaquant au noyau dur du fonctionnement de l'économie capitaliste, qui privilégie la recherche du profit maximum plutôt que le respect de l'homme et de la nature.

⑤ Cela suppose aussi d'actualiser un programme de transition anticapitaliste qui lie les revendications immédiates, les revendica-

tions démocratiques, les revendications de défense des droits des femmes, et des revendications de transformations radicales/révolutionnaires de la société, par des objectifs de nouvelles répartitions des richesses qui taxent les profits capitalistes. Ces objectifs impliquent à leur tour de s'en prendre au pouvoir du patronat et de faire des incursions dans la propriété capitaliste pour avancer dans la voie de la propriété publique et sociale. Nous ne sommes pas naïfs, et ces objectifs exigeront des mobilisations sociales exceptionnelles, des confrontations, des affrontements, des ruptures avec le système capitaliste. Dans cette confrontation, l'aspiration et l'exigence de démocratie est décisive. Un large débat appuyé sur des expériences de lutte, de contrôle des travailleurs, d'auto-organisation est indispensable de ce point de vue.



FagorMastercook SA, Wrocław, Pologne, 18 juillet 2008, en lutte pour une augmentation de 300 € pour tou(te)s et contre les licenciements des syndicalistes...

④ Enfin sur le plan stratégique, c'est aussi vérifier les grands points de repères d'une politique qui peut s'enrichir d'une série d'expériences très importantes de la dernière période, que cela soit en Europe, en Italie ou en Allemagne, ou même à propos de la situation dans un autre pays, d'un autre continent, le Brésil. Nous pensons sur ce point qu'il faut discuter des modalités de politiques qui combinent l'unité d'action de toutes les forces de gauche contre le patronat et une politique d'indépendance intransigeante vis-à-vis de coalitions parlementaires ou gouvernementales avec le centre-gauche ou la social-démocratie. Là encore, l'exemple italien nous le rappelle durement, lorsque des secteurs de gauche participent à un gouvernement de gestion de l'économie et des institutions capitalistes, aujourd'hui à des

gouvernements sociaux-libéraux, ils sont amenés à soutenir des politiques incompatibles avec la défense des intérêts et des revendications sociales élémentaires, à démobiliser les travailleurs, à les désorienter. C'est pour nous une question capitale. Pour reconstruire le mouvement ouvrier, il faut le faire en toute indépendance.

⑤ Les formes d'organisation sont spécifiques dans chaque pays : des organisations, des courants, des fronts, des nouveaux partis, des organisations de la gauche révolutionnaire, des ruptures avec les partis traditionnels. Tout cela constitue un espace à la gauche de la social-démocratie et des partis de la gauche traditionnelle. Chacun vit sa propre expérience et doit apprendre de l'expérience de l'autre. Nous le savons très bien : dans une série de pays, l'histoire comme des expériences malheureuses ont conduit à la division des forces anticapitalistes. Dans d'autres pays, sur la base d'expériences politiques de masse ou d'expériences électorales, des convergences ont lieu, des rassemblements se sont opérés. Il faut poursuivre dans cette voie. Là encore ce sera long, mais tout en ayant une politique unitaire vis-à-vis de l'ensemble de la gauche et des mouvements sociaux, nous pensons qu'il y a peut-être de nouvelles opportunités pour discuter, pour avancer dans la voie d'une alternative anticapitaliste. C'est le sens de cette conférence.

Éléments de conclusion

Voilà quelques questions que nous soumettons à la discussion, mais pour conclure nous voudrions émettre un vœu : aujourd'hui c'est une première rencontre, ce sont de premières discussions. Nous devons mener sérieusement, ensemble ou séparément, des réflexions ou des débats qui réactualisent la perspective du socialisme, du socialisme pour le XXI^e siècle. Cela prendra du temps, mais c'est décisif.

En même temps, nous allons le discuter cet après-midi, nous pensons les uns et les autres que nous avons des responsabilités pour essayer d'agir dans l'action commune sur des thèmes essentiels, dans les résistances sociales et politiques, dans la lutte contre la guerre, sur le terrain de la solidarité avec les immigrés, sur la question du réchauffement climatique. Nous proposons de voir si nous pouvons faire des choses ensemble sur ces thèmes – il peut y en avoir d'autres. Mais nous sommes convaincus qu'il faut essayer de faire avancer l'unité des forces anticapitalistes en Europe. En sommes-nous capables ? C'est la question. ■

Lutte contre la guerre

Par
Yvan Lemaître*

1 Le récent voyage de Bush au Moyen-Orient a été un résumé de la politique des USA dans ses véritables objectifs comme dans sa méthode : un soutien sans réserve à Israël, accompagné d'une politique en trompe-l'œil de recherche d'un accord de paix qui, dans les faits, n'a d'autre but que d'entretenir quelques vains espoirs pour mieux soumettre le peuple palestinien !

Il s'agit pour Bush de donner le change pour masquer la véritable stratégie de l'impérialisme dominant. Au mieux, un tel accord ne pourrait qu'entériner un rapport de forces entièrement favorable à l'impérialisme américain et israélien. Le « *Grand Moyen-Orient* » est un échec et débouche sur un tournant irréversible de la politique des USA. Au lendemain de la fin de l'URSS, l'impérialisme triomphant prétendait apporter la paix et la démocratie grâce au développement de l'économie de marché, parlait d'un nouvel ordre de justice internationale. Le discours idéologique a dû se plier aux réalités économiques, politiques, militaires, il est devenu celui de la « *guerre contre le terrorisme* » au service de la politique du « *chaos constructif* »...

La propagande parlait de démocratie et de paix, mais déjà lors de la première guerre en Irak ou de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les armées commençaient, elles, à s'engager dans la politique qui s'est ensuite pleinement déployée au lendemain du 11 septembre 2001, répondant aux nouveaux rapports de forces correspondant à l'évolution du capitalisme mondial.

Le développement du militarisme a toujours accompagné le développement du capitalisme, cette vérité prend aujourd'hui une dimension sans précédent. L'économie de marché repose sur l'exploitation. La violence du marché est inséparable de celle de l'État. Le libéralisme de l'impérialisme globalise, mondialise cette violence.

2 Le tournant de 2001 qui a abouti à la guerre en Afghanistan et à la chute des talibans s'inscrit, par-delà la dimension dramatique et spectaculaire de l'attentat du 11 septembre, dans la cohérence de cette évolution du capitalisme mondialisé à travers les années de transition qui vont de la chute du

mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS à la guerre en Afghanistan et à la deuxième guerre en Irak.

L'URSS avait jusqu'alors participé au maintien de l'ordre mondial dans le cadre de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Celle-ci disparue, le développement économique de la mondialisation a encouragé les ambitions des forces réactionnaires, religieuses, que les USA avaient aidées pour contre-carrer l'influence de l'URSS. La guerre d'Afghanistan et ses suites éclairent les véritables objectifs du Pentagone. Certes, la guerre menée par La Force internationale d'assistance à la sécurité, ISAF, sous le commandement de l'OTAN, a abouti à la chute du régime des talibans. Mais cette victoire a fait de l'Afghanistan un bourbier dans lequel les USA et leurs alliés n'ont d'autre choix que de s'enliser.

Loin d'instaurer la démocratie, les USA ont mis en place un pouvoir fantôme, sans État ni autorité, et livré le pays aux seigneurs de guerre et à leurs luttes. Non seulement il n'y a pas de démocratie mais le pouvoir coupé du peuple recherche l'appui des religieux et flatte les préjugés des couches sociales les plus réactionnaires. Le sort des femmes a empiré, à l'oppression religieuse et féodale s'ajoutent les souffrances de la guerre. L'aide de 25 milliards de dollars promise n'a été que partiellement versée ou a disparu, la corruption est partout jusqu'au sommet de l'État. L'économie la plus florissante est celle du pavot. Loin de vaincre le terrorisme, l'occupation militaire l'alimente.

Les talibans, renforcés en particulier dans le Sud, pénètrent comme ils veulent jusque dans Kaboul, comme l'a démontré la tentative d'assassinat de Karzaï le 27 avril dernier.

Pour éviter le retour des talibans et imposer leur contrôle sur le pays, les USA n'ont d'autre possibilité que de maintenir leur occupation militaire au prix d'une crise permanente dans la région, en particulier avec le Pakistan. Mais c'est bien cela qu'ils voulaient : faire de l'Afghanistan une base militaire, en ayant clairement conscience qu'en agissant ainsi, ils provoquaient une crise permanente affaiblissant tant leurs alliés que leurs adversaires

3 La deuxième guerre d'Irak s'inscrit dans cette même stratégie. Elle visait à faire

de l'Irak une base militaire américaine en ayant, là encore, clairement conscience des risques d'une telle occupation militaire.

Cinq ans après que Bush ait proclamé « *la mission accomplie* », les objectifs affichés de la guerre apparaissent tous comme un leurre : ni armes de destruction massive, ni lutte contre le terrorisme que la guerre entretient, ni démocratie. Au contraire, des luttes de pouvoir sanglantes, une véritable guerre civile désorganisent le pays. Le coût de cette politique est terrible : plus d'un million de morts irakiens, plus de quatre millions de réfugiés, plus de 4 000 soldats américains tués, des milliers de blessés, et 158 000 soldats américains stationnés en Irak

Mac Cain prétend qu'en 2012 « *la guerre en Irak aura été gagnée* », comme Bush parle de « *victoire* ». Il envisage le retour d'une partie des boys, une armée irakienne capable d'assurer la police sous l'autorité de l'armée américaine ayant fait de l'Irak une base militaire. Cette victoire ne serait ni celle de la paix ni celle de la démocratie, mais celle des USA qui auraient imposé leur présence au prix d'une crise permanente qui permet de laisser croire que sans eux, ce serait pire et qui justifie ainsi leur présence « *sans limite* ». C'est ce que les conservateurs américains appellent la politique du « *chaos constructif* ».

Et d'une certaine façon, les conservateurs ont raison : au regard de ses vrais objectifs, cette politique n'est pas un échec. Au regard des intérêts des peuples, de l'humanité, elle est une aventure criminelle dirigée par un État obsédé par le maintien de sa domination sur le monde, aveuglé par le sentiment de sa puissance. Cette politique est bien celle des classes dominantes de l'empire et c'est pourquoi Obama ne peut s'y opposer, quelles que puissent être par ailleurs ses déclarations d'intentions sur la paix. L'Irak est bien plus qu'un nouveau Vietnam, la guerre s'y inscrit réellement dans « *une guerre sans limite* ». Cette terrible formule définit bien, en réalité, la folle stratégie de l'empire.

4 Depuis 2001, on assiste à une augmentation constante des dépenses militaires, principalement aux USA. Si les années 1990 avaient vu celles-ci diminuer au lendemain de la chute de l'URSS, le début du siècle les voit à nouveau exploser pour dépasser les plus hauts niveaux du passé. A l'op-

* Yvan Lemaître est membre du bureau politique de la LCR. Le texte est celui de l'un des rapports présentés au nom de la LCR dans la conférence anticapitaliste européenne des 31 mai et 1^{er} juin 2008.

Conférence anticapitaliste européenne : Guerre et Immigration

posé de l'aide aux pays pauvres : quand les USA dépensent 1 dollar pour cette aide, ils en dépensent 23 pour l'armement.

Cette évolution rend compte des nouveaux rapports internationaux qui émergent de la mondialisation. Les USA, puissance hégémonique, voient leur domination fragilisée par l'affaiblissement de leur poids dans l'économie mondiale, suite à l'émergence de la Chine, de l'Inde, du Brésil – et, en conséquence, contestée. Ils développent une stratégie visant à pérenniser cette domination en s'assurant des États-bases militaires dans le monde, places fortes contre les peuples destinées à s'assurer le contrôle des territoires où il y a des richesses naturelles, énergétiques, comme celui des voies de communication.

Les USA déploient une stratégie de colonialisme militaire. Ou les peuples s'intègrent dans leur système de domination mondiale, ou ils sont l'objet de menaces, de pressions. Ce sont les ambiguïtés de la politique à l'égard de la Chine (qu'éclaire l'affaire du Tibet), ou encore les menaces et manœuvres contre l'Iran. C'est aussi le projet de réactiver la Quatrième flotte au large des côtes de l'Amérique latine, menace ouverte contre le Venezuela.

Si la politique de l'impérialisme tel que Lénine le décrivait, c'est-à-dire la politique d'expansion du capital financier par l'exportation des capitaux et des marchandises, prétendait à un rôle progressiste, la politique impériale des USA aujourd'hui ne le peut même plus. Le stade suprême du parasitisme capitaliste est notre avenir pour le 21^e siècle. Il a pour corollaire un développement inégalé du militarisme et un État de guerre permanent en réponse à la révolte des peuples. Mais l'hyper-impérialisme étant impossible, cette stratégie ouvre une nouvelle phase d'instabilité internationale, de guerre permanente, face à laquelle la seule réponse est la lutte révolutionnaire, internationaliste, contre le pouvoir des classes dominantes impérialistes.

5 Dans ce contexte, la place et le rôle de l'OTAN se sont modifiés. Créée en 1949 au début de la guerre froide et de la mise en œuvre par les USA de la politique dite de contention (« *containment* »), l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord s'adapte aux besoins de l'impérialisme dominant. Elle a d'abord servi de cadre d'alliance, d'intégration économique et politique en particulier vis-à-vis des pays de l'ancien glaucis soviétique, au lendemain de l'effondrement de l'URSS, pour devenir aujourd'hui un

* Emmanuel Sieglmann est membre du secrétariat anticapitaliste de la LCR. Le texte qui suit a servi de base à l'exposé sur cette question, lors de la rencontre anticapitaliste européenne des 31 mai et 1^{er} juin 2008.

instrument d'alliance politique et militaire au service de la stratégie de l'empire, en échange de quelques « *dividendes de la paix* » pour ses alliés.

La décision, annoncée par Sarkozy au sommet de l'OTAN des 2 et 3 avril 2008, d'envoyer des renforts de 700 hommes en Afghanistan et de réintégrer le haut-commandement de l'OTAN, en est l'illustration. Au moment où la France prend la présidence de l'Union européenne, Sarkozy espère pouvoir bénéficier de l'appui américain pour aller plus avant dans la politique de défense européenne et asseoir sa position personnelle. Ce qui intéresse les Américains, c'est d'obtenir une acceptation de principe du programme antimissile sur le sol européen, en particulier en Pologne et en République tchèque. Si défense européenne il y a, elle ne peut être à leurs yeux que... américaine.

6 La lutte contre la guerre est en conséquence une composante essentielle de notre lutte contre la domination des classes capitalistes. Les deux sont indissociables. Cette lutte passe par une bataille politique pour en dévoiler les véritables enjeux, démystifier les justifications « *démocratiques* », les mensonges d'État, le cynisme des classes dominantes, pour mettre à nu le véritable contenu de leur politique qui associe un nouveau colonialisme financier à un colonialisme militaire. Elle met au premier rang la lutte contre notre propre impérialisme et s'inscrit dans la perspective d'une Europe de la paix. Cela veut dire une Europe pleinement indépendante de la politique des multinationales comme de l'impérialisme dominant, une Europe fondée sur la coopé-

ration des peuples, une Europe qui ne pourra naître que des mobilisations ouvrières et populaires.

Dés aujourd'hui la lutte pour cette Europe exige une rupture avec l'OTAN et la dénonciation des traités impérialistes. Nous exigeons le retrait des troupes d'occupation d'Irak et d'Afghanistan. Retrait de l'Otan, pas un euro pour la guerre ! C'est ce que nous défendons au sein des mobilisations contre la guerre, demain contre la venue de Bush en France, en septembre à Malmö, dans les manifestations contre la présidence française de l'Union européenne ou dans celles qui auront lieu à Strasbourg et à Kiel à l'occasion du soixantième anniversaire de l'OTAN.

Il nous appartient de discuter des voies et moyens pour qu'apparaisse au niveau européen un courant pacifiste conséquent, militant pour une paix respectueuse des droits des peuples, c'est-à-dire anticapitaliste, révolutionnaire, inscrivant sa lutte pour la paix dans une volonté de construire des États-Unis socialistes d'Europe.

La lutte pour la paix est au cœur de l'histoire du mouvement ouvrier de nos différents pays, dans sa lutte contre la barbarie des guerres impérialistes déclenchées par « *ces fous d'Europe* » dont parlait Trotsky pour désigner les vieilles classes dominantes. Parions que cette douloureuse histoire saura porter ses fruits, pour que le mouvement ouvrier se donne aujourd'hui les armes pour construire une Europe instrument de la lutte pour la paix dans le monde et un nouveau droit international régissant la coopération des peuples. ■

Documents

Immigration : contexte et tâches

Par
Emmanuel Sieglmann*

Nous savons que l'histoire des mouvements migratoires n'est pas sans rapport avec celle du capitalisme. La naissance même du capitalisme a été marquée par une immigration forcée de main-d'œuvre : l'esclavage et le commerce triangulaire. Qu'en est-il de l'immigration à l'heure de la mondialisation libérale en Europe ? Quelles tâches en découlent pour les anticapitalistes ?

Immigration, aggravation des inégalités Nord/Sud et pillage impérialiste

La majorité des flux migratoires s'effectue entre pays du Sud. Pour autant, une partie des populations des pays dominés tente sa chance en Europe, bravant parfois les risques de noyade au large des Canaries, de Lampedusa, de Gibraltar. Il n'y a aucune raison que cela change, puisque la mondialisation libérale continue son œuvre et aggrave les inégalités. Les émeutes de la faim au

Immigration : Conférence anticapitaliste européenne

Sénégal, en Égypte, au Cameroun, au Burkina... étaient prévisibles et résultent d'une accentuation délibérée, organisée par le FMI et la Banque mondiale, de la dépendance alimentaire du Sud. Le poids du pillage impérialiste est notamment illustré par la dette extérieure du Tiers-monde (1). L'immigration est en partie une tentative de compensation partielle des déséquilibres que celle-ci engendre.

Rappelons que depuis 1980, la dette extérieure des pays en développement vers le Nord (institutions financières internationales, États, sociétés) a été multipliée par cinq, bien que le Sud ait remboursé plus de 10 fois la somme due à l'époque, au prix de la privatisation des services publics et de la destruction des agricultures vivrières, pour tourner toutes les énergies vers l'exportation. Ce n'est pas l'aide publique au développement (APD), instrument politique des puissances du Nord, par ailleurs largement détournée par la corruption, qui atténue l'hémorragie. Elle est cinq fois inférieure au service annuel de la dette (78 milliards de dollars d'APD pour 374 milliards de dollars en 2004). En revanche, les fonds envoyés par les migrants (126 milliards de dollars en 2004), s'ils ne suffisent pas à contrebalancer la saignée que constitue le service de la dette, équivalent au double de l'APD et vont directement à ceux qui en ont besoin (2). Même sans-papiers, des migrants font vivre des villages entiers. La vallée du fleuve Sénégal, la région de Kayes au Mali, ont été destinataires d'une véritable aide au développement (construction d'écoles, de dispensaires, creusement de puits, campagnes de vaccinations...) grâce aux migrants installés au Nord. Cela invalide tous les discours hypocrites sur un « *codéveloppement* » négocié entre pays du Nord et du Sud, comme contrepartie de la répression de l'immigration et des expulsions.

Le consensus de l'Europe libérale sur l'immigration

Les politiques de l'Europe libérale sur l'immigration reposent sur un consensus, qui va du social-libéralisme aux droites européennes, sur « *l'immigration choisie* » et un renforcement de l'Europe forteresse pour permettre sa mise en œuvre. C'est Romano Prodi qui, lorsqu'il était président de la Commission européenne en 2000, avait résumé cet utilitarisme migratoire en déclarant que les immigrés devaient être « *choisis, contrôlés et placés au bon endroit* » (« *scelti, controllati e collocati* »). Certains États européens pratiquent officiellement des quotas professionnels d'immigration. En

France, Sarkozy tente de les formaliser dans la loi, quitte à devoir au besoin modifier la Constitution française pour permettre des quotas par profession et région d'origine. Le mouvement syndical dominant en Europe (Confédération européenne des syndicats) est divisé sur la question. En Espagne, les CCOO et l'UGT revendiquent une cogestion des quotas d'immigrés. En France, la CGT y est opposée, ainsi que la CFDT qui affiche pourtant son syndicalisme d'accompagnement et n'est plus à une trahison près.

À l'intérieur du consensus libéral européen, l'immigration est instrumentalisée comme cheval de bataille, particulièrement à droite, pour conserver ou conquérir le pouvoir et asseoir une légitimité populaire facilitant les offensives antisociales. La campagne présidentielle qui a fait triompher Sarkozy en 2007 était fondée entre autres sur le projet de création d'un ministère de l'immigration et de « *l'identité nationale* » et sur le slogan « *La France, aimez-la ou quittez-la* », thèmes empruntés à l'extrême droite fasciste. Berlusconi a fortement mis en avant le racisme anti-immigrés pour reconquérir le pouvoir en 2008. Des pogroms anti-roms ont suivi les élections en Italie, Berlusconi annonçant une accentuation de la répression (le « *délit* » d'immigration irrégulière pouvant aboutir à quatre ans de prison), même à l'encontre des roms roumains, pourtant citoyens européens. Le premier ministre travailliste Gordon Brown a aussi voulu durcir les conditions pour les candidats à l'immigration au Royaume-Uni, par exemple en renforçant l'obstacle de la maîtrise préalable de la langue. Mais à l'inverse de Sarkozy et de Berlusconi, lorsque des sociaux-libéraux essayent d'imiter les droites, cela ne leur réussit pas sur le plan électoral.

Les tâches des anticapitalistes

Il est temps pour les anticapitalistes d'Europe de favoriser la convergence des luttes antiracistes, la globalisation des résistances. En France, les résistances ont pris récemment des formes originales, qui ne demandent qu'à prendre place dans une contre-offensive européenne. Elles ont contribué à modifier les représentations mentales à propos des immigrés, notamment des sans-papiers.

En 2004, a été créé le Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), mouvement mettant en convergence associations, syndicats, simples citoyens, sur le refus des expulsions des sans-papiers scolarisés et de leurs familles. Par ses multiples mobilisations locales, ce mouvement a contribué à faire reculer le fantasme du « *clandestin* », en montrant

que le sans-papiers, ce peut être par exemple le voisin que l'on retrouve en venant chercher les enfants à l'école.

En ce moment même se développent, depuis le 15 avril, des grèves de travailleurs sans-papiers, avec occupation de locaux patronaux et avec l'appui du mouvement syndical, principalement la CGT, revendiquant la régularisation et le maintien ou le rétablissement du contrat de travail. C'est un saut qualitatif dans les relations entre les sans-papiers et le mouvement syndical. Celui-ci n'est plus considéré comme un simple « *soutien* », apportant de loin un appui humanitaire aux revendications des sans-papiers. Le syndicalisme devient un acteur direct de la lutte pour la régularisation. Les grèves avec occupation ont forcé le patronat à se diviser. Avant, les patrons se contentaient de profiter de la vulnérabilité des sans-papiers en prétendant n'être pas au courant. Le gouvernement pouvait ainsi tranquillement mettre en œuvre son « *immigration choisie* » et n'envisager ses quotas qu'en fonction du bon vouloir patronal. Depuis les grèves, certaines chambres patronales demandent au gouvernement de régulariser largement : l'hôtellerie-restauration réclame 50 000 régularisations dans son secteur. Là encore, les représentations changent : le sans-papiers, ce peut être le collègue au travail, celui qui fait le ménage dans les bureaux, le travailleur du chantier d'en face... Il participe à la création des richesses, souvent cotise et paye des impôts. Il participe aux élections professionnelles et est parfois élu du personnel. Il travaille souvent

1. Il s'agit de la dette extérieure des pays du Tiers-monde vers les pays développés. Les créanciers et les débiteurs sont variés. Les créanciers peuvent être les institutions financières internationales (part multilatérale), les États (part bilatérale), ou des sociétés privées. Les débiteurs sont surtout les pouvoirs publics des pays du Sud, mais en partie des entreprises privées. Pour plus de détails, consulter le site du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde), <http://www.cadtm.org/>

2. Dans une lettre récente à l'Union européenne protestant contre la directive « *retour* », Evo Morales souligne le rôle de l'immigration dans le développement du Sud : « *Pour nous, nos émigrants représentent l'aide au développement que les Européens ne nous donnent pas – vu que peu de pays atteignent réellement l'objectif minimum de 0,7 % du PIB d'aide au développement. L'Amérique latine a reçu, en 2006, 68 milliards de dollars de transferts financiers de ses émigrés, soit plus que le total des investissements étrangers dans nos pays. Au niveau mondial, ces transferts atteignent 300 milliards de dollars, qui dépassent les 104 milliards de dollars octroyés au nom de l'aide au développement. Mon propre pays, la Bolivie, a reçu plus de 10 % de son PIB en transferts de fonds des migrants (1,1 milliards de dollars), soit un tiers de nos exportations annuelles de gaz naturel* » (L'Humanité, 16 juin 2008). Voir également l'interview du président Evo Morales en p. ... de ce numéro d'Inprecor.

Conférence anticapitaliste européenne : Immigration et Climat

dans les secteurs non délocalisables (bâtiment, nettoyage, restauration, aide à la personne...), mais sa surexploitation est une « *délocalisation sur place* » : il est instrumentalisé malgré lui pour la mise en concurrence des salariés. Dès lors, on peut imaginer une convergence européenne des luttes contre la concurrence entre salariés, pour l'égalité des droits, et donc pour la régularisation de tous.

Une lutte immédiate à l'échelle européenne est nécessaire contre la Directive « *retour* ». Cette « *directive de la honte* », comme la qualifient les associations, prévoit notamment :

- un enfermement des sans-papiers pouvant atteindre 18 mois sans jugement ;
- que pourront être détenus et expulsés les mineurs, les femmes enceintes ou les personnes gravement malades ;
- que toute personne expulsée sera interdite du territoire de l'UE pendant au moins cinq ans ;
- que le renvoi est possible dans un pays de transit ;
- que les États pourront se dispenser de l'aide juridictionnelle gratuite.

Le rassemblement européen à Bruxelles le 6 mai est passé inaperçu. La directive est soumise au vote du parlement européen le 18 juin. Il faut faire signer massivement l'appel contre cette directive, que l'on peut trouver en quatre langues sur le site <www.directivedelahonte.org>. Même une fois adoptée, la mobilisation en Europe contre cette directive doit s'amplifier.

Le 1^{er} juillet 2008, Sarkozy devient le président de l'Union européenne. Parmi les priorités avancées par la présidence française : la signature d'un « *pacte européen sur l'immigration et l'asile* » comprenant l'interdiction de toute « *régularisation massive* », comme il s'en est produit en Italie ou en Espagne. Même si nous n'avons aucune illusion sur ces opérations limitées de « *régularisations massives* », nous ne pouvons tolérer que Sarkozy remporte une victoire à ce sujet. Cela aboutirait à rendre par avance illégale toute avancée partielle future sur la voie de la régularisation. Les gouvernements s'abriteraient derrière ce pacte européen pour refuser de régulariser massivement.

En septembre, peu avant le forum de Malmö, aura lieu à Madrid le forum social de l'immigration. Les 13 et 14 octobre prochains, dans le cadre de la présidence française, se tiendra à Paris un conseil des ministres de l'Union européenne pour adopter le

* Laurent Menghini est membre de la commission nationale écologie de la LCR. Ce texte a servi d'introduction au point sur l'écologie, lors de la rencontre européenne des 31 mai et 1^{er} juin 2008.

« *pacte européen sur l'immigration et l'asile* ». Un contre-sommet est envisagé, sous le nom de Conférence non gouvernementale euro-africaine, avec une grande manifestation et un concert géant les 17 et 18 octobre, peu avant la Conférence des chefs d'États d'Europe et d'Afrique, qui se déroulera à Paris le 20 octobre pour officialiser la collaboration des États dans la répression des migrants ici et là-bas, au nom du « *codéveloppement* ». Une échéance que les anticapitalistes doivent préparer activement, avec d'autres courants, les ONG, les associations antiracistes et de défense des droits de l'Homme, les syndicats, etc.

Soulignons, pour conclure, la portée anticapitaliste de ce combat. L'antiracisme, ce n'est pas un supplément d'âme humanitaire. C'est un enjeu de la lutte des classes,

une nécessité contre les tentatives de division du monde du travail. Dans ce capitalisme libéral et mondialisé, tout peut circuler librement, à commencer par les marchandises et les capitaux... mais pas les êtres humains s'ils n'ont pas le bon goût de relever de « *l'immigration choisie* ». Lorsque nous luttons pour la fermeture des centres de rétention, lorsque nous exigeons la fin des camps d'enfermement des immigrés dans les pays garde-frontières (Libye, Maroc...), lorsque nous revendiquons la régularisation de tous les sans-papiers en Europe, nous refusons que l'être humain soit considéré comme une marchandise. Dès lors, l'objectif anticapitaliste, c'est aussi une société respectant la liberté de circulation et d'installation des personnes. ■

Documents

Propositions pour une campagne européenne sur les changements climatiques

Par
Laurent Menghini*

Les changements climatiques sont la manifestation la plus globale de la crise écologique qui affecte la planète. Globale, parce que ce sont l'ensemble des régions du monde qui sont touchées par le phénomène. Globale aussi, parce que c'est quasiment l'ensemble des activités économiques et productives qui sont à la source de cette crise et qui en retour en subiront les conséquences. Si l'augmentation de la température depuis l'ère préindustrielle est estimée à 0,6°C, les prévisions pour 2100, si aucune politique climatique n'est menée, oscillent entre + 1,1°C et + 6,4°C par rapport à 1990.

Alors que le maximum au-delà duquel des risques très graves sont envisagés pour l'humanité et les écosystèmes est estimé à une augmentation de 2°C par rapport à la période préindustrielle, on mesure l'imminence des risques et les défis auxquels nous sommes confrontés : risques de famines d'ampleur phénoménale, dues aux modifications des régimes des pluies, augmentation du nombre de tempêtes, montée du niveau des eaux, raréfaction de l'eau potable, etc. La

combinaison de ces risques place l'humanité devant des changements qui vont avoir lieu avec une brutalité et une rapidité inédites à l'échelle de toute notre histoire.

L'ampleur de ces risques conduit la bourgeoisie, au niveau international et dans les différents pays industriels, à apporter des réponses, en particulier pour anticiper la période post-2012, c'est-à-dire la suite du protocole de Kyoto. Ces réponses sont insuffisantes pour répondre à l'ampleur des changements climatiques, mais elles peuvent par contre servir de cheval de Troie pour lancer de nouvelles attaques antisociales.

Parallèlement, l'existence d'un organisme tel que le GIEC (Groupement international d'experts sur le climat, créé sous l'égide de l'ONU) légitime la critique des politiques menées par la bourgeoisie dans le mesure où celle-ci ne répond pas aux recommandations consensuelles du GIEC, à savoir :

- les émissions des GES (gaz à effet de serre) des pays industrialisés doivent diminuer de 25 % à 40 % d'ici 2020 ;
- les émissions globales doivent culminer d'ici 2020 puis décroître ensuite ;
- les émissions globales doivent diminuer de 50 % à 85 % d'ici 2050, dans le respect des

Climat : Conférence anticapitaliste européenne

droits sociaux et démocratiques.

L'incapacité pour la bourgeoisie de répondre à ces recommandations ouvre une brèche pour la gauche critique. De telles réductions ne peuvent en effet être obtenues sans changer radicalement le mode de production et de distribution, et heurtent donc de plein fouet la mondialisation capitaliste qui repose sur l'échange croissant de marchandises. A cet égard le camion est un instrument essentiel de la mise en concurrence des travailleurs à une échelle continentale.

Cette situation pose aux organisations de gauche et écologistes des questions nouvelles, qui vont peu à peu devenir primordiales dans le débat public. Pour ce qui concerne la LCR, ainsi que les autres forces de la gauche radicale, il s'agit d'articuler des réponses politiques et de participer ou impulser des cadres de mobilisation unitaires.

Des cadres unitaires existent déjà dans plusieurs pays et ont déjà pu mener des mobilisations de masse. La situation laisse à penser que, en prenant en compte les différences et les cultures nationales, de tels cadres unitaires doivent pouvoir exister dans la plupart des pays où sont présentes des organisations de la gauche radicale. Si la participation à de tels cadres des ONG et des grandes associations environnementalistes est indispensable, ce ne sont pas forcément elles qui les impulseront et qui en seront le moteur. D'où l'importance de s'adresser et de travailler avec des forces dont la défense de l'environnement n'est pas le but premier mais qui sont percutées par le problème des changements climatiques : associations altermondialistes, syndicats, organisations de solidarité Nord-Sud, de solidarité avec les immigrés...

On ne peut pas attendre de réponses politiques achevées de tels cadres unitaires, dans la mesure où ils sont très récents et que les débats politiques quant à de telles réponses sont encore balbutiants. Globalement, ils se prononcent pour que les États, ou l'Union européenne, agissent dans le sens d'un meilleur accord possible pour l'après 2012, notamment face aux prétentions des États-Unis et de ses alliés. Cette revendication est juste, elle doit cependant s'accompagner de :

- un appel à la justice sociale et climatique : un accord international doit prendre en compte les inégalités Nord-Sud et ne pas faire reposer les responsabilités futures sur les pays en voie de développement ; de même, une politique climatique dans les pays développés ne doit pas accentuer les inégalités et être l'occasion de nouveaux prélèvements sur les classes populaires ;

- la demande d'une limitation des mécanismes marchands (marché des droits à polluer, taxes, mécanismes de développement propre...) qui ne sont bien souvent qu'un pis-aller en matière d'efficacité écologique mais servent les intérêts capitalistes ;

- la nécessité de campagnes et de mobilisations populaires, afin de sortir la question climatique des petits cercles d'experts.

Dans plusieurs pays ces exigences se sont traduites par une mobilisation pour un traité efficace (donc se calant sur les objectifs du GIEC), équitable (donc faisant payer le Nord pour le Sud et non l'inverse) et solidaire (donc faisant payer les riches pour les pauvres et n'accroissant pas les inégalités sociales). Cette formulation est suffisamment précise pour fournir les garde-fous nécessaires, suffisamment générale pour construire un large front unitaire. Elle permet également d'unifier à l'échelle internationale autour d'un axe commun.

Pour ce qui concerne la gauche anticapitaliste proprement dite, on doit reprendre ces objectifs en les radicalisant et en les inscrivant dans un cadre plus global d'explication et de dénonciation du capitalisme et de ses conséquences, et en cherchant à combiner systématiquement les dimensions sociales et écologiques dans la formulation des axes de campagne.

Une campagne devrait donc mettre en avant :

- la question de l'urgence : les changements climatiques c'est en ce moment, les conséquences les plus graves, c'est pour demain, et c'est maintenant qu'il faut agir ;
- la responsabilité du mode production et des choix énergétiques du capitalisme dans la crise actuelle ;
- la justice climatique : une politique climatique doit être un levier pour résorber les inégalités face aux dégradations environnementales, et ce à l'échelle internationale.

Il s'agit donc d'articuler un discours généraliste, basé sur une analyse des politiques actuelles notamment au niveau européen, avec des revendications plus précises sur une série de domaines, afin de formaliser un plan d'urgence de sauvetage du climat. Parmi ces domaines, on peut en cibler plus particulièrement trois.

Les transports

Responsables de 26,5 % des émissions de GES en France, dont 94 % sont dus à la route, ce secteur a augmenté de 23 % entre 1990 et 2004. Les transports sont un des piliers de l'organisation du capitalisme, avec les conséquences environnementales et sociales que l'on sait. Les réponses bour-

geoises font l'impasse sur les transports et cherchent seulement un miracle technologique (voiture à hydrogène, biocarburants...) alors que la seule solution consiste à réduire dramatiquement les flux et à remplacer, à terme, la civilisation de la voiture par celle du train, du tram et du vélo. Toucher à l'organisation des transports c'est toucher à l'organisation du capitalisme. L'augmentation du prix du pétrole qui risque de se poursuivre doit être l'occasion de défendre des alternatives tant sociales qu'environnementales, en mettant aussi en lumière l'impasse des agrocarburants. Quelques revendications :

- L'arrêt de toute construction nouvelle d'autoroutes.

- Une politique urbanistique et en termes de logements permettant aux travailleurs de se loger à une distance raisonnable de leur lieu de travail (maîtrise publique du foncier, gel des loyers, programmes de construction de logements sociaux dans les centres ville...).

- Une réglementation limitant strictement le transport des marchandises par camion ou par avion ; interdiction, sauf cas particulier, du transport aérien à courte distance, interdiction du transport routier de marchandises longue distance, avec reconversion du personnel de conduite

- Les infrastructures fluviales et ferroviaires de transport de marchandises doivent être considérablement étendues en terme de capacité de fret grâce à un plan et à un investissement public massif. Les entreprises capitalistes profitent de ces infrastructures, c'est à elles de les financer.

- Des liaisons tram ou train de banlieue à banlieue dans les grandes agglomérations, une meilleure desserte des quartiers périphériques par les transports en commun, la mise en place de lignes de train entre villes moyennes, intra-régionales et interrégionales, la réouverture des gares avec du personnel suffisant dans les petites localités.

- L'aménagement systématique de pistes cyclables et piétonnières dans les villes mais aussi dans les zones d'activités pour le déplacement des salariés (zones industrielles, ports, aéroports, etc.).

- La réduction draconienne des automobiles dans les grandes agglomérations, notamment par le développement de quartiers et de zones « sans voitures », par la rénovation des quartiers pour augmenter la qualité du cadre de vie (parcs, espaces publics, de rencontre), le développement des véhicules partagés et de services collectifs de proximité abordables.

- Des investissements massifs dans les transports en commun publics afin de les

Conférence anticapitaliste européenne : Climat & Lectures

étendre (particulièrement dans les campagnes), d'augmenter leur fréquence, de les rendre confortables, gratuits et axés principalement sur le rail.

- La production d'agrocarburants doit être stoppée.

Le logement

Les bâtiments et l'habitat résidentiel représentent 19 % des émissions de gaz à effet de serre françaises, en augmentation de 22 % depuis 1990. La consommation dans l'habitat est due à la consommation d'énergie pour le chauffage, pour la production d'eau chaude sanitaire, pour le fonctionnement des appareils électroménagers, l'éclairage ou encore le développement de la climatisation. Jusqu'à présent, nous avons toujours pris la question du logement sous l'angle social ; il faut désormais articuler cela avec des revendications sur l'isolation, les économies d'énergie, l'organisation du territoire... Une politique en faveur de la réhabilitation du logement a une forte dimension sociale car elle permettra de réduire considérablement les factures énergétiques des plus pauvres.

Il faut exiger la création d'un service public du logement, de la réhabilitation et de l'isolation qui devrait procéder à :

- l'isolation systématique des bâtiments

(murs et toitures, installation de doubles vitrages) ;

- l'installation progressive de nouveaux modes de production de chauffage et d'électricité : solaire thermique et photovoltaïque, géothermie, systèmes de cogénération. L'installation de panneaux solaires thermiques sur tous les bâtiments publics.

- la création d'entreprises publiques de production de matériaux isolants (verrière, fibres, etc.), la réduction des prix de vente de ces matériaux.

L'énergie

A une échelle globale, le développement de l'humanité se base essentiellement sur l'utilisation de sources d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) qui se raréfient rapidement. Non seulement ces énergies sont polluantes, mais leur disparition va poser d'énormes problèmes d'accès à l'énergie pour l'immense majorité de l'humanité. Il est donc indispensable de préparer des mutations profondes visant à une reconversion globale de notre système de production et de consommation, pour à terme ne plus utiliser que les énergies renouvelables.

En France, dans le domaine strict de production d'énergie pour la consommation

des ménages, la part des émissions de GES du secteur est de 13 %, ce qui est moins important que dans d'autres pays du fait du poids du nucléaire. On doit cependant dénoncer l'impasse que constitue cette énergie, en particulier parce qu'elle est un frein au triple objectif de sobriété énergétique, d'efficacité énergétique et de développement planifié des énergies renouvelables. Car l'objectif ne peut être de trouver comment répondre aux quantités d'énergie consommée mais bien de réduire dramatiquement cette consommation. Quelques revendications :

- Nécessité d'un vrai service public de l'électricité, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariés et les usagers.

- Un tel service public aurait à évoluer d'un mode de production hypercentralisé (19 centres de production électronucléaire) à des productions décentralisées, avec une variété de sources d'énergie, des unités plus nombreuses et de taille plus modeste, soumises au contrôle démocratique des populations concernées.

- Un tel service public aurait aussi pour mission de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques et de mise en place d'énergies renouvelables ; un plan massif d'investissement public pour le développement des énergies renouvelables est nécessaire.

- Une coopération au niveau européen (vers un service public européen...) doit par ailleurs permettre une mutualisation des productions (éolien dans la Manche et au sud de la France, géothermie dans le nord de l'Europe, solaire dans le sud...) afin d'assurer un approvisionnement constant.

- Le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable, doit pouvoir être pris en charge par un tel service public.

Ces quelques propositions doivent rapidement être travaillées et traduites dans un langage accessible à tous et toutes. Soulignons quelques difficultés auxquelles nous allons être confrontés :

- Comment populariser des questions qui font appel à un minimum de connaissances scientifiques ?

- Comment rendre concrets et actuels les dangers que font peser les changements climatiques sur l'humanité ?

- Comment faire émerger des revendications qui puissent être saisies massivement, et donc qui ne doivent pas apparaître comme inatteignables au vu des rapports de force actuels ?

Notes de lectures

Dette odieuse et illégitime

Le livre est composé de trois parties. Le premier et le plus important des textes « *Les crimes de la dette* » est rédigé par Laura Ramos, juriste argentine. L'auteure commence par analyser l'illégitimité de la dette extérieure des pays du sud. Elle décrypte ensuite les dettes illégitimes en insistant sur la conduite des créanciers, les circonstances et les termes du contrat. Par ailleurs, si la dette est impayable, il devient illégitime d'exiger le paiement. Et l'auteure de s'interroger : « *Comment-on des délits quand on génère des dettes extérieures illégitimes ?* »

Un chapitre est consacré aux relations entre destination des fonds et illégitimité des dettes. Laura Ramos traite entre autres des dettes d'oppression, de guerre, de corruption et d'élite. A l'aune de précédents historiques, elle interroge le droit international et la doctrine de la dette odieuse. Elle conclut par l'exigence d'une annulation sans impunité.

La discussion n'est pas seulement juridique, l'auteure nous rappelle que la formulation des revendications en une loi est toujours le résultat de quelque chose en plus « *à savoir la force sociale suffisante pour que de tels principes de droit soient exigibles sans contraintes* » et plus généralement que « *le rapport de forces est ce qui définit en dernière instance la règle qui fait justice dans un conflit de pouvoir déterminé ; et la solu-*

tion normative d'un conflit de ce type implique toujours un affrontement social antérieur au champ de la légitimité (ou au champ de bataille, comme ce fut le cas par exemple dans la guerre de sécession des États-Unis) où un privilège est mis en question et son élimination exigée. »

Cette première partie est complétée par un texte d'Éric Toussaint et Hugo Ruiz Diaz analysant les nécessaires audits de la dette comme instruments dont les mouvements sociaux devraient se saisir.

Le livre se termine par un travail collectif sur l'Équateur. Il faut savoir que jusqu'à l'élection de Rafael Correa, près de 40 % du budget équatorien étaient déviés vers le remboursement de la dette publique. Le nouveau gouvernement a indiqué sa volonté d'augmenter radicalement les dépenses sociales en réduisant le remboursement des dettes. De ce point de vue aussi « *L'Équateur est à la croisée des chemins* ».

Il est de notre responsabilité, ici dans les pays du centre, dans les pays des principaux créanciers, de faire connaître les caractères odieux et illégitimes des dettes, de nous battre non seulement pour l'annulation mais pour les réparations nécessaires et légitimes envers les peuples spoliés.

Didier Epszajn

* CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), *Les crimes de la dette*, Éditions Cadtm et Syllepse, Liège-Paris 2008, 18,00 €

« Je suis anti-impérialiste, je mourrai anti-impérialiste »

Entretien avec le Président Evo Morales

Par
Pablo Stefanoni*

Dans cet entretien exclusif pour *Inprecor*, le président bolivien avoue sa déception à l'égard de l'Union européenne, suite à l'approbation de la fameuse « directive de retour » affectant les immigrés sans-papiers. Il évoque également les relations avec les États-Unis, ainsi que le référendum révocatoire du 10 août 2008, qui plonge à nouveau le pays dans l'incertitude après le coup de force des préfets orientaux relatif aux autonomies départementales.

Pablo Stefanoni : Vous avez récemment déclaré que la directive de retour approuvée par le Parlement européen était une « directive de la honte »...

Evo Morales : En temps de guerre et de famines, l'Amérique latine a accueilli à bras ouverts des Européens venus massivement. Il n'y avait pas de visas. Mais lorsque quelques Latino-Américains cherchent à améliorer leurs conditions de vie en Europe, malheureusement, ils se voient confrontés à la discrimination, au racisme, au mépris, et maintenant aux expulsions. La directive de retour ne se résume-t-elle pas à cela ? J'ai dit à plusieurs reprises que l'Europe était un allié stratégique quant à la défense des droits humains, mais avec ce type de directives, je perds espoir. La directive de retour constitue une atteinte à la vie et à l'humanité. Il est important de lutter contre les mesures de ce genre. C'est à croire que la mondialisation ne vaut que pour le commerce, qu'elle n'a pour objectif que le marché et l'argent, et qu'elle ne se soucie en rien des êtres humains.

Pablo Stefanoni : L'adoption de cette directive peut-elle freiner les négociations commerciales en cours entre la Communauté andine et l'Union européenne ?

Evo Morales : Je pense en effet à la suspension des négociations. Quel sens tout cela peut-il avoir lorsqu'ils parlent d'expulser nos frères et nos sœurs ? La Bolivie n'a jamais

songé à expulser qui que ce soit. J'ai même affirmé que celles et ceux qui naissent en Bolivie devaient être considérés comme des autochtones. À l'évidence, certains sont des autochtones millénaires — nombreux et pauvres — et d'autres sont des autochtones contemporains, peu nombreux, mais très riches. La colonisation a abouti à l'accaparement de millions d'hectares et de nos ressources naturelles, et malgré cela, nous n'avons jamais envisagé d'expulser qui que ce soit. Savez-vous à quelle conclusion j'arrive ? Ils parlent de coopération, mais il n'y a aucune coopération de la part de l'Europe, tout au plus pourrait-on évoquer une compensation relative au sacage auquel ils se sont livrés par le passé. Si l'Europe souhaite poursuivre la lutte en faveur des droits humains, elle doit revoir cette directive.

Pablo Stefanoni : Si l'ambassadeur états-unien Philip Goldberg revient en Bolivie, lui autoriserez-vous l'entrée au Palais de gouvernement (1) ?

Evo Morales : Juste une précision : je suis anti-impérialiste, et je mourrai anti-impérialiste. Une chose est de garantir la propriété privée — nous avons tous accès à la propriété privée. C'en est une autre, en revanche, de défendre le capitalisme, le néolibéralisme, la mondialisation et l'impérialisme afin d'encourager l'accumulation de capital et sa concentration en peu de mains. Mon grand souhait est de faire de la Bolivie un territoire libéré de USAID (2), ce qui a commencé cette semaine dans le Chapare (3). Les camarades syndicalistes, là-bas, ont pris cette décision eux-mêmes. La Bolivie ne s'agenouille plus devant l'Empire.

Pablo Stefanoni : Les préfets d'opposition se sont unis afin de refuser le référendum révocatoire (4). Quelle sera la stratégie du gouvernement en cas de boycott ?



Evo Morales : Le peuple devra résister aux représentants des oligarchies et des loges. Le peuple identifie déjà les caciques régionaux dans ces départements dits autonomes. Ils

* Pablo Stefanoni, journaliste argentin établi à La Paz, est collaborateur d'*Inprecor*. Il a récemment publié en français, avec Hervé Do Alto, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris 2008. Cette interview a été traduite de l'espagnol et annotée par Hervé Do Alto.

1. Le 16 juin 2008, les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur en Bolivie, Philip Goldberg, suite à la manifestation massive réalisée, le 9 juin, devant le siège de l'Ambassade à La Paz. Violemment réprimée par la police, cette manifestation fut organisée par les organisations sociales et syndicales d'El Alto contre la décision du gouvernement états-unien d'octroyer l'asile politique à l'ex-ministre de la Défense, Carlos Sánchez Berzaín. Ce dernier est poursuivi par la justice bolivienne pour ses responsabilités dans le massacre de la population de El Alto lors de la « guerre du gaz » d'octobre 2003 – qui fit plus d'une soixantaine de victimes. L'ambassadeur Goldberg a finalement été reçu à son retour par le président Morales le 7 juillet 2008.

2. L'agence de coopération du gouvernement états-unien.

3. Zone de culture de coca de laquelle le président bolivien est originaire.

4. Le vendredi 4 juillet 2008, les préfets d'opposition, à l'exception du préfet de Cochabamba, Manfred Reyes Villa, ont finalement accepté de se soumettre à l'épreuve du référendum, en dépit des règles considérées comme injustes et inéquitable (voir l'article d'Hervé Do Alto en pp. 37-44).

Bolivie & lectures

veulent conserver le contrôle des terres et des ressources économiques tirées du gaz. De fait, ces populations se rebellent déjà.

Pablo Stefanoni : *Les préfets appellent à un grand accord national. Quelle est la réponse du gouvernement ?*

Evo Morales : Je ne sais pas avec quelle morale ils peuvent parler d'un accord national, alors qu'ils opèrent de manière illégale et inconstitutionnelle, en recourant à des méthodes racistes et fascistes. S'ils veulent parler de réconciliation, qu'ils renoncent à leurs privilèges, à leurs latifundia... Leur plan est de générer de l'inflation, en dissimulant des denrées, afin que la faute soit imputée à Evo Morales. Le seul produit au sujet duquel il existe une pénurie réelle est le blé, mais il s'agit d'un problème mondial. Avant, le blé était quasiment offert par les États-Unis et le Canada, afin d'imposer une situation de dépendance. Mais en ce qui concerne le reste des denrées, il ne s'agit que d'une spéculation à laquelle se livrent certains entrepreneurs.

Pablo Stefanoni : *Vous qui aimez pronostiquer les résultats électoraux, vous sentez-vous capable d'annoncer un chiffre pour le 10 août ?*

Evo Morales : Si le référendum avait lieu demain, je suis sûr que nous dépasserions 54 % (5), je suis optimiste.

Pablo Stefanoni : *On parle régulièrement de déstabilisation et même parfois de possibles attentats. Pensez-vous réellement que votre vie est en danger ?*

Evo Morales : En septembre dernier, l'oligarchie de Santa Cruz a admis que sa stratégie d'usure à l'encontre de l'indien avait échoué (6). Ils sont allés taper à la porte des casernes pour convaincre les Forces Armées de la nécessité d'un coup d'État, mais celles-ci ont refusé d'y prendre part. Ils ont même parlé de la manière dont ils pouvaient mettre fin à la vie du président, avec des Colombiens... Et à la fin de l'année dernière, ils ont écrit que l'inflation serait la cause de la chute de l'indien. S'il est vrai que, lors des référendums sur les autonomies, ils sont parvenus à atteindre 80 % des voix, pour-

quoi veulent-ils échapper au référendum révocatoire ? Je pressens que les préfets néolibéraux et pro-yankees vont devoir s'en aller.

Pablo Stefanoni : *Même Ruben Costas (7) ?*

Evo Morales : Selon moi, c'est possible. Revoyez vos informations. Mais le débat ne porte pas sur les personnes, mais bien sur le modèle économique : soit le néolibéralisme revient, soit on approfondit le processus de changement actuel. Personnellement, je pense que ce processus est irréversible. C'est pour cela qu'ils refusent le référendum révocatoire. Ils organisent leurs référendums illégaux, et maintenant, ils disent que ce référendum révocatoire, voté par le Congrès, est illégal. Quelle contradiction ! Ils exigent la convocation d'élections anticipées, alors que le président a été élu avec 54 %, c'est une atteinte à la démocratie.

Notes de lectures

Evo Morales, la gauche et le pouvoir en Bolivie

Nos lectrices et lecteurs connaissent bien les auteurs de ce petit livre, Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, qui écrivent régulièrement dans *Inprecor*. Pourtant, pour qui veut comprendre la complexité du processus de transformation sociale cherchant sa voie — difficilement — en Bolivie, sa lecture est indispensable et elle complète — et éclaire — les analyses publiées dans nos colonnes.

Les auteurs présentent d'abord la longue perte de légitimité d'un régime où les nationalismes traditionnels, de gauche ou de droite, mais se réclamant tous de la révolution inachevée de 1952, s'effondrent en appliquant consciencieusement les politiques néolibérales imposées par l'impérialisme. Illégitimes, ces partis — le Mouvement nationaliste révolutionnaire, le Mouvement de la gauche révolutionnaire, le Pouvoir démocratique et social — multiplient des accords clientélistes au sein du Parlement pour assurer leur survie et leur accès aux privilèges gouvernementaux. Ils poursuivent inmanquablement la politique des privatisations à outrance et de démolition des fonctions sociales de l'État, entamée par Victor Paz Estenssoro, élu président en 1985. Ce dernier, pourtant un des protagonistes majeurs de la révolution de 1952 qui installa pour de longues années les mineurs et leur organisation syndicale au centre de la vie politique du pays, démantèle l'entreprise publique minière Comibol, licenciant ainsi plus de 20 000 mineurs. La marche « pour la vie et pour la paix » que ces derniers organisent est encerclée par l'armée à Calamarca en 1986 et défaite. « L'État qu'affrontent alors les mineurs est désormais dirigé par une élite qui ne cherche plus à consolider sa légitimité en recourant à "l'inclusion subordonnée de la plèbe organisée",

Pablo Stefanoni : *Le référendum révocatoire aura donc lieu quoi qu'il arrive, donc ?*

Evo Morales : Il doit avoir lieu, en effet. Pour conclure sur ce point, je dirais la chose suivante. Je suis heureux d'avoir obtenu des résultats dans trois domaines depuis que je suis à la présidence : au niveau des changements structurels, des changements sociaux, et au regard du fait que je fasse pleurer les oligarchies.

Pablo Stefanoni : *Selon vous, comment sera le rapport de forces entre le gouvernement et l'opposition après le 10 août ?*

Evo Morales : Tout dépendra des résultats. L'avenir du pays est entre les mains du peuple. Tout dépendra de la force du triomphe populaire. ■

Propos recueillis à La Paz,
le 27 juin 2008

comme le faisait traditionnellement l'État nationaliste, mais bien en procédant à la désintégration de toute forme d'organisation sociale qui s'oppose à lui. La défaite est double : ces mêmes mineurs votent en effet pour le "docteur Paz", choisi comme un moindre mal face à l'ex-dictateur Hugo Banzer Suárez, qui tente un retour, par la voie des urnes, à un pouvoir qu'il avait une première fois conquis par un coup d'État et conservé sept années durant (1971-1978). »

Un second chapitre analyse les changements sociaux et politiques qui ont suivi : les migrations des ouvriers sans emploi et des paysans montagnards chassés par la sécheresse vers la région de Chapare, le rôle de la culture traditionnelle — mais qui connaît un important développement — de la feuille de coca, la reconstruction sur ce double fondement d'un mouvement paysan organisé, qui emprunte à la tradition des mineurs tout en la transformant. « Les migrants paysans et mineurs qui arrivent au tropique de Cochabamba au milieu des années 1980 rencontrent un mouvement cocalero non seulement fragmenté et sans influence politique, mais encore affaibli par la répression. L'une des premières tâches auxquelles se consacrent les nouveaux cocaleros consiste à mettre sur pied une coordination des six fédérations. » Dans le mouvement paysan, affaibli par les successives politiques d'éradication de la coca imposées par les États-Unis, une nouvelle génération prend l'initiative. En 1996, Evo Morales se met à la tête de cette nouvelle coordination. Parallèlement les cocaleros renforcent leur position au sein de la confédération syndicale paysanne, la CSUTCB. En 1988 ils y avancent le débat sur « l'instrument politique » — un nouveau parti qui permettrait la participation directe des syndiqués aux élections politiques.

La MAS-IPSP (Mouvement vers le socialisme — Instrument politique pour la souveraineté des

5. Le pourcentage obtenu par Evo Morales lors de l'élection présidentielle en 2005.

6. C'est par ce terme que Morales fait référence à lui-même au cours de cet entretien. Une habitude depuis la diffusion par voie de presse, en septembre 2007, d'un document intitulé "Plan para tumbar al indio de mierda" (Plan pour renverser l'indien de merde) et attribué — sans que cela ait pu être vérifié, de même que la véracité du dit document — aux groupes de pouvoir de Santa Cruz.

7. Le préfet de Santa Cruz.

Cette Bolivie qui se refuse à Evo Morales...

Par
Hervé Do Alto*

« **L**a Bolivie, c'est le pays où tout arrive et auquel il n'arrive rien ». Ce dicton, popularisé en son temps par l'ex-président Víctor Paz Estenssoro, le dirigeant historique du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), n'a jamais paru autant d'actualité que ces derniers mois.

Notes de lectures

peuples) sera en 1999 le résultat de ce processus. Idéologiquement, il s'agit d'un « bricolage de références puisées dans ces trois courants de pensée majeurs de la vie politique bolivienne » : l'indianisme katariste des années 1970, la matrice nationaliste révolutionnaire de 1952, la « nouvelle gauche » influencée par le marxisme. Mais c'est son rapport aux syndicats paysans qui en fait un parti politique différent : « Chaque assemblée générale du MAS permet d'observer la mise en scène de la suprématie syndicale au sein de "l'instrument politique" : les organisations membres occupent généralement la tribune, tandis que les parlementaires (et, plus tard, les ministres) sont relégués dans la salle. Symboliquement le mandat syndical apparaît donc plus important que le mandat électif issu de la démocratie représentative : soumis à un fort contrôle, il a valeur de mandat impératif dans la mesure où parlementaires et ministres ont l'obligation de rendre régulièrement des comptes sur leur activité aux organisations syndicales. »

La victoire électorale du MAS et l'élection d'Evo Morales à la présidence de la République en décembre 2005 est un effet de la résistance multiforme contre les agressions impérialistes néolibérales, dont la mobilisation contre les multinationales de l'eau en avril 2000, puis la « guerre du gaz » en 2003 ont été les épisodes les plus marquants, faisant apparaître des mouvements sociaux multiformes, éclatés, que le syndicalisme paysan, le MAS et Evo Morales ont été capables de mobiliser sur le terrain électoral, sans pour autant y acquérir une hégémonie. Cette résistance au néolibéralisme ouvre un « processus de changement social qui n'est pas dirigé ou influencé par une gauche marxiste et "classiste", dotée d'un horizon révolutionnaire et anticapitaliste — en 2008, cette gauche-là a pratiquement disparu du panorama politique bolivien. » Cependant,

Dans les rangs de la gauche radicale, solidaire avec le gouvernement d'Evo Morales, comme dans les articles de presse internationale, plutôt hostiles au processus de transformation sociale en cours, c'est le même spectre qui semble hanter les esprits : le séparatisme de la « demi-lune ». Cette région, majoritairement amazonienne, regroupe les départements administrés par l'opposition (1). Une opposition dont les diri-

« dotés d'une forte capacité de mobilisation, les mouvements sociaux demeurent relativement autonomes par rapport au pouvoir exécutif. Au besoin, ils s'érigent en défenseurs du gouvernement, comme lors de la crise de Cochabamba en janvier 2007. Mais ils peuvent aussi contester un ordre institutionnel qui a permis à "leur" parti d'accéder au pouvoir, sans pour autant jeter les bases d'une perspective nouvelle. (...) Contrairement à ce que l'on constate dans les autres gouvernements "de gauche" latino-américains, la place des dirigeants sociaux au sein de l'exécutif n'est pas uniquement symbolique. » Mais, « leur champ d'action est de fait bien plus limité que celui qu'esquissait le syndicalisme révolutionnaire du mouvement ouvrier. »

En un peu plus d'une centaine de pages, *Nous serons des millions — Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie* constitue une excellente et pédagogique introduction à l'univers politique et social bolivien d'aujourd'hui. Mais il est plus que cela : ce petit livre constitue une source d'interrogations pour tous ceux qui s'attellent à la construction de nouveaux partis anticapitalistes ou d'une gauche nouvelle car le MAS bolivien — avec toutes ses spécificités relevant d'une culture et d'une histoire particulières qui continuent à marquer les rapports sociaux, ainsi que de la domination impérialiste qui, prenant la place de l'oppression coloniale, a bloqué et déformé le développement capitaliste de ce pays — a cette particularité d'avoir été construit sur les ruines de la « vieille gauche ».

Jan Malewski

* Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, *Nous serons des millions — Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Éditions Raisons d'Agir, Paris 2008, 6,00 €

geants tentent depuis décembre 2008 d'imposer au reste du pays des statuts d'autonomie conçus comme un rempart à l'hégémonie nationaliste et populaire qui gagne la Bolivie depuis 2005, date des premiers succès d'ampleur de « l'instrument politique » du mouvement paysan, le Mouvement vers le Socialisme (MAS) (2).

De là à analyser ce repli de la droite comme les prémices d'un complot contre le gouvernement Morales, le pas est vite franchi. Si le coup de force tenté par la « demi-lune » consistant à convoquer des référendums visant à faire approuver ses statuts d'autonomie départementale est effectivement entaché d'une indiscutable illégalité d'un strict point de vue juridique, ce serait pourtant une grave erreur de les réduire à une simple manipulation de « l'oligarchie cruceña » (3). La communication du gouvernement relative à ces processus électoraux, fondée sur une lecture pour le moins superficielle et caricaturale des quatre statuts d'autonomie soumis au vote au cours des mois de mai et juin, a largement contribué à consolider la légitimité de ces scrutins en Orient même, perçus dès lors comme la seule alternative au « centralisme paceño » (4). En assimilant ce coup de force autonomiste à une initiative séparatiste, en effet, on en vient bien vite à négliger l'influence prépondérante qu'exercent certains processus historiques et sociaux sur la situation actuelle. Parmi eux, l'importance d'une aspi-

* Hervé Do Alto, doctorant en science politique, est le correspondant d'*Inprecor* en Bolivie. Il est le co-auteur, avec Pablo Stefanoni, du livre *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris 2008.

1. La « demi-lune » regroupe traditionnellement les départements de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija. On leur associe de plus en plus fréquemment le département de Chuquisaca, qui abrite la ville de Sucre, capitale constitutionnelle du pays.

2. Ces statuts ont été élaborés par des groupes de réflexion liés aux élites locales dans chacun des départements ayant dit « oui » aux autonomies lors du référendum du 2 juillet 2006. Ils ont été soumis au vote à Santa Cruz le 4 mai 2008, dans le Beni et le Pando le 1^{er} juin, et à Tarija le 22 juin.

3. De Santa Cruz.

4. De La Paz.

Bolivie

ration autonomiste toujours plus forte au sein d'une majorité de la population de l'Orient — née des dysfonctionnements d'un État très centralisé autour de sa capitale de facto, La Paz —, qui a progressivement gagné certains mouvements populaires locaux, telle la Centrale Ouvrière Départementale (COD) de Santa Cruz, dont une fraction est aujourd'hui liée aux groupes de pouvoir locaux.

Cette approche néglige a fortiori les différences qui peuvent exister au sein d'une

5. Voir Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, « *L'Assemblée Constituante au centre des attentes* », *Inprecor* n° 521/522, 2006.

6. Cette grille d'analyse pour le moins normative conduit à une lecture aussi peu nuancée de la situation des mouvements sociaux populaires « progressistes », qu'il s'agisse des mouvements paysans liés au MAS ou des organisations urbaines comme la Fédération des Comités de Quartiers (Fejuve) de El Alto, dont les défauts ou limites sont systématiquement et presque exclusivement imputés aux rapports que ces organisations entretiennent avec le gouvernement du MAS et l'appareil d'État en général. Voir Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, « *L'Assemblée Constituante...* », op. cit.

7. Le Comité Pro Santa Cruz, qui regroupe des organisations corporatives de toute origine dans l'ensemble du département, est cependant soumis à l'influence des organisations patronales. La majorité des Crucéniens le considèrent comme leur « *gouvernement moral* ».

8. Pour un éclairage sur l'histoire de l'Orient bolivien, notamment dans son rapport à l'Occident andin, consulter : Jean-Claude Roux, « *Les orientes boliviens : de la quête identitaire à l'instabilité de divorce avec l'État andin central* », dans Denis Rolland et Joëlle Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 121-146.

9. Ainsi étaient désignées les familles Aramayo, Hochschild et Patiño, trois familles vivant de l'activité minière, qui seront les garants de l'ordre politique et social conservateur régnant sans partage jusqu'aux années 1930, période de montée du nationalisme qui culminera avec la Révolution Nationale de 1952.

10. C'est en 1842 que le territoire du Beni, jusque-là rattaché à Santa Cruz, est érigé au rang de département. Cette initiative venue de La Paz est alors jugée attentatoire aux intérêts de Santa Cruz, dont les habitants en avaient assuré la colonisation, en raison, entre autres, du potentiel de la région quant à la production de caoutchouc.

11. Cette guerre opposant la Bolivie au Paraguay, financée par des compagnies étrangères intéressées par les ressources pétrolières abritées par une région sur laquelle la Bolivie est souveraine, aboutit à une crise politique sans précédent à La Paz, exprimée notamment par un rejet des élites politiques liées aux « *barons de l'étain* ». En bien des sens, la Guerre du Chaco, achevée sur une défaite de l'armée bolivienne en 1935, ouvre la voie à la période du « *socialisme militaire* » (1936-1940), puis de la Révolution Nationale (1952-1964). Voir James Dunkerley, *Orígenes del poder militar en Bolivia, Historia del Ejército, 1879-1935*, La Paz, Plural, 2003 [2^{de} édition] ; Herbert S. Klein, *Orígenes de la Revolución Nacional Boliviana, La Crisis de la generación de la Guerra del Chaco*, La Paz, Juventud, 1995.

12. Hernán Pruden, « *Santa Cruz, ¿departamento o República?* », dans *Le Monde diplomatique Edición boliviana* n° 2, 2008, pp. 6-7.

opposition qui n'a pourtant rien d'un bloc homogène, et que le gouvernement n'a à aucun moment été capable de diviser. Certes, la situation politique en Bolivie est grave, cela ne fait aucun doute. La multiplication des agressions racistes à l'encontre de militants syndicaux paysans dans les centres urbains de la « *demi-lune* », à Sucre en particulier, illustre le climat de haine larvée qui règne dans le pays. La diffusion de discours catastrophistes anticipant la division de la Bolivie, souvent alimentés par les déclarations des membres du gouvernement Morales, tend ainsi à nier la complexité même du contexte actuel, ce qui ne permet guère d'apprécier les rapports de force qui structurent la société bolivienne de nos jours. À l'heure où la nécessité de trouver des solutions à une crise qui ne cesse de s'intensifier se fait de plus en plus pressante, un regard nuancé sur la situation politique devient pourtant impératif.

Retour sur les origines de l'autonomisme oriental

À entendre certains intellectuels issus de la gauche radicale, le mouvement autonomiste qui a pris son essor ces dernières années à Santa Cruz ne serait doté que d'une faible légitimité, sa base sociale se limitant aux élites économiques qui en avaient pris l'initiative (5). À titre d'exemple, le « *cabildo du million* » réalisé à Santa Cruz le 15 décembre 2006 en soutien aux autonomies départementales fut immédiatement rebaptisé, depuis La Paz, le « *cabildo des millions* », offrant de la sorte une lecture réduisant cet événement ayant réuni plus de cinq cent mille individus à une simple manipulation médiatique, menée à bien grâce au pouvoir économique des élites locales — et supposant du même coup le faible enracinement, voire l'absence, d'un réel mouvement autonomiste ancré au sein de la population (6). Ces commentaires, courants dans l'Occident andin dès lors que l'on évoque la situation politique dans l'Orient amazonien, illustrent de manière éclatante la cécité qui caractérise le débat intellectuel à gauche au sujet de Santa Cruz et des départements alliés. Les statuts d'autonomie départementale soumis au vote le 4 mai 2008 n'ont pas échappé à cette grille de lecture : les critiques au sujet de leur prétendu caractère séparatiste — fondées à juste titre sur leur illégalité, mais généralement limitées par une méconnaissance du texte dans sa globalité — ont clairement contribué à ce que les débats sur les autonomies soient perçus comme une confrontation entre Orient et Occident, reléguant ainsi à un second plan

l'analyse en profondeur du contenu du projet autonomiste.

Pour comprendre les dynamiques à l'œuvre au sein du mouvement autonomiste, sans doute faut-il opérer un retour vers l'histoire de la construction de l'État bolivien. Car indéniablement, les statuts d'autonomie promus par les élites crucéniennes et leurs organisations représentatives, tel le Comité Pro Santa Cruz (CPSC) (7), s'inscrivent dans une mémoire régionale balisée par les luttes pour un projet d'auto-gouvernement des Crucéniens — un projet qui, d'une certaine manière, trouve sa source dans l'intégration heurtée des régions amazoniennes à la toute jeune République bolivienne (8). Historiquement, en effet, leur développement passe au second plan jusqu'à la moitié du vingtième siècle. S'il existe une élite politique et économique à Santa Cruz, notamment grâce au boom de la production du caoutchouc, celle-ci se voit marginalisée par les élites occidentales andines, dont la bonne santé économique est garantie par l'extraction de minerais — tel l'étain dans le département d'Oruro, dès la fin du dix-neuvième siècle, qui succède à l'or de Potosí. Depuis Santa Cruz se cimente alors le sentiment, encore tenace aujourd'hui, que les élites paceñas, incarnées jusqu'au début du vingtième siècle par les « *barons de l'étain* » (9), en cherchant à canaliser les ressources économiques de l'État vers leurs propres activités privées, empêchent de fait le développement de leur propre région. Ce sentiment se renforce notablement avec la création du département du Beni en 1842 (10), et la cession parallèle d'autres régions peuplées de Crucéniens à des pays voisins, tel l'Acre, annexé par le Brésil avec le Traité de Petropolis (1903).

Comme le décrit l'historien argentin Hernán Pruden, les conséquences de la politique conduite par l'État central — qu'il n'est pas faux de caractériser alors comme « *andin* » — ne mènent toutefois pas la population crucénienne à adopter une posture sécessionniste. Si les débats politiques et intellectuels se structurent en effet entre « *intégrationnistes* » et « *séparatistes* », les travaux de Pruden semblent montrer une prédominance des premiers dans le paysage politique local, contrairement à bien des idées reçues. Il faut en effet attendre la Guerre du Chaco (1932-1935) (11) pour voir un courant séparatiste, très lié aux intérêts paraguayens et argentins, défendre avec un certain écho dans la population l'idée d'un État indépendant, voire d'un territoire crucénien annexé par Asunción ou Buenos Aires (12). À l'époque, certes, les intégrationnistes partagent avec les séparatistes un

certain nombre de présupposés, raciaux notamment. Ainsi, c'est au nom de la supériorité raciale des Blancs — les Crucéniens étant un peuple, à leurs yeux, directement issu de la colonisation espagnole — que Santa Cruz est, selon eux, destinée à diriger le pays et à soumettre les régions andines à leur domination (13). C'est par le biais du concept de fédéralisme que se définit le projet, depuis l'Orient, d'un État laissant une marge de manœuvre plus importante aux régions dans leur propre gestion des ressources publiques. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ce projet est également porté par des mouvements populaires progressistes : ancien conseiller municipal et député national, l'avocat crucénien Andrés Ibañez conduira le mouvement des Égalitaires, mouvement plébéien anti-esclavagiste qui déclarera Santa Cruz État fédéré à l'État bolivien en 1876. Rejetés par les groupes de pouvoir crucéniens et réprimés par l'État central, les Égalitaires seront liquidés dès mai 1877. Parallèlement, une des limitations du projet séparatiste porte sur la viabilité d'une région crucénienne indépendante ou annexée par les pays voisins, tant certains secteurs économiques soulignent déjà la possibilité qui existe pour elle d'approvisionner les Andes de produits dont les marchés paraguayen, argentin ou brésilien sont saturés.

Cette « bataille crucénienne pour l'intégration » prend tout son sens du point de vue de la politique des transports. Ainsi, la route liant Santa Cruz à Cochabamba, ville-pivot dans la géographie nationale, ne sera achevée que dans les années 1950, consolidant de la sorte le sentiment de bien des Crucéniens d'être des laissés-pour-compte de la vie économique et sociale bolivienne. En définitive, il faut attendre les années 1940-50, et notamment l'élaboration d'un plan de développement connu comme le Plan Bohan (1942), réalisé avec la complicité de la coopération étasunienne, pour que la politique de développement de l'Orient, et en particulier de Santa Cruz, soit prise en compte comme une politique publique de dimension nationale. Le Plan Bohan, qui sera appliqué avec zèle à partir de 1952 par le nouveau régime révolutionnaire, soucieux de se doter d'une base électorale stable au sein d'un département qui lui était traditionnellement hostile, constitue de fait un tournant pour une région qui bénéficie de la construction d'infrastructures routières et productives (agro-industrie, élevage) qui seront plus tard à l'origine de son boom économique. Ces ressources, tirées de l'excédent minier, conduit même l'historienne bolivienne Rossana Barragán à observer l'é-



Départements : 1. Beni 2. Chuquisaca 3. Cochabamba 4. La Paz 5. Oruro 6. Pando 7. Potosí 8. Santa Cruz 9. Tarija

mergence, à cette époque, d'un nouvel axe de développement dans le pays reliant La Paz à Cochabamba et Santa Cruz (14).

La trêve qui semble s'initier alors entre Santa Cruz et l'État central est toutefois rompue sous le régime militaire du général Ovando Candia (1969-1970), puis du général progressiste Juan José Torres (1970-1971). La crise économique qui se développe lors de cette période pousse les élites de Santa Cruz, représentées depuis 1950 par le Comité Pro Santa Cruz, à agir directement au sein du champ politique, notamment via les activités conspiratrices de la Phalange Socialiste Bolivienne (FSB), parti nationaliste catholique et conservateur. Un contre-feu qui contribuera, en 1970, à la réussite du coup d'État du général Hugo Banzer Suárez, représentant l'aile droite la plus dure des Forces Armées. C'est sous le règne de ce natif de Santa Cruz que la région connaît un boom, se convertissant de la sorte en un moteur de l'économie bolivienne à l'orée des années 1980 (15). À des facteurs externes très favorables, comme la remontée du cours mondial du pétrole — bénéficiant directement à un département producteur qui perçoit des royalties sur les recettes tirées

des exportations —, s'ajoute une politique interne conduite par le gouvernement militaire permettant de placer des Crucéniens à des postes-clés, comme par exemple à la tête de l'Institut National de la Réforme Agraire (INRA), ou de procéder à l'annulation de la dette de certains producteurs et industriels (16). Si le CPSC — devenu un protagoniste à part entière des jeux de pouvoir durant les régimes militaires — détient alors

13. Il s'agit bien évidemment d'un mythe qui a reposé, comme le souligne Jean-Claude Roux, non sans ironie, sur un profond travail de réécriture de l'histoire dans la mesure où les narrations qui le sous-tendent font l'impasse sur l'absence pourtant prouvée de la gent féminine au sein des populations de colons espagnols. D'ailleurs, les partisans de l'annexion par le Paraguay soulignaient quant à eux un commun lignage des Crucéniens et des Paraguayens avec le peuple indigène guaraní, afin de justifier la pertinence ethnique du rattachement de Santa Cruz au pays voisin.

14. Rossana Barragán, « *Hegemonías o ejemonías? Una visión desde la historia* », dans *Le Monde diplomatique Edición boliviana* n° 2, 2008, pp. 8-9.

15. Entre 1950 et 2001, la part du PIB produite par Santa Cruz passe de 3 % à 30 %. La population passe quant à elle, aux mêmes dates, de 40 000 à 1,3 million d'habitants.

16. Pablo Stefanoni, « *Son intereses empresarios* », entretien avec le sociologue Carlos Romero, dans *Página/12* (Buenos Aires), 23 mai 2005.

Bolivie

le monopole de la représentation des intérêts patronaux de Santa Cruz, il se voit soumis à une véritable rivalité de la part des partis politiques et des syndicats avec le rétablissement de la démocratie représentative en 1982. Habilement, ses membres entreprennent d'investir les directions locales de ces partis, et garantissent ainsi leur élection au sein du Congrès national, au sein duquel ils se livrent à la défense des revendications portées par le Comité (17).

Le mouvement autonomiste oriental aujourd'hui

De ce détour par l'histoire, on peut tirer certains enseignements. La « *mémoire longue* » de la population crucénienne — dont la croissance repose pourtant sur un flux important de migrations internes provenant des régions andines — repose sur une réalité historique : le faible intérêt de l'État central pour le développement de départements orientaux considérés comme marginaux. Ce fait, néanmoins, est à relativiser à partir des années 1960, tant les Crucéniens s'imposent comme des protagonistes de premier plan sur la scène politique internationale — ce qui a pour conséquence d'atténuer du même coup les aspirations autonomistes et/ou fédéralistes des groupes de pouvoir locaux. Hernán Pruden en tire d'ailleurs la

17. Pour une analyse détaillée du rapport du CPSC au champ politique national, consulter : Zéline Lacombe, « *Ni syndical, ni politique : le champ civique, espace de pouvoir spécifique du régionalisme de Santa Cruz* », dans Denis Rolland et Joëlle Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 147-155.

18. Hernán Pruden, « *Santa Cruz...* », op. cit.

19. L'expression « *démocratie de pacte* » renvoie à la période 1985-2003, au cours de laquelle l'élection du président de la République était garantie à l'issue d'un second tour réalisé au Congrès, au terme de marchandages politiques débouchant sur des pactes entre les principaux protagonistes du système de partis bolivien d'alors — MNR, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) et Action Démocratique Nationaliste (ADN). Ces alliances tournantes donnèrent lieu à des coalitions parfois très larges (regroupant parfois jusqu'à 80 % des membres du Congrès) au sein desquelles les différences programmatiques se diluèrent pour donner lieu à des consensus forts, notamment dans les domaines de la politique économique et de la politique extérieure.

20. Voir Claudia Peña Claros et Nelson Jordán Bazán, *Ser cruceño en octubre : una aproximación al proceso de construcción de la identidad cruceña a partir de la crisis de octubre de 2003*, La Paz, PIEB, 2004.

21. Le cabildo, forme de rassemblement commun à l'ensemble des mouvements sociaux boliviens, s'apparente à une assemblée délibérative au cours de laquelle les dirigeants soumettent à « *leurs bases* » des résolutions approuvées par acclamation.

22. Voir Hervé Do Alto, « *Après le triomphe électoral du MAS ; Défis d'un gouvernement issu des luttes sociales* », dans *Inprecor* n° 513/514, 2006, pp. 17-25.

conclusion suivante : « *l'autonomisme [crucénien] fut inversement proportionnel à la capacité des élites locales d'exercer une influence sur le processus politique national* » (18). À voir le contexte au cours duquel réémerge aujourd'hui un projet autonomiste d'ampleur dans la région, on peut dire que cette affirmation reste d'une étonnante actualité.

Si la « *guerre du gaz* » d'octobre 2003 s'achève sur la fuite du président Gonzalo Sánchez de Lozada (appelé « *Goni* »), coupable d'avoir ordonné le massacre de manifestants à El Alto, l'une des conséquences de la crise à moyen terme est le discrédit qui frappe l'ensemble des partis politiques boliviens. Le vice-président de « *Goni* », Carlos Mesa, lui succède en effet en annonçant sa volonté de gouverner sans le Congrès, tant les partis qui s'y trouvent représentés souffrent de leur association à l'ancien gouvernement coupable de la tuerie. Or, c'est justement dans ces partis que les groupes patronaux crucéniens disposent de leurs relais politiques. Des organisations telles que la Chambre Agricole Orientale (CAO) ou la Chambre d'Industrie et du Commerce de Santa Cruz (Cainco), et leur instance de coordination, le Comité Pro Santa Cruz (CPSC), y sont massivement présents. Par ailleurs, s'est instaurée au cours de ces années de « *démocratie de pacte* » (19) une pratique garantissant, lors de chaque nomination d'un nouveau cabinet gouvernemental, une présence en son sein de membres de ces groupes de pouvoir régionaux — une pratique connue comme le « *cupo* [quota] *cruceño* », à laquelle Carlos Mesa ne se soumettra jamais tout à fait.

Avec l'arrivée au pouvoir de Mesa en octobre 2003, c'est donc tous les canaux de représentation politique du CPSC qui disparaissent d'un seul coup. Les revendications autonomistes refont peu à peu leur apparition, grâce au travail politique des dirigeants du Comité qui, pour la plupart, analysent la « *guerre du gaz* » comme un événement révélateur du fossé qui séparerait un Occident marqué par le conflit social, d'un Orient préoccupé par le travail et la croissance économique (20) — une analyse qui justifie en dernière instance le fait de « *se pré-munir* » des soubresauts de la politique nationale. Plusieurs mobilisations autonomistes voient le jour, notamment le 22 juin 2004 avec un cabildo (21) qui réunit plus de cent mille personnes. Quelques mois plus tard, le 24 octobre de la même année, la tension s'accroît entre les élites crucéniennes et le président Mesa, qui accuse celles-ci d'avoir « *une mentalité provinciale* »... La rupture entre le CPSC et le pouvoir central

est imminente, seul manque le prétexte pour l'officialiser. Il ne faudra pas attendre bien longtemps : le 30 décembre 2004, Mesa, sous la pression du FML, augmente le prix de l'essence — un épisode connu comme le « *gasolinazo* » —, suscitant un tollé tant au sein de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), en raison de l'impact de cette hausse sur le coût de la vie des populations les plus pauvres, que parmi les élites crucéniennes. Celles-ci se voient en effet affectées dans leurs activités économiques et décident de prendre le chemin de la rue.

Cette mobilisation ne se limite pas à une simple contestation de la mesure. Très vite, les manifestations de janvier 2005 à Santa Cruz, qui culminent le 28 janvier avec un nouveau cabildo encore plus massif que le précédent, sont directement dirigées contre le pouvoir central, et mettent en avant une plate-forme de revendications censée donner l'impulsion décisive au « *processus autonomiste* » : c'est le fameux « *agenda de janvier* ». Celui-ci exige l'élection au suffrage universel des préfets départementaux (les préfets demeurant encore aujourd'hui des représentants formels du pouvoir exécutif, ils sont alors nommés par le président), ainsi que la réalisation d'un référendum sur les autonomies départementales, et mandate parallèlement une Assemblée autonomiste pour entamer le travail de rédaction de statuts d'autonomie. À l'évidence, cet agenda s'oppose à « *l'agenda d'octobre* [2003] » promu par les organisations sociales populaires (nationalisation des hydrocarbures et convocation d'une Assemblée Constituante). Si Mesa cède rapidement à la première revendication en promulguant, le 8 avril 2005, un décret permettant la réalisation « *d'élections pour la sélection des préfets départementaux* », la mobilisation ne ralentit pas pour autant, l'objectif ultime du CPSC étant de garantir le référendum sur les autonomies avant que ne soit convoquée l'Assemblée Constituante.

La crise de mai-juin 2005, qui voit Carlos Mesa être contraint de démissionner sous les feux croisés des mouvements sociaux populaires et du mouvement autonomiste, impose une nouvelle trêve qui conduit tout naturellement la droite régionale à se concentrer sur les élections préfectorales du 18 décembre 2005, et d'affiner à ce titre son projet autonomiste autour de candidats censés le symboliser, tels Ruben Costas à Santa Cruz, Mario Cossío à Tarija, Ernesto Suárez dans le Beni, et Leopoldo Fernández dans le Pando (22). Si l'élection de ces préfets témoigne incontestablement d'une réelle « *poussée autonomiste* » dans les régions orientales (23), celle-ci ne doit cependant

pas être radicalement opposée à la victoire du MAS sur le plan national.

À la tête de l'appareil d'État à partir de janvier 2006, le parti de Morales entretient en effet une position des plus ambiguës à l'égard des autonomies : si celles-ci figurent dans sa plate-forme revendicative lors de la campagne électorale — non sans rappeler qu'il s'est également agi d'un projet politique défendu par les peuples indigènes avant d'être repris par le CPSC —, le concept d'autonomie est néanmoins désormais intimement lié à « *l'oligarchie crucénienne* » dans l'imaginaire populaire. C'est pourquoi le MAS garantit la réalisation d'un référendum sur les autonomies départementales, parallèlement à l'élection de l'Assemblée Constituante, le 2 juillet 2006. Si celui-ci appelle dans un premier temps à voter en faveur du « *oui* » aux autonomies, l'analyse réalisée par les organisations syndicales membres du MAS (notamment celles qui, dans le cadre de leur activité militante quotidienne, s'opposent au Comité Pro Santa Cruz et à ses satellites dans les autres départements de la « *demi-lune* »), amène certaines d'entre elles à se prononcer pour le « *non* », désavouant ainsi le gouvernement et la direction nationale du parti. Ceux-ci, plusieurs mois durant, s'avèrent incapables de s'accorder sur une position commune sur ce référendum : si Álvaro García Linera, le vice-président, prône la « *neutralité* » du pouvoir exécutif, le président Morales, pour sa part, appelle ouvertement à voter pour le « *non* » à quelques jours du scrutin. Une fois encore, la dynamique interne du MAS, permettant aux bases d'influer sur les prises de position de leur parti hors des canaux de débat propres à une formation politique classique, aura fait ses preuves (24). Reste à savoir si cela fut une bonne initiative, tant le MAS paraît encore payer le prix de la prise de position de son leader à l'époque.

Ces revirements ne semblent pas affecter les scores du MAS lors de ces scrutins. Mis en parallèle avec ceux du « *oui* » dans les départements orientaux, les résultats du parti paysan permettent d'avancer l'hypothèse qu'il existe une part significative de l'électorat de la « *demi-lune* » qui, tout en adhérant, en partie au moins, au projet nationaliste incarné par la figure d'Evo Morales, est alors favorable à la mise en œuvre d'un statut d'autonomie dans sa région (25). À moyen terme, en revanche, le bilan s'avère catastrophique : la victoire du « *non* » sur le plan national, avec plus de 57 % des voix, ne parvient pas à atténuer la légitimité dont se voient auréolés les préfets dont les départements ont approuvé les autonomies (Beni, Pando, Santa Cruz et

Tarija). Dès lors, ceux-ci se convertissent en des protagonistes à part entière de la scène politique nationale — Ruben Costas, le préfet crucénien, bénéficiant d'une autorité morale sur les autres élus au regard du rôle pivot joué par son département dans l'impulsion donnée aux autonomies. Les conséquences sont rudes pour le MAS dans l'Orient, désormais suspecté de ne proposer qu'une nouvelle variante d'un gouvernement andin et centraliste. Le groupe de constituants du parti majoritaire à l'Assemblée ne dispose, qui plus est, d'aucune légitimité aux yeux des habitants orientaux pour définir le contenu d'autonomies auxquelles son leader, Evo Morales, s'est opposé avec intransigeance. C'est en partie pour ces raisons que le « *mouvement civique* » mené par le Comité Pro Santa Cruz optera pour la politique du pire tout au long de l'existence d'une Assemblée à laquelle ses dirigeants n'auront jamais cru.

Les Crucéniens auront tout tenté : blocage de l'approbation du règlement intérieur de l'Assemblée plusieurs mois durant ; alliance avec le Comité Inter-institutionnel de Chuquisaca dans le cadre d'une campagne pour le rapatriement des pouvoirs législatif et exécutif au sein de la capitale constitutionnelle qu'est Sucre ; mobilisations autonomistes de plus en plus régulières dans les principales villes de la « *demi-lune* » (26)... Le texte constitutionnel, nous le verrons, consacre pourtant aux autonomies toute une section. Mais celles-ci se voient affaiblies par l'introduction de nouveaux échelons d'autonomies, comme les autonomies régionales, municipales ou indigènes. Pas suffisant, donc, pour le CPSC, qui garde en mémoire son propre échec lors des négociations sur la première loi de décentralisation, la Loi de Participation Populaire (LPP, 1994), promulguée sous le premier gouvernement de Sánchez de Lozada (1993-1997). À l'époque, le CPSC souhaitait déjà que les « *gouvernements municipaux* » (27) soient constitués d'élus et de représentants institutionnels sélectionnés par ses soins (28). Cette fois, le mouvement autonomiste ne relâche pas la pression : le 15 décembre 2007, alors que l'Assemblée Constituante — transférée de Sucre à Oruro en raison des violences perpétrées par les étudiants de la capitale — conclut ses travaux en l'absence d'une partie de l'opposition qui prône le boycott, les Comités civiques et les préfets des départements de la « *demi-lune* » organisent quatre cabildos autonomistes simultanément à Santa Cruz, Trinidad (capitale du Beni), Cobija (capitale du Pando) et Tarija. Ces cabildos qui, une fois encore, sont un succès en termes de participation, donnent

pour mandat aux préfets de convoquer des commissions chargées d'écrire les statuts d'autonomie, dont le travail est encadré par des Assemblées autonomistes qui, dans la majeure partie des cas, ne sont autres que les conseils préfectoraux (dont les membres sont nommés par le préfet).

Les erreurs et les errements du MAS face au mouvement autonomiste

Lors de la campagne référendaire, seuls quelques stratèges du MAS, dans l'entourage du vice-président García Linera notamment, soutenaient ouvertement le « *oui* » aux autonomies. La tactique, simple mais efficace, visait à faire voter « *oui* » dans tous les départements pour parer ensuite le MAS de la légitimité la plus grande afin d'imposer ensuite, au sein de l'Assemblée Constituante, « *sa* » vision des autonomies. Le tout, bien sûr, au détriment d'un Comité Pro Santa Cruz qui se serait vu dépossédé par le gouvernement de sa propre revendication historique. Isolés par Morales à mesure que s'approchait le terme de la campagne, les « *pro-autonomies* » voient désormais l'ensemble du parti regretter de ne pas avoir adopté cette posture. En effet, force est de constater que la politique gouvernementale en tant que telle ne suscite qu'une opposition limitée. En définitive, seule la cause autonomiste a permis aux différentes fractions de la droite de trouver un terrain d'entente lui permettant de se réarticuler et

23. À l'évidence, à Santa Cruz comme dans le reste de la Bolivie, des logiques clientélistes ou de loyautés locales ont également joué en faveur des candidats « *locaux* » disposant d'une solide réputation de gestionnaire au niveau municipal. C'est ce qui a permis, entre autres, la victoire de candidats d'opposition au MAS dans des départements tels que La Paz ou Cochabamba, pourtant remportés par le parti de Morales lors des élections générales (18 décembre 2005) et de l'Assemblée Constituante (2 juillet 2006).

24. Les changements de position du MAS sur la nationalisation des hydrocarbures lors de la crise de mai-juin 2005 avaient déjà permis de percevoir ces dynamiques. Voir Thierry Vermorel, « *La seconde guerre du gaz : les mouvements sociaux renversent Carlos Mesa* », dans *Inprecor* n° 507/508, 2005.

25. Voir Hervé Do Alto, « *Hégémonie nationaliste et populaire, poussée autonomiste : la complexe reconfiguration du champ politique bolivien lors des élections de 2005* », dans *L'Ordinaire Latino-Américain* n° 206, 2007, pp. 101-116.

26. Voir Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, *Nous serons des millions ; Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris 2008.

27. C'est ainsi que l'on appelle les conseils municipaux, issus de la création de 324 municipes avec la LPP. Ces municipes deviennent le premier échelon de gestion politique et administrative du pays.

28. Zéline Lacombe, « *Ni syndical, ni politique...* », op. cit., p. 154.

de reprendre l'initiative.

Dans la conjoncture actuelle, il va sans dire que le gouvernement de Morales est en grande difficulté, en premier lieu parce qu'il ne parvient plus à se départir de l'image d'un camp totalement opposé aux autonomies départementales, quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse. Les campagnes menées contre les comités civiques autour de la consigne « *autonomías, sí, pero no así* » (« *les autonomies, oui, mais pas comme ça* ») sont restées relativement inaudibles. L'introduction de l'autonomie départementale dans le nouveau texte constitutionnel, quant à elle, n'arrange rien. Pour les Comités civiques, la création parallèle de nouveaux échelons d'autonomie est attentatoire à leur projet, qui vise à doter les futurs gouvernements locaux de la capacité d'agir avec autorité dans l'ensemble du territoire départemental. Ces nouveaux échelons sont non seulement perçus comme une volonté gouvernementale d'affaiblir le futur pouvoir départemental, mais aussi comme des créations illégitimes qui ne bénéficient pas du sceau de l'approbation populaire, comme ce fut le cas de l'autonomie départementale le 2 juillet 2006. Face à cette situation de blocage, Morales a cru pouvoir trouver une sortie de crise en multipliant les appels au dialogue à partir de janvier 2008, puis en acceptant, sur la suggestion de la Cour Nationale Électorale, de reporter sine die le référendum sur le nouveau texte constitutionnel, prévu dans un premier temps le 4 mai, en même temps que le référendum crucénien sur le statut d'autonomie. Autant d'initiatives sans résultats, en partie à cause de la faiblesse des propositions gouvernementales, certes, mais surtout en raison de l'intransigeance de préfets décidés à couper court à toute négociation jusqu'à la réalisation de référendums

29. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le référendum de Tarija, prévu pour le 22 juin 2008 n'a pas encore eu lieu.

30. On pourra consulter de nombreux récits et témoignages sur le site www.bolpress.com. Ces groupes, pour la plupart liés à la fascinante Union des Jeunesses de Santa Cruz (UJC), bénéficient d'une tolérance inouïe de la part des forces de l'ordre — une tolérance qui s'explique autant par la crainte qu'à Morales que son gouvernement n'apparaisse comme un « *gouvernement répressif* », que par les réticences toujours plus fortes des Forces Armées pour intervenir militairement dans l'Orient bolivien.

31. En Bolivie, il est nécessaire de présenter sa carte d'électeur dûment remplie pour pouvoir procéder à certaines démarches administratives ou bancaires, comme l'ouverture d'un compte, par exemple.

32. Les taux d'abstention ont atteint 35 % dans le Beni, 40 % à Santa Cruz et 45 % dans le Pando. Dans un pays où le vote est obligatoire, et où la participation a régulièrement atteint les 85 % lors des derniers scrutins (municipales 2004, générales 2005 et Constituante 2006), de tels taux ne sont pas à négliger.

censés faire approuver leurs statuts.

De là la situation d'illégalité à laquelle on assiste dans l'Orient bolivien depuis plus de six mois maintenant. Les référendums portés sur les statuts d'autonomie ne s'inscrivent en effet dans aucun cadre juridique légal. Ces statuts, d'abord, ont été rédigés par des commissions de travail mises sur pied par les préfets et les Comités civiques régionaux — dont ils sont eux-mêmes issus dans bien des cas. Autrement dit, ils ne sont pas le fruit du travail d'élus, dotés d'un tel mandat, mais bien de gens nommés au regard de leur positionnement social dans les réseaux de « *décideurs* » sur lesquels se structurent les Comités civiques. Les membres du MAS, dirigeants d'organisations rurales ou populaires d'opposition ont tout simplement été tenus à l'écart de ce processus d'élaboration. La convocation des référendums, ensuite, s'est faite au mépris de toute légalité, puisque aucune loi de convocation n'a été soumise au Congrès national, seule instance à même de pouvoir décider de la réalisation d'un scrutin électoral. Ces référendums ont finalement pu avoir lieu grâce à la seule action des Cours Départementales Électorales qui, là encore, ont entravé la loi en rompant tout contact avec leurs « *supérieurs hiérarchiques* » siégeant à la Cour Nationale Électorale, située à La Paz. Enfin, il est à signaler que la réalisation de ces référendums pourrait aboutir à une situation pour le moins ubuesque : en cas de victoire du « *oui* » pour l'un des départements, les élites locales seraient amenées à appliquer des statuts et à convoquer des élections pour les Assemblées autonomes départementales, alors même que l'actuelle Constitution Politique d'État ne reconnaît pas la figure juridique de l'autonomie.

C'est sans surprise que l'ensemble de la communauté internationale s'est montrée hostile à la réalisation de ces scrutins : l'Organisation des États Américains (OEA), l'Union Européenne (UE) et les pays voisins — parmi lesquels le Brésil et le Paraguay, limitrophes avec Santa Cruz — ont tous exprimé un soutien sans faille à « *l'institutionnalité bolivienne* », exhortant les préfets à reporter les référendums à une date ultérieure. Rien n'y fera, ces élections auront finalement lieu. Le 4 mai, le « *oui* » l'emporte à Santa Cruz avec 85 % des voix. Le 1^{er} juin, c'est au tour de Trinidad et de Cobija de dire « *oui* » aux statuts soumis au vote, avec respectivement 80 % dans le Beni, et 85 % dans le Pando (29). Les scrutins, cependant, se déroulent dans un climat délétère : à Santa Cruz, d'innombrables bagarres éclatent dans le quartier Plan Tres Mil, reconnu comme un bastion du MAS. À Trinidad, les

échauffourées entre des militants autonomistes et des paysans exprimant leur opposition au référendum dégénèrent et les premiers entreprennent d'assiéger la Fédération syndicale paysanne départementale. Ici et là, des accusations de fraude et des dénonciations d'intimidation surgissent (30). Certains habitants, craignant ne plus pouvoir exercer certains droits liés à l'exercice du vote, finissent par se rendre dans leur bureau de vote (31). Les résultats, par ailleurs, montrent tous un fort taux d'abstention — significatif au regard du fait que les principales organisations rurales appelaient justement à boycotter les urnes (32).

La réponse du gouvernement, pourtant, n'est guère à la hauteur de la situation. Dès le soir du 4 mai, tout en soulignant à juste titre que le seul acquis de ces référendums est d'avoir divisé la population crucénienne, Evo Morales se prête d'abord à une analyse des résultats — en insistant notamment sur l'importance cumulée de l'abstention, des votes blancs et nuls et du vote pour le « *non* » —, puis lance des déclarations agressives à l'encontre des Comités civiques et des préfets. L'analyse avancée ce soir-là était sans doute correcte. Mais il n'en demeurerait pas moins étonnant de voir le président s'y consacrer, donnant ainsi l'impression qu'au final, ce scrutin était suffisamment légitime pour ressentir le besoin de montrer que les chiffres n'étaient pas favorables aux élites crucéniennes. Un terrain glissant pour le gouvernement, tant il est vrai que, si le taux d'abstention a été bien plus élevé qu'à l'accoutumée, le CPSC a, d'une certaine manière, réussi son pari en parvenant à mobiliser plus de la moitié de la population locale habilitée à voter pour un scrutin illégal. Qui plus est, débattre des chiffres alors qu'aucune garantie n'était offerte quant au déroulement du scrutin revenait à valider la manière avec laquelle s'était effectué ce dernier. Plus généralement, le ton hostile de Morales est apparu déplacé, tant il alimentait la tension d'une journée qui en était pourtant déjà saturée.

Cependant, par la suite, cette posture adoptée par le gouvernement n'a guère été revue. À nouveau, les comptes d'apothicaire — élaborés à partir de chiffres fournis par les Cours Départementales Électorales — ont refait leur apparition lors des référendums du Beni et du Pando. Seul objectif : parvenir à montrer que plus de 50 % de la population n'approuve pas les statuts d'autonomie, qu'il s'agisse d'un rejet actif (vote pour le « *non* ») ou passif (vote blanc ou nul, ou abstention) — et qu'importe si l'existence d'un niveau plancher d'abstention à hauteur de 15 %, et les difficultés qu'il y a en géné-

ral à interpréter l'abstention, ne permettent pas de conclure à un rejet stricto sensu, fut-il passif, des statuts chez les électeurs ne s'étant pas rendus aux urnes... La focalisation sur les chiffres de l'abstention, dans les déclarations des membres du gouvernement comme chez les rares médias qui lui sont favorables, a parfois donné lieu à des débats de sociologie électorale sans doute ésotériques aux yeux d'une majeure partie des auditeurs et téléspectateurs sympathisants, et peu crédibles aux yeux des opposants. Elle s'est vue également accompagnée d'un discours sur le caractère « séparatiste » des statuts soumis au vote, généralement peu étayé, et contredit de manière relativement aisée par les autonomistes dès lors qu'il s'est vu confronté à l'épreuve du débat contradictoire (33).

Rappelons ici qu'au sein de la nébuleuse autonomiste crucénienne, une petite fraction seulement, très marginale, prône l'indépendance de la région. Le groupe Nación Camba (34), principalement composé d'intellectuels, ne dispose que d'une reconnaissance limitée au sein du CPSC, et d'une surface militante sans doute encore plus restreinte. Les élites économiques demeurent hostiles, comme par le passé, à toute indépendance — sans même parler d'annexion par un pays voisin. Les problèmes qui se posaient hier aux producteurs crucéniens sont toujours d'actualité : le soja, le sucre, la viande ou les laitages orientaux n'ont que peu de perspectives d'insertion dans les marchés paraguayen, argentin ou brésilien. Seul le gaz, principalement concentré dans le département de Tarija, constitue une richesse dotée d'un certain attrait. Mais la dépendance est telle — en Argentine notamment — que la menace de pénurie est à l'origine de la diplomatie active de Buenos Aires et de Brasilia pour garantir la stabilité institutionnelle à La Paz. La réalité du « séparatisme » oriental est donc des plus relatives. Le discours diffusé par le gouvernement n'a donc qu'une seule fonction : stigmatiser le mouvement autonomiste en faisant passer toute demande de décentralisation politique et administrative pour des velléités de sécession.

Cette posture n'est pas seulement contre-productive en Orient : elle est aussi malheureuse d'un point de vue tactique, tant il y avait matière à critiquer les statuts pour ce qu'ils sont (35). Ce qui aurait peut-être permis par ailleurs d'initier un débat national sérieux sur les autonomies. La lecture des quatre statuts incite en effet à la nuance, tant ils se démarquent du point de vue du rapport qu'ils instaurent envers l'État central. Une étude récente livrée par Carlos

Börth (sénateur de Podemos, droite), Silvia Chávez et Andrés Torrez, menant une comparaison rigoureuse entre la nouvelle Constitution achevée en 2007 (NCPE) et les quatre statuts d'autonomie départementale, aboutit à une conclusion insolite pour qui s'en est tenu jusque-là aux analyses produites par le gouvernement (36). Ainsi, selon les auteurs, les articles conflictuels dans les statuts de Tarija et du Pando sont très peu nombreux au regard des 13 compétences exclusives que le nouveau texte constitutionnel transfère d'ores et déjà au « *département autonome* ». Si le statut du Beni se situe à un niveau intermédiaire, le document le plus radical est sans nul doute celui de Santa Cruz, qui prévoit l'ajout de 40 compétences supplémentaires. Pour observer les différenciations existant entre ces textes, le thème de la terre demeure le plus pertinent (37).

Ainsi, le statut crucénien se distingue des trois autres en ce qu'il confère au gouvernement départemental exclusivement le pouvoir de légiférer et d'exécuter des politiques en matière de politique agricole et de propriété de la terre. Les trois autres statuts reconnaissent en effet des compétences partagées entre le gouvernement national et les gouvernements départementaux dans ce domaine. À Santa Cruz, par exemple, seul le gouverneur départemental aura le pouvoir de délivrer des titres de propriété, non révisables par le pouvoir central (art. 109). Dans le Beni, cependant, on envisage d'éliminer, grâce à une « *Loi départementale des terres* » certains des critères qui, à ce jour, par le biais de la Loi INRA (Institut National de la Réforme Agraire), permettent de définir certaines propriétés foncières comme des latifundios — et de retirer dans ce cas le titre de propriété à la personne qui le détient (Titre IV). À Santa Cruz et, à un degré moindre, dans le Beni, c'est bien d'un blindage contre toute menace sur les grandes propriétés dont il est question. À voir que bon nombre de ces propriétés sont aux mains des dirigeants des Comités civiques (comme Branko Marinkovic à Santa Cruz), on ne peut guère avoir de doutes sur les intérêts qui sont en jeu. Surtout lorsque la nouvelle constitution prévoit de ramener la surface maximale des terres de 50 000 ha (peu respectée dans l'Orient) à 10 000, voire à 5 000 ha (38).

La résistance exprimée par les élites de ces deux départements sur le thème de la terre illustre quelques-unes des différences qui existent entre elles et leurs homologues du Pando et de Tarija. Les dispositions prévues dans les statuts du Beni et de Santa Cruz révèlent en effet l'importance de la propriété foncière, de l'agro-industrie et de

l'élevage dans ces deux départements. De la même manière, certaines des dispositions du statut crucénien prévoyant de doter le gouverneur départemental de la faculté de prélever l'impôt montre la place prise dans la région par des compagnies multinationales qui, comme la française Total, ont établi leur siège dans la capitale orientale (39). À l'inverse, les statuts de Tarija et du Pando prévoient de nombreuses compétences partagées entre gouvernement central et gouvernements départementaux. À Tarija, les groupes de pouvoir locaux ne disposent pas de grandes propriétés, encore moins de grandes industries. S'il s'agit d'un département qui abrite aujourd'hui les principales ressources gazières du pays, ses élites n'ont jamais pu en tirer le moindre profit : les bénéfices issus des réserves de gaz découvertes à l'orée des années 1990 sont passées des poches de l'État à celles des multinationales qui ont tiré le plus grand parti des réformes néolibérales appliquées dans le secteur à partir de 1995. Concernant le Pando, il s'agit dans une certaine mesure d'un département qui vit « *sous perfusion* », grâce aux ressources redistribuées par l'État central. Dans un cas comme dans l'autre, on le voit, il s'agit de deux départements dépourvus d'un tissu économique et productif significatif, et dont le développement dépend de la

33. Nous nous appuyons ici sur le suivi d'une série de programmes télévisés et radiophoniques conduits par la principale journaliste d'envergure nationale favorable au gouvernement, Amalia Pando. Les programmes qu'elle anime quotidiennement, *En directo* sur la radio Erbol et *Cabildo* sur la chaîne publique Canal 7, bénéficient d'un taux d'audience suffisamment significatif pour les retenir comme l'illustration d'une ligne éditoriale « *oficialista* » (pro-gouvernement).

34. Le terme *camba* désigne traditionnellement les populations métis de l'Orient. Initialement cantonné aux campagnes, l'usage de ce terme s'est étendu par la suite à aux habitants des centres urbains. Il s'oppose de nos jours au terme *colla*, qui désigne les « *descendants du Kollasuyu* », unité territoriale appartenant à l'empire inca, et correspondant à grands traits à ce qu'est le territoire bolivien aujourd'hui.

35. On peut retrouver et télécharger les quatre statuts d'autonomie sur le site www.laconstituyente.org.

36. Carlos Börth, Silvia Chávez et Andrés Torrez, *Puentes para un diálogo democrático*, La Paz, FES-Ilidis/FBDM, 2008.

37. « *Estatutos de Pando, Beni y Tarija señalan que la tierra es competencia compartida del gobierno nacional y los gobiernos departamentales* », dans le site Bolpress, <http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2008052902>.

38. Les électeurs boliviens seront appelés à fixer cette limite au cours d'un référendum qui aura lieu parallèlement au référendum portant sur la nouvelle Constitution.

39. À l'image de Total, si bon nombre de compagnies du secteur pétrolier et gazier mènent leurs activités d'exploitation dans le département de Tarija, la plupart d'entre elles possèdent leur siège dans la ville de Santa Cruz.

Bolivie

redistribution de l'argent public opérée depuis La Paz.

Loin de la vision d'une droite homogène, promouvant des statuts d'autonomie séparatistes, incompatibles avec le texte constitutionnel achevé en décembre 2007 (40), on peut voir un bloc instable, aux intérêts parfois contradictoires en son sein. Si les élites crucéniennes semblent prêtes à engager un combat de longue haleine contre le gouvernement du MAS, la prudence affichée par les élites du Pando et de Tarija en dit long sur la marge de manœuvre dont ce dernier paraît pouvoir disposer. Leurs statuts, de fait, peuvent constituer de très acceptables bases de négociation sur les autonomies. Pour l'heure, le gouvernement reste pourtant campé sur une position de principe consistant à délégitimer coûte que coûte les processus référendaires en cours. Une position qui, paradoxalement, consolide l'unité d'une coalition pourtant plus fragile qu'elle n'y paraît.

Un avenir balisé par l'incertitude

Nombreux étaient ceux qui s'attendaient à ce que s'ouvrent des négociations entre les préfets et le gouvernement, une fois achevé le cycle de référendums autonomistes. C'était mal connaître la vie politique bolivienne qui, depuis la crise de mai-juin 2005, connaît d'incessants bouleversements de calendrier. Cette fois, cependant, la responsabilité n'en incombe pas aux mobilisations sociales, mais à une fraction de la droite qui, à cette occasion, a une nouvelle fois montré combien son unité ne tenait bien souvent qu'à un fil. Le 8 mai 2008, soit quelques jours à peine après la tenue du référendum crucénien, le parti Podemos valide à la surprise générale un vieux projet de loi de référendum révocatoire, programmé pour le 10 août, remettant en jeu les mandats du président, ainsi que des neuf préfets départementaux. Conçu en décembre 2007 par Evo Morales en personne pour résoudre la crise

naissante avec Santa Cruz, le référendum a été exhumé par une partie du groupe parlementaire Podemos, majoritaire au Sénat. Pour ce dernier, l'enjeu est double : bloquer quelques mois encore toute possibilité de convocation d'un référendum sur la nouvelle Constitution élaborée par le MAS et ses alliés, et relancer son principal dirigeant, l'ancien président Jorge « Tuto » Quiroga (2001-2002), dans la course à la présidentielle. L'initiative suscite la colère des préfets, car outre le fait qu'elle relègue au second plan un processus autonomiste perçu jusqu'alors comme inéluctable, elle met également en danger la position de certains d'entre eux, tel le préfet de La Paz, José Luis Paredes (Podemos), qui devra batailler ferme pour conserver son poste dans un département désormais acquis au MAS (41). Seul rempart pour l'opposition régionale : la loi de convocation prévoit qu'un préfet révoqué soit remplacé par un préfet nommé par le président — ce qui devrait, dans certains cas comme Tarija où Mario Cossío faire l'objet d'une grande contestation dans son propre camp, amener les fractions dominantes à serrer les rangs derrière leur préfet, en dépit des divergences internes.

S'il est fort probable, dans ces conditions, que le référendum du 10 août débouche globalement sur un statu quo avec le maintien de Morales et de la plupart de ses rivaux, il n'en demeure pas moins que c'est un climat de forte incertitude politique qui prédomine aujourd'hui. À cette situation s'ajoute une tension sociale de plus en plus palpable, illustrée par les agressions répétées à l'encontre de paysans dans les centres urbains. Ainsi, le 24 mai, des hordes furi-bondes menées par le maire et les dirigeants « civiques » de Sucre ont pris à partie une vingtaine de paysans, contraints à se dénuder et à crier des slogans contre Morales en pleine place publique. Ce dimanche encore, c'est l'Union des jeunes de Santa Cruz (UJC), venue prêter sa « collaboration » au contrôle du scrutin dans le Beni, qui a tenté de prendre d'assaut le siège de la Fédération paysanne départementale, à Trinidad. La flambée de racisme à laquelle on assiste actuellement en Bolivie illustre de la manière la plus brutale qui soit la face sombre du mouvement autonomiste oriental et des clivages ethniques qui le traversent.

En dépit de la faible probabilité que Morales soit révoqué, le 10 août constituera le premier défi d'ampleur pour le gouvernement. Au-delà de son propre maintien au pouvoir, c'est l'ensemble du processus de transformation sociale qui sera soumis au vote de la population bolivienne. Un processus qui, ces derniers mois, a de nouveau fait

quelques pas positifs avec la nationalisation le 1er mai de la compagnie nationale de télécommunications Entel, alors même que l'État bolivien est traîné devant la cour d'arbitrage de la Banque mondiale, le CIRDI (Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux investissements), par la multinationale EuroTelecom Italia, actionnaire majoritaire de l'entreprise jusque-là. Parallèlement, le rôle de la compagnie pétrolière nationale YPFB (Gisements Pétrolières Publics Boliviens) dans la chaîne de production des hydrocarbures s'est vu renforcé par la prise de contrôle par l'État des entreprises issues des privatisations des années 1990, parmi lesquelles Andina, filiale de Repsol-YPF (Espagne/Argentine) en Bolivie. Dans cette campagne, le MAS pourra compter sur un nouvel allié en la personne de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) qui, depuis la signature d'un décret présidentiel créant un paquet de mesures favorables aux salariés, a scellé une alliance inédite avec le gouvernement le 1er mai dernier.

En conclusion...

Comme le veut l'adage, mieux connaître son ennemi, c'est se donner les moyens de mieux le combattre. Ce que ne fait pas le MAS actuellement, qui propose ces derniers mois une grille d'analyse des élites orientales somme toute assez caricaturale. Le démembrement de la Bolivie, encore une fois, est des plus improbables. Les groupes de pouvoir de Santa Cruz n'y ont réellement aucun intérêt. À trop marteler un discours réduisant l'opposition à un groupe prônant le séparatisme, le gouvernement suscite un sentiment de rejet en Orient cimenté par une « mémoire longue » qui voit en l'État bolivien un élément de domination de La Paz sur l'ensemble du pays, en même temps qu'il se prive de trouver une sortie négociée qui puisse se jouer des contradictions que cette opposition recèle. Cette négociation, quoi qu'il arrive, n'aura pas lieu avant le 10 août, nouvelle date-butoir qui, sauf énorme surprise, devrait entériner le statu quo dans lequel sont empêtrés les acteurs de la vie politique nationale depuis maintenant plus de deux ans. La convocation inattendue d'un référendum révocatoire pourrait ainsi permettre à Morales de repenser sa stratégie face à la crise — une stratégie qui devra obligatoirement intégrer les organisations sociales paysannes qui refusent que la NCPE (Nouvelle Constitution) serve de monnaie d'échange et qui, comme toujours depuis 2000, s'érigent inlassablement en garants du processus de transformation sociale que connaît le pays. ■

40. Sur la Nouvelle Constitution Politique d'État (NCPE), consulter : Éric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale. Alternatives et résistances au capitalisme néolibéral*, CADTM/Syllepse, 2008.

41. Pour que le président ou un préfet soit révoqué, il suffira d'atteindre le même pourcentage de voix et le même nombre de suffrages plus une voix gagnés lors des élections générales et préfectorales du 18 décembre 2006. Au regard de ces dispositions, il faudra donc réunir plus de 53,7% des voix et plus d'un million et demi de voix pour voir Morales contraint d'abandonner son mandat. En revanche, un préfet comme José Luis Paredes, vainqueur avec seulement 38 % des voix, pourrait se voir révoquer si ses opposants parviennent à atteindre ce pourcentage, et à réunir plus de suffrages en nombre absolu que lors du scrutin de 2006.

Victoire de Fernando Lugo Nouvel espace de lutte pour la gauche

Par
Hugo Richer*

La défaite du Parti Colorado lors des élections du 20 avril a signifié bien plus qu'un changement de gouvernement au Paraguay. Avec ce revers tombe le dernier parti politique qui, en Amérique latine, s'est structuré — tant politiquement qu'idéologiquement — dans le cadre de la « guerre froide ». Les 36 années de dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989) eurent en effet comme leitmotiv « la lutte anticommuniste ».

Au cours du « règne Colorado », l'impérialisme états-unien est parvenu à construire une alliance solide qui, plusieurs décennies durant, lui a permis de monter des opérations d'intelligence dans la région latino-américaine. De l'Opération Condor, dans les années 1970, jusqu'à la présence de troupes états-uniennes — dès les années dites de la « transition » — afin de mener à bien des « opérations d'entraînement » avec des membres des Forces Armées paraguayennes, ces campagnes et manœuvres militaires ont connu tout type de justification, de la lutte contre les « cellules terroristes en veille » dans la « triple frontière » (à la frontière commune du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay), à la volonté d'en finir avec « la culture, la production et le trafic de drogues ».

Après soixante années d'exercice du pouvoir marquées par le clientélisme, la corruption et le système des prébendes, ainsi que le recours à la peur et à la terreur afin d'agir sur la conscience des masses, la chute du Parti Colorado représente la fin d'un cycle important dans l'histoire politique du pays. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de reconnaître le caractère progressiste de cet événement, tant d'un strict point de vue démocratique que par les nouvelles contradictions qu'il génère, au regard notamment de la mobilisation singulière des mouvements sociaux et populaires qui ont pris part à la campagne en faveur de la candidature de Fernando Lugo, aujourd'hui président du Paraguay (1).

L'émergence politique de cet ex-évêque de l'Église catholique peut s'expliquer à par-

tir de trois facteurs :

L'émergence de Lugo, fruit de la crise politique

④ L'essoufflement d'un modèle de domination impérialiste, conduit par le Parti Colorado qui, après la chute de la dictature, s'est converti au néolibéralisme, sans toutefois prendre le risque de mettre en danger le système clientéliste à partir duquel il a pu construire son hégémonie politique, fondé sur un « État-patron ». Ainsi, l'État paraguayen, peuplé par à peine six millions d'habitants, ne compte pas moins de 200 000 fonctionnaires publics, 90 % d'entre eux étant affiliés au parti. La stagnation économique des années 1980-90 a contribué à éroder ce modèle, au point que sa propre base sociale s'en soit trouvée affaiblie.

➔ La crise de l'opposition bourgeoise, notamment le Parti Libéral Radical Authentique (PLRA), un parti centenaire comme le Parti Colorado, qui s'est révélé incapable d'élaborer un projet crédible afin de consolider un système bipartite fondé sur l'alternance — pourtant ardemment souhaité par les États-Unis. L'accumulation économique de l'oligarchie latifundiste, agricole, commerciale et financière s'est réalisée sous la protection — et grâce à l'intervention, légale et illégale — de l'État, contrôlé par les Colorados, la faible bourgeoisie libérale ne disposant que d'une marge de manœuvre extrêmement réduite dans ce contexte.

⑤ La crise de direction politique au sein des masses populaires, combinée à une gauche partisane faible et dispersée. Les mouvements et partis de gauche ne se sont guère remis de la persécution féroce subie par leurs principaux dirigeants, assassinés, « disparus », emprisonnés ou contraints à l'exil lors de la dictature de Stroessner. Ces dernières années, cependant, ont été marquées par la mobilisation et l'entrée en lutte de certaines organisations populaires, paysannes notamment, qui ont rendu toujours plus visible l'incapacité croissante des gouvernements colorados à répondre à leurs aspirations.



Le Paraguay compte actuellement environ deux millions de ses ressortissants vivant à l'étranger, ainsi qu'un taux d'émigration à la hausse. Environ deux millions de personnes vivent dans une situation d'extrême pauvreté. 35 % de la population vit dans le chômage ou dans un temps partiel imposé. Plus de 300 000 paysans sans terre souffrent d'une structure foncière qui permet aujourd'hui à 3 % de la population d'accaparer 90 % des terres cultivables. Dans ce contexte, les luttes sociales ont connu plusieurs pics d'intensité lors de la période de transition politique.

L'incapacité des directions politiques classiques à se remettre de la crise qu'elles traversaient a clairement permis à la figure de Fernando Lugo de s'imposer au sein du camp progressiste et populaire. Après avoir rendu publique sa décision d'entrer dans la vie politique, Lugo a ouvertement défié la hiérarchie catholique en ne reconnaissant pas la sanction qu'il lui était infligée depuis le Vatican. Lugo était évêque dans la région de San Pedro, une des plus pauvres du pays, qui s'est érigée ces dernières années en une zone stratégique pour le développement des luttes paysannes au Paraguay. À plusieurs occasions, Lugo a manifesté son adhésion à ces luttes, lorsqu'il ne les a pas tout bonnement accompagnées. C'est pourquoi sa candidature a affolé les secteurs politiques les plus conservateurs, comme les corporations

* Hugo Richer est analyste politique. Paraguayen résidant à Asunción, il milite au sein du Parti Convergence Populaire Socialiste (PCPS), qui a soutenu la candidature de Fernando Lugo lors des dernières élections générales. Traduit de l'espagnol par Hervé Do Alto.

1. Inprecor n° 530/531 d'août-octobre 2007 a publié une interview de Fernando Lugo, alors candidat à la présidence, réalisée par Pablo Stefanoni, ainsi qu'une analyse de ce dernier sur la situation au Paraguay avant les élections.

Paraguay

de latifundistes, d'éleveurs et d'entrepreneurs agro-industriels.

Dans ce contexte, il a fallu à Lugo à peine plus d'une année d'activité politique pour battre dans les urnes un parti qui avait pourtant exercé le pouvoir pendant plus de six décennies.

La « troisième voie » dans la périphérie du capitalisme

La candidature de Lugo a bénéficié du soutien de la majorité des organisations sociales et des partis politiques de gauche. Cependant, lorsque sa candidature fut lancée, ces secteurs à eux seuls apparaissaient insuffisants pour vaincre la machine électorale que constitue le Parti Colorado, ce qui, dans un premier temps, instilla le doute chez ses partisans. Derrière Lugo s'est finalement retrouvée une alliance très large, qui va d'organisations sociales et de partis résolument ancrés à gauche, jusqu'à certains secteurs conservateurs. Hétérogène, cette alliance repose sur un projet commun de centre-gauche, avec un important volet relatif aux programmes sociaux.

La volonté de changement s'est traduite en trois axes qui ont constitué autant de points d'accord entre les divers secteurs engagés dans la campagne. D'abord, la nécessité d'en finir avec le « règne sans fin du Parti Colorado », la corruption, et l'impunité — un objectif qui a permis de regrouper les secteurs issus de différentes strates sociales. Ensuite, la réforme agraire, une revendication historique des travailleurs, des paysans et de l'ensemble des secteurs populaires, qui a constitué le point central d'un programme avant tout démocratique, mais qui comportait également une série de mesures signalant la volonté d'un grand changement structurel au regard des caractéristiques du Paraguay.

Enfin, ce programme a repris à son compte la défense de la souveraineté nationale, en avançant la nécessité de renégocier les injustes Traités d'Itaipú et de Yacyreta, les deux grands barrages hydroélectriques construits conjointement avec, respectivement, le Brésil et l'Argentine. Le cas qui génère sans nul doute le plus de tensions est le barrage d'Itaipú — un symbole des relations que le Brésil entretient avec le Paraguay. Depuis plusieurs décennies, en effet, le pays aiguise les appétits de la grande bourgeoisie brésilienne, qui n'a cessé de s'appropriier de grands latifundia et de vastes étendues de terre dédiées à la culture du soja, produisant de la sorte un fort impact sur l'agriculture traditionnelle paraguayenne qui a vu sa structure en être affectée. Ainsi, ce sont des

milliers de paysans et paysannes qui ont été poussés hors des campagnes ces dernières années, parallèlement à toute une série de conséquences négatives sur les plans social, environnemental et culturel.

L'émergence de gouvernements de centre-gauche alliés à des forces conservatrices n'est pas une nouveauté dans la région, comme l'illustre le gouvernement Lula au Brésil. Ces expériences se caractérisent par un discours annonçant une double rupture avec « la droite néolibérale arc-boutée sur ses privilèges » et « la gauche traditionnelle », mais aussi par une pratique politique qui ne rompt pas significativement, pour sa part, avec le capitalisme néolibéral qui a été appliqué dans la région ces dernières années. On assiste, en quelque sorte, à la mise en place d'une « troisième voie » au sein du capitalisme périphérique !

Un nouvel espace de lutte et la relance de la transition

Il devenait évident depuis plusieurs années maintenant que la transition qui débuta en 1989 s'était vue confinée à un conservatisme exacerbé : la mafia politique et économique était parvenue à se réorganiser et se réinstaller dans toutes les sphères de pouvoir. Loin de consolider une démocratie bourgeoise, le nouveau processus en cours permet de revitaliser un espace de libertés politiques et publiques. La chute du Parti Colorado ouvre la possibilité qu'existe un nouvel espace de lutte et de contradictions, et libère des forces sociales historiquement placées sous le joug du Parti Colorado.

Il ne s'agit pas d'un processus qui résout la crise politique des classes dominantes. Au contraire, celui-ci pourrait permettre d'approfondir la crise des Colorados, inoxydable soutien des politiques impérialistes au Paraguay. C'est un processus qui requiert un changement de forces sociales à la tête de l'État. Cette bourgeoisie observe avec méfiance le Parti Libéral Radical Authentique (PLRA) — qui concentre les secteurs les plus conservateurs soutenant Lugo — non pas en raison de divergences idéologiques, mais parce qu'elle craint son manque d'efficacité dans le cas où il doit faire face à une montée des luttes sociales, dans les campagnes principalement.

Les organisations de gauche et les organisations sociales ont la possibilité de relancer un processus organisationnel et mobilisateur. De fait, immédiatement après la victoire électorale du 20 avril 2008, et avant même que le gouvernement ne soit entré en fonction, les occupations de latifundia et les mobilisations sociales visant à empêcher les

avancées des secteurs agro-industriels ont repris de plus belle.

La gauche marxiste, cependant, est en proie à la division, et c'est ainsi qu'elle s'est présentée aux électeurs lors du dernier scrutin. Certains groupes ont scellé des alliances avec les partis conservateurs qui soutenaient Lugo. D'autres ont apporté leur « soutien critique », mais n'ont pas intégré l'Alliance Patriotique pour le Changement (APC, l'alliance électorale regroupant légalement tous les soutiens à Lugo). Un autre courant a quant à lui appelé au « vote contestataire », mais sans s'engager explicitement auprès de Lugo. Les mêmes tendances se sont dessinées au sein des organisations sociales, même si celles qui ont décidé d'intégrer l'APC constituent la majorité.

La somme des voix obtenues par la gauche n'est pas négligeable. Néanmoins, cette gauche n'a pu obtenir que deux élus au sein du Congrès National, la faute à la dispersion et au manque d'unité. Afin de dépasser ce problème et de construire une direction unifiée — dans la mesure du réalisable — qui soit capable d'accompagner cette possible relance des luttes démocratiques et populaires, la gauche doit affronter un dilemme tactique qui pourrait déterminer les limites de ses propres possibilités, en supposant que l'objectif soit la construction d'un projet politique alternatif.

Il s'agit de l'éventualité qu'une majorité de ces forces politiques et sociales que sont les membres de l'APC opte pour une accumulation de forces depuis le gouvernement, ainsi que le maintien de ses alliances avec les secteurs conservateurs, afin de garantir la gouvernabilité de l'équipe de Fernando Lugo. Ce dernier dispose d'une représentation propre faible au sein d'un Congrès dominé par les forces conservatrices, et devra nécessairement jouer la carte des mobilisations et des luttes populaires pour respecter certains de ses engagements. Lugo connaît les limites du soutien du PLRA, notamment en ce qui concerne les politiques et les programmes sociaux. Il sait également que d'autres organisations de gauche et d'autres secteurs sociaux maintiennent leur soutien critique, en particulier sur quelques-uns des points de son programme électoral.

Il existe donc de fait une relance de la transition, un nouvel espace de lutte et une crise de direction politique. Avancer vers un nouveau projet de changement social radical : tel est le défi pour les forces de gauche et les secteurs sociaux paraguayens, qui disposent désormais d'une opportunité évidente. ■

La Révolution bolivarienne à la recherche d'un second souffle

Par
Fernando Esteban*

La défaite du président Hugo Chavez lors du référendum de décembre dernier marque un tournant important dans le processus bolivarien qui a débuté il y a maintenant plus de dix ans. Suite à cette défaite une question essentielle se pose : accélérer le processus vers une société socialiste ou bien au contraire préférer le statu quo en centrant la révolution sur la seule image du président.

Après treize élections gagnées d'affilée, la défaite de décembre a eu l'effet d'un coup de massue sur l'ensemble de la gauche bolivarienne. Pour la première fois en dix ans, le peuple vénézuélien a marqué sa désapprobation, malgré les avancées notoires de la révolution.

Avancées de la révolution

Dans un pays qui est le quatrième exportateur mondial de pétrole et qui possède la plus grande réserve pétrolière du monde, le pétrole est une arme financière redoutable. Les bénéfices engendrés par PDVSA (entreprise pétrolière du pays) permettent de financer les « missions » de la révolution.

Parmi les plus importantes celles d'éducation :

- La mission Robinson vise à apprendre à lire et à écrire aux analphabètes.
- La mission Ribas forme des bacheliers.
- La mission Sucre offre l'accès à l'université à des élèves que l'ancienne république avait exclus. Dans ce but, une université bolivarienne a été créée et implantée dans tout le pays. Elle se situe en parallèle avec les universités vénézuéliennes classiques dont les plus connues sont l'Université Centrale du Venezuela (Caracas) et l'Université Andine (Merida).

Ces missions éducatives rencontrent un vif succès. Les étudiants, de tous âges, sont très nombreux, à tel point que les centres où elles se déroulent se multiplient. Cet engouement s'explique en partie par la méthode d'enseignement utilisée. Les cours



se font sur cassette vidéo, un(e) enseignant(e) est là pour aider le groupe, qui est toujours assez petit. Ici, il n'y a pas de place pour l'évaluation-sanction. Tout est fait pour encourager les progrès de l'apprenant. Et les résultats parlent d'eux-mêmes : en octobre 2005, l'UNESCO a très officiellement proclamé le Venezuela « territoire libéré de l'analphabétisme ».

Une autre des missions les plus connues est la mission « Barrio adentro » qui est une mission médicale. Dans le cadre d'un accord avec Cuba, près de 15 000 médecins cubains sont aujourd'hui employés par le gouvernement vénézuélien. L'accès à la santé est donc devenu totalement libre et gratuit. Installés dans des cabinets médicaux, tous construits sur le même modèle, les médecins soignent la population, mais en même temps informent et sensibilisent aux règles d'hygiène et à la contraception. Ils tiennent aussi de nombreuses statistiques à jour afin de voir l'évolution sur le plan médical de la population. Les progrès sont notoires, et l'ensemble de la population, notamment dans les barrios, a vu ses conditions de vie s'améliorer largement grâce à ces médecins.

Nous pourrions parler de la mission Mercal qui commercialise des produits alimentaires à bas prix. Créée pour tous les Vénézuéliens, elle s'adresse plus spécifiquement à la population démunie.

Nous pourrions aussi nous étendre sur la mission Piar qui vise à améliorer les conditions de vie des mineurs, ou de Vuelvan Caras qui a pour but de développer les coopératives de production, ou encore de Guaicai qui travaille à restituer les droits des peuples et des communautés indigènes du pays. Chavez répète souvent que « pour lutter contre la pauvreté, il faut donner le pouvoir aux pauvres ». Les missions sont là pour ça... pour aider cette population nécessiteuse des barrios, celle-là même qui est descendue dans la rue lors du coup d'État en 2002 pour le rétablir.

Enfin, comment parler des avancées de la révolution bolivarienne sans évoquer l'une des réformes essentielles du processus : la loi de la terre et de la pêche. A elles seules huit familles du pays possèdent conjointement plus de 150 mille hectares de terrains. Cela représente à peu près l'équivalent de dix-huit fois la surface de la capitale du Venezuela, où vivent plus de 4 millions de personnes. De surcroît ces immenses biens fonciers demeurent la plupart du temps non cultivés, alors qu'ils sont situés dans les régions les plus fertiles du pays. Il faut souligner que certaines grandes exploitations, comme par exemple la compagnie de production de liqueurs Santa Teresa, implantées

* Fernando Esteban (pseudonyme), militant de la IV^e Internationale, travaille actuellement au Venezuela.

Venezuela

dans les vallées de l'Aragua, ne disposent d'aucun titre de propriété sur les terres qu'elles occupent. La loi a permis de lancer un processus de répartition plus équitable de la richesse foncière en régularisant le partage de la terre entre paysans par l'intermédiaire de l'Institut national des terres. Elle a stimulé la construction de centres de population ruraux dotés de services, donnant à leurs habitants accès à la santé et à l'éducation, pour mener une vie plus digne. La loi protège les paysans pauvres, stimule la formation de coopératives et d'autres formes de production associatives en les soutenant financièrement et techniquement et en créant parallèlement les conditions de leur viabilité économique par la mise en place des voies de transport et de commercialisation nécessaires.

Retour sur le référendum perdu

On peut donc s'étonner que malgré ces avancées notoires, Hugo Chavez ait perdu le référendum de décembre dernier. D'autant plus que dans la proposition du président, on pouvait notamment trouver :

- la reconnaissance de la participation populaire au travers des Conseils de Pouvoir Populaire (comme par exemple, les Conseils Étudiants, Paysans, etc.), les associations de travailleurs, de coopératives, d'entreprises communautaires ;
- le renforcement du droit au travail incluant la création d'un fonds de stabilité sociale pour les travailleurs permettant à ceux-ci, avec l'aide de l'État, de bénéficier de droits étendus en matière de retraite, pensions, congés payés ;
- la réduction de la journée de travail de 8 à 6 heures quotidiennes, et de 40 à 36 heures hebdomadaires ;
- la reconnaissance des spécificités des groupes indigènes et des groupes descendants de l'immigration forcée africaine en leur garantissant la jouissance d'une attention particulière de la loi ;
- la création d'un modèle économique productif étatique, fondé sur les valeurs d'humanisme, de coopération et de prépondérance de l'intérêt commun sur l'intérêt particulier. L'État promouvant et développant des formes distinctes d'entreprises et d'unités économiques de propriété sociale, communale ou étatique, de production et de distribution sociale, de statuts mixtes entre l'État et le secteur privé, en créant les meilleures conditions à la réalisation de l'économie socialiste.

Autant d'avancées sociales qui pouvaient laisser penser que les classes populai-

res se mobiliseraient pour voter une nouvelle fois en masse en faveur des propositions de Chavez. Or il n'en fut rien, au contraire. Le référendum est plus une défaite du président vénézuélien qu'une victoire de l'opposition. Si on compare les résultats à ceux de la dernière élection présidentielle, gagnée par Chavez avec 61,35 % des voix, l'opposition stagne avec 4 millions de voix alors que Chavez perd lui 3 millions de voix. L'abstention a été de 45 %. En fin de compte, c'est par seulement 200 000 voix que la proposition constitutionnelle est rejetée.

La plupart des médias français et occidentaux sont très vite montés au créneau pour saluer la sagesse du peuple vénézuélien. Pour eux l'explication de cet échec est simple, linéaire, et se développe en deux points : refus d'un modèle socialiste « à la cubaine » et refus de permettre à Chavez de pouvoir se représenter à la présidence de manière indéfinie. Certes, l'article 230 de la nouvelle Constitution proposait un allongement de la période présidentielle à 7 ans avec la possibilité de se représenter immédiatement et de façon indéfinie. Une telle proposition n'est évidemment pas satisfaisante. De là à conclure que Chavez veut faire du Venezuela une dictature comme cela a été écrit, c'est omettre un peu vite que ce même système est en vigueur en France ou dans d'autres démocraties européennes sans que cela ne pose le moindre problème à ces médias bien-pensants. Ceux-là même ont d'ailleurs vite oublié de rappeler que le Venezuela est bien une démocratie puisque Chavez a reconnu sa défaite et félicité ses opposants au soir des résultats.

Les raisons de la défaite sont sans doute à chercher ailleurs.

Raisons de la défaite

D'abord, en voulant satisfaire largement la population, la proposition n'a, au final, satisfait personne. Le renouvellement du mandat présidentiel était clairement là pour satisfaire l'aile modérée du processus bolivarien. Celle qui se réclame d'un chavisme sans socialisme. Par contre elle ne pouvait pas convenir à l'aile la plus radicale du processus. C'est ainsi que l'on a pu voir des personnalités comme Orlando Chirino, membre de la direction de la première confédération syndicale du pays, l' UNT, prendre officiellement position contre la proposition. À l'inverse, tout l'aspect social de la réforme, décliné plus haut, était inacceptable pour une nouvelle bourgeoisie bolivarienne qui ne veut pas de socialisme. De ce point de vue, un symbole éclairant a été la prise de position forte contre la réforme du général

Baduel, vieux compagnon de route de Chavez.

Ensuite, il y a très clairement eu un problème dans la méthode choisie par lui. Le Président vénézuélien a travaillé à une réforme constitutionnelle, en la cantonnant à un groupe d'amis choisis et rassemblés autour de sa propre personne. Au-delà des propositions de réforme, Chavez a ainsi fait disparaître par décret la formule originale de cette révolution : celle d'un processus populaire, révolutionnaire, démocratique de caractère constituant. Le maximum qui a pu être obtenu est une scène de discussion ouverte autour de l'assemblée constituante de 1999. Au moment où le contexte offrait la possibilité d'aller beaucoup loin, d'entreprendre une réforme en structurant des espaces d'échange et de pouvoir dans tout le pays, Chavez a mis au pied du mur tout le mouvement bolivarien et révolutionnaire en lui imposant d'être avec ou contre lui. L'issue restante, consistait en ce que le modèle de réforme proposé par Chavez soit un brouillon de travail pour toute une quantité d'espaces constituants organisés dans tout le pays, en cherchant peut-être son approbation mais en gagnant un modèle de légitimité et de concrétisation de la démocratie constituante et révolutionnaire. De fait, la réforme passait quasiment au second plan car Chavez devait personnifier dans la campagne le référendum au point de le transformer en plébiscite. C'est le fameux « Voter Non c'est voter Bush, voter Oui c'est voter Chavez ».

Face à cela l'opposition a développé une campagne terriblement efficace. A coup de spots publicitaires, mais aussi en allant dans les quartiers populaires, l'opposition n'a eu de cesse d'expliquer qu'avec la réforme et « l'arrivée du socialisme », l'État serait propriétaire de tous les biens privés et pourrait se saisir de manière absolument légale des maisons, voitures de tout un chacun. Jouer sur la peur, en expliquant que le socialisme c'est prendre à celui qui a peu ou rien, l'argumentaire a fait mouche.

Enfin, la raison principale de cet échec est sans doute la montée d'une certaine contestation dans le camp bolivarien. La volonté de résumer la révolution bolivarienne à la seule figure de Chavez, la manière dont le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) se constitue, sans beaucoup de concertation, et aujourd'hui la façon dont on a tenté d'imposer la réforme, expliquent cette grogne. L'abstention a été forte parce que la proposition de Chavez, tant sur la forme que dans ses contenus essentiels, n'offrait pas de perspectives pratiques démocratiques et contre-hégémoniques.

Comme Sébastien Ville et François Sabado l'indiquent dans *Rouge* n° 2230, « *cette défaite répond à la dégradation des relations entre le pouvoir et les secteurs les plus combatifs de la révolution bolivarienne* ».

Il est utopique de penser que dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, il est possible d'imposer le socialisme par en haut. Le défi est de construire une démocratie radicale, opposée au statu quo actuel mais pluraliste en termes d'acteurs et d'idéologies populaires. Face à ce premier revers, les tentations sont grandes pour l'aile modérée du chavisme d'imposer une nouvelle réforme en minorant les aspects socialisants ou socialistes, en expliquant que ceux-ci ont été la cause de l'échec du 2 décembre. Tout l'enjeu pour le mouvement social est donc d'imposer au processus qu'il continue sa marche en avant. Et de ce point de vue, il y a fort heureusement des points positifs.

Nationalisation de Sidor

Tout d'abord, il y a bien entendu la toute nouvelle nationalisation de Sidor. Après trois mois de grève acharnée et de lutte, le mercredi 8 avril, Hugo Chavez est enfin intervenu et a accepté de renationaliser la plus importante usine sidérurgique du pays, privatisée en 1997 par le Président Caldera.

Au cœur du débat, la dénonciation par les ouvriers et le syndicat UNT de la transgression par Sidor des lois vénézuéliennes sur le travail. Piétinant la convention collective, la direction de Ternium-Sidor, entreprise détenue à 20 % par l'État, 20 % par les ouvriers et à 60 % par le consortium italo-argentin Techint, maintenait dans une précarité salariale absolue depuis 15 mois les 15 000 ouvriers dont 9 000 précaires. Non seulement la direction refusait jusqu'à présent d'appliquer les améliorations salariales votées légalement en assemblée générale par les ouvriers, mais au contraire prétendait imposer des réductions d'effectifs, des réductions salariales, des modifications des contrats de travail dans le sens d'une plus grande précarité, ainsi qu'une révision à la baisse des retraites versées aux anciens employés.

Pire encore, alors que la détention de 20 % du capital permettait aux ouvriers de désigner un des co-présidents, la direction refusait catégoriquement de reconnaître la validité de ce vote. Jusqu'alors protégée par José Ramon Rivero, ministre du travail, la direction de l'entreprise pensait pouvoir compter sur le fait qu'elle bénéficiait de capitaux étranger pour continuer à bafouer la loi vénézuélienne. Alors que Rivero n'a jamais cherché à négocier et à au contraire

préféré imposer une épreuve de force aux ouvriers, comme il l'avait précédemment fait en août dernier face aux camarades de l'UNT du secteur public, il vient d'être désavoué de manière cinglante par Chavez.

Le 4 avril dernier, le syndicat UNT organisait un référendum où deux questions étaient posées aux ouvriers de l'usine : d'abord s'ils étaient ou non d'accord avec la proposition patronale faite autour de la table des négociations, et ensuite s'ils souhaitaient poursuivre la grève et les négociations. Malgré les trois mois de lutte, les ouvriers ont répondu non à la première question par 3 338 votes contre 65, et oui à la deuxième par 3 195 contre 97.

Le lundi 7 avril, las de la résistance ouvrière, le gouvernement a décidé, par la voix de son vice-président Ramón Carrizales, de convoquer de nouvelles négociations. Négociations où cette fois, le ministre José Ramon n'était pas convié. Sous la pression constante de 600 travailleurs gardant en permanence l'usine, il aura fallu moins de 48 heures pour sortir de la crise.

Chute de Rivero

Cette lutte aura par ailleurs signé la chute de José Ramon Rivero. Ce n'est pas la première fois que les camarades de l'UNT s'affrontaient à lui. Le 15 août dernier, les représentants syndicaux de l'UNT, travailleurs du Ministère du travail public du Venezuela, avaient rendez-vous avec sa directrice de cabinet, Lennina Galindo, afin de présenter leur projet de convention collective nationale pour l'ensemble des travailleurs du secteur public. A leur arrivée, il leur est indiqué que la directrice de cabinet est en réunion avec le ministre José Ramón Rivero. Les représentants syndicaux décident donc d'attendre. A la fin de la journée, on revient à nouveau le voir pour leur indiquer que sur ordre du ministre, Lennina Galindo n'est pas autorisé à les recevoir.

Les syndicalistes, furieux, décident alors d'occuper le Ministère, jusqu'à être reçus. Quarante-cinq personnes, hommes et femmes, restent donc à attendre. Dans un premier temps, chef de cabinet, vice-ministre sont envoyés pour convaincre les récalcitrants de sortir du Ministère. Puis, comprenant qu'il ne pourrait éviter une confrontation, le ministre ordonne la fermeture des portes, mais aussi la coupure de l'eau et de l'électricité. Six jours se sont ainsi écoulés sans évolution de la situation. On empêche les pompiers de rentrer, on interdit tout contact avec les employés du ministère qui, par solidarité, tentent vainement de leur faire parvenir de la nourriture.

Privés d'eau, d'alimentation, de médicaments, devant ce manquement grave aux droits élémentaires de la personne humaine, les courageux syndicalistes restent tout de même en place. Le ministre fait alors appel à l'armée pour les évacuer. Celle-ci se rend sur les lieux, constate l'occupation, mais décide de ne pas intervenir. Furieux, le ministre décide alors d'utiliser purement et simplement des méthodes mafieuses, en faisant appel à des voyous de quartiers. Promettant à chacun 50 000 bolivars (environ 15 euros), il leur demande de faire sortir manu militari ces syndicalistes qu'il présente comme des opposants anti-chavistes. S'en suit une évacuation violente du ministère où les syndicalistes sont chassés par des voyous armés de revolvers.

Mais le plus cocasse de l'histoire n'est pas dans l'évacuation en tant que telle.

En fait, ces camarades syndicalistes sont tous membres des courants C-CURA et Marea Socialista de l'UNT, et se revendiquent pour beaucoup comme trotskistes. Et au moment où l'évacuation se déroulait, ce même ministre faisait un discours d'inauguration lors du premier hommage officiel rendu par la République bolivarienne à... Léon Trotski ! Telles sont les méthodes de Rivero.

Enfin, au moment de son éviction, Rivero était entrain de tenter de monter une nouvelle centrale syndicale, directement en concurrence avec l'UNT, et qui aurait été aux ordres. Si ce projet semble avoir été gelé avec le départ de Rivero, rien n'indique qu'il ne sera pas ressorti un jour du placard par l'aile droite du chavisme.

Mancœuvres internes au PSUV

Celle-ci semble pour le moment plus préoccupée par le PSUV, Parti Socialiste Unifié du Venezuela, le nouveau parti regroupant l'ancien MVR de Chavez, et une partie du Parti Communiste Vénézuélien, du PPT et de Podemos. Courant du mois de mars, le vote de la direction a eu lieu.

La première étape a consisté à la désignation des militants qui ont eu le droit de vote. Sur 5 millions d'adhérents, seuls 80 000 ont pu voter, sans que l'on sache sur quels critères ce choix a été établi. Dans une deuxième, Chavez a annoncé en direct à la télé une liste de 70 noms dans laquelle il fallait choisir les 35 personnes qui allaient composer la direction nationale. Enfin, troisième étape, les 35 de la direction nationale élus, Chavez a désigné en direct à la télé les membres du bureau politique. On y retrouve uniquement des membres du gouvernement, et il n'y a aucun représentant du mouvement

Venezuela

social ou syndical. Le vote des délégués dans chacun des bataillons (structure de base) s'est déroulé sans qu'il puisse y avoir un contrôle des résultats.

Malgré ce cadrage de la bureaucratie, il reste des espaces politiques au sein même du PSUV. Ainsi par exemple, au moment du vote des 35 personnes devant composer la direction nationale, une liste faite par le gouvernement a circulé, pour indiquer les noms pour lesquels il fallait voter. Malheureusement pour eux, les 80 000 grands électeurs, n'ont pas suivi les consignes et ont voté librement. Ce qui explique sans doute en partie la reprise en main de Chavez et sa nomination directe au bureau politique. De la même façon, le camarade Gonzalo Gomez, membre de Marea Socialista, a réussi à être élu comme délégué, malgré l'opposition de la bureaucratie.

Certes, l'apprentissage au sein de cette grosse machine qu'est le PSUV est extrêmement compliquée, néanmoins l'assiduité et l'âpreté dans le combat politique dont font preuve les camarades de Marea Socialista, au premier rand duquel Stalin Perez, leur permet de gagner de l'audience. Ces petites victoires politiques du quotidien valident a posteriori le choix de rentrer dans le PSUV et d'appeler à voter oui au moment du dernier référendum. A contrario, les positions des camarades de la C-CURA et d'Orlando Chirino sur ces deux principaux points, tendent à les mettre hors-jeu du champ politique.

Prochaines échéances électorales

Dans ce contexte, les élections municipales de novembre s'annoncent très compliquées. Il y a fort à parier que le camp chaviste perde un nombre conséquent de villes, ce qui affaiblirait encore un peu plus le processus. Au moment où la révolution semble chercher un second souffle, les problèmes du quotidien refont surface. L'inflation galopante de 20 % par an, l'insécurité, le problème des ordures, du chômage, de la corruption sont autant d'éléments qui contribuent à peser sur le processus et qui joueront un rôle prépondérant au moment de mettre un bulletin dans l'urne. Certes, ces problèmes ne sont pas nés avec la révolution bolivarienne et sont hérités de l'ancienne république, toutefois, les chavistes doivent à la fois pouvoir répondre sur les questions liées aux conditions de vie tout en continuant à proposer un autre projet de société.

Depuis dix ans, la révolution continue d'être sans cesse attaquée par la bureaucratie capitaliste, ce qui lui impose de résoudre

les problèmes stratégiques de l'industrialisation et de la nationalisation, du développement de l'agro-industrie dans les campagnes, et surtout de la banque privée qui contrôle encore les finances publiques et les taux d'intérêt de l'emprunt (qui est de l'ordre de 32 %). Si le camp bolivarien ne prend pas ces problèmes à bras-le-corps, les villes de Ciudad Guyana (le plus important bassin sidérurgique du Venezuela), de Puerto La Cruz (ville pétrolière), de Valencia (principale ville industrielle du pays) et même de Caracas, la capitale, peuvent être perdues, et au-delà mettre un coup d'arrêt à la révolution.

Aussi, plus que jamais il est important de défendre le processus bolivarien. Bien sûr celui-ci connaît des errements, des dérives condamnables telles celles que nous avons pu développer ci-dessus, et nous n'aurons de cesse de les condamner. Néanmoins, il convient de répéter avec force que la révolu-

tion bolivarienne reste de loin, et malgré ses erreurs, le phénomène le plus intéressant existant à ce jour sur la planète. De lui dépend l'équilibre de toute la région andine et caribéenne. Si un coup fatal lui était porté, les processus bolivien et équatorien s'effondreraient. C'est l'expérience cubaine qui prendrait fin. Malgré des avancées incontestables au bénéfice des couches les plus défavorisées, la lourdeur bureaucratique de l'appareil d'État ainsi que le contexte continental pèsent énormément. Voilà pourquoi il est important de suivre et de soutenir le mouvement social vénézuélien. Certes, celui-ci reste affaibli et divisé. Mais c'est sa capacité à s'unir qui permettra de donner un second souffle à la révolution et radicalisera un processus qui est encore et toujours trop dépendant de la seule figure d'Hugo Chavez. ■

Caracas, le 22 mai 2008

Du côté des revues

Nouvelles questions féministes

Le dossier est consacré à un sujet socialement en silence : l'intersexualité. Après l'éditorial — « *Démédicaliser les corps, politiser les identités : convergences des luttes féministes et intersexes* » — des témoignages et des analyses essentiellement écrits par des personnes intersexes.

Si la construction sociale des genres est aujourd'hui discutée, grâce au mouvement féministe, il n'en est pas de même généralement du sexe dit biologique. Pourtant comme le rappelle la citation d'Illana Lowy « *Si le sexe social est construit sur le mode binaire, le sexe biologique se présente comme un continuum, avec, aux deux extrêmes, "les sexes biologiques" clairement définis et, au milieu, une large gamme de situations intermédiaires des individus intersexe* ».

Au-delà de la nécessaire dénonciation des pratiques médicales, chirurgicales et hormonales, imposées aux enfants en dehors de toute discussion et consentement, au-delà de la négation même des différences sexuelles et de l'intersexualité, il s'agit ici de souffrances physiques et psychiques, de négation des plaisirs autres que génitaux-hétéro-reproducteur, de renormalisations autour de mutilation des êtres, de pouvoir médical et de luttes pour la pleine maîtrise pour chacun-e de son propre corps.

Parce que la « *nature des choses* » doit être sans cesse questionnée et déconstruite, cet ouvrage devrait être lu par toutes et tous.

Didier Epszajn

* *Nouvelles questions féministes, A qui appartient nos corps ? Féminisme et luttes intersexes*, Vol 27 N°1/2008, Antipodes, Lausanne, 168 pages, 19,00 €

Solidaires international

Le dossier est consacré à la Chine, avec entre autres des textes sur les droits de l'homme, l'exode rural et la situation des travailleurs

migrants, les syndicats et associations et les luttes ouvrières. Comme les deux numéros précédents, *Solidaires International* n° 3 est irremplaçable. A lire et à garder.

D. E.

* *Solidaires international* (publié par l'Union syndicale Solidaires), n°3 avril 2008, Paris, 80 pages, 3,00 €

Critique communiste

C'est un numéro unithématique, entièrement consacré à Mai 68 que nous livre *Critique communiste* daté de mars 2008. On lira avec intérêt le dossier consacré au déroulement de la grève, depuis Renault Cléon, en passant par les chèques postaux, Chausson Gennevilliers, Russel Uclaf, Peugeot Sochaux, pour finir à Rhodiacta de Besançon.

A noter deux analyses plus générales, « *le syndicalisme au féminin* » de Gisèle Moulié, qui met l'accent sur la e phénomène, alors nouveaux, de l'entrée des travailleuses dans la lutte à partir de l'exemple des chèques postaux, et « *68 à Caen, une radicalité d'avant-garde* » d'André Delorme, qui revient sur « *la forte secousse sociale quelques mois avant mai 1968* », « *un Mai avant l'heure* », annonceur, que Caen a connu en janvier 1968.

Mentionnons aussi un long entretien avec René Mouriaux sur le syndicalisme avant et durant Mai 68 ainsi que l'analyse passionnante de Jean-Pierre Debourdeau sur la gauche — et ses limites — en Mai 1968.

Enfin Michael Löwy analyse le romantisme révolutionnaire de mai 68 et Andrea d'Urso présente le surréalistes, avant, pendant et après Mai 68.

Jan Malewski

* *Critique Communiste* n° 186, mars 2008, 194 pages, 12,00 €

Justice pour Luiz Edouardo Merlino (1948-1971) ! La dictature militaire brésilienne au banc des accusés

Par
Michael Löwy*

Le jeune journaliste brésilien Luiz Edouardo Merlino, militant de la IV^e Internationale, est mort sous la torture, à l'âge de 23 ans, en juillet 1971. Sa compagne, Angela Mendes de Almeida, et sa sœur, Regina Maria Merlino Dias de Almeida, ont décidé — malgré l'amnistie officielle que les militaires se sont octroyée il y a une vingtaine d'années — de porter devant la justice le colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, accusé par divers témoins d'être le principal responsable de ce crime. Heureusement le juge, Carlos Abrão, a déclaré la plainte recevable : la torture est, selon la loi brésilienne et les traités internationaux signés par le Brésil, imprescriptible. Le jugement devra commencer dans quelques semaines. Les deux plaignantes ne demandent pas la condamnation de l'officier, ni des indemnités, mais simplement la vérité : que la justice déclare le colonel Ustra responsable de la torture et de la mort de Merlino.

Ce sinistre personnage était le chef du Département d'Opérations d'Information (DOI) de la dictature militaire à Sao Paulo ; sous cet euphémisme se cachait une officine de tortures, dont ont été victimes quelque cinq cents prisonniers, entre 1970 et 1975 ; environ quarante en sont morts, dont notre jeune camarade. Selon la version officielle, attestée par deux « *médecins légistes* » à la botte des militaires, Merlino se serait « *suicidé* », en se jetant sous une voiture : explication ridicule, souvent utilisée par la dictature pour couvrir ses crimes.

En fait, plusieurs témoins, eux aussi prisonniers — dont le sculpteur Guido Rocha, qui a partagé sa cellule — ont vu Merlino agonisant après avoir été soumis à 24 heures de torture ininterrompue, sans céder aucune information à ses bourreaux. Soumis aux électrochocs et au supplice du *pau de arara* (« *perchoir aux perroquets* »), c'est-à-dire pendu avec les pieds et les poings liés, il était déjà dans un état grave, semi-paralysé, quand les tortionnaires l'ont jeté sur le ciment de la cellule. Il est décédé deux jours après.

Comme l'observe Angela, sa compagne, « *la fin de l'impunité commence avec la mémoire et le rétablissement de la vérité. La torture sous la dictature était une politique de l'État brésilien, mais ses exécuteurs ont des*



noms propres. Le colonel Ustra, en tant que Commandant du DOI, est responsable pour cela. Les tortures ont été accomplies par lui et par ses subordonnés, sous son commandement et avec sa connaissance ».

Ce procès est important. Si le colonel est désigné comme coupable, ce sera la première fois qu'un responsable de l'appareil répressif de la dictature devra rendre compte d'une mort sous la torture. D'ailleurs, le même colonel est l'objet d'une autre procédure, suite à la plainte de la famille Teles — un couple, la sœur de l'épouse et deux enfants — torturée dans les mêmes locaux du DOI en 1972. La procédure est en cours. Dans ce cas, comme dans celui de notre camarade Merlino, une sentence favorable serait une victoire, certes symbolique, mais aussi hautement politique, de la vérité et de la justice.

Luiz Edouardo Merlino, connu aussi sous son pseudonyme « *Nicolau* », était un des dirigeants du Parti ouvrier communiste (POC), une organisation sympathisante de la IV^e Internationale au Brésil, qui avait décidé, à partir de 1969, de participer à la résistance armée contre la dictature militaire établie dans le pays en 1964. En 1970-71 il était venu, avec sa compagne Angela, à Paris, pour resserrer les liens avec l'Internationale, pour étudier l'expérience organisationnelle de la Ligue Communiste et pour établir des contacts avec nos organisations en Amérique Latine, en particulier en Argentine. C'est à cette époque que

j'ai eu la chance de le connaître.

« *Nicolau* » était un jeune homme maigre, portant lunettes et une petite moustache, cultivé et plein d'humour. Calme et décidé, il ne se résignait pas à rester en exil et avait pris la décision de revenir le plus tôt possible au Brésil, pour tenter de réorganiser le POC — durement éprouvé par la répression — et l'insérer dans le mouvement de résistance armée à la dictature. Nous avons tenté de l'en dissuader mais sans succès. Lucide, il reconnaissait les difficultés et le risque de l'entreprise. Une fois je lui ai demandé comment il évaluait les chances de réussir son retour au Brésil sans se faire repérer : « *cinquante pour cent* » fut sa réponse...

L'analyse de la conjoncture était-elle correcte ou pas ? La tactique était-elle appropriée ? La stratégie était-elle la plus réaliste ? Trente sept ans plus tard ces questions ont perdu beaucoup de leur intérêt. Ce qui reste c'est l'intégrité d'un individu, sa décision de risquer sa vie pour la cause de la démocratie, du socialisme, de l'émancipation des travailleurs. Pour Luiz Edouardo, retourner au Brésil était une haute exigence morale et politique, une sorte « *d'impératif catégorique* » qui ne comportait pas des reculs ou des concessions. Certaines personnes qui à l'époque partageaient le combat de « *Nicolau* », mais se sont depuis converties au social-libéralisme — je préfère ne pas citer des noms — prétendent que le comportement de ceux qui au Brésil et en Amérique Latine ont risqué et perdu leur vie dans la lutte inégale contre les dictatures du continent, étaient motivés par un « *esprit suicidaire* ». Rien de plus absurde. Merlino aimait la vie, aimait sa compagne, et n'avait pas la moindre vocation pour le suicide. Ce qui l'a conduit à prendre la décision qu'il a prise, et qui lui a coûté la vie, a été simplement un sentiment du devoir, une éthique, un engagement avec ses compagnons de lutte.

L'histoire de l'avenir ne se fera pas sans la mémoire de nos amis et camarades martyrisés. ■

* Michael Löwy, philosophe et sociologue d'origine brésilienne, est militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale). Auteur de très nombreux livres, il a publié récemment : *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Stock, Paris 2005, et, avec Olivier Besancenot, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Mille et une nuits, Paris 2007.

**Réalité
et imaginaire collectif**

Comme le rappelle Stéfanie Prezioso dans sa présentation du livre « *Entre stigmatisation des partisans de l'idéologie mortifère de Staline ou des artisans d'une violence révolutionnaire indiscriminée, et la glorification des héros romantiques, dernières incarnations de l'internationalisme prolétarien avant qu'il ne soit vraiment minuit dans le siècle, les volontaires n'ont cessé d'occuper une place centrale dans l'imaginaire collectif européen.* »

Jean Batou dans un texte « *Spectre de la révolution et menace de guerre, les années 1933-1937 dans le monde* » retrace le cadre de cette révolution espagnole trop souvent réduite à l'affrontement entre démocratie républicaine et fascisme. Il peut alors introduire l'intervention de ceux d'en bas : « *L'engouement saisissant de dizaines de milliers d'hommes pour les Brigades internationales renvoie d'ailleurs clairement au caractère étroitement imbriqué de la contestation sociale à l'échelle mondiale, dont le caractère massif et incontrôlable fait si peur aux conservateurs britanniques, français et américains, comme aux responsables nazis et aux dirigeants staliniens.* » Sans oublier qu'après la victoire des fascismes en Italie et en Allemagne, « *la lutte armée des travailleurs d'Espagne contre le puitsch de Franco constitue un exemple et une occasion de revanche aux yeux des militants italiens et allemands vaincus sans avoir pu livrer bataille.* »

Le livre est divisé en sept parties. Dans « *Mise en place des Brigades internationales et engagement du Komintern* » Pierre Broué analyse la politique de l'Internationale communiste (IC), l'encadrement des brigades et la répression contre les anarchistes et les POUmistes (militants du Parti ouvrier d'unification marxiste, gauche antistalinienne). Au-delà des analyses et des jugements que l'on peut porter sur les politiques des partis communistes et de Moscou, qu'il convient cependant de ne pas confondre avec les engagements des brigadistes, « *ces compromissions d'appareils ne portent nulle atteinte à l'intégrité des interbrigadistes ordinaires qui ont été tenus en général à l'écart de ces fâcheux agissements, surtout des crimes, auxquels leur élite, sans qu'ils le sachent, servait de couvertures et de caution.* »

D'autres contributions traitent des

Maintenant
vous pouvez acheter livres et revues
et même vous abonner à *Inprecor* par internet :
www.la-breche.com
Librairie La Brèche
ouverte le lundi de 14h à 20h
et du mardi au samedi de 12h à 20h
27 Rue Taine, 75012 Paris
(métro Daumesnil)
tel.: 01 49 28 52 44 fax : 01 49 28 43

différents partis communistes, PCF (dont les consignes de recrutement et les incitations au volontariat), le parti communiste italien (PCI), ce que nous apprennent les archives de Moscou sur Marty, Vidal et Kleber et sur les actions du Komintern, des réseaux clandestins de fourniture en armes de la République espagnole (dont le rôle de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord et de France-Navigation, émanations de l'IC).

Dans « *Regards espagnols sur les Brigades internationales* » Antonio Elorza analyse l'image « *brisée* » des brigadistes dans la révision actuelle de l'histoire et rend leur place au POU et à la CNT-FAI. Les autres textes traitent des rapports entre brigades et armée populaire, de l'organisation démocratiques et non hiérarchique des milices puis de leur dissolution, des milices du POU et des anarchistes.

Les chapitres « *Volontaires étrangers hors des Brigades (milices et activités de soutien)* », « *Approche sociologique comparative des groupes de volontaires étrangers* » et « *Contribution des exilés et émigrés de l'Europe des dictatures et du Japon* » analysent les caractéristiques sociales et politiques des volontaires issus de France, de Belgique, de Suisse, du Luxembourg, du Canada, du bataillon Abraham-Lincoln, des Autrichiens, des Allemands, du groupe Giustizia-e-Libertà italien, des Hongrois, des Yougoslaves et des Japonais.

Une courte partie aborde « *Le combat des femmes* ». Les études sur ce sujet sont peu nombreuses. Magdalena Rosende souligne cependant les riches enseignements que l'on peut tirer de la mobilisation féminine internationale en Espagne tant du point de la guerre d'Espagne que sur la division du travail entre

les sexes. « *Premièrement, elle montre que toute recherche sur la situation des femmes oblige à adopter une perspective en termes de rapports sociaux de sexe. La définition de la féminité ne prend en effet de sens qu'en rapport avec la définition de la masculinité. Quand bien même des femmes investissent des espaces et des domaines masculins, on ne saurait parler de mixité, d'effacement des inégalités entre sexes, les rapports de domination demeurent. Les expériences s'inscrivent dans une double dynamique de changement.* »

La dernière partie évoque les « *Solidarités des opprimés* » avec les volontaires Latino-américains, la participation militaire des Maghrébins (dans un cadre de refus des Fronts populaires en France et en Espagne de reconnaître leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance), la place des Afro-américains, des Chinois et des autres volontaires asiatiques.

Un livre magnifique qui nous permet à la fois de comprendre « *qui étaient ces hommes et ces femmes ?* », « *les fondements politiques et sociaux de la solidarité internationale, dont l'engagement des volontaires représente la pointe avancée* », de « *déconstruire les mythes* » et de réaffirmer que « *quoi qu'aient pu dire les cadres de l'Internationale communiste, les brigadistes, tout comme les miliciens, ont bien participé à une révolution en marche.* »

A l'heure des réécritures de l'histoire, de la négation des luttes, il convient avec Jean Batou, de réévaluer que « *L'exemple vivant d'une lutte ouvrière armée contre les forces de la contre-révolution nationale et internationale, débouchant sur une vaste expérience de collectivisation industrielle et rurale, entre en résonance avec les principaux com-*

bats des opprimés à l'échelle internationale. »

Didier Epszajn

* *Tant pis si la lutte est cruelle, Volontaires internationaux contre Franco*, Sous la direction de Stéfanie Prezioso, Jean Batou et Ami-Jacques Rapin, Éditions Syllepse, Paris 2008, 30,00 €

**Du point de vue
des salariés**

Écrit par un collectif de syndicalistes et de chercheurs, la dernière note de la Fondation Copernic permet de faire le point sur les possibles et nécessaires débats sur la représentativité syndicale du point de vue des salariés.

Les auteurs aborderont successivement le droit de s'organiser, la négociation et la représentativité syndicale, les grands enjeux de la représentativité et un éventail de propositions. En annexe, la FSU, l'Union syndicale Solidaires et la CGT développent leurs propres positions.

Prendre pour point de départ les droits des salariés permet de poser l'ensemble des problèmes d'organisation (y compris celui des salariés des sous-traitants ou des très petites entreprises), de représentation interprofessionnelle et de négociation déléguée.

La liberté de choisir son syndicat doit être totale et les privilèges des cinq « grandes centrales » doivent être abolis. Cela ne règle cependant ni le problème de l'unité nécessaire (voire de l'unification syndicale), ni les niveaux de représentativité les plus en adéquation avec les besoins des collectifs de salariés, ni comment remettre les négociations sous contrôle ou mandatement. Sans parler de l'indépendance des organisations syndicales vis-à-vis des financements publics ou des politiques patronales ou étatiques.

De ce point de vue comment ne pas trouver étrange, comme les auteurs de ce petit livre, que la représentativité syndicale ait pu être négociée avec le patronat.

Une note permettant de réfléchir et de trouver, au-delà des divergences, des terrains communs afin d'élaborer pour un syndicalisme revendicatif et représentatif nécessaire à la démocratie sociale.

D. E.

* Coordonné par Louis-Marie Barnier, *Revendiquer et s'organiser ! Représentativité syndicale et démocratie sociale*, Notes de la Fondation Copernic, Éditions Syllepse, Paris 2008, 9,50 €

Palestine, Israël, Liban, Irak... « Les États-Unis sèment les graines d'une tragédie à long terme... »

Entretien avec Gilbert Achcar*

Par
Foti Benlisoy et Aykut Kılıç*

Mesele : Le soixantième anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, qui est aussi celui de la Nakba, la catastrophe palestinienne, tombe en cette année 2008. Comment analysez-vous l'objectif israélien et pensez-vous qu'il a changé au cours des années ? Quelle est la stratégie israélienne actuelle en ce qui concerne tant Gaza que la Cisjordanie ?

Gilbert Achcar : Ce sont là plusieurs questions en même temps. Commençons d'abord par la continuité entre 1948 et aujourd'hui : c'est bien sûr celle du projet sioniste initial de s'emparer de l'ensemble de la Palestine, c'est-à-dire de la Palestine telle qu'elle était sous le mandat britannique. En 1948 ce but n'a été que partiellement accompli car l'État d'Israël n'a été fondé que sur un peu moins de 80 % de ce territoire. Cela fut considéré alors comme un premier pas seulement, comme nous le savons aujourd'hui grâce aux biographies, documents et archives des dirigeants sionistes et tout particulièrement de Ben Gourion — la première étape d'une entreprise visant au contrôle de l'ensemble du territoire. Ces conditions ont été remplies en 1967, lorsqu'Israël a envahi et occupé le reste de la Palestine, c'est-à-dire toute la rive ouest du Jourdain. Ainsi depuis la guerre de 1967 — qui constitue le second grand tournant dans l'histoire du conflit — le problème d'Israël a été d'achever le projet initial commencé en 1948, et ce dans le territoire occupé en 1967, en y construisant des colonies israéliennes, par un colonialisme de peuplement.

Il y avait toutefois une différence majeure entre 1948 et 1967, qui reste le principal problème pour l'Israël aujourd'hui. La différence, c'est qu'en 1948, 80 % de la population des territoires dont Israël a pris le contrôle a fuit la guerre. Les Palestiniens étaient terrorisés, directement ou indirectement, et se sont sauvés comme le fait toute population civile en temps de guerre. Comme tout le monde sait, ils furent empê-



chés de retourner lorsque la guerre fut finie et devinrent des « réfugiés », qui constituent la majorité de la population palestinienne. Mais dans les territoires occupés par Israël en 1967 le même processus ne s'est pas reproduit, parce que la population avait tiré les leçons de 1948 et compris que, si elle quittait ses maisons, elle ne pourrait pas y retourner. Par conséquent, la plupart des Palestiniens sont restés chez eux cette fois. Ils avaient également appris de l'expérience de 1948, que s'ils restaient chez eux, ils ne seraient pas massacrés : c'est ce qu'avaient craint les réfugiés de 1948. Mais après 1948 Israël a gardé une minorité arabe palestinienne sur son territoire et comme ceux qui sont restés ont survécu, la majorité a suivi leur exemple en 1967. Depuis lors Israël tente de résoudre ce problème, le plus grand problème qu'il doit affronter : la population palestinienne de la Cisjordanie et de Gaza. Cette population est elle-même composée d'une grande proportion de réfugiés du territoire de 1948 en sus des autochtones de Cisjordanie et de Gaza. Elle s'oppose au contrôle israélien exercé sur son territoire et le rejette. Ce qu'Israël s'efforce d'assurer, car il ne peut simplement expulser la population palestinienne, c'est le contrôle du territoire de la Cisjordanie au moyen d'un réseau de colonies, de postes militaires et stratégiques, de routes et de murs, etc. afin de maintenir les Palestiniens dans des enclaves séparées,

sous contrôle israélien, de la même manière que Gaza dans son ensemble est une sorte d'enclave soumise au contrôle militaire extérieur absolu par Israël, une sorte d'énorme camp de concentration.

Mesele : Nombreux sont ceux qui évoquent l'impasse démographique de l'État d'Israël. Maintenant Israël ne peut plus être un État à la fois juif et démocratique.

Gilbert Achcar : C'est en effet le problème d'Israël. Tout cela renvoie à cet oxymoron (1) d'un État qui prétend être à la fois démocratique et défini ethniquement comme « juif ».

* Gilbert Achcar, professeur à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres, est un collaborateur régulier d'*Inprecor*. Parmi ses ouvrages : *Le choc des barbaries* (Complexe, 2002 ; 10/18, 2004), *L'Orient incandescent* (Page Deux, 2004), *La guerre des 33-Jours*, avec Michel Warschawski (Textuel, 2007), *La poudrière du Moyen-Orient*, avec Noam Chomsky (Fayard, 2007). Cette interview a été réalisée par Foti Benlisoy et Aykut Kılıç pour la revue critique turque, *Mesele* (Question). Le texte original de l'interview, en anglais, a été publié sur les sites de *ZNet* : <http://www.zmag.org/znet/viewArticle/17808> et *International Viewpoint* : <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article1477> sous le titre « *The U.S. is sowing the seeds of a long term tragedy...* ». Traduit de l'anglais par JM et, pour la partie consacrée à l'Irak, par la rédaction du site suisse www.nonalaguerrre.ch. Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

1. Oxymoron : figure de style qui consiste à associer deux mots apparemment contradictoires pour créer un effet paradoxal (silence éloquent, douce violence, réalité virtuelle).

Moyen-Orient

C'est une contradiction dans les termes car en définissant un État par son caractère ethnique ou religieux, on contredit déjà les valeurs démocratiques modernes. Bien sûr, pour rendre ce sophisme crédible, ce prétendu « *État Juif démocratique* », il faut s'assurer une majorité juive écrasante parmi les citoyens de cet État. Et c'est ce que les sionistes ont obtenu en 1948. Ils ont accepté une minorité d'Arabes Palestiniens parmi eux — 15 % à 20 % en 1948 — en tant qu'alibi qui leur permettait de dire : notre État est démocratique ; il est Juif en vertu du fait que plus des 80 % de notre population sont juifs. Toutefois, lorsqu'ils se sont emparés de la Cisjordanie et de Gaza et que la majorité de la population palestinienne arabe y est demeuré, il ne leur fut pas possible d'annexer ces territoires comme ils l'ont fait avec ceux conquis en 1948. Israël s'est limité à annexer Jérusalem en 1967 et le Golan en 1981. Mais il n'a pas annexé le reste de la Cisjordanie, ni Gaza. Pourquoi ? Du point de vue de l'idéologie sioniste, la Cisjordanie est beaucoup plus importante pour Israël que le Golan. Mais la population arabe du Golan est faible et aujourd'hui les colons israéliens sont presque aussi nombreux que les autochtones arabes — qui, par ailleurs, appartiennent dans leur grande majorité à la secte druze qu'Israël a toujours considéré comme étant intégrable (les Druzes servent dans l'armée israélienne, contrairement aux autres « *Arabes israéliens* »). Quand à Jérusalem, la ville a été immédiatement annexée en 1967 en raison de sa très grande valeur symbolique. Mais ils ne pouvaient pas annexer le reste des territoires occupés parce que s'il le faisaient, ils devraient soit se retrouver avec une importante population privée de droits sur le territoire israélien, soit accorder à cette population les droits de citoyenneté, compromettant ainsi le caractère Juif de l'État. En d'autres termes, s'il avait annexé la Cisjordanie et Gaza, l'État d'Israël aurait cessé soit d'être Juif, soit d'être démocratique dans le sens de l'égalité des droits, d'une personne/une voix, etc.

C'est en effet le grand dilemme du sionisme, qu'ils ont essayé de résoudre avec le plan Allon, conçu en 1967, juste après la guerre. Ce plan prévoyait la construction des colonies et de bases militaires, de manière à s'assurer le contrôle stratégique des territoires, sans annexer les zones où la population palestinienne est concentrée — villages, villes, etc. — mais avec le projet de les remettre sous le contrôle d'une autorité arabe collaborationniste. Au début, le plan prévoyait de rendre ces zones à la monarchie jordanienne. Dans les années 1990, Israël a

décidé de conclure le marché avec l'OLP, car la fraction dominante de l'OLP était devenue prête à accepter ses conditions et cela a conduit aux accords d'Oslo. Pour Israël, les accords d'Oslo n'étaient qu'un pas de plus en direction de la réalisation du plan Allon. Arafat croyait que l'OLP parviendrait à obtenir une sorte d'État indépendant. Mais il s'est vite rendu compte qu'il avait été victime de ses propres illusions. Et le processus entier, le soi-disant « *processus de paix* », c'est effondré, comme on peut le voir maintenant. Il est en déliquescence et tous les efforts de Washington mènent à des impasses. Je ne parle pas ici des rapports avec le Hamas, mais de la soi-disant Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Il semble impossible de conclure un accord même avec lui, bien qu'Abbas soit le plus servile envers Washington de tous les dirigeants que les Palestiniens ont jamais eu. Malgré cela, les Israéliens ne lui accordent aucune concession significative. C'est une impasse totale et un échec majeur pour les États-Unis, pour l'administration Bush, un de ses nombreux échecs au Moyen-Orient. A la fin de cette année, l'équipe Bush va abandonner la scène avec le pire des bilans de la politique étrangère états-unienne dans l'histoire, en particulier en ce qui concerne le Moyen-Orient.

De la direction de l'OLP

Mesele : *Edward Said disait, en parlant de l'élite de l'OLP, qu'« aucun autre groupe de libération dans l'histoire ne s'est vendu à ses ennemis comme celui-ci ». Pensez-vous que ce jugement est correct ?*

Gilbert Achcar : C'est un jugement qui nécessiterait d'être confronté avec un examen détaillé de tous les mouvements de libération. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait aucun cas comparable de capitulation dans la longue histoire des luttes anticoloniales. Mais on peut être certain que si ce n'est pas la direction la plus soumise, c'est bien l'une des plus soumises de l'histoire des luttes nationales. Elle a accepté tant de concessions, tant de reculades sur ses propres demandes fondamentales et n'a pourtant rien obtenu de substantiel en retour.

Mesele : *La direction de l'OLP aurait-elle quelques spécificité qui l'auraient conduit à ces reculs ?*

Gilbert Achcar : Elle avait des aspects particuliers dès le début. Cela constitue la principale différence entre l'OLP et la plupart des mouvements de libération nationale antico-

loniaux dans l'histoire. Une particularité importante de l'OLP est que, dès le début, elle a été étroitement liée à des États réactionnaires, dont beaucoup étaient et restent étroitement liés à l'impérialisme. Ainsi nous avons cette situation particulière d'un mouvement national luttant contre l'État sioniste fortement soutenu par l'impérialisme états-unien, ce mouvement étant lui-même dépendant pour ses ressources d'États étroitement liés au même impérialisme, tels que le royaume saoudien. Lorsque les groupes armés palestiniens prirent la direction de l'OLP après la guerre de 1967, ils ont été inondés de pétrodollars, des sommes impressionnantes. Ainsi, ce qui est certain, c'est que l'OLP est devenu le mouvement de libération nationale le plus riche dans l'histoire des luttes anticoloniales. Son budget pouvait être comparé à celui de certains États du Tiers-monde. Cela a développé une bureaucratie énorme et très corrompue. Avec le temps, ses meilleurs éléments, les militants les plus dévoués, ont été tués, en particulier en 1970 au cours de Septembre Noir. Il y eut donc une sélection en quelque sorte au bout de laquelle ceux qui sont restés aux commandes étaient les dirigeants palestiniens les plus corrompus. Une ligne droite relie cette évolution à Oslo et à l'Autorité palestinienne d'aujourd'hui avec Mahmoud Abbas, Mohammed Dahlan et tous ces chefs corrompus qui misent tout sur Washington. Ils espèrent que les États-Unis leur octroieront quelque chose. Et leur problème, c'est que, bien qu'ils soient totalement soumis à Washington, ils n'obtiennent rien.

Limites de la gauche palestinienne

Mesele : *Que diriez-vous de la gauche palestinienne ? Qu'est-ce qui explique sa faiblesse ?*

Gilbert Achcar : La gauche palestinienne n'a jamais vraiment réussi à se construire en tant qu'alternative réelle face à la direction droitière de l'OLP. Elle n'a jamais réellement défié les institutions de l'OLP, n'a jamais remis en cause la structure de ces institutions. Elle a accepté les règles du jeu dictées par la direction du Fatah, la direction droitière de l'OLP. Bien qu'il y ait eu de nombreux conflits entre la gauche et la direction du Fatah, y compris des moments où l'OLP était au bord de la scission, la gauche cherchait invariablement la réconciliation au nom de l'unité nationale. C'est ainsi qu'elle a perdu la crédibilité en tant que direction alternative de l'OLP et c'est pour cette raison que le

Hamas a fait son irruption sur la scène. Au cours des premiers mois qui ont suivi décembre 1987, lorsque la première Intifada a commencé, la gauche palestinienne dominait de manière évidente la direction de l'Intifada aux côtés des membres radicaux du Fatah dans les territoires occupés — où il n'y avait pas de place pour un équivalent de la bureaucratie corrompue de l'exil. Néanmoins, à partir de l'été 1988, ils se sont débrouillés pour capituler devant la direction droitière de l'exil, qui a contrôlé la réunion du Conseil national palestinien en octobre 1988 proclamant un prétendu État indépendant et préparant les négociations directes avec Washington. Ce furent ces années-là — 1987-1988 — que le Hamas fut fondé et s'engouffra dans la brèche. Très rapidement le Hamas, avec sa perspective islamique radicale, est devenu aux yeux des Palestiniens la seule alternative véritable à la direction de l'OLP. Le Hamas s'est construit en tant qu'alternative alors que la gauche a piteusement échoué à se présenter comme telle. Le Hamas est ainsi devenu beaucoup plus fort que la gauche, bien que ce n'était nullement le cas au début ; les intégristes n'étaient pas plus forts que la gauche, même à Gaza.

« Une utopie qui inspire »

Mesele : *Au sein de la gauche il y a un débat pour savoir si la solution du problème Israël-Palestine passe par « deux États » ou par « un seul État ». Quel est votre point de vue en ce qui concerne cette alternative ?*

Gilbert Achcar : Pour être franc, je considère que cette discussion est largement une perte de temps. Dans les deux cas il s'agit d'utopies, mais certains conduisent pourtant cette discussion comme si son enjeu était d'actualité. Les deux camps s'accusent mutuellement d'utopisme — et les deux ont raison, car ces « solutions » sont toutes deux utopiques. Il est évident qu'un État palestinien « indépendant » qui se limiterait à la Cisjordanie et à Gaza est totalement utopique. Mais je dirais que le projet d'un seul État avec dix millions de Palestiniens et six millions de Juifs est encore plus utopique, car sa réalisation exigerait la destruction de l'État sioniste si on veut prendre la chose au sérieux. Sinon il ne pourrait pas fonctionner. C'est pourquoi je considère qu'il s'agit d'utopies et qu'on dépense trop d'énergie dans cette discussion, qui devient ainsi une perte de temps.

A mon avis il faut prendre en compte deux niveaux lorsque l'on parle d'une solution palestinienne. Il y a, d'une part, les inté-

rêts immédiats et urgents des Palestiniens. Pourquoi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se battent-ils ? Ils luttent pour se débarrasser de l'occupation, naturellement — et non pour le droit de vote en Israël. Ils veulent la souveraineté sur leurs territoires. Leur combat devrait évidemment être soutenu. Même si vous êtes en faveur de la solution impliquant un seul État, vous ne pouvez pas dire : « *Je m'oppose au combat palestinien contre l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, parce que ce combat ne correspond pas à mon projet maximaliste de solution juste.* » Ce serait complètement absurde du point de vue politique. Par conséquent, si nous voulons parler en termes concrets, nous devons soutenir la lutte des Palestiniens pour leur libération immédiate du joug de l'occupation.

Par ailleurs, si on veut discuter d'une solution à long terme, c'est-à-dire si l'on aspire à élaborer un programme pour le long terme avec une dimension utopique, pourquoi se limiter alors à la seule Palestine, que ce soit avec un ou avec deux États ? Pourquoi, par exemple, exclure la Jordanie

che sur ce terrain et c'est l'un des facteurs qui ont permis à la monarchie d'écraser le mouvement palestinien en Jordanie en 1970 (« *Septembre noir* »). Les forces armées palestiniennes furent ensuite chassées complètement de Jordanie en 1971. Bien entendu, la population palestinienne, en majorité les réfugiés de 1948, y est restée, mais le mouvement a été écrasé et forcé à la clandestinité. Cela a toujours été la perspective de la droite : nous ne touchons pas aux régimes arabes ; nous luttons seulement contre Israël, c'est la « *contradiction principale* » et nous devons apaiser les « *contradictions secondaires* ». C'était tragiquement absurde : la prétendue « *contradiction secondaire* » — c'est-à-dire la monarchie jordanienne — a tué plus de Palestiniens qu'Israël jusqu'en 1971. Elle s'est avérée être l'autre face d'une même médaille avec Israël.

A elle seule, la population de Cisjordanie ne peut en aucun cas constituer un État indépendant — tout au plus un « *Bantoustan* ». Mais si nous pensons au territoire jordanien comme un complément naturel de la Cisjordanie, la situation chan-



de l'équation ? Il y a plus de Palestiniens qui vivent en Jordanie qu'en Cisjordanie. Les Palestiniens sont en fait majoritaires en Jordanie même, c'est à dire sur la rive orientale du Jourdain. Pourquoi donc la Jordanie devrait-elle être oubliée ? Entre 1949 et 1967, la Cisjordanie et l'actuelle Jordanie formaient un seul État, dont l'écrasante majorité de la population était palestinienne. Dominé par la monarchie, c'était, bien sûr, un État despotique. La direction palestinienne, lorsque les guérilleros palestiniens constituaient un État dans l'État en Jordanie, n'a jamais lutté pour le renversement de la monarchie. Seule la gauche, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, appelait au renversement de la monarchie jordanienne. Le Fatah s'est opposé à la gau-

ge. Pour cela, il faut un gouvernement démocratique en Jordanie. Finalement, je voudrais ajouter qu'aucune solution à long terme, juste et durable, ne peut être conçue autrement qu'à un niveau régional et dans des conditions socialistes — une Fédération socialiste du Moyen-Orient et au-delà. Bien sûr, c'est une utopie, mais c'est une utopie qui inspire.

Comme je dis constamment, si l'on veut être utopique, alors autant envisager une utopie qui inspire, et non une utopie mesquine. Il faut voir grand. Voir grand, c'est dépasser les frontières, dépasser les nationalismes, c'est le socialisme. Voilà une utopie intéressante, tandis que celle d'un État unique, la solution « *une personne - une voix* » limitée aux Palestiniens et aux

Moyen-Orient

Israéliens, me paraît être une utopie qui n'inspire point. Je ne suis pas du tout convaincu que les Palestiniens aimeraient être citoyens d'un même État avec les Israéliens, même s'ils étaient politiquement majoritaires dans des conditions sociales d'une profonde inégalité — comme celles qui existent actuellement en Afrique du Sud, où les Blancs constituent toujours et de loin la section principale de la classe dominante, deviennent de plus en plus riches, beaucoup d'entre eux vivant dans des communautés encloses. Et je suis absolument certain que les Israéliens n'accepteront jamais d'être une minorité politique. Donc c'est une solution sans avenir.

Le Hezbollah empêtré dans la politique confessionnelle

Mesele : *La semaine dernière il y a eu un important affrontement entre les forces loyales envers le Hezbollah et le gouvernement libanais pro-occidental. Après que le Hezbollah ait repoussé l'agression israélienne en 2006, il était devenu le héros national. Maintenant la situation semble avoir changé et à nouveau des divisions profondes apparaissent. Comment l'expliquez-vous ?*

Gilbert Achcar : Vous avez raison de souligner le fait qu'il y eu un changement. Il est vrai qu'en 2006 le Hezbollah a réalisé une importante victoire et que, dans la région arabe comme dans l'ensemble du monde musulman et au-delà, il a été vu comme une force de résistance héroïque, faisant face à l'un des principaux alliés de l'impérialisme états-unien et repoussant l'agression sioniste. En effet, donc, ils avaient acquis le statut de héros. Et il est vrai que cette image a été affectée par les récents affrontements. Pourquoi ? Parce que, tout d'abord, les ennemis du Hezbollah, qui sont bien sûr aussi des ennemis de l'Iran à l'échelle régionale — c'est-à-dire le royaume saoudien, la Jordanie et l'Égypte — n'avaient qu'un argument pour contrer le Hezbollah et tenter de réduire l'influence iranienne. C'était et cela reste la carte confessionnelle : dénoncer l'Iran en tant que pouvoir chi'ite perse et le Hezbollah en tant qu'agent arabe chi'ite de l'Iran, réalisant un complot chi'ite contre les Arabes sunnites. C'est ainsi qu'il s'efforcent de présenter les choses. En 2006, cela a misérablement échoué parce que les populations dans la région — Turquie incluse, j'en suis sûr — sont fortement hostiles à Israël et à l'impérialisme états-unien et ont donc sympathisé avec le Hezbollah. Ainsi, l'éclatante majorité n'a pas gobé l'argument chi'i-

tes contre sunnites.

Depuis lors, le Hezbollah s'est empêtré dans la politique libanaise sur une base confessionnelle, avec des alliés qui adhèrent totalement au cadre confessionnel. Par exemple, le mouvement chi'ite Amal, qui est une organisation purement confessionnelle et n'a rien à voir avec une organisation anti-impérialiste. Au cours des années 1980, Amal était plus anti-palestinien que toute autre chose. Le Hezbollah s'est ainsi empêtré dans la politique confessionnelle libanaise au point de mener récemment un assaut militaire avec ses alliés confessionnels sur les zones peuplées de sunnites à Beyrouth et ailleurs. Son image en a été beaucoup affectée — plus au Liban qu'ailleurs, parce que la population libanaise est naturellement plus concernée par la politique intérieure libanaise que ne le sont, par exemple, les populations turque ou égyptienne. Je crois que le Hezbollah a réagi de manière excessive lors du récent conflit. Il avait bien sûr raison de rejeter les décisions du gouvernement Siniora, mais il pouvait les défaire aisément — comme il l'a fait dans les cas précédents, lorsque ces décisions ne lui convenaient pas — sans se lancer dans une offensive militaire à Beyrouth et dans d'autres régions du Liban, avec des alliés comme Amal. Ce faisant, il a créé un très fort ressentiment sectaire. Ainsi, bien que militairement ils l'ont facilement emporté lors du dernier conflit, je pense que politiquement ils en sont sortis perdants. Car maintenant la polarisation confessionnelle est redevenue très intense au Liban entre les sunnites et les chi'ites. C'est très dangereux. A présent, comme en témoignent les discussions qui ont eu lieu au Qatar entre les partis libanais, la question de l'armement du Hezbollah est redevenue discutable. Or, avant les événements récents, la majorité parlementaire conduite par Hariri n'osait pas soulever cette question, surtout après que le Hezbollah ait fait la preuve en 2006 que cet armement était indispensable pour repousser et dissuader l'agression israélienne. Maintenant, après que le Hezbollah ait utilisé ses armes dans un combat intérieur pour la première fois depuis de nombreuses années, ses forces armées sont soudainement dénoncées par ses adversaires comme étant une milice sectaire.

A mon avis le Hezbollah a commis une grave erreur, dont les conséquences sont importantes au moment où le Liban entre dans ce qui semble être un nouveau cycle de violence. Il se pourrait bien que, dans quelques années, ce qui vient de se produire maintenant apparaisse comme le premier round d'une nouvelle guerre civile libanaise, à moins que les conditions régionales et

internationales empêchent ce scénario pessimiste. Pour la lutte anti-impérialiste dans la région, ce serait un coup très dur, venant après les massacres terribles entre chi'ites et sunnites, qui continuent en Irak. Si de tels massacres s'étendaient au Liban et peut-être demain à la Syrie, ce serait un désastre pour toute la région. Les seuls qui pourraient bénéficier d'une telle situation seraient Israël et les États-Unis, qui n'hésiteraient pas tous deux à exploiter une telle situation.

Le PC du Liban, seul parti multiconfessionnel

Mesele : *Est-ce que le Parti communiste du Liban ou d'autres forces laïques ont mis en avant des revendications visant à changer complètement le système de façon à ce qu'il ne soit plus fondé sur les identités et des partis confessionnels ?*

Gilbert Achcar : Le Parti communiste est actuellement la seule force de gauche significative au Liban. Les autres sont de tous petits groupes. Parmi les partis libanais d'une certaine importance, le PC est l'un des rares partis véritablement laïques, avançant un programme laïque. C'est un véritable parti multiconfessionnel, regroupant côte-à-côte des musulmans, tant sunnites que chi'ites, des chrétiens, des druzes etc. Le secrétaire général du parti est d'origine sunnite alors que la majorité des membres sont d'origine chi'ite — c'est réellement un parti multiconfessionnel. Il se prononce pour la laïcisation de la politique libanaise et avance, en tant que parti de gauche, des revendications sociales et économiques. Le PCL n'a rejoint directement aucun des deux camps principaux au Liban. Lors du conflit récent, il a décidé de ne pas participer aux affrontements. Bien sûr, les communistes s'opposent au gouvernement et au projet impérialiste au Liban, tout comme ils s'opposent aux agressions israéliennes : ils ont participé au combat contre les forces israéliennes en 2006. Mais ils ne peuvent pas partager les buts de l'opposition en politique intérieure, qu'ils dénoncent comme étant à la fois confessionnels et bourgeois. Ils critiquent les deux camps, mettant plus d'emphasis sur la dénonciation des forces pro-occidentales menées par Hariri. Au cours des trois dernières années, ils ont maintenu une position indépendante de manière conséquente. C'est une importante amélioration de leur ligne politique, car au cours des années 1970 et 1980 ainsi que dans la période précédente le parti communiste était fortement impliqué dans des alliances sous hégémonie bourgeoise : avec Arafat durant un certain



temps, avec le chef féodal druze, Joublatt, la plupart du temps, ainsi qu'avec le régime syrien. A partir du début des années 1990, le PCL est entré dans une crise profonde et s'est fragmenté. Le parti actuel — bien plus faible, il est vrai — en est le résultat. Mais il a radicalement amélioré sa politique.

Depuis 2005 — à partir des mobilisations de mars 2005 pour et contre la Syrie au Liban, qui ont suivi l'assassinat de l'ex-Premier ministre Hariri — le PCL a suivi une ligne véritablement indépendante. Le 8 mars 2005, le Hezbollah et ses alliés ont organisé une énorme manifestation en hommage à la Syrie et à son président Bashar al-Assad. Les forces pro-occidentales ont alors appelé à une contre-manifestation le 14 mars, contre la Syrie. C'est depuis lors que l'actuelle majorité gouvernementale est aussi désignée par la date du « 14 mars », alors que l'opposition l'est par celle du « 8 mars ». Le Parti communiste a refusé de se joindre à l'une quelconque des deux manifestations et a appelé à une troisième, naturellement beaucoup plus petite que les deux manifestations géantes des 8 et 14 mars, qui ont mobilisé chacune des centaines de milliers de personnes. La manifestation du PCL n'a rassemblé que quelques milliers de personnes, mais avec leurs drapeaux rouges, ils ont fait apparaître une troisième voie pour le Liban, rejetant les deux camps confessionnels. C'est pour cette raison que je pense que leur attitude politique s'est beaucoup améliorée, même si je continue à avoir plusieurs réserves — en particulier en ce qui concerne leur soutien à l'armée libanaise et à son chef, qui attend d'être élu président avec l'appui de toutes les forces.

Mesele : *Il semble que la seule voie permette de dépasser les divisions sectaires passe par la mobilisation de la gauche politique et des organisations syndicales, qui dessinent une alternative non confes-*

sionnelle et résistent aux politiques néolibérales appliquées dans le pays. Est-ce que le Hezbollah penche vers l'organisation de la résistance contre ces politiques néolibérales ?

Gilbert Achcar : C'est une illusion complète. Le Hezbollah n'a rien fondamentalement contre le néolibéralisme et, encore moins, contre le capitalisme. Comme vous le savez, son modèle suprême est le régime iranien — qui n'est certainement pas un rempart contre le néolibéralisme. Bien sûr, comme tous les intégristes islamiques, ils pensent que l'État et/ou les institutions religieuses devraient venir en aide aux pauvres. Il s'agit là de charité. La plupart des religions préconisent et organisent la charité. Cela présuppose l'existence d'inégalités sociales avec des riches qui donnent aux pauvres leurs miettes. La gauche, par contre, est égalitaire et non « charitable ». En tout état de cause, le Hezbollah ne s'intéresse pas vraiment aux politiques sociales et économiques de l'État. Au cours de toutes les années pendant lesquelles Rafik Hariri dominait le gouvernement tandis que les troupes syriennes contrôlaient le pays, les politiques libérales les plus cruelles ont été appliquées, sans que le Hezbollah ne s'y oppose jamais sérieusement. Cela ne fait pas partie de son programme, ni de ses priorités.

Les derniers affrontements ont débuté le jour où certains syndicats avaient appelé à une grève générale. Mais il s'agit de syndicats pourris, qui étaient tombés sous la coupe des Syriens avant qu'ils ne quittent le Liban. La précédente fois qu'ils avaient appelé à la grève, ce fut un échec complet, car l'opposition, c'est-à-dire en premier lieu le Hezbollah, ne l'avait pas réellement soutenu, même si elle avait approuvé la grève du bout des lèvres en tant que geste oppositional. Cette fois-ci le Hezbollah a utilisé l'occasion de la grève pour mobiliser contre

les décisions politiques du gouvernement qui le concernaient et non pour s'opposer à ses politiques économiques et sociales. C'est pourquoi, bien que le conflit ait commencé le jour de la grève, les revendications économiques et sociales sont tombées dans l'oubli. Le Hezbollah ne lutte pas contre le néolibéralisme, bien qu'il puisse parfois chercher à satisfaire sa base électorale plébéienne. La seule force significative qui s'oppose au néolibéralisme au Liban, c'est la gauche, principalement le PCL.

Irak : les sadristes entre l'enclume et le marteau

Mesele : *Si nous abordons maintenant l'Irak, quelle est la signification du récent conflit entre les forces loyales au gouvernement Maliki et l'armée du Mehdi de Moqtada al-Sadr ?*

Gilbert Achcar : Le conflit résulte de la convergence de deux intérêts. La raison la plus immédiate derrière ces affrontements est que l'influence de l'armée du Mehdi et du mouvement sadriste en Irak a beaucoup augmenté parmi les chi'ites durant la dernière période, et en particulier depuis 2006. Ils sont devenus le courant le plus populaire parmi les chi'ites irakiens. Les deux autres principaux partis chi'ites — le parti de Maliki (le parti Dawa) et le Conseil Suprême Islamique Irakien (SIIC), qui collaborent avec l'occupation états-unienne — étaient donc très inquiets pour le résultat des prochaines élections provinciales prévues pour cet automne. Comme vous le savez, les sadristes avaient initialement formé une coalition avec ces partis, avec lesquels ils avaient mené les précédentes campagnes électorales. Ils ont ensuite rompu avec la coalition, accusant les autres forces de collaborer avec l'occupant. Le parti Dawa et le SIIC ont estimé que, si rien ne changeait, les sadristes allaient leur faire subir une défaite électorale, et c'est d'abord et surtout pour tenter de marginaliser ou d'affaiblir ces derniers qu'ils ont lancé l'offensive contre Bassorah, puis contre Sadr City à Bagdad.

D'autre part, bien sûr, l'occupant états-unien considère fondamentalement les sadristes comme des ennemis, et serait très heureux de les voir affaiblis. Les forces d'occupation états-unienne se sont heurtées plus d'une fois aux sadristes. Dans les accrochages les plus récents, les officiers états-unien ont tenté de jouer aux hypocrites, commençant par prétendre qu'ils n'étaient pas impliqués et que les sadristes ne posaient pas de problème aux forces états-unienne depuis qu'ils avaient gelé leurs

Moyen-Orient

activités militaires. Or il est évident que les États-Unis étaient très impliqués dans les combats contre les sadristes. Comme je l'ai dit, il y a eu convergence entre deux intérêts : celui de l'occupation états-unienne et celui de l'alliance Dawa-SIIC, soucieuse d'affaiblir les sadristes, son principal concurrent parmi les chi'ites irakiens.

Mesele : *Quels sont les résultats de l'accroissement du nombre de troupes états-unien, ce qu'on appelle « the surge » ? Il y a eu, en tout cas, un déclin relatif de la violence confessionnelle en Irak. Est-ce que cela signifie que l'occupation états-unienne s'améliore ?*

Gilbert Achcar : Le « surge » a effectivement obtenu quelques résultats, et, du point de vue de Washington, c'est un succès, puisque dans l'ensemble le niveau de violence confessionnelle a clairement diminué — ce qui est une bonne chose. Mais il vaut la peine de s'interroger sur les raisons de ce fait. La diminution de la violence fait suite à l'augmentation des troupes états-uniennes déployées à Bagdad et au fait que les sadristes ont décidé d'opérer une retraite et de ne pas se battre lorsque le « surge » a commencé. Mais l'élément clé de ce « surge » consiste en un changement de stratégie de la part de l'occupation.

Les États-Unis ont commencé à faire ce que toutes les puissances coloniales ont fait par le passé dans cette partie du monde et notamment ce que les Britanniques ont fait en Irak après la Première Guerre mondiale lorsqu'ils ont pris le contrôle du pays : ils ont joué la carte tribale. Les États-Unis ont ainsi cherché à acheter — littéralement à acheter ou à soudoyer — des tribus sunnites, dans les régions à prédominance sunnite. Ils ont soudoyé des tribus et leur ont fourni des armes en les aidant à former ce qu'on a appelé les « assemblées du réveil », qui sont des forces tribales subventionnées par Washington. Les membres de ces milices tribales reçoivent des salaires mensuels qui débutent à 300 dollars états-uniens, ce qui représente une somme élevée comparée aux salaires moyens en Irak, mais pas grand-chose lorsqu'on la met en rapport avec le coût de l'occupation. Vous pouvez faire le calcul. Si vous donniez, disons 400 dollars en moyenne à un maximum de 250 000 personnes, cela donnerait 100 millions de dollars, ce qui est négligeable comparé aux 12 milliards par mois que les États-Unis dépensent pour l'occupation de l'Irak. Je ne l'ai pas encore vérifié, mais il se peut très bien que ce soit d'ailleurs avec des fonds gouvernementaux irakiens que les tribus sont soudoyées.

Quoi qu'il en soit, Washington a amplement les moyens de verser pareilles sommes. Mais est-ce que cela peut constituer une solution à long terme pour les États-Unis ? En réalité, sur le long terme, cette stratégie sera un autre facteur important empêchant l'Irak d'atteindre une quelconque stabilité, puisqu'elle renforce la division du pays en tribus et sectes. Paradoxalement, les forces chi'ites au gouvernement sont en train d'attaquer les forces chi'ites de Moqtada al-Sadr sous prétexte de démanteler toutes les milices. Et les sadristes répliquent : « Vous voulez qu'on dépose les armes alors que maintenant les sunnites ont leurs propres milices. » C'est donc une situation terriblement chaotique. En essayant de se dégager du borbier et du désastre qu'ils ont créés en Irak, les États-Unis sont tout simplement en train de préparer le terrain pour un désastre encore plus terrible. L'Irak est un problème tragique et il est difficile d'y concevoir une issue stable dans l'avenir prévisible, aussi longtemps que les États-Unis présideront à sa destinée.

« Les États-Unis ne se retireront pas volontairement de l'Irak »

Mesele : *Pensez-vous qu'une possible victoire d'Obama entraînera un changement de la politique des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient et en particulier de l'Irak ? Un retrait de l'Irak est-il possible ?*

Gilbert Achcar : Je pense que le retrait des troupes états-uniennes d'Irak n'aura lieu que si Washington y est contraint. Les États-Unis ne se retireront pas volontairement de l'Irak, car la situation n'a rien à voir avec ce qu'elle était au Vietnam. Les États-Unis ont décidé de se retirer du Vietnam en 1973, lorsqu'ils se sont aperçus qu'en tenant compte de tous les paramètres, le coût de la guerre — politiquement, économiquement et à tous points de vue — était devenu beaucoup plus élevé que les bénéfices apportés par le contrôle du Sud Vietnam. En Irak, par contre, les avantages de conserver le contrôle du pays sont énormes. L'Irak est un pays pétrolier d'une très grande importance qui se situe au milieu de ce qui est de loin la région pétrolière la plus importante du monde. C'est pourquoi l'enjeu est considérablement plus important qu'il ne l'était au Vietnam. C'est pour cette raison que l'impérialisme états-unien ne peut envisager un retrait comme celui effectué au Vietnam.

Les États-Unis recherchent des solutions qui leur permettent de conserver le contrôle

du pays tout en cherchant à le stabiliser. Car, en fin de compte, à quoi bon contrôler un pays très riche en pétrole si on ne peut pas exploiter ce pétrole ? Il leur faut donc stabiliser le pays. Je pense que la prochaine administration, quelle qu'elle soit, poursuivra d'une part la stratégie actuelle d'« irakisation » menée par l'administration Bush au moyen des tribus sunnites — tout comme la « vietnamisation » de la guerre du Vietnam autrefois. Et deuxièmement les États-Unis tenteront de conclure un accord avec l'Iran aussi bien qu'avec la Syrie. Ils tenteront certainement de conclure un accord avec la Syrie et essayeront de la séparer de l'Iran. Mais il leur faudra également conclure un accord avec l'Iran pour stabiliser la région, à défaut de mieux, c'est-à-dire d'un « changement de régime » à Téhéran. Les négociations avec Téhéran et Damas comptaient d'ailleurs parmi les recommandations majeures de la commission bipartite « Iraq Study Group » présidée par Baker et Hamilton et mise sur pied avant le « surge » pour évaluer la situation en Irak.

Le dilemme kurde

Mesele : *Une autre question importante, qui est aussi en rapport avec la politique turque, est celle de la région autonome kurde en Irak. Quelle est la stratégie états-unienne concernant les Kurdes ?*

Gilbert Achcar : Cette question représente un dilemme majeur pour les États-Unis. Tout le monde devrait se souvenir de la trahison des Kurdes par Washington après la première guerre contre l'Irak en 1991, lorsqu'ils se sont rebellés contre Saddam Hussein et que les États-Unis ont tout simplement laissé ce dernier écraser leur rébellion. De la même manière, les États-Unis ont permis à Saddam Hussein d'écraser la rébellion au sud de l'Irak. Dans les deux cas, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées. Par la suite, les États-Unis ont établi dans le Nord kurde une sorte de protectorat, un protectorat états-unien et britannique pour le Kurdistan irakien, et cela pour plusieurs raisons. D'une part parce que la Turquie s'était inquiétée devant le flot de réfugiés kurdes qui franchissaient la frontière irakienne vers le territoire turc, et voulait les refouler vers le Kurdistan irakien. D'autre part les Européens craignaient également qu'en dernière instance, les Kurdes irakiens arriveraient en Europe en demandeurs d'asile. Enfin, les puissances occidentales voulaient montrer qu'elles étaient hautement humanitaires, en protégeant cette population qui avait même subi des attaques chimiques de la part de

Saddam Hussein.

C'est ainsi que les dirigeants du Kurdistan irakien sont devenus les plus proches alliés de Washington en Irak. Au début de l'occupation de tout l'Irak en 2003, cette alliance s'est avérée très utile pour Washington. L'alliance kurde de Talabani et Barzani est non seulement l'allié le plus important et le plus fiable des États-Unis en Irak, mais finalement leur unique allié fiable. Quelqu'un comme Iyad Allawi est peut-être un allié fiable, mais il n'est pas à la tête d'une force importante comme le sont les Kurdes.

Les principales forces chi'ites ne sont pas des alliés fiables pour Washington, car tout le monde sait qu'elles sont étroitement liées à Téhéran, en particulier le SIIC. Il s'agit au mieux de forces ambivalentes qui collaborent avec l'occupation, mais ne sont pas complètement fiables. C'est ainsi que les dirigeants kurdes sont les seuls alliés fiables des États-Unis.

Le problème de Washington est cependant que les Kurdes ont leurs propres ambitions. Ils veulent établir un État indépendant de fait. Ils ne visent pas à créer un État officiellement indépendant car ils savent que cela entraînerait une guerre avec la Turquie, et qu'ils n'en ont pas les moyens. En fait ils veulent tous les attributs d'un État indépendant, mais sans le proclamer. Ils veulent aussi élargir la région sous leur contrôle pour inclure des endroits comme Kirkouk. Ils aspirent à un grand Kurdistan irakien. Mais ces aspirations se heurtent évidemment aux aspirations des autres Irakiens. D'où le réel dilemme qui se pose aux États-Unis : Washington a besoin de ces alliés kurdes, mais en même temps il ne peut se permettre de perdre les Arabes d'Irak pour garder les Kurdes d'Irak. Le problème a été reporté d'année en année. Selon les projets initiaux, la question de Kirkouk aurait dû être réglée depuis longtemps, mais le référendum qui devait être organisé a été retardé à maintes reprises. Cette question constitue une véritable bombe à retardement pour l'Irak.

Mesele : *Pensez-vous qu'une partition de l'Irak en régions ou États kurde, sunnite et chi'ite, soit possible ?*

Gilbert Achcar : Cette prétendue solution entraînerait la guerre. Dans les conditions actuelles toute tentative de diviser le pays conduirait à une guerre, entraînant la région dans une situation qui serait encore pire pour les États-Unis. C'est la raison pour laquelle Washington n'est pas du tout intéressé à promouvoir une partition, même si certaines personnes aux États-Unis et au Congrès états-unien sont favorables à une

partition ou à la formation d'une sorte de fédération assez lâche. Mais même une fédération serait très difficile à mettre en œuvre. Elle ne serait possible que s'il y avait des réserves de pétrole ou de gaz d'égale richesse dans les trois régions majeures d'Irak. Les Kurdes sont cherchent à s'assurer leurs propres réserves. Dans la région arabe sunnite il y a un important champ gazier dont l'exploration intensive fait actuellement l'objet d'une priorité politique, car il est nécessaire de satisfaire les Sunnites.

Si chaque région pouvait disposer d'importantes ressources d'hydrocarbures, une sorte de fédération pourrait éventuellement voir le jour, avec les États-Unis qui resteraient comme arbitre entre les trois régions, kurde, arabe sunnite et arabe chi'ite. Pour Washington ce serait la meilleure solution, mais elle serait très difficile à mettre en œuvre dans la mesure où il faudrait obtenir un véritable accord, un consensus entre toutes les factions importantes. En tout cas, un tel accord ne pourra pas être atteint en armant tout le monde comme le font les États-Unis maintenant et en aggravant les divisions tribales et confessionnelles. Les États-Unis sont en train de semer les germes d'une tragédie de longue durée en Irak, un pays qui vit déjà en pleine tragédie. L'Irak vit une tragédie permanente depuis que Saddam Hussein et ses comparses sont arrivés au pouvoir en 1968, et jusqu'à l'embargo génocidaire imposé par les États-Unis. La tragédie que vivent les Irakiens depuis le début de l'occupation est considérée par certains comme pire encore, Et je n'en vois pas d'issue dans l'avenir prévisible.

Le principal problème du mouvement antiguerre

Mesele : *Pensez-vous que le mouvement antiguerre est une force sociale en déclin ? Si oui, quelles sont les raisons de ce déclin ?*

Gilbert Achcar : Il est clair que par rapport aux mobilisations qui ont eu lieu juste avant l'invasion de l'Irak, le mouvement a connu un déclin. Il y a des raisons de fond et des raisons conjoncturelles qui expliquent cela. Une des raisons conjoncturelles, qui concerne en premier lieu les États-Unis mais qui affecte également le reste du monde, est l'élection présidentielle états-unienne et la croyance de beaucoup de gens que celle-ci pourrait conduire à un changement radical dans la politique de Washington à l'égard de l'Irak. Comme d'habitude, l'effet des élections est de démobiliser le mouvement antiguerre. Une autre raison conjoncturelle est

celle qui a déjà été mentionnée, à savoir le succès relatif du « *surge* ». Ceci a également un effet démobilisateur sur le mouvement contre la guerre, car il réduit le sentiment d'urgence pour la lutte contre l'occupation. A ces considérations, il faut ajouter une raison de fond : c'est que la nature des forces qui affrontent l'impérialisme états-unien inspire beaucoup moins de sympathie que par le passé. Au Vietnam, les États-Unis affrontaient les communistes vietnamiens qui se comportaient de manière très intelligente en s'adressant à la population états-unienne et au monde entier, et qui avaient ainsi réussi à gagner la sympathie de l'opinion publique mondiale.

Actuellement, les forces qui affrontent les États-Unis sont surtout des intégristes islamiques, qu'Al-Qaida représente de la



façon la plus visible. Ils ne peuvent certainement pas rallier la sympathie de l'opinion publique — surtout en Occident où se trouve l'essentiel du mouvement antiguerre pour une bonne raison, car celui-ci est le plus utile dans les pays belligérants. Ainsi, donc, la nature des forces qui affrontent l'impérialisme états-unien ne contribue pas à la construction d'un puissant mouvement contre la guerre. Je crois que c'est le principal problème auquel le mouvement antiguerre est confronté. La principale tâche du mouvement contre la guerre, du mouvement anti-impérialiste, devrait être d'expliquer à l'opinion publique que plus il y a des guerres comme celles-ci, plus il y aura du fanatisme et de l'intégrisme. Et d'expliquer que ces guerres ne font que renforcer la dialectique des barbaries, ce que j'appelle « *le choc des barbaries* » dans lequel la barbarie majeure est celle de Washington et la barbarie mineure celle des bandes fanatiques d'inté-

gristes islamiques. Cela constitue un désastre pour toutes les populations du monde. Il est donc absolument urgent de stopper les guerres et l'agression impérialiste en cours. Voilà le genre de message que le mouvement contre la guerre devrait transmettre, et non pas celui qui consiste à dire : « *Nous soutenons quiconque combat l'impérialisme états-unien quel qu'il soit et quoi qu'il fasse par ailleurs* ». Ce n'est pas ainsi que l'on pourra gagner un soutien populaire pour la cause antiguerre.

Mesele : *La gauche antiguerre anti-impérialiste se trouve devant un dilemme parce que dans beaucoup de pays de la région la résistance à l'agression impérialiste est dirigée par l'Islam politique. Comment la gauche peut-elle manifester de la solidarité avec cette résistance sans abandonner pour autant son combat pour la laïcité, pour la libération des femmes et pour les droits des travailleurs ?*

Gilbert Achcar : Je ne pense pas qu'il soit possible d'appliquer une règle générale dans ce domaine. Cela dépend de la situation dont on parle. Par exemple en Irak il y a des groupes qui combattent l'occupation états-unienne, mais ces mêmes groupes sont simultanément engagés dans de la violence confessionnelle. Et ils ont tué beaucoup plus de civils pour des raisons confessionnelles que des soldats de la coalition. Dans ces circonstances, il serait tout à fait erroné et désorientant de dire « *Nous soutenons la résistance irakienne* ». On ne peut pas dire qu'on soutient de telles forces. On devrait plutôt dire « *Nous soutenons la lutte contre l'occupation* », ou, mieux encore, pour des objectifs didactiques : « *La lutte contre l'occupation est légitime, par tous les moyens (vraiment) nécessaires* ». Une telle formulation est correcte : on soutient les actes de manière sélective, et non les acteurs eux-mêmes lorsqu'on ne peut pas assumer la responsabilité de tous leurs actes. En Irak, on ne peut pas soutenir une quelconque force spécifique parce que toutes les forces qui combattent l'occupation sont en même temps des forces confessionnelles. Il y a donc deux guerres menées en même temps : une guerre juste et une guerre très réactionnaire. Prenons maintenant le cas du Liban ou de la Palestine, où il y a le Hezbollah et le Hamas, des forces intégristes islamiques, qui s'opposent à l'agression israélienne. On peut dire : « *Nous soutenons la lutte du peuple contre l'agression impérialiste indépendamment de la nature des directions ; nous soutenons la lutte malgré nos réserves sur les directions* ». Par ailleurs, je suis très opposé à un soutien acritique à quelque direction que ce soit,

même les plus progressistes — et à plus forte raison lorsqu'elles ne sont pas progressistes et adhèrent à des idéologies réactionnaires. Lorsque la légitimité du combat ne souffre d'aucune ambiguïté, mais qu'il est

dirigé par des forces non progressistes, on devrait déclarer très clairement : « *Nous soutenons la lutte, mais nous ne partageons pas les orientations de sa direction* ». ■

Notes de lectures

Un prince claque la porte

J'utilise pour cette note le titre d'un chapitre du dernier livre de Michel Warschawski qui traite aussi de l'ouvrage d'Avraham Burg dont le premier titre possible fut « *Hitler a vaincu* ».

L'auteur, ancien président de l'Agence juive et du mouvement sioniste mondial, ancien vice-président du Congrès juif mondial et président de la Knesset (le parlement israélien) est un membre de l'establishment. Ses dénonciations sont d'autant plus importantes, surtout en France où la moindre critique envers la politique de l'État d'Israël se trouve toujours sous les foudres d'accusations d'antisémitisme. Mais ce livre est aussi un témoignage sur le judaïsme, non limité à ses dimensions religieuses, un dialogue entre un fils et la mémoire de son père, un livre de souvenirs.

Mis en cause sur le thème « *Vous avez écrit contre la Shoah* », c'est avec un certain humour qu'Avraham Burg répond « *Et vous, auriez-vous écrit en faveur de la Shoah ?* » Sur ce sujet, l'auteur rejoint d'autres pour critiquer la place centrale de la destruction des Juifs d'Europe, « *la sacralisation de la Shoah* », dans la construction des problématiques politiques d'aujourd'hui. « *Nous avons extrait la Shoah de son contexte historique pour la transformer en argument et moteur de toutes actions* ». Avraham Burg parle de « *maladie de la Shoah* » et accuse entre autres les programmes scolaires de faire « *de nos enfants des survivants par procuration* ».

Très longuement, l'auteur analyse les conséquences du procès d'Eichmann, rejoignant souvent les critiques d'Hannah Arendt. « *Le procès Eichmann devint le rite de passage ostentatoire où l'État d'Israël se mit en scène et s'affirma comme victime* ». Il dénonce le gonflement dramatique et la valorisation narcissique de l'insurrection du ghetto de Varsovie sans oublier qu'« *On nous a caché, par exemple, le fait que l'organisme de coordination de l'insurrection comportait des membres de tous les mouvements politiques de l'époque, dont le Bund, parti socialiste et antisioniste* ».

La critique de la politique israélienne et des dérives de la société, pour limitée qu'elle soit, n'en est pas moins violente : « *L'État compte séparément ses citoyens et ses Juifs* » ; « *un Israël et un judaïsme voyou* » ; « *à cet égard, les Arabes israéliens d'aujourd'hui sont les Juifs allemands d'hier* » ; « *les dirigeants israéliens n'ont jamais accepté d'avouer notre responsabilité dans le problème des réfugiés palestiniens* » ou « *doctrine raciste israélienne* ».

A de multiples reprises, l'auteur compare la situation actuelle en Israël avec celle de l'Allemagne pré-nazie : « *J'ai été horrifié de*

découvrir que les structures étatiques, sociales et nationales les plus proches des nôtres sont celles de l'Allemagne réunifiée qui va du II^e Reich à l'anarchie et au chaos qui engendrèrent le nazisme » ou « *En effet, notre situation rappelle étrangement l'Allemagne — durant la période qui va de l'humiliation de la défaite de la Première guerre mondiale à la conquête du pouvoir par Hitler et les nazis* ». Au-delà de la charge émotionnelle que contiennent de tels propos, chaque lectrice et lecteur peut saisir la force sous-jacente de la désillusion et de la critique d'Israël.

Je ne partage que peu de chose avec les idéaux de cet auteur, mais cela ne m'a pas empêché, au-delà de multiples agacements et révoltes face à certains propos, de prendre goût à de multiples passages de ce beau livre.

A juste titre Michel Warschawski concluait : « *Ce qui m'a le plus intéressé dans la réflexion d'Avraham Burg, c'est l'absence de l'Orient. Certes, il parle des Palestiniens, du racisme anti-arabe, de la nécessité de reconnaître l'Autre et ses droits, et il exprime l'urgence d'une paix qui soit autre chose que "laissez-nous en paix !". Mais il tourne résolument le dos au monde arabe et porte son regard à l'Ouest. En ce sens, le choix de l'Europe est cohérent : nous sommes européens et n'avons rien à faire dans cette partie de l'Asie occidentale. Avec nos voisins arabes, nous n'avons rien à nous dire, nous ne parlons pas le même langage, nous ne sommes pas du même monde. Mais en Israël, tout le monde n'a pas deux passeports, et une majorité des citoyens viennent d'Orient et partagent sa culture. Cette majorité n'intéresse pas le petit fils d'Avraham Burg de Dresde. Elle lui est aussi étrangère que l'est l'environnement arabe d'Israël. Pourtant, du côté matériel, Avram est un Palestinien de souche, dont les racines hébronites remontent à plusieurs générations. Mais il a, semble-t-il, choisi d'être allemand plutôt que palestinien, européen plutôt qu'arabe. C'est sa façon à lui, Avraham Burg, de vaincre Hitler.* »

Une lecture à compléter pour ceux et celles qui ne l'auraient pas déjà fait par les ouvrages d'Hannah Arendt : « *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal* » (Folio histoire) et de Marek Edelman et Hanna Krall « *Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconte* » (Liana Levi)

Didier Epsztajn

* Avraham Burg, *Vaincre Hitler, Pour un judaïsme plus humaniste et universaliste*, Fayard, Paris 2008, 359 pages, 23,00 €

** Michel Warschawski, *Programmer le désastre, La politique israélienne à l'œuvre*, La Fabrique éditions, Paris 2008, 9,00 €

La mue de Barack Obama

Par
Yann Rémy*

Barack Obama est maintenant officiellement le premier candidat Afro-américain du parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine en Novembre prochain, et ce dans un contexte très favorable pour l'emporter face au candidat républicain John McCain. Ce dernier traîne en effet le poids d'un fort mécontentement populaire à l'égard de bientôt huit ans de gouvernement Bush, d'une part à cause de l'échec cuisant de transformer l'Irak en une sorte d'Allemagne ou de Japon de la fin de la deuxième guerre mondiale (projet que McCain défend toujours) mais surtout d'une dégradation de la qualité de vie de la majorité de la population aux États-Unis (crise du logement, hausse du prix de l'essence, signes d'inflation). Bush est devenu le président le plus impopulaire en fin de mandat depuis la deuxième guerre mondiale et ce après l'exploitation nationaliste des attaques du 11 septembre 2001.

Encore pratiquement inconnu sur la scène politique nationale il y a un an, Obama a su soulever davantage d'enthousiasme parmi les électeurs démocrates que Hillary Clinton, qui jouissait pourtant du soutien de l'appareil d'un parti dominé par une orientation néolibérale et centriste depuis que son mari Bill Clinton avait remporté la présidence en 1992. La position initiale d'Obama contre l'invasion de l'Irak, son image soigneusement entretenue d'outsider à l'égard des dynasties politiques à Washington et ses qualités oratoires, utilisant un langage simple, ont incontestablement mobilisé une fraction importante des nouvelles générations peu politisées (la génération radicalisée de Seattle de 1999, aujourd'hui dispersée, ne rentre guère dans le jeu d'Obama). Selon certains commentateurs, jamais un candidat démocrate n'avait incarné autant d'espoir de changement depuis John Kennedy il y a presque 50 ans. Peut-on pour autant conclure que Hillary Clinton s'est fait dépasser sur sa gauche? Quels changements peut-on espérer d'un



Obama à la Maison Blanche ?

D'où vient Obama ?

Barack Obama est né en 1961 d'une Américaine et d'un immigré kenyan. Élevé par sa mère aux îles Hawaï puis en Indonésie tout en ayant gardé contact avec son père, Obama a fait des études supérieures à la Columbia University et à Harvard, puis a travaillé comme éducateur dans un quartier populaire de Chicago, enseignant universitaire et avocat. Et c'est à Chicago qu'il a entamé son ascension politique, d'abord comme sénateur local (État de l'Illinois) de 1997 à 2004, puis sénateur fédéral depuis 2005. La relation d'Obama avec le pasteur de l'Église chrétienne qu'il a fréquenté pendant 20 ans, Jeremiah Wright, révélée par la presse de droite pour tenter de le discréditer, n'est pas sans intérêt. Le titre du deuxième livre d'Obama « *The Audacity of Hope* » (L'audace de l'Espoir) est inspiré d'un sermon du pasteur qui a célébré son mariage et baptisé ses enfants.

Wright se réclame ouvertement d'une Théologie de la libération des Noirs américains inspirée directement, dès les années 60, par la Théologie de la libération en Amérique latine. Dans ses sermons, il n'hésite pas à dénoncer la politique étrangère

américaine comme responsable des attaques du 11 septembre 2001. Après que le « scandale » eut éclaté, le pasteur a enfoncé le clou en déclarant qu'il était temps que l'Amérique reconnaisse une Église noire qui cherche la réconciliation à travers une véritable décolonisation des esprits. Quant à Obama, il s'est d'abord distancé du pasteur encombrant en dénonçant « *des commentaires qui génèrent la division* » pour ensuite se servir de quelques-une de ses boutades (le gouvernement US responsable du SIDA) comme prétexte pour rompre publiquement avec lui et avec son Église.

Quel changement en politique extérieure ?

L'élection d'un Afro-américain à la tête de l'État aurait sans doute une forte portée symbolique pour la société américaine, mais comme le remarque un ami afro-américain et militant socialiste, Larry Hales, ce serait à la fois une « *honte que le visage de l'impérialisme américain prenne celui d'un Noir américain* ». Il est en effet peu vraisemblable que Barack Obama opère quelque changement fondamental que ce soit à la politique impériale des États-Unis. Pour le candidat démocrate, il s'agit de « *rétablir le leadership des États-Unis dans le monde* » mis à mal par le gouvernement Bush. S'il déclare vouloir négocier directement et publiquement avec des gouvernements insubordonnés comme celui de l'Irak ou de Cuba (ce qui est nouveau), cette volonté a des limites : il a dénoncé la rencontre de l'ancien président Jimmy Carter avec la direction du Hamas, organisation qui a pourtant obtenu la majorité des voix palestiniennes aux dernières élections (1) et il est le fier d'avoir voté pour une loi qui définit les Gardiens de la révolution en Iran comme « *organisation terroriste* ».

* Yann Rémy, journaliste, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire de France, est actuellement établi à Denver aux États-Unis.

1. En Israël même, selon une enquête du journal *Haaretz*, plus de 60 % de la population est favorable à des négociations avec le Hamas.

États-Unis & Pologne

Si sa position passée sur la guerre est son grand atout, pour Obama cette guerre a empêché de « chasser les terroristes là où ils sont » ; il refuse de dénoncer l'invasion de l'Afghanistan et prône une intervention croissante au Pakistan. Il a toujours voté pour le renouvellement du budget demandé par Bush pour l'occupation de l'Irak. S'il a présenté une loi au Sénat pour interdire au gouvernement d'employer des armées mercenaires privées (comme Blackwater), il a récemment déclaré que la « sortie graduelle de l'Irak » ne peut que comprendre également une sortie graduelle des armées mercenaires. Autrement dit, c'est lui-même qui emploiera ces armées au moins pendant quelques années, se convertissant ainsi au « réalisme » du pouvoir avant même de l'avoir atteint.

S'il dénonce les effets pervers que 14 ans de « *Traité de libre commerce* » avec le Mexique et le Canada ont eu sur l'emploi aux États-Unis, il le fait en se gardant bien de dépasser le cadre nationaliste du débat : il ne fait jamais référence aux conséquences désastreuses de ce traité pour la majorité pauvre du Mexique (évacuant ainsi le débat sur les rapports futurs avec le Mexique) et il a voté pour la construction du mur à la frontière avec ce pays (septembre 2006).

Quel changement en politique intérieure ?

S'il est difficile de voir des différences entre Démocrates et Républicains en politique extérieure, il existe néanmoins quelques différences en politique intérieure. Les syndicats sont en train de négocier un accord avec le parti démocrate sur une nouvelle loi qui facilitera la formation de sections syndicales dans les entreprises qui en sont dépourvues (« *Employee Free Choice Act* »). Mais là aussi, ces différences ont vite des limites. Obama a voté en juillet 2005 pour la reconduction du « *Patriot Act* », l'attaque la plus frontale aux libertés fondamentales depuis 50 ans, ignorant les appels répétés des organisations de défense des droits de l'homme (comme l'American Civil Liberties Union, ACLU) de voter contre. S'il s'engage à défendre le droit à l'avortement aujourd'hui menacé par une Cour suprême très à droite, il est, comme la plupart des politiciens, toujours favorable à la peine de mort. En votant pour la construction du mur à la frontière Sud, il démontre que, comme la majorité des élus démocrates, il préfère sur-

fer avec le racisme croissant à l'égard des immigrés mexicains plutôt que de l'affronter. S'il a un programme qui envisage une sécurité sociale pour tous les Américains (ce dont 45 millions d'entre eux sont aujourd'hui dépourvus), ce programme ne touche en rien aux profits faramineux des compagnies privées d'assurance dénoncés par Michael Moore dans son dernier film « *Sicko* ».

Enfin, si Barack Obama dénonce le pouvoir exorbitant que les grandes multinationales ont sur le pouvoir politique et les cadeaux du gouvernement Bush à la fraction la plus riche de la population, il se garde bien de dénoncer l'orientation politique fondamentale en faveur du big business de Bill Clinton dans les années 1990 et ne propose aucune orientation politique claire en faveur des couches travailleuses et défavorisées de la société américaine dont il se réclame. L'enthousiasme qu'il soulève est moins dû au flou de son programme qu'au ras-le-bol des années Bush et à une personnalité plus sympathique que celles d'Hillary Clinton ou de John McCain.

Alors, Barack Obama est-il un gauchiste qui, pour ne pas faire trop de remous, cache son jeu (telle serait la véritable bonne nouvelle !), ou un opportuniste qui se sert du besoin de changement de la population pour atteindre le sommet de l'État et ne rien changer ? Bien que l'on voudrait croire au premier scénario, le deuxième est, comme le montrent ses votes au Sénat, malheureusement plus proche de la réalité (2). Cela dit, l'enthousiasme qu'Obama soulève ne saurait être ignoré ou minimisé. Il est important que la gauche défende Obama face aux attaques racistes tout en démontrant les limites de son projet politique, d'ailleurs difficile à discerner. Un véritable changement demanderait un mouvement social et politique bien plus large et radical que celui qui existe autour de sa campagne.

Le vrai changement demeure la tâche d'une gauche organisée : un mouvement de masse qui s'attaque enfin au pouvoir sans précédent des multinationales et des marchands de canons (avec 5% de la population mondiale les États-Unis détiennent 50% du marché mondial d'armement).

Ce mouvement à la fois féministe, écologiste et solidaire avec l'insubordination croissante à l'égard de l'Empire en Amérique du Sud et ailleurs, ne saurait se reconnaître en un Obama à la Maison blanche, ni s'arrêter avec lui. Construire ce mouvement demeure la tâche d'une gauche qui, pour l'instant, a malheureusement du mal à sortir de la dispersion. ■

Denver, le 3 juin 2008

Par
Jan Malewski*

Avec Ludwik Hass, décédé le 8 avril 2008, disparaît un des derniers trotskistes ayant connu les camps staliniens. Né en 1918 à Stanislawow (actuellement Ivano-Frankovsk), dans la partie de l'Ukraine qui fut polonaise durant l'entre-deux-guerres, en 1936 il entre à l'Université de Lwow (Lviv) et y adhère à l'association de la jeunesse socialiste indépendante (ZNMS). Étudiant en histoire, il suit les cours du grand théoricien marxiste Roman Rosdolsky.

Exclu du ZNMS « pour trotskisme » avec un groupe de jeunes socialistes partisans du front unique, il rejoint le cercle des Académiciens marxistes en 1938. Ce cercle était la structure semi-légale étudiante des Bolchéviques-léninistes, section polonaise de la IVe Internationale. Après la dissolution par Staline du Parti communiste polonais (KPP) et du Parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU). Il était alors minuit dans le siècle, la Pologne était gouvernée par un État fort, les organisations communistes y étaient clandestines et une vague de répression venait d'affaiblir les Bolchéviques-léninistes, seule organisation communiste encore vivante en Pologne. La contre-révolution stalinienne triomphait de l'autre côté de la frontière alors que les nazis préparaient la seconde guerre mondiale. Le choix de militer dans une organisation trotskiste, dénoncée par les staliniens et pourchassée par la police, demandait du courage.

Déportation

Après que l'armée soviétique, mettant en pratique le pacte Ribbentrop-Molotov, ait occupé les terrains orientaux de la Pologne défaite, Hass sera arrêté en novembre 1939 par la police politique stalinienne. Condamné pour trotskisme à 8 ans de camp de travail, suivis de la déportation à vie, il fut envoyé dans le camp de Vorkouta, un des plus durs des camps du goulag, surnommé « *la guillotine glacée* », peu après la longue grève de la faim des oppositionnels de gauche qui aboutit à leur liquidation. Il s'y retrouvait politiquement isolé.

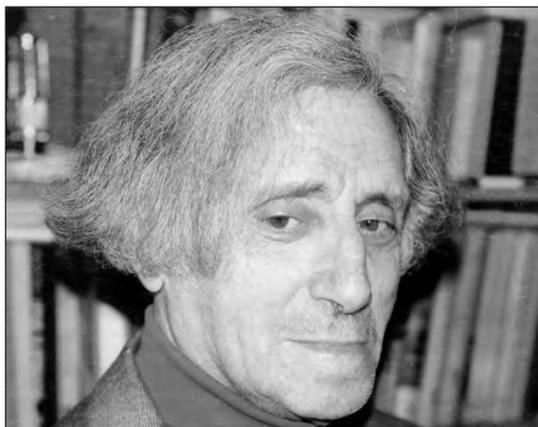
Arrêté en tant que trotskiste, il ne bénéficiera pas de l'amnistie accordée aux prisonniers polonais le 30 juillet 1941, lors de la formation de l'armée du général Anders — qui quitta l'URSS en mars-août 1942 et rejoint le Moyen-Orient, puis le front italien — ni en 1943, lors de la formation de l'Armée populaire polonaise.

Selon un de ses amis du camp (qui réussit à le quitter avec l'armée du général

2. Pour une bonne analyse des prises de position de Barack Obama au Sénat, aller à <http://www.counter-punch.org/gonzalez02292008.html> (en Anglais).

Ludwik Hass (1918-2008)

héros trotskiste finalement brisé



Anders en 1942), à Vorkouta L. Hass était pour tous l'exemple de la résistance, de la solidarité, de l'humanité tout simplement ; il aidait les autres prisonniers, partageait avec les affamés le maigre bout de pain noir. Ayant appris le russe en lisant des vieux bouts de journaux, il eut la chance de devenir l'aide-comptable du camp, ce qui lui a probablement sauvé la vie et permis d'aider les autres.

En 1947, à sa sortie du camp, il a été déporté au nord de la République des Komis (1), derrière le cercle polaire arctique. Après la mort de Staline en 1953, il devint officiellement libre, mais se vit refuser les autorités le droit de retourner en Pologne.

Jamais, ni dans le camp de travail, lors de la déportation après, il n'accepta de signer le moindre acte de soumission. Considérant qu'il n'avait pas bénéficié d'un procès légal, il exigeait sa réhabilitation... qu'il n'obtint qu'en 1956, lorsque le Tribunal de Lviv annula le jugement de 1939 après la « déstalinisation » initiée au XX^e Congrès du PCUS.

En janvier 1957, avec sa femme, rencontrée dans la République des Komis, et son fils, il s'installa à Varsovie. Il y obtint un travail aux Archives nationales et reprit ses études d'histoire. De 1962 à 1986 il gravit tous les échelons universitaires pour accéder enfin à la chaire de professeur d'histoire à l'Académie polonaise des sciences. Ses écrits sur l'histoire de l'intelligentsia polonaise, celle de la franc-maçonnerie en Europe centrale et orientale et sur l'histoire du mouvement ouvrier polonais constituent une importante contribution à l'historiographie marxiste. Mais Ludwik Hass n'était pas de

ceux qui, après des années de goulag, se serait « rangé », consacrant le reste de sa vie aux recherches historiques. Loin de là.

Lutte antibureaucratique

Dès son arrivé à Varsovie, en 1957, il rejoint le Club du cercle courbe, principal club de l'intelligentsia oppositionnelle de gauche au sein duquel il fut l'un des principaux porte-parole du marxisme critique. Witold Jedlicki, qui consacra un livre à l'histoire de ce Club, y constate que grâce à Hass il a pu prendre conscience que le marxisme, loin de n'être qu'un dogme stalinien, est une théorie qui permet de comprendre la réalité et de lutter pour la changer. Lorsque en décembre 1958 ce club consacra un débat à la dissolution du KPP et à l'assassinat de tous ses dirigeants, alors réfugiés en URSS, plusieurs intervenants se sont interrogés pourquoi aucun communiste polonais n'avait protesté. Sortant alors un vieux tract — qu'il avait emprunté aux Archives — Ludwik Hass lut la proclamation des Bolchéviques-léninistes de 1938, protestant contre la dissolution du KPP et appelant les militants communistes à construire un nouveau parti... Ses interventions l'ont fait remarquer et, fin 1961, alors que la « normalisation » progressait, liquidant les derniers acquis de la révolution antibureaucratique inachevée de 1956, les autorités exigèrent de la direction du Club son exclusion ainsi que celle de Jan Wolski et Jan Wyka, deux autres communistes critiques, en échange de l'autorisation d'activité du Club. Devant le refus, le Club sera interdit peu après, en 1962.

Après son retour en Pologne alors qu'il croyait être le seul trotskiste survivant, Hass découvre la revue *Quatrième Internationale*. En 1962 il profite de l'émigration de W. Jedlicki pour lui demander d'établir un contact et reçoit, peu après, la carte postale convenue : « *J'étais chez les Pierres* [c'est à dire chez Pierre Frank, dirigeant de la IV^e Internationale] et ils étaient heureux de ton salut ». Peu après, Georges Dobbeleer, militant de la section belge, établira le contact avec Ludwik, ainsi qu'avec le fondateur du

trotskisme polonais Kazimierz Badowski de Cracovie (décédé en 1990) et avec les jeunes communistes oppositionnels Jacek Kuron et Karol Modzelewski.

Hass racontera plus tard : « *Nous n'avions jamais mis en place une organisation formelle ; notre force, c'était notre influence chez la jeune intelligentsia, notre activité dans les divers clubs de discussion. Cette forme d'organisation n'était pas idéale, c'était la nécessité.* » (2) Il traduisit (avec Badowski) et fit circuler la résolution du Congrès mondial de la IV^e Internationale de 1957 : *Déclin et chute du stalinisme*, mais il ne rejoignit pas le groupe de jeunes autour de Kuron et Modzelewski et refusa même de leur fournir la ronéo clandestine, sauvée par Badowski durant l'occupation nazie, jugeant que « *la diffusion de masse n'avait alors aucun sens, non à cause du risque, mais parce qu'il n'y avait pas de public pour de tels textes. Je considérais qu'il fallait travailler dans des petits groupes.* »

Nouveau procès

Kuron et Modzelewski diffusèrent cependant leur *Lettre ouverte au parti ouvrier unifié polonais* — une analyse mar-

* Jan Malewski, rédacteur d'*Inprekor* et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, a contribué au « *travail Pologne* » de l'Internationale depuis 1974, participant à la rédaction des publications en langue polonaise — *Biuletyn Na Lewo* (Bulletin A Gauche, 1974-1980) et *Inprekor* (1981-1991), acheminés clandestinement dans ce pays — et maintenant le contact avec l'opposition antibureaucratique, puis anticapitaliste.

1. La République des Komis était alors une République autonome au sein de la République fédérative de Russie, elle même partie intégrante de l'URSS. En 1959 la Komis, autochtones, y représentaient 30,4 % de la population. Ses villes principales sont Syktyvkar, Oukhta et Vorkouta. D'une superficie de 415 900 km² (les trois quarts de la France métropolitaine, elle s'étend entre 59°12' et 68°25' de latitude nord et entre 45°25' et 66°10' de longitude est. Son territoire est donc traversé par le cercle polaire Arctique. Dans le nord de la république la température moyenne est de -20°C en janvier et de +11°C en juillet.

2. J'emprunte cette citation de L. Hass, ainsi que les deux suivantes, de l'article de Dariusz Zalega, qui avait longuement interviewé Ludwik Hass au début des années 1990 dans le cadre de sa recherche sur l'histoire du trotskisme en Pologne, et qui a publié un long article sur lui dans l'hebdomadaire *Trybuna Robotnicza* (n° 16/79 du 17 avril 2008).

3. Cité par D. Zalega, op. cit.

Pologne

xiste de la domination bureaucratique et un programme politique socialiste et furent arrêtés pour cela en mars 1965. Les trotskistes — Kazimierz Badowski, Ludwik Hass et Romuald Smiech — furent eux aussi arrêtés peu après et leur fameuse ronéo saisie. Tous furent condamnés — Kuron et Modzelewski pour la *Lettre ouverte* et les trois trotskistes pour la diffusion de la résolution de la IV^e Internationale, qui, selon le Tribunal, « appelle à renverser par la force les organes suprêmes de la République Populaire de Pologne et contient des fausses informations en ce qui concerne les rapports socio-politiques et économiques dominants en Pologne ». A quoi l'acte d'accusation ajoutait l'aide à la préparation et à la diffusion de la *Lettre ouverte*.

Lors des procès, Kuron et Modzelewski gardèrent le silence. Badowski, pour sa part, avait fait le choix de dénoncer le stalinisme en parlant d'autre chose (il raconta ainsi longuement comment les staliniens avaient détruit le mouvement espérantiste polonais au début des années 1930 en y provoquant une scission visant les sociaux-démocrates — qualifiés de « social-fascistes » — en alliance avec la droite polonaise...) et expliqua au Tribunal qui l'interrogeait sur Kuron et Modzelewski : « Comment voulez vous que je puisse me détourner de jeunes marxistes aussi remarquables, je ne le peux pas... mais il faut admettre qu'ils ne sont pas trotskistes, leur analyse diffère, malheureusement, de celle de Trotsky et de la mienne ! ».

Isolé politiquement

Au contraire, Ludwik Hass revendiqua tout, expliquant plus tard que c'était selon lui une manière de propager les idées trotskistes. « Et de toute façon, ce que je disais, ils le savaient déjà ». Ses déclarations ont desservi Kuron et Modzelewski... Dans son autobiographie Jacek Kuron écrivit des années plus tard : « J'ai eu honte de lui en vouloir car je n'ai pas connu les prisons staliniennes et je ne peux rien savoir sur les conséquences de la prison sur la capacité de résister ensuite à la police (...). Il était certain que de toute façon nous dirions tout, car c'était la règle dans les interrogatoires staliniens. Je ne sais si tous ceux qui sont passé par les camps ont été brisés, mais je n'ai pas le droit de juger ceux qui l'ont été, car je ne suis pas passé par là » Dans l'opposition polonaise ceux qui considèrent, comme Kuron, que Hass avait alors failli, étaient majoritaires et, au cours des années suivantes ils ont pris leurs distances avec lui. D'autres pourtant partageaient l'avis de

Romuald Smiech : « Hass n'a pas capitulé, simplement il ne voulait pas cacher ses activités, considérant qu'elles ne constituaient pas un délit. Ce fut son attitude lors des interrogatoires et lors du procès. » (3)

Condamné à 3 ans de prison, Hass fut libéré avant terme fin août 1966, après avoir demandé grâce au président du Conseil d'État, Henryk Jablonski, qui se trouvait aussi être son directeur de thèse d'histoire — ce qu'il s'était toujours refusé de faire alors qu'il était emprisonné au goulag — et après qu'Isaak Deutscher ait publié une lettre ouverte exigeant sa libération. Une fois libre il ne retrouva du travail qu'en 1979, vivant des articles qu'il publiait sous pseudonyme, en particulier dans la revue catholique *Wież*.

Au cours des années 1970 il garda le contact avec la IV^e Internationale, avec une grande prudence cependant, contrairement à l'opposition antibureaucratique qui, depuis 1976, agissait à visage découvert. Pour nos rencontres à Varsovie, nous utilisions alors le service d'un rédacteur d'une revue officielle qui, le soir, après le départ de sa secrétaire, prenait sa place et nous cédait son bureau, protégeant ainsi l'accès à notre lieu de réunion au cas où quelqu'un voudrait s'y aventurer. Ludwik me fit alors accéder à son immense connaissance de l'histoire, critiquant la mollesse, selon lui, de mes articles sur l'opposition polonaise dans *Rouge* et dans le petit bulletin polonais que nous publions, *Biuletyn Na Lewo* (Bulletin A Gauche).

Aveuglement

Il ne rejoignit pas le Comité de défense des ouvriers (KOR), le critiqua au contraire en le qualifiant « d'opposition bureaucratique » (pourtant, harassée sans cesse par la police, le KOR joua un rôle essentiel dans l'apparition du nouveau mouvement ouvrier indépendant de la bureaucratie...), il refusa également de travailler avec le petit groupe de jeunes communistes oppositionnels en contact avec nous. En 1980 il jugea que les syndicats indépendants issus de la grève quasi-générale d'août conduisaient à ce qu'il nommait la « khomeinisation de la classe ouvrière » — un parallèle douteux entre les deux religiosités, chi'ite iranienne et catholique polonaise. Nos relations furent rompues à cette époque : à notre avis, Ludwik se détourna du début d'une révolution politique dont la réalité ne correspondait pas à son idéal.

Il se tourna alors vers le courant dirigé par les trotskistes Michel Varga, hongrois, et Stefan Bekier, revenu clandestinement en Pologne et y éditant le bulletin *Walka Klas*

(Lutte des classes). Après le coup d'État du 13 décembre 1981, qui mis fin au processus révolutionnaire autogestionnaire polonais, il commença à publier des articles dans l'hebdomadaire officiel *Rzeczywistosc* (Réalité), particulièrement agressif envers le syndicalisme indépendant et considéré comme l'organe du « béton stalinien », forçant le groupe *Walka Klas* à rompre avec lui à son tour.

Sans doute, Hass a-t-il été aveuglé par son obsession à vouloir défendre ainsi les acquis sociaux de la révolution trahie. Conscient que la dictature du général Jaruzelski conduisait à la restauration capitaliste, mais isolé politiquement et donc désarmé, tel quelqu'un qui se noie, il n'hésitait pas à saisir la lame du couteau, travaillant avec ceux qui s'opposèrent brutalement à la tentative d'auto-émancipation des travailleurs. Il ne se rendait pas compte que, ce faisant, il ne pouvait que contribuer à ce que ces derniers se détournent de lui et de la gauche qu'il prétendait représenter. Dans ces articles, il n'hésitait pas à s'en prendre aux oppositionnels et aux syndicalistes en prison, ne comprenant pas qu'il est inadmissible de mêler sa voix à celle des tribunaux de la dictature et qu'il y a des lieux où les divergences avec les représentants des travailleurs ne doivent pas être énoncées.

Après la restauration capitaliste en Pologne, Ludwik collabora avec divers petits groupes d'extrême gauche, marginalisés dans la nouvelle situation. Il publia enfin l'essentiel de ses analyses historiques, qui lui valurent une reconnaissance scientifique. Son influence sur la nouvelle extrême gauche fut cependant négative, car il la poussait vers une orientation dogmatique et sectaire.



Ludwik Hass s'est conduit en héros aussi bien dans les camps staliniens qu'en Pologne quand, revenant après 18 ans d'emprisonnement et de déportation, il reprit aussitôt le combat politique interrompu en 1939. « Dans l'organisation de l'avant-guerre je n'étais qu'au mieux un caporal en employant le langage militaire », disait-il. « Mais dans une situation où la guerre a pris tous les officiers, il faut bien qu'un simple soldat prenne la direction et lève le drapeau. Telle était ma situation. »

Pourtant, vieillissant, il ne fut plus capable d'agir politiquement de manière créatrice et finit brisé par le post-stalinisme. Il a ainsi rejoint les centaines de milliers de militants communistes, victimes de la contre-révolution stalinienne, dont bon nombre, et autrement plus « gradés » que lui, furent brisés bien plus vite qu'il ne le fut. ■

Des enjeux qui ont peu à voir avec l'urgence humanitaire

Par
Marc Johnson et Danielle Sabai*

Frappé les 2 et 3 mai par le pire cyclone que l'Asie ait connu depuis 18 ans (1), le peuple birman tente de survivre sans aide du gouvernement en place. Une semaine après le passage du cyclone meurtrier Nargis, les médias, contrôlés par l'État, ont annoncé 22 980 morts et 42 119 disparus (2). Mais selon Shari Villarosa, chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Birmanie (3), ce seraient près de 100 000 personnes qui pourraient être mortes à la suite du passage du cyclone et il y aurait environ 1 million de sans-abri, des centaines de villages du delta de l'Irrawaddy, composés de simples huttes de bambous, ayant été balayés presque en totalité. Selon l'association *Save the Children*, près de 40 % des morts et des disparus seraient des enfants (4). Il est cependant très difficile de connaître l'importance du désastre car peu d'étrangers sont autorisés à entrer en Birmanie et le gouvernement tente de minimiser l'ampleur de la catastrophe.

Catastrophe naturelle et tyrannie

La junte militaire au pouvoir tient une responsabilité immense dans cette catastrophe humanitaire. Le nombre de décès n'aurait pas été si important si la junte, qui connaissait l'existence du cyclone grâce aux alertes des centres météorologiques indiens et thaïlandais, avait prévenu la population de son approche et organisé l'évacuation des zones les plus directement touchées (5). Rien de tout cela n'a été fait et cela montre une fois de plus combien cette junte parasitaire fait peu de cas du sort du peuple birman.

Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées brutalement sans abris, sans électricité, sans eau potable, sans aucun secours, trouvant refuge dans les écoles et les monastères. Plusieurs jours après la catastrophe les soldats et les membres de l'Association pour le Développement et la



Solidarité de l'Union (USDA), une organisation de masse progouvernementale, si nombreux à réprimer les mobilisations de septembre dernier, se faisaient plutôt rares dans les rues. Malgré une propagande d'État montrant le premier ministre Thein Sein et quelques généraux distribuant des colis à des sans-abri, les survivants n'ont pour l'instant reçu une réelle aide que de la part des moines sortis pour aider à nettoyer les rou-

tes, reconstruire les maisons et partager le peu de nourriture dont ils disposent. Seuls les habitants de Rangoon ont pu bénéficier de quelque assistance et de distribution d'eau potable. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM, une organisation des Nations unies) et la Croix-Rouge birmane, connue pour ses prises de positions plus que modérées envers la junte, ont pu fournir assistance et conseils.



Des causes moins naturelles

La junte militaire qui, sous pression internationale, a fait appel à l'aide internationale, freine la délivrance de visas aux personnels humanitaires. Selon Paul Risley, porte-parole du PAM, cela prend en général deux jours aux organisations humanitaires pour pouvoir une assistance matérielle, médicale et technique après un désastre (6). Mais 10

* Marc Johnson est le pseudonyme d'un correspondant d'*Inprecor*, actuellement engagé dans les activités d'aide aux victimes du cyclone à Rangoon, en Birmanie. Danielle Sabai est correspondante d'*Inprecor* pour l'Asie du Sud-Est.

1. En 1991 un cyclone a frappé le Bangladesh laissant sur son passage 143 000 morts.
2. *The Irrawaddy News Magazine* du 7 mai 2008 <<http://www.irrawaddy.org/>>.
3. *The Irrawaddy News Magazine* du 7 mai 2008
4. *The Irrawaddy News Magazine* du 3 mai 2008.
5. *The Irrawaddy News Magazine* du 8 mai 2008.
6. *The Irrawaddy News Magazine* du 7 mai 2008.

La tension est montée à Rangoon, alors que les autorités continuent à ignorer plus de deux millions de victimes du cyclone Nargis, qui a tué au moins 77 000 personnes depuis qu'il a frappé le sud de la Birmanie le 2 mai 2008. Le régime a multiplié les patrouilles de police à Rangoon et réduit les heures d'ouverture du principal monument du bouddhisme en Birmanie, la pagode Shwedagon, point de départ d'un grand nombre de manifestations pour la démocratie en septembre 2007.

« Avant le cyclone et durant les premiers jours qui l'ont suivi, ceux qui critiquaient le régime le faisaient discrètement, ou par l'intermédiaire d'une plaisanterie. Et ils se tenaient tranquilles quand les soldats passaient », dit Pi Mo, un étudiant engagé à fond dans la collecte de nourriture et de vêtements usagés pour les victimes du cyclone. « Mais au cours des deux dernières semaines, les gens ont commencé à s'exprimer ouvertement. Ils ne reculent plus quand les soldats passent, ils grondent. Les gens sont très en colère contre le gouvernement qui ne fait rien pour aider les victimes du cyclone et qui ne s'intéresse qu'à la façon d'accaparer la plus grande partie possible de l'aide étrangère ».

Récemment seulement, le pouvoir a mis fin à ses tentatives de confisquer l'aide que des simples citoyens apportaient à leurs compatriotes dans les zones touchées par le cyclone. Maintenant il permet une circulation plus ou moins libre dans et hors du delta aux citoyens birmanais. Mais sa tentative impitoyable et totalitaire de monopoliser l'aide, puis sa reculade

La population de Rangoon de plus en plus exaspérée

Par Marc Johnson

devant les protestations publiques, ont gravement endommagé l'image de sa toute-puissance. Les gens ne se limitent plus à seulement haïr le régime. Ils prennent conscience qu'il est incompétent et qu'il est possible de le forcer à faire des concessions.

Son incompétence et son apparent manque d'intérêt en ce qui concerne la catastrophe contraste avec son obsession en vue d'obtenir un « oui » massif, du plus pur style stalinien, dans le référendum du 10 mai, convoqué pour faire approuver une nouvelle constitution, lui garantissant 25 % des sièges au Parlement. « Si vous voulez des informations sur la catastrophe du cyclone, il faut chercher dans les pages intérieures des journaux », se plaint Pi Mo. « Vous devez lire d'abord des colonnes et des colonnes de propagande en faveur du référendum. Mais certainement pour cette nation le cyclone est la priorité numéro un ».

Les gens ne se limitent pas à parler plus librement. Il y a des centaines de cybercafés à Rangoon et une heure d'accès internet à haute vitesse, dans un local où l'air est conditionné, coûte environ 0,26 euro, le prix d'une tasse de thé dans un café de rue. Comme il n'y a pas beaucoup de divertissements publics, la jeune génération se rue dans les cybercafés et, lorsque vous passez le long des terminaux, il est facile de voir que bon nombre d'entre eux correspon-

dent avec l'étranger, n'hésitant pas à rédiger des mails très critiques. Comme s'ils n'étaient plus inquiets que quelqu'un puisse les voir.

Le régime a échoué même dans sa tentative de forcer les propriétaires des cybercafés à espionner les utilisateurs d'internet. Un journal a signalé le 19 Mai que moins de 20 % des propriétaires se conforment aux très strictes conditions que leur impose leur licence. Ils sont supposés, entre autres choses, de consigner le nom et numéro de carte d'identité de tous les utilisateurs d'internet, de recueillir une capture d'écran de chaque terminal toutes les cinq minutes, et de transmettre ces informations à la police tous les quinze jours. Mais la plupart des propriétaires savent que leurs clients ne supportent pas une telle invasion de leur vie privée. Et garder un registre des utilisateurs permet également aux propriétaires de garder la plupart de leurs revenus en n'en déclarant qu'une très petite partie au fisc...

Alors que les habitants de Rangoon affirment de plus en plus ouvertement leurs frustrations, les autorités sont devant un dilemme : soit accroître la répression, soit faire des concessions à l'opinion publique, notamment en ce qui concerne leur traitement scandaleux du cyclone Margis. Dans les deux cas le risque est de précipiter à nouveau la population dans les rues.

« Les gens sont beaucoup plus en colère qu'en septembre dernier », dit Pi Mo. « Mais, parce que le régime fut si violent face aux moines et aux autres manifestants, tout le monde attend que quelqu'un commence la protestation, avant de la rejoindre ».

Malheureusement, il n'existe pratiquement pas de groupes d'opposition organisée à Rangoon, capables de fournir une « étincelle » ou des mots d'ordre mobilisateurs capables d'accélérer la radicalisation de l'opinion publique ou d'encourager les gens à manifester. L'opposition birmane est extrêmement faible et inexpérimentée, la plupart des dirigeants des protestations de 1988-1990 étant maintenant en exil. Elle souffre également d'un très fort fractionnisme, de la personnalisation de la politique et de la corruption — des mauvaises habitudes qui ont affecté la politique birmane depuis de nombreuses années et dont l'opposition n'est guère à l'abri...

Mais la génération des exilés politiques de 30-40 ans, catapultée dans l'activité publique au cours du printemps démocratique de 1988 et durcie par le coup d'État et la répression militaire de 1989, s'est efforcée d'établir des liens avec les groupes oppositionnels internes, y compris à travers des réseaux alternatifs de secours et la diffusion la plus large possible de témoignages indépendants sur l'ampleur réelle des dégâts des cyclones dans le sud. L'ampleur des mensonges du régime, qui continue à prétendre que « tout est sous son contrôle », n'en apparaît que plus clairement. ■

Rangoon, le 22 mai 2008

jours après le passage du cyclone, l'aide se fait toujours attendre. Les militaires n'ont pour l'instant accepté que quelques avions et bateaux asiatiques. Des centaines d'« humanitaires » et de journalistes attendent à Bangkok le feu vert pour se rendre en Birmanie. Feu vert hypothétique car la junte a fait savoir qu'elle accepterait de recevoir les colis mais que l'aide serait acheminée par le régime lui-même. La Birmanie étant dépourvue de médias indépendants et d'un quelconque milieu associatif autonome, l'absence de contrôle sur l'acheminement du matériel et la distribution de la nourriture posent évidemment des problèmes aux organisations humanitaires. Il est fort proba-

ble qu'une partie de l'aide sera détournée par les voyous qui administrent l'État et n'arrivera jamais aux victimes qui en ont le plus besoin.

Ainsi, alors que la situation peine à se débloquer, les survivants doivent faire face à une deuxième catastrophe, celle-ci pas naturelle du tout. La Birmanie ne possède pas les quantités de nourritures et de médicaments nécessaires pour faire face à la situation (7). Les victimes commencent à mourir de faim et de maladies. Les plus chanceux se sont vus distribuer des rations de 3 pommes de terre et un kilo de riz par famille... Mais ni la quantité ni la qualité ne sont au rendez-vous (8).

La plupart en sont réduits à boire l'eau des rivières et des criques polluées par les milliers de corps de personnes et d'animaux qui y flottent (9). Déjà, des médecins locaux ont annoncé des cas de choléra dans les

villes de Bogalay et Laputta. De nombreux cas de diarrhées et de dysenteries ont été signalés à Rangoon. Il est à craindre que beaucoup d'autres ne meurent aussi d'une recrudescence de la malaria et des nombreuses maladies qui font leur nid dans ce pays où le régime consacre moins de 3 % du budget de l'État à la santé (contre 49 % à l'armée).

Un régime paranoïaque

Au-delà de la méfiance des militaires birmanais à l'égard des gouvernements occidentaux, le manque de volonté à accepter une aide humanitaire internationale, dont le régime a pourtant tant besoin, tient aussi à la situation politique interne. Ce régime xénophobe et paranoïaque vit dans la peur permanente d'un nouveau soulèvement populaire ou d'une invasion militaire améri-

7. Cf. Danielle Sabai, « La crise birmane, ses fondements et l'urgence de la solidarité : assez d'hypocrisie, des actes ! », *Inprecor* n° 532-533

8. *The Mizzima News* du 8 mai 2008.

9. *The Irrawaddy News Magazine* du 8 mai 2008

caine. Mais surtout ce qui motive cette volonté de huis clos est l'enjeu du référendum sur la nouvelle constitution, programmé le 10 mai. Le cyclone Nargis ne pouvait arriver à pire moment pour la junte militaire. Le State Peace and Development Council (SPDC, Conseil d'État pour la paix et le développement), comme se fait appeler ce régime, a tout fait pour assurer un vote oui massif. Son issue politique lui importe plus que la survie de ses citoyens. Rien que durant le mois d'avril, le régime a arrêté 48 militants faisant campagne contre la constitution. Toutes sortes de menaces et d'intimidations ont été proférées par les autorités locales contre ceux qui oseraient voter non : persécutions, amendes, emprisonnement, révocation des fonctionnaires, confiscation des terres, fermeture des magasins, renvoi des étudiants.

En échange d'un vote oui, toutes sortes d'incitations ont été proposées : du riz, du sel, des téléphones mobiles ici ; des contrôles médicaux gratuits là ; la libération de détenus politiques de l'infâme prison d'Insein ; l'exemption de la taxe d'habitation, etc. (10) Malgré la situation, le gouvernement a refusé de déplacer la date du référendum sauf dans les régions les plus touchées par le cyclone. Dans d'autres parties de la Birmanie, il a organisé des votes à l'avance et, selon Kachin News, des centaines de votants de villages Kachin ont été forcés de voter oui par des membres de l'USDA et des groupes armés Kachin qui ont signé un cessez-le-feu avec le SPDC. Même chose dans certains villages du Nagaland, au nord-ouest de la Birmanie où l'on arrive à un absurde « 100 % de oui » (11).

Pour la junte les enjeux sont de taille. Cette nouvelle constitution, qui a « nécessité » 14 ans pour être rédigée, représente le changement politique le plus significatif depuis les élections de 1990, élections qui avaient vu la victoire écrasante de la Ligue



Nationale pour la Démocratie, parti d'Aung San Suu Kyi. La constitution est rédigée dans le but d'asseoir le pouvoir des militaires en légitimant leur participation aux affaires de l'État. En termes concrets, 25 % des sièges des deux chambres seraient attribués à des militaires directement cooptés par le commandement en chef de la Tatmadaw (l'armée birmane). Dans le même temps, pour pouvoir modifier la constitution il faudrait obtenir le soutien d'au moins 20 % des membres du parlement suivi d'un vote de

75 % des parlementaires pour pouvoir soumettre un amendement à un référendum dans lequel il faudrait obtenir 50 % des voix en faveur du changement ! Autant dire qu'avec 25 % de militaires désignés dans les deux chambres, la junte se garantit une stabilité au moins au niveau parlementaire. Sans compter que la Tatmadaw s'octroie constitutionnellement la responsabilité de « sauvegarder la constitution nationale » (12).

Urgence humanitaire ? Non, des intérêts

L'incommensurable responsabilité de la junte militaire dans cette crise humanitaire ne doit pas faire oublier que la situation a été récupérée de toute part. Le comportement des classes moyennes et des milieux d'affaires birmans, les principaux supporters de l'opposition pro-occidentale, dont Aung



10. Cf. Altsean-Burma Bulletin d'avril 2008. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10169>

11. Kachin news du 9 mai 2008.

12. Cf Constitutional Conundrum, The Irrawaddy News Magazine, April 2008. http://www.irrawaddy.org/article.php?art_id=11201

Myanmar (Birmanie)

San Suu Kyi est l'icône, a montré qu'ils ne sont ni en mesure de prendre en charge les rênes du pays ni à la hauteur de la tâche. Dès après le passage du cyclone, les petites et moyennes entreprises ont augmenté les prix des biens de première nécessité de 200 à 400 % (13). Dans un pays où la grande majorité des 50 millions d'habitants vit avec moins de 1 dollar (0,65 euro) par jour, ces comportements de profiteurs vont avoir de terribles effets sur la population, particulièrement les plus vieux et les plus jeunes, renforçant les effets secondaires liés au passage du cyclone et à l'inadéquation, voire l'absence d'aide aux démunis.

Les puissances occidentales ont aussi exploité la situation créée par le passage du cyclone pour faire avancer leur propre agenda, à savoir ouvrir la Birmanie aux investisseurs occidentaux, sans restriction comme c'est maintenant le cas au Cambodge. Elles cherchent à contrer l'influence de la Chine qui utilise les routes et les ports birmanes pour désenclaver ses régions occidentales sous-développées. Un gouvernement plus malléable pourrait, en particulier, revenir sur les accords passés entre la Chine et la Birmanie. Ainsi, le ministre des affaires étrangères français, Bernard Kouchner, a suggéré dès le 6 mai que les puissances occidentales fassent valoir « le droit d'ingérence humanitaire » et ainsi déployer des aides militaires et civiles sans le consentement du gouvernement birman (14).

La très grande médiatisation de la catastrophe et de l'insuffisance de la réponse du gouvernement birman, est utilisée par l'administration américaine pour mettre les associations humanitaires et les journalistes en ordre derrière sa politique agressive de changement de régime. Peu d'organisations humanitaires ont besoin d'être convaincues. Très liée à la foule de missionnaires (15) qui travaillent aux frontières birmanes depuis la période coloniale britannique, l'« industrie » de l'aide humanitaire, qui s'attend à recevoir des dizaines de millions de dollars quand la



junte birmane va s'effondrer, est incapable de garder du recul par rapport aux intérêts des grandes puissances dans la région.

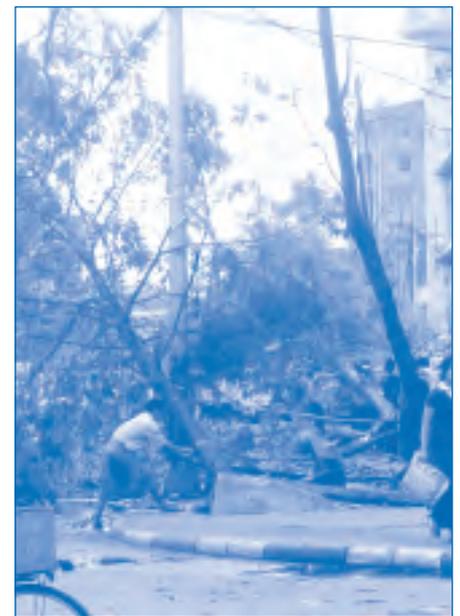
Un petit nombre d'organisations internationales de solidarité tente d'aller à contre-courant de cette déprimante situation. Des groupes bouddhistes en Asie ont trouvé des chemins pour aider les Birmans réfugiés dans les monastères et les temples. D'autres organisations sont liées à des groupes d'émigrés, d'étudiants et des organisations militantes pro-démocratie lesquels n'ont pas tous succombé à l'offensive américaine et à ses largesses.

Une situation humanitaire et politique mouvante

Dans les prochaines semaines nous allons malheureusement être les témoins de la lutte pour la survie de centaines de milliers de Birmans laissés sans abris par le cyclone Nargis, mais aussi des millions qui sont lentement affamés par la conjonction de l'incompétence du régime, de la politique agressive américaine et de la voracité des profiteurs locaux.

C'est aussi une période durant laquelle pourraient bien se redessiner les contours politiques de la Birmanie et peut-être verra-t-on apparaître les brèches annonciatrices de l'effondrement de ce monstrueux régime au pouvoir depuis plus de 40 ans (16).

Bangkok, le 11 mai 2008



13. *The Irrawaddy News Magazine* du 3 mai 2008.

14. Un prêté pour un rendu, la junte a empêché le navire militaire français chargé de l'aide d'urgence en Inde de pénétrer dans les eaux territoriales birmanes, le forçant, après des jours d'attente, de décharger finalement en Thaïlande. Kouchner est décidément un grand spécialiste... de l'alignement sur la politique des États-Unis.

15. Il y aurait, par exemple, plus de 30 000 missionnaires américains établis dans la ville de Chiang Mai et parcourant les montagnes birmanes pour évangéliser les minorités ethniques sous couvert d'aide humanitaire.

16. Selon *The Irrawaddy News Magazine* du 8 mai, le chef de la junte Than Shwe et ses deux principaux hommes de confiance, les généraux Maung Aye et Thura Shwe Mann, se cacheraient depuis la date de l'arrivée du cyclone.